

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

# ÉTUDE DES CRÉDITS

2003-2004

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS  
PARTICULIERS**

LES DONNÉES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC  
FONT L'OBJET D'UNE PRÉSENTATION DISTINCTE.

Juin 2003

Québec 

Approved: \_\_\_\_\_  
Date: \_\_\_\_\_

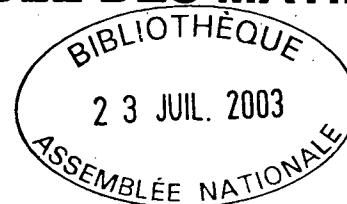
3 44-3 13-53

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

**TABLE DES MATIÈRES**



842A1

C33

2003/04

3

Q1

P.500V.

Lecture

run place





**Ministère de la Sécurité publique**  
**Étude des crédits 2003-2004**  
**Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle**  
**LISTE DES QUESTIONS**

QUESTION N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
1.	La liste des dirigeants de la SQ, leur direction et leur rémunération respective pour la période 2002-2003 ainsi que les augmentations prévues.	11
2.	La liste des dépenses pour la période 2002-2003 et le budget pour la prochaine année, ventilés par direction de la SQ, et prévision pour 2003-2004.	13
3.	Le nombre de véhicules de la SQ répartis par catégories (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères) et par districts au 31 mars 2003.	15
4.	L'investissement pour la période 2002-2003 en véhicules, par catégories (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères) et par districts, et prévision pour 2003-2004.	17
5.	L'investissement pour la période 2002-2003 en équipements spécialisés, par catégorie et par district, et prévision pour 2003-2004.	19
6.	Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2003, répartis par district et par quart de travail.	21
7.	Le nombre d'effectifs affectés aux patrouilles autoroutières.	23
8.	La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc. pour policiers et cadres, professionnels, techniciens, etc. pour les civils) au 31 mars 2003.	25
9.	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2003.	27
10.	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction, vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2002-2003.	29
11.	Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne, contre la propriété, drogues, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour la période 2002-2003.	31
12.	Le nombre et la nature des constats d'infraction émis par les policiers de la SQ : a. sur les routes entretenues par le ministère des Transports; b. sur les routes entretenues par une municipalité.	35
13.	Le nombre d'interventions techniques de la SQ sur le territoire des corps de police municipaux et sur son territoire pour la période 2002-2003.	37
14.	La répartition au 31 mars 2003 des membres des Escouades régionales mixtes ainsi que le budget accordé, par lieux d'affectation.	39
15.	Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2002-2003, et prévision pour 2003-2004.	41
16.	La liste des nouveaux officiers et agents de la SQ et de ceux qui ont fait l'objet d'une promotion, par poste, pour l'année 2002-2003 avec, dans le cas des nouveaux agents, leur profil de formation.	43
17.	La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2002-2003.	45

**Ministère de la Sécurité publique**  
**Étude des crédits 2003-2004**  
**Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle**  
**LISTE DES QUESTIONS**

QUESTION N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
18.	La répartition de la population carcérale par catégorie de crime (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque centre de détention au 31 mars 2003.	49
19.	Description de l'utilisation des fonds locaux et du fonds central pour les activités de la population carcérale pour la période 2002-2003.	53
20.	La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.	74
21.	Les délais moyens, minimum et maximum pour l'enregistrement des délits dans le système DACOR depuis l'admission des détenus.	91
22.	Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention pour les périodes 2001-2002 et 2002-2003.	95
23.	La durée moyenne des peines et des séjours effectifs (durée de la peine moins la durée des absences temporaires et des libérations conditionnelles) par catégorie de délits pour chaque centre de détention pour les périodes 2001-2002 et 2002-2003.	99
24.	Le nombre d'organismes communautaires qui ont fait l'objet d'une demande d'accréditation auprès du MSP et résultat de la demande, pour la période 2002-2003 et le montant alloué, le cas échéant.	106
25.	Les effectifs (par catégorie d'emploi) ainsi que la masse salariale, par centre de détention pour les périodes 2001-2002 et 2002-2003.	110
26.	Le nombre d'absences temporaires accordées par détenu, par centre de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et de réinsertion sociale) pour les périodes 2001-2002 et 2002-2003.	114
27.	La fréquence des absences temporaires aux détenus qui ont bénéficié de plus d'une absence (par semaine, par mois ou par trimestre) pour chaque centre de détention et par programme (suivi intensif, alternative de courte sentence et sentence de moins de trente jours).	118
28.	Le nombre d'heures et les coûts par postes du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention, pour la période 2002-2003.	122
29.	Le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé pour chaque région administrative pour les périodes 2001-2002 et 2002-2003.	126
30.	Les effectifs de la direction des services correctionnels, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2001-2002 et 2002-2003.	130
31.	Le nombre de délinquants suivis en milieu ouvert pour les périodes 2001-2002 et 2002-2003.	134
32.	La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis et les effectifs (policiers/civils, temps plein, temps partiel)	138
33.	La liste des corps de police municipaux et leurs coûts d'opération ventilés par catégorie (rémunération, transport et communication, location, services professionnels et administratifs, entretien et réparation, biens non durables, etc.).	146

**Ministère de la Sécurité publique**  
**Étude des crédits 2003-2004**  
**Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle**  
**LISTE DES QUESTIONS**

QUESTION N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
34.	La liste des municipalités qui ont demandé leur propre corps de police, municipal ou intermunicipal au 31 mars 2003, incluant le territoire visé, le nombre de policiers visés, la population desservie, l'estimation du budget ainsi qu'une copie de la réponse du ministre pour chaque demande.	156
35.	La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, l'année de formation, le coût annuel ainsi que les districts couverts.	160
36.	La liste des ententes tripartites concernant les corps de police autochtone, la description des communautés et de la population desservie, ainsi que le numéro de décret autorisant l'entente.	166
37.	Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2002 et les prévisions pour 2003 ventilées par catégorie d'intervention.	172
38.	La liste des programmes d'aide pour la sécurité civile, avec un bilan par programme, incluant le budget du programme, ses effectifs, l'état de ses dépenses, le nombre et la nature des réclamations demandées.	210
39.	Dans le cadre de la Loi sur la sécurité civile : a. la liste des municipalités qui ont fait parvenir un schéma de couverture de risques qui a été approuvé par le MSP; b. la liste des municipalités qui ont fait parvenir un schéma de couverture de risques qui a été refusé par le MSP; c. la liste des municipalités qui doivent toujours remettre un schéma de couverture de risque au MSP et date prévue du dépôt au ministère; d. prévisions des subventions à accorder aux municipalités en 2003-2004.	216
40.	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant pour chacun, l'effectif et le budget alloué.	226
41.	La liste des lois et règlements en processus d'élaboration ou de modification avec la date du début du processus et une description de l'état de l'avancement.	230
42.	La liste de tous les programmes de financement ou de subventions pour des organismes communautaires, des projets locaux ou des projets-pilotes, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2002-2003.	234
43.	Pour chaque programme de financement ou de subvention, la liste des organismes communautaires ou des projets qui se sont vu refuser un financement ainsi que les motifs de refus pour la période 2002-2003.	240
44.	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, liste de ces dossiers et leur issue, la rémunération de ces procureurs pour la période 2002-2003, ainsi que les augmentations prévues.	244
45.	Ventilation des budgets accordés pour combattre les jeux de hasard illégaux.	246
46.	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard depuis 1998.	250

**Ministère de la Sécurité publique**  
**Étude des crédits 2003-2004**  
**Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle**  
**LISTE DES QUESTIONS**

QUESTION N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
47.	État de situation du suivi donné aux engagements contenus dans le plan Québec-Régions en précisant les sommes versées pour 2002-2003 ainsi que les prévisions pour 2003-2004	254
48.	Pour 2003-2004, indiquer les sommes prévues pour la mise en œuvre de la politique, particulièrement à l'égard de l'intervention et du traitement de l'agresseur.	258
49.	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2002-2003, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes.	260
50.	Les effectifs du Bureau du coroner, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2001-2002 et 2002-2003.	325
51.	La liste des coroners-investigateurs et des coroners-enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2002-2003 ainsi que les augmentations prévues.	329
52.	L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés en 2002 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.	333
53.	La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2003 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.	337
54.	Les effectifs de bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2001-2002 et 2002-2003.	343
55.	La liste des dirigeants de la Commission, leur rémunération respective pour la période 2002-2003 ainsi que les augmentations prévues.	347
56.	Les frais remboursables pour la période 2002-2003 répartis par conciliations et enquêtes.	351
57.	La répartition des plaintes adressées au Commissaire par corps policier et constable spécial pour la période 2002-2003 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause).	355
58.	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le Commissaire pour la période 2002-2003 (conciliation/enquête/refus/désistement) ou si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise (à l'étude, en attente de renseignements ou autres).	359
59.	Nombre de dossiers portés en appel devant la Cour du Québec pour la période 2002-2003, par corps de police ainsi que la provenance des appels inscrits pour la période 2002-2003 (Commissaire ou policiers).	363
60.	La répartition des dossiers en conciliation obligatoire (sans opposition, malgré opposition, après demande de révision accueillie, suite à un rejet initial de la plainte) pour la période 2002-2003.	367
61.	Les effectifs du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2001-2002 et 2002-2003.	371
62.	La liste des dirigeants du Comité, leur rémunération respective pour la période 2002-2003 ainsi que les augmentations prévues.	375

**Ministère de la Sécurité publique**  
**Étude des crédits 2003-2004**  
**Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle**  
**LISTE DES QUESTIONS**

QUESTION N°	LIBELLE DE LA QUESTION	PAGE
63.	Le nombre de dossiers reçus pour la période 2002-2003, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux) durant la période 2002-2003.	379
64.	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2003, par catégorie et par origine.	383
65.	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.	387
66.	Les effectifs de la CQLC, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2001-2002 et 2002-2003, et prévision pour 2003-2004.	391
67.	La liste des dirigeants de la Commission pour la période 2002-2003, (libérations conditionnelles avec ou sans audiences, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).	395
68.	La répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la Commission pour la période 2002-2003.	399
69.	La répartition des décisions sur les appels en matière d'absence temporaire pour la période 2002-2003.	403
70.	Les effectifs de l'École nationale de police du Québec, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2002-2003.	407
71.	La liste des dirigeants de l'École, leur rémunération respective pour la période 2002-2003 ainsi que les augmentations prévues.	411
72.	Les effectifs de la RACJ, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2001-2002 et 2002-2003.	415
73.	La liste des dirigeants de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2002-2003 ainsi que les augmentations prévues.	419
74.	L'état du compte en fidéicomis au 31 mars 2003, réparti par catégorie (bingos, tirages, concours publicitaires).	423
75.	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RAJQ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité pour la période 2002-2003.	427
76.	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2002-2003, incluant les principales raisons de suspensions ou de révocations.	431
77.	Le nombre de licences et de vignettes délivrées pour les appareils d'amusement au 31 mars 2003.	435
78.	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2002-2003, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	439
79.	Le nombre d'activités accordées, avec ou sans conditions, et refusées relativement à la délivrance de licences d'appareils de loterie vidéo pour la période 2002-2003.	443
80.	Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2002-2003.	447
81.	Le nombre d'activités de contrôle des machines à sous et des tables de jeu, pour chacun des casinos d'état pour la période 2002-2003.	451
82.	Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris et de demandes de réciprocité accordées pour la période 2002-2003.	455

**Ministère de la Sécurité publique  
Étude des crédits 2003-2004  
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle  
LISTE DES QUESTIONS**

QUESTION N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
83.	Le nombre d'activités de contrôle relatives aux courses pour la période 2002-2003.	459
84.	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activités pour la période 2002-2003 ainsi que le résultat de la décision.	463
85.	Le nombre d'affaires entendues, réparties par territoire et par catégorie d'activités (alcool, jeux, courses) pour la période 2002-2003.	467
86.	Le nombre de recours devant le Tribunal administratif du Québec par secteur d'activités pour la période 2002-2003.	471
87.	Le nombre de plaintes écrites reçues et traitées par le service de plaintes par catégorie (alcool, casinos, bingos, etc.) pour la période 2002-2003.	475
88.	Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles dans votre ministère ou organisme tel que prescrit par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2,1).	479

**QUESTIONS ADRESSÉES AU MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES MAIS QUI CONCERNENT PLUTÔT LE MSP**

QUESTION N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
73.	La liste des municipalités ou des villes de moins de 5000 habitants qui ont choisi de conserver ou créer un corps de police municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec.	487
74.	List des municipalités desservies par la Sûreté du Québec, copie des contrats et montant facturé à chacune d'elles pour 2000-2001, 2001-2002 et 2002-2003.	491
75.	Liste des municipalités de plus de 5 000 habitants qui n'ont pas de corps de police.	495
76.	Liste des municipalités qui ont un corps de police mais dont les services rendus ne sont pas conformes à ceux prescrits par le Règlement sur les services policiers de base.	499

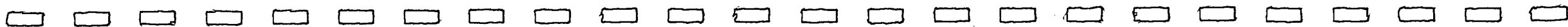


# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

- 1. LA LISTE DES DIRIGEANTS DE LA SQ, LEUR DIRECTION ET LEUR RÉMUNÉRATION RESPECTIVE POUR LA PÉRIODE 2002-2003 AINSI QUE LES AUGMENTATIONS PRÉVUES.**

**(VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)**





# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

2. LA LISTE DES DÉPENSES POUR LA PÉRIODE 2002-2003 ET LE BUDGET POUR LA PROCHAINE ANNÉE, VENTILÉS PAR DIRECTION DE LA SQ, ET PRÉVISION POUR 2003-2004.

(VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

3. LE NOMBRE DE VÉHICULES DE LA SQ RÉPARTIS PAR CATÉGORIES  
(AUTOMOBILES, CAMIONS, MINIBUS, MOTOCYCLETTES,  
HÉLICOPTÈRES) ET PAR DISTRICTS AU 31 MARS 2003.

(VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)



# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

- 4. L'INVESTISSEMENT POUR LA PÉRIODE 2002-2003 EN VÉHICULES, PAR CATÉGORIES (AUTOMOBILES, CAMIONS, MINIBUS, MOTOCYCLETTES, HÉLICOPTÈRES) ET PAR DISTRICTS, ET PRÉVISION POUR 2003-2004.**

**(VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)**



# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

- 5. L'INVESTISSEMENT POUR LA PÉRIODE 2002-2003 EN ÉQUIPEMENTS SPÉCIALISÉS,  
PAR CATÉGORIE ET PAR DISTRICT, ET PRÉVISION POUR 2003-2004.**

**(VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)**





# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

- 6. LE NOMBRE D'EFFECTIFS (POLICIERS/CIVILS) AU 31 MARS 2003,  
RÉPARTIS PAR DISTRICT ET PAR QUART DE TRAVAIL.**

**(VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)**



# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

### **7. LE NOMBRE D'EFFECTIFS AFFECTÉS AUX PATROUILLES AUTOROUTIÈRES.**

**(VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)**



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

8. LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE (DIRECTEURS, INSPECTEURS, CAPITAINES, ETC.  
POUR POLICIERS ET CADRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, ETC. POUR LES CIVILS)  
AU 31 MARS 2003.

(VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)



# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

**9. LES PRINCIPALES ATTRIBUTIONS DU PERSONNEL POLICIER  
(PATROUILLE, ENQUÊTE, SOUTIEN OPÉRATIONNEL, ADMINISTRATIF OU GESTION)  
AU 31 MARS 2003.**

**(VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)**





# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

- 10. LA RÉPARTITION DÉTAILLÉE DES INTERVENTIONS EN SÉCURITÉ ROUTIÈRE (CONSTATS D'INFRACTION, VÉRIFICATION TECHNIQUE, CAPACITÉS AFFAIBLIES, CONDUITE DANGEREUSE, ETC.)  
POUR LA PÉRIODE 2002-2003.**

**(VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)**



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

11. LE NOMBRE DE CRIMES RAPPORTÉS ET SOLUTIONNÉS, PAR CATÉGORIE DE CRIME  
(CONTRE LA PERSONNE, CONTRE LA PROPRIÉTÉ, DROGUES, AUTRES)  
SUR LE TERRITOIRE DE LA SQ ET CELUI DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX POUR LA PÉRIODE 2002-2003.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 11 : LE NOMBRE DE CRIMES RAPPORTÉS ET SOLUTIONNÉS, PAR CATÉGORIE DE CRIME (CONTRE LA PERSONNE, CONTRE LA PROPRIÉTÉ, DROGUES, AUTRES)  
SUR LE TERRITOIRE DE LA SQ ET CELUI DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX POUR LA PÉRIODE 2002-2003.

Infractions au *Code criminel*, aux autres lois fédérales et aux lois provinciales, classées par ou sans mise en accusation, selon le type de corps policiers, 2002.

Type de corps policiers	Code criminel																															
	Infractions contre la personne				Infractions contre la propriété				Autres infractions (sauf conduite de véhicules)				Infractions - Conduite de véhicules				Total				Infractions relatives aux drogues et aux stupéfiants				Infractions aux autres lois fédérales				Infractions aux lois provinciales			
	Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées		
		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées
CPM	55 063	27 995	11 478	71,7	232 133	22 778	10 104	14,2	26 681	15 540	2 839	68,9	14 792	10 308	652	74,1	328 669	76 621	25 073	30,9	11 236	7 108	1 519	76,8	271	194	21	79,3	2 157	1 269	512	82,6
Sûreté du Québec	17 928	8 602	5 610	79,3	67 359	6 588	3 961	15,7	9 576	4 900	1 740	69,3	13 581	8 522	897	69,4	108 444	28 612	12 208	37,6	7 166	3 284	1 178	62,3	207	124	34	76,3	1 056	668	18	65,0
Total	72 991	36 597	17 088	73,6	299 492	29 366	14 065	14,5	36 257	20 440	4 579	69,0	28 373	18 830	1 549	71,8	437 113	105 233	37 281	32,6	18 402	10 392	2 697	71,1	478	318	55	78,0	3 213	1 937	530	76,8

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme DUC 2 recueillies par les corps de police municipaux et la Sûreté du Québec, extraites le 1er mars 2003.



# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

- 12. LE NOMBRE ET LA NATURE DES CONSTATS ÉMIS PAR LES POLICIERS DE LA SQ :**  
**A. SUR LES ROUTES ENTRETENUES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS;**  
**B. SUR LES ROUTES ENTRETENUES PAR UNE MUNICIPALITÉ.**

**(VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)**





# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

- 13. LE NOMBRE D'INTERVENTIONS TECHNIQUES DE LA SQ SUR LE TERRITOIRE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX  
ET SUR SON TERRITOIRE POUR LA PÉRIODE 2002-2003.**

**(VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)**



# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

- 14. LA RÉPARTITION AU 31 MARS 2003 DES MEMBRES DES ESCOUADES RÉGIONALES MIXTES  
AINSI QUE LE BUDGET ACCORDÉ, PAR LIEUX D'AFFECTATION.**

**(VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)**



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

15. LE NOMBRE D'HEURES ET LES COÛTS PAR POSTE DU TEMPS SUPPLÉMENTAIRE EFFECTUÉ À LA SQ,  
EN PRÉCISANT LE TYPE D'ACTIVITÉ AUQUEL EST RELIÉ LE TEMPS SUPPLÉMENTAIRE  
POUR LA PÉRIODE 2002-2003, ET PRÉVISION POUR 2003-2004.

(VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)



# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

**16. LA LISTE DES NOUVEAUX OFFICIERS ET AGENTS DE LA SQ  
ET DE CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROMOTION, PAR POSTE, POUR L'ANNÉE 2002-2003 AVEC,  
DANS LE CAS DES NOUVEAUX AGENTS, LEUR PROFIL DE FORMATION.**

**(VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)**





# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

- 17. LA CAPACITÉ D'ACCUEIL, LE TAUX D'OCCUPATION, LES COÛTS PER DIEM, LES DÉPENSES ET LES CRÉDITS ALLOUÉS  
POUR CHAQUE CENTRE DE DÉTENTION POUR LA PÉRIODE 2002-2003.**



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME: Services correctionnels - 01.02**

<b>Question 17 <sup>(1)</sup> : La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2002-2003</b>					
<b>Centres de détention</b>	<b>Capacité totale (places)</b>	<b>Taux d'occupation</b>	<b>Dépenses (k\$)</b>	<b>Per diem</b>	<b>Crédits initiaux (k\$)</b>
	<b>2002-03</b>	<b>2002-03</b>	<b>2002-03</b>	<b>2002-03</b>	<b>2002-03</b>
<b>GROUPE A</b>					
Détention Montréal(Bordeaux)	1 179	85%	48 859,2 \$	133 \$	9 085,3 \$
CDQ	618	99%	34 513,2 \$	155 \$	19 257,6 \$
Rivière-des-Prairies	500	97%	39 884,0 \$	224 \$	7 398,7 \$
<b>GROUPE B</b>					
Maison Tanguay	116	103%	8 116,4 \$	188 \$	4 905,0 \$
St-Jérôme	377	97%	20 930,0 \$	156 \$	12 093,5 \$
Sherbrooke	171	106%	10 441,5 \$	158 \$	5 520,7 \$
Trois-Rivières	165	107%	8 188,9 \$	126 \$	5 314,8 \$
Hull	187	90%	10 671,5 \$	174 \$	5 991,5 \$
<b>GROUPE C</b>					
Amos et Grand Nord	84	104%	6 227,9 \$	197 \$	3 802,3 \$
Baie-Comeau	78	92%	3 519,8 \$	133 \$	2 312,0 \$
Chicoutimi	66	102%	3 636,8 \$	149 \$	2 330,4 \$
Roberval	55	102%	2 698,1 \$	131 \$	1 772,5 \$
Sorel	66	95%	4 544,3 \$	197 \$	2 554,0 \$
<b>GROUPE D</b>					
New-Carlisle et Havre Aubert	82	90%	4 428,5 \$	164 \$	2 666,5 \$
Rimouski	104	97%	5 562,5 \$	152 \$	2 875,3 \$
Valleyfield	54	102%	2 419,7 \$	121 \$	1 730,4 \$
Sept-Iles	23	96%	2 058,6 \$	260 \$	1 535,3 \$
<b>Total</b>	<b>3 925</b>	<b>95%</b>	<b>216 701,1 \$</b>	<b>160 \$</b>	<b>91 145,8 \$</b>

<sup>(1)</sup> Selon les données disponibles le 11 avril 2003

**Notes:**

Les dépenses par établissement comprennent les dépenses centrales relatives à la CSST et aux achats regroupés (télécommunication, véhicules, vêtements, informatique et déménagement).

Les crédits 2002-03 n'incluent pas les dépenses regroupées centralement (loyers, télécommunication et immobilisations )

Per diem = Dép. / Nb de jrs-séjrs

Taux d'occupation = Population moyenne quotidienne / capacité



# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

- 18. LA RÉPARTITION DE LA POPULATION CARCÉRALE PAR CATÉGORIE DE CRIME  
(MEURTRE, VOL, VIOL, DROGUE, ETC.)  
POUR CHAQUE CENTRE DE DÉTENTION AU 31 MARS 2003.**



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 18 : La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes pour chaque centre de détention au 31 mars 2003 <sup>1</sup>**

**Répartition des personnes condamnées à une peine d'emprisonnement provinciale en fonction de la sous-classe du délit principal - année 2002-2003**

Sous-classe du délit principal	AMO	BCO	BOI	BOR	CDF	CDQ	CHI	HAV	HUL	NEW	RDP	RIM	ROB	SEP	SHE	SJE	SOR	TAN	TRR	VLY	Total
Infractions contre l'État	2	0	1	44	6	33	3	1	36	2	43	1	0	3	8	19	3	17	6	7	235
Homicides	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Homicides involontaires	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Tentatives de meurtre	0	0	0	0	0	2	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Infractions sexuelles	14	3	3	16	1	20	1	0	10	3	7	7	4	6	11	20	6	0	12	7	151
Voies de fait	45	18	16	182	15	158	24	0	35	26	120	39	8	34	45	75	26	45	66	29	1 006
Vois qualifiés	9	3	4	94	6	32	6	0	8	0	66	4	1	1	20	35	11	14	12	4	330
Autres infractions contre la personne	17	1	14	72	3	40	8	0	13	6	65	13	4	12	21	46	12	8	25	15	395
Introductions par effraction	49	8	13	168	10	120	27	1	48	14	113	32	14	13	65	114	29	11	59	36	944
Extorsions	5	1	0	8	0	4	1	0	3	0	8	1	0	0	3	4	2	0	3	1	44
Vois simples	7	6	33	275	35	149	17	0	68	4	130	14	7	8	53	123	22	66	44	25	1 086
Méfaits, incendies, dommages	21	11	8	123	2	63	17	0	25	8	97	9	4	12	22	60	13	15	11	25	546
Recels	3	1	4	39	1	17	7	0	17	2	23	3	3	0	7	30	8	7	8	3	183
Autres infractions contre la propriété	0	0	4	16	0	11	1	0	1	1	13	0	0	0	8	8	4	0	2	0	69
Armes à feu	1	1	2	20	0	8	1	0	2	0	14	0	0	0	5	16	0	1	4	0	75
Fraudes, corruptions, escroqueries	2	2	4	26	1	20	2	0	9	5	13	3	1	2	6	10	4	9	8	13	140
Paris, prostitutions, mœurs	1	0	0	8	2	3	1	0	2	0	1	1	1	0	2	1	0	16	0	1	40
Outrages	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Complots, complicités, tentatives	3	2	6	61	1	50	3	0	8	0	43	3	2	0	13	23	13	8	29	12	280
Évasions	16	4	22	158	10	91	21	0	34	9	257	5	4	18	61	67	22	48	21	19	887
Infractions à la circulation routière (Code criminel)	59	8	114	177	17	234	49	9	85	57	27	76	28	14	172	170	70	34	54	60	1 514
Autres délits au Code criminel	38	7	18	181	15	137	14	2	78	8	162	21	16	12	51	168	32	70	33	29	1 092
Stupéfiants	28	18	34	234	21	205	3	1	67	19	102	21	15	13	87	186	40	33	70	38	1 235
Aliments et drogues	0	0	0	2	0	0	27	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0	0	31
Immigration	0	0	1	6	0	0	0	0	0	0	9	0	0	0	5	0	2	4	0	0	27
Assurance-chômage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	2
Loi sur les Indiens	0	0	0	2	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	4
Autres infractions aux statuts fédéraux	0	0	0	7	1	0	0	0	1	0	6	1	0	0	1	2	1	0	0	1	21
Chasse et pêche	0	0	0	3	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6
Conservation de la faune	0	0	0	1	0	0	1	0	2	1	0	0	1	0	3	1	1	0	0	1	12
Transport	0	0	0	1	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	3	2	0	1	1	0	10
Main-d'oeuvre	0	0	0	20	0	9	2	0	8	1	0	1	2	0	5	10	0	1	1	1	61
Infractions provinciales (Boisson et circulation)	45	40	1	928	31	179	35	0	240	10	105	10	23	6	169	278	17	75	58	92	2 342
Autres infractions aux lois québécoises	1	0	0	56	1	29	7	0	10	3	4	4	1	3	19	26	3	5	21	2	195
Infractions municipales (Circulation)	52	1	1	371	19	76	5	0	108	8	34	31	11	8	60	53	77	107	85	47	1 154
Autres infractions aux règlements municipaux	3	2	0	532	61	222	28	0	140	4	54	12	26	41	62	65	20	189	63	9	1 533
<b>Total</b>	<b>422</b>	<b>137</b>	<b>303</b>	<b>3 832</b>	<b>259</b>	<b>1 914</b>	<b>314</b>	<b>14</b>	<b>1 060</b>	<b>191</b>	<b>1 518</b>	<b>312</b>	<b>176</b>	<b>206</b>	<b>989</b>	<b>1 613</b>	<b>438</b>	<b>785</b>	<b>696</b>	<b>477</b>	<b>15 656</b>

<sup>1</sup> Ces données ne constituent pas les données officielles pour l'année 2002-2003.





# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

- 19. DESCRIPTION DE L'UTILISATION DES FONDS LOCAUX ET DU FONDS CENTRAL  
POUR LES ACTIVITÉS DE LA POPULATION CARCÉRALE  
POUR LA PÉRIODE 2002-2003.**



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels – 01.02**

**QUESTION 19 : Description de l'utilisation des fonds locaux et du fonds central pour les activités de la population carcérale pour la période 2002-2003.**

**Section A : description des fonds** Voir annexe A ci-jointe

**Section B : résultats financiers des fonds** Voir annexe B ci-jointe

Le bilan des activités de l'année 2002 ainsi que les résultats financiers de chaque fonds local seront disponibles vers le mois de juin 2003. Le bilan des activités de l'année 2002 ainsi que les résultats financiers du Fonds central seront disponibles à l'automne 2003. En conséquence, les informations qui suivent concernent l'année 2001.



## Question 19

### ANNEXE A – Description des fonds locaux

#### CHAPITRE I : LE CADRE LÉGAL DU FONDS CENTRAL

Constitué en vertu de la Loi sur les services correctionnels, le Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées est une corporation ayant pour fonctions :

- de soutenir un fonds constitué dans un établissement de détention financièrement dans le besoin et, à cette fin, il peut lui faire un don ou lui accorder un prêt avec ou sans intérêt;
- délaborer des politiques relatives aux programmes d'activités et de conseiller le gouvernement sur la réglementation à adopter;
- d'approuver les programmes d'activités établis par les fonds constitués dans les établissements de détention.

Les articles 22.0.28 à 22.0.32 de la Loi sur les services correctionnels déterminent les grands paramètres qui régissent le Fonds central.

Dans l'esprit des fonctions qui lui sont dévolues et qui sont énumérées plus haut, le Fonds central s'est donné comme mandat depuis la fin de l'année 1997 de conseiller et de supporter les fonds constitués dans les établissements de détention dans l'application des obligations statutaires, dans l'organisation administrative et le développement d'activités pour les personnes incarcérées.

*Ce rôle de support conseil est d'ailleurs reconnu dans la Loi sur le système correctionnel qui a été adoptée au cours du mois de juin 2002.*

#### CHAPITRE II : L'ORGANISATION INTERNE DU FONDS CENTRAL

Le Fonds central est administré par un conseil d'administration composé de sept membres nommés par le ministre de la Sécurité publique ; trois membres sont choisis parmi les administratrices ou administrateurs des établissements de détention, deux membres parmi les fonctionnaires des services correctionnels et deux membres parmi d'autres personnes intéressées à la réinsertion sociale des personnes contrevenantes dont une représentant le milieu des affaires (art. 22.0.31.).

Les affaires courantes du Fonds central, le support conseil auprès des fonds des établissements en matière de développement, d'organisation administrative et de support informatique sont confiés au personnel civil engagé par le Fonds central.

D'autre part, la Direction des programmes et du soutien au réseau (DPSR) apporte le support et l'expertise nécessaires dans le développement des services de formation, d'emploi et de main-d'œuvre dans les établissements de détention et assure le suivi sur l'application des ententes intervenues entre le ministère de la Sécurité publique et le ministère de l'Éducation du Québec et celui de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

#### CHAPITRE III: FAITS SAILLANTS DE L'ANNÉE 2001

L'année 2001 fut marquée par la signature de deux protocoles d'entente en matière de formation, d'emploi et de main-d'œuvre pour la clientèle des établissements de détention.

Deux représentantes de la Direction des programmes et du soutien au réseau se virent confier la responsabilité des dossiers de la formation et de l'employabilité. Elles apportent une nouvelle vision dans la mise en place d'activités de formation et de travail et offrent un excellent support aux personnes responsables de ces activités dans les établissements.

Le Fonds central et la Direction des programmes et du soutien au réseau ont réuni les représentants des fonds des établissements dans le cadre de l'implantation des deux ententes, pour la mise en commun des expériences et des pratiques locales et sur l'application de la Loi et du Règlement en matière de programmes d'activités pour les personnes contrevenantes.

Au cours de l'automne 2001, le Fonds central fut consulté sur les articles traitant des programmes d'activités pour les personnes contrevenantes et ce, dans le cadre de la réforme de la Loi sur les services correctionnels. Cette démarche s'est poursuivie jusqu'à l'adoption de la nouvelle Loi sur le système correctionnel.

Tout au long de l'année 2001, le Fonds central est intervenu dans différents domaines afin de conseiller et supporter les Fonds des établissements de détention:

- Le Fonds central s'est particulièrement préoccupé de l'organisation corporative et administrative des fonds. Il est intervenu auprès de plusieurs établissements afin de corriger certaines pratiques inadéquates et pour supporter les dirigeants dans l'organisation de leurs activités et sur l'application des règles qui régissent les fonds.
- Des modifications ont été apportées dans la rédaction des programmes annuels d'activités de manière à uniformiser les paramètres et ainsi mieux éclairer les membres du conseil d'administration du Fonds central lors de l'appréciation des programmes des fonds des établissements. Afin de faciliter la rédaction du rapport annuel d'activités, le formulaire du programme comprend des rubriques pour étaler les résultats financiers, les statistiques ainsi que les commentaires des dirigeants des établissements sur la réalisation de leur programme d'activités.
- Au cours de l'année 2001, le Fonds central a maintenu l'entente de services avec une entreprise en informatique pour assurer le support technique auprès des douze fonds qui utilisent le logiciel qui fut développé pour la gestion des cantines. Une version améliorée du logiciel a été distribuée dans les établissements et le manuel de l'utilisateur fut mis à jour.
- Un modèle d'offre de services fut développé et normalisé afin de faciliter le choix des firmes de vérificateurs comptables pour les fonds. Le document fut rédigé à partir d'éléments suggérés par un membre du conseil d'administration du Fonds central ainsi que des conventions en vigueur en matière de programme d'activités.
- Pour l'application du premier alinéa de l'article 22.0.27 de la Loi sur les services correctionnels, le Fonds central a élaboré une politique d'assistance financière auprès des fonds constitués dans les établissements. Cette politique vient encadrer les pratiques en cette matière, précise les modalités d'application et facilite la prise de décisions par les membres du conseil d'administration du Fonds central.
- Au cours de l'année 2001, un site Internet fut développé avec la collaboration de la Direction des communications du ministère. Le contenu fut validé par la Direction générale des services correctionnels qui autorisa sa localisation sur le site du ministère de la Sécurité publique. Le site est accessible au grand public, en français et en anglais.

## CHAPITRE IV: LES SERVICES DE FORMATION, D'EMPLOI ET DE MAIN-D'ŒUVRE

En matière de formation, d'emploi et de main-d'œuvre, l'année 2001 a été marquée surtout, d'une part, par la signature des ententes avec les ministères de l'Emploi et de la Solidarité sociale ainsi que de l'Éducation et d'autre part, par la création, par la Direction des programmes et du soutien au réseau (DPSR), d'une table réunissant les personnes chargées de ces dossiers dans les établissements de détention.

La collaboration entre le Fonds central et la DPSR a été importante et soutenue tout au long de l'année. Des résultats se font déjà sentir puisque la totalité des établissements de détention offrent maintenant des services de formation aux personnes détenues.

### FORMATION:

La nouvelle entente conclue entre le ministère de la Sécurité publique et le ministère de l'Éducation (MEQ) apporte des changements par rapport à la première entente de 1987. Le plus important touche la question des ratios (mesure 30107) selon lesquels les commissions scolaires présentaient une facture d'honoraires lorsque les ratios n'étaient pas respectés. Les fonds et le MEQ devaient assumer ces coûts additionnels à part égale.

À la suite de la nouvelle entente, il n'y aura plus de facturation pour ces cas. Le MEQ met à la disposition des commissions scolaires une somme de 400 000 dollars pour les coûts occasionnés par le non-respect des ratios. Ainsi, les fonds locaux n'auront à assumer que les coûts pour l'achat du matériel scolaire périssable et les allocations accordées aux étudiants en guise d'incitatif à la formation.

L'entente prévoit également le développement de projets particuliers de formation lesquels doivent répondre à un besoin de l'établissement tout en étant exportables dans d'autres établissements. Les coûts de ces projets particuliers seront partagés entre, d'une part le ministère de l'Éducation et d'autre part, le ministère de la Sécurité publique par le biais des fonds des établissements.

### EMPLOI ET MAIN-D'ŒUVRE:

À la suite de la signature de l'entente conclue entre le ministère de la Sécurité publique et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale en matière de prestation de services de main-d'œuvre et d'emploi auprès de la clientèle contrevenante adulte, l'implantation des mesures s'est amorcée selon le calendrier qui fut proposé par le comité de suivi de l'entente.

Ce comité a été mis en place dès la ratification de l'entente et est composé de représentants d'Emploi-Québec, des ministères de l'Emploi et de la Solidarité sociale et de la Sécurité publique, du Fonds central et du Comité aviseur pour la clientèle judiciarisée adulte.

Les travaux initiaux ont porté sur l'implantation de services dans les établissements de détention, prévue en trois phases étalées entre l'automne 2001 et l'automne 2002 :

- Élaboration et diffusion d'un cadre d'implantation;
- Choix des organismes communautaires financés par Emploi-Québec pour engager les conseillers en main-d'œuvre qui doivent assumer ces services;
- Préparation des locaux dans les établissements de détention;
- Formation et intégration des conseillers en main-d'œuvre dans les établissements.

D'autres travaux ont été amorcés :

- Réflexion sur la reconnaissance des qualifications dans les ateliers de travail;
  - Mise sur pied d'un comité sur le développement des projets.
- On trouvera en annexe le bilan du comité interministériel.

**CHAPITRE V : REVENUS ET DÉBOURSÉS DES FONDS**

Depuis la promulgation de la Loi et du Règlement sur les programmes d'activités pour les personnes incarcérées en 1988, les fonds constitués dans les établissements de détention ont mis en place des activités rémunérées qui ont généré des revenus pour défrayer les coûts engendrés par les activités de formation et les activités sportives, socioculturelles et de loisir auprès de la clientèle carcérale en plus d'assurer l'aide nécessaire aux personnes contrevenantes jugées indigentes ou dans le besoin (voir tableau en annexe).

Pour la période de 1988 à 2001 inclusivement les revenus et les déboursés représentent les montants suivants :

- Revenus provenant des sources prévues par la Loi 58,3 M
- Salaires versés aux personnes contrevenantes 21,7 M
- Dépenses d'administration des fonds 5,4 M
- Services et programmes directs auprès de la clientèle 15,6 M
- Assistance financière auprès des personnes contrevenantes 6,9 M

**CHAPITRE VI : COMMENTAIRES SUR LES RAPPORTS D'ACTIVITÉS ET LES RÉSULTATS FINANCIERS DES FONDS POUR L'EXERCICE FINANCIER 2001**

**➤ FONDS DE L'ÉTABLISSEMENT D'AMOS**

Le fonds de cet établissement a réalisé des activités dans les trois volets prévus par le Règlement soit: des activités de formation, des activités de travail, rémunéré ou non et des activités récréatives.

Une entente est intervenue avec la commission scolaire Harricana pour la mise en place d'un programme de formation qui a débuté au cours de l'année 2000. On y retrouve des classes multi-niveaux de 15 à 20 heures par semaine ainsi qu'un cours de formation d'insertion sociale (F.I.S.). Une demande devait être formulée auprès du M.E.Q. pour établir un programme d'attestation en formation professionnelle.

Les activités commerciales du fonds n'ont pas donné les résultats financiers escomptés. En effet, alors que l'on prévoyait un résultat net de 35 170 \$, l'exercice 2001 s'est soldé par un excédent de 2 080 \$. Le fonds a subi une perte importante de revenus lors de l'incendie de l'atelier occasionnant l'arrêt des activités de travail durant plusieurs mois. La situation devrait néanmoins se rétablir au cours de l'année 2002.

**➤ FONDS DE L'ÉTABLISSEMENT DE BAIE-COMEAU**

Le fonds de cet établissement a réalisé des activités dans les trois volets prévus par le Règlement soit: des activités de formation, des activités de travail, rémunéré ou non et des activités récréatives.



Le programme de formation fut perturbé au cours de l'année puisque la commission scolaire ne pouvait fournir un professeur de mathématiques. Cette situation s'est corrigée depuis le début de l'année 2002. À compter de l'automne 2002, le fonds de Baie-Comeau prévoit accorder une allocation quotidienne aux personnes contrevenantes qui s'inscriront et suivront une formation structurée.

Les revenus des activités rémunérées ont augmenté d'une façon importante produisant ainsi un résultat net de 22 522 \$ soit 19 000 \$ de plus que les prévisions.

#### ➤ FONDS DE L'ÉTABLISSEMENT DE CHICOUTIMI

Le fonds a réalisé des activités dans les trois volets prévus par le Règlement soit: des activités de formation, des activités de travail, rémunéré ou non et des activités récréatives.

La Commission scolaire des Rives du Saguenay offre la formation «développement personnel et social» qui était dispensée auparavant par une firme privée. L'offre de services correspond aux besoins de cette clientèle.

Les résultats financiers dépassent largement les prévisions. Le suivi sur les paramètres budgétaires par le C.A. fut profitable et a fait en sorte que le fonds connaît maintenant une croissance de ses activités et de ses revenus.

Ce résultat mérite une mention honorable envers le conseil d'administration du fonds de l'établissement de Chicoutimi et de ses dirigeants.

#### ➤ FONDS DE L'ÉTABLISSEMENT DE HULL

Le fonds de cet établissement a réalisé des activités dans les trois volets prévus par le Règlement soit: des activités de formation, des activités de travail, rémunéré ou non et des activités récréatives.

Le programme régulier de formation s'est bien déroulé. Une liste d'attente a permis de respecter le ratio encore en vigueur au début de l'année et de maintenir la programmation des cours. Le programme S.I.S. n'a pas été dispensé compte tenu que l'établissement ne pouvait respecter le ratio.

Les revenus nets des activités rémunérées et de la cantine sont demeurés les mêmes que les résultats de l'année 2000 et ce, malgré des dépenses importantes pour la conservation des équipements motorisés servant pour les contrats d'entretien.

#### ➤ FONDS DE L'ÉTABLISSEMENT DE MONTRÉAL - BORDEAUX

Le fonds a réalisé des activités dans les trois volets prévus par le Règlement soit: des activités de formation, des activités de travail, rémunéré ou non et des activités récréatives.

Au chapitre de la formation, le fonds de Bordeaux offre un programme varié de cours dispensés majoritairement par des enseignants à la solde du fonds. Des efforts sont consentis pour négocier une entente globale avec une commission scolaire incluant la formation d'insertion sociale qui est présentement dispensée par le privé et ainsi réduire le budget affecté à la formation.

L'établissement de Bordeaux fait partie des établissements pilotes pour amorcer l'implantation de l'entente avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Le conseiller en main-d'œuvre est en place et les mesures s'intègrent lentement à l'intérieur des programmes.

La performance financière du fonds de Bordeaux fut satisfaisante voire croissante et ce, malgré un résultat déficitaire de 69 000 \$. Les revenus ont augmenté de 23% par rapport aux résultats de l'année 2000 alors que les déboursés pour les autres programmes ont augmenté de 17%.

L'augmentation importante de la population carcérale par rapport à l'année précédente semble être la principale cause du déficit (notamment l'ouverture de l'aile C). L'établissement de Bordeaux reçoit une population majoritairement indigente ce qui nécessite d'allouer des sommes importantes en guise d'allocation et d'assistance financière. Plus la population carcérale augmente, plus il faut réviser et augmenter les budgets d'assistance financière et ceux des autres programmes à caractère ludique ou socioculturel.

La création d'un poste de « gestionnaire » du fonds a permis d'augmenter substantiellement les revenus ainsi que le nombre d'activités de travail pour la clientèle. Malgré les coûts additionnels de ce poste de gestion, le fonds de Bordeaux a réussi à réduire son déficit par rapport aux prévisions.

On peut donc conclure que la performance du fonds de Bordeaux fut satisfaisante malgré le déficit et que les années à venir s'annoncent positives.

#### ➤ FONDs DE L'ÉTABLISSEMENT DE MONTRÉAL - MAISON TANGUAY

Le fonds de cet établissement a réalisé des activités dans les trois volets prévus par le Règlement soit: des activités de formation, des activités de travail, rémunéré ou non et des activités récréatives.

Au chapitre de la formation, il semble difficile d'élaborer des projets particuliers puisque les professeurs changent d'année en année. Par contre, la Société Elisabeth Fry du Québec dispense des ateliers qui répondent aux besoins de la clientèle féminine.

La participation et le taux de satisfaction sont excellents. Un conseiller en main-d'œuvre est attendu pour le mois d'avril 2002.

Les activités commerciales semblent rencontrer certains problèmes financiers. Le volume de la rémunération a augmenté de façon importante alors que le chiffre d'affaires a augmenté modérément. On prévoyait un revenu net de 56 500 \$ alors qu'il s'est soldé à 15 300 \$.

Des mesures ont été mises en place pour corriger la situation financière et assurer un meilleur suivi sur les coûts de revient des activités rémunérées.

#### ➤ FONDs DE L'ÉTABLISSEMENT DE NEW-CARLISLE

Le fonds a réalisé des activités dans les trois volets prévus par le Règlement soit: des activités de formation, des activités de travail, rémunéré ou non et des activités récréatives.

Le programme de formation ne s'est pas réalisé au cours de l'année 2001. Toutefois, des sessions d'information et de sensibilisation sur des thématiques selon les besoins de la clientèle ont été offertes par des organismes communautaires de la région ainsi que par la conseillère spécialisée en milieu correctionnel.

Le programme de reconnaissance en milieu de travail est toujours actif. Les services éducatifs remettent des attestations de travail selon l'acquisition des habiletés dans les domaines tels : aide-cuisinier, buandier, aide-concierge, manœuvre dans la fabrication d'articles de bois, aide-mécanicien, aide-soudeur, commis de bureau, etc.

Sur le plan financier, l'exercice 2001 s'est soldé par un léger déficit. Ce dernier est dû en grande partie aux investissements et au démarrage de l'atelier de bois ce qui, dans le contexte d'une première année d'opération est acceptable.

#### ➤ **FONDS DE L'ÉTABLISSEMENT DE QUÉBEC - SECTEUR MASCULIN**

Le fonds a réalisé des activités dans les trois volets prévus par le Règlement soit: des activités de formation, des activités de travail, rémunéré ou non et des activités récréatives.

Le programme de formation offre une gamme variée de cours allant de l'académique au professionnel en passant par les attestations du travail en atelier. On remarque une diminution importante des heures d'enseignement privé à la suite de l'excellente collaboration du Centre Conrad Barbeau qui a repris, sous forme de cours SFIS, les cours de préparation à la sortie, le phénomène de la violence, la connaissance de soi et la toxicomanie.

Les heures de cours en zoothérapie ont diminué. Il n'y a pas eu de demande pour le cours en RCR. Les projets d'horticulture et d'arboriculture n'ont pas été développés.

Les activités rémunérées ont connu une année prospère. Le revenu net des activités commerciales a plus que doublé par rapport au revenu net de l'année 2000 alors que les déboursés pour les activités autres que rémunérées sont demeurés stables. Le sommet des Amériques a généré des retombées économiques de l'ordre de 260 000 \$ pour les ateliers.

Le carnet de commandes des ateliers de l'établissement de Québec est présentement complet pour l'année 2002.

#### ➤ **FONDS DE L'ÉTABLISSEMENT DE QUÉBEC - SECTEUR FÉMININ**

Le fonds a réalisé des activités dans les trois volets prévus par le Règlement soit: des activités de formation, des activités de travail, rémunéré ou non et des activités récréatives.

Pour les deux derniers volets, le fonds du secteur féminin bénéficie, en partie ou en tout, des installations du secteur masculin.

La formation générale prend une grande place parmi les activités; ces cours sont dispensés par la commission scolaire de La Capitale. Des cours en cuisine, en toxicomanie et en musicothérapie furent dispensés par des enseignants privés. Les cours en connaissance de soi et de zoothérapie furent abandonnés par manque d'intérêt de la part de la clientèle.

La réduction des déboursés a fait en sorte que le Fonds a terminé l'exercice 2001 avec un revenu net de plus de 49 000 \$ soit 26% de plus que l'année 2000. Les déboursés pour les activités autres que rémunérées sont demeurés stables.

#### ➤ **FONDS DE L'ÉTABLISSEMENT DE RIMOUSKI**

Le fonds a réalisé des activités dans les trois volets prévus par le Règlement soit: des activités de formation, des activités de travail, rémunéré ou non et des activités récréatives.

Au plan scolaire, les activités de formation se sont déroulées selon les objectifs projetés. L'attribution d'une allocation pécuniaire au cours de l'année 2000 a permis de stabiliser le taux d'occupation de façon satisfaisante.

Sur le plan financier, l'exercice 2001 s'est terminé avec un résultat supérieur aux prévisions mais inférieur de 53% par rapport à l'année 2000. Cette différence entre les deux exercices provient d'une réduction sensible des revenus et d'une augmentation des déboursés pour les activités autres que rémunérées.

Au cours de l'année 2001, une réorganisation de l'administration du fonds a permis de corriger certaines lacunes et d'abolir des pratiques inadéquates entre la gestion de l'Avoir et celle du fonds.

#### ➤ FONDs DE L'ÉTABLISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRES

Le fonds de cet établissement a réalisé des activités de formation, des activités sportives, socioculturelles et de loisir. On remarque également que l'assistance financière auprès des personnes démunies est un élément important à cet établissement.

Les cours d'intégration sociale ainsi qu'une formation générale furent dispensés par la commission scolaire de la Pointe de l'Île. Toutefois, dû à des contraintes de temps, les plans de formation en musicothérapie et en art plastique n'ont pu être développés. L'introduction de ces cours a été reportée à l'année 2002.

L'exercice financier 2001 s'est soldé par un déficit de 41 200 \$ c'est-à-dire 14 fois plus élevé que celui de l'année 2000. On explique cette situation d'une part, par la hausse importante du coût du tabac qui est distribué aux personnes indigentes en guise d'assistance financière, et d'autre part par l'augmentation du nombre de personnes éligibles au programme d'assistance financière.

#### ➤ FONDs DE L'ÉTABLISSEMENT DE ROBERVAL

Le fonds a réalisé des activités dans les trois volets prévus par le Règlement soit: des activités de formation, des activités de travail, rémunéré ou non et des activités récréatives.

Il existe une très bonne entente avec la commission scolaire du pays des Bleuets. Pour l'année 2001, les résultats furent conformes à ceux attendus. Il semble y avoir une forte motivation de la part des personnes contrevenantes à participer aux activités de formation.

L'exercice financier 2001 s'est soldé par un revenu net de 42 000 \$ soit 73% de plus que l'exercice précédent. Les déboursés pour les activités autres que les activités rémunérées ont augmenté de 41% laissant un surplus de 16 600 \$ versé au fonds.

Le plan de redressement de 1999 a été positif et exemplaire. Cela est dû en grande partie à l'intérêt accru des membres du conseil d'administration et des dirigeants à suivre l'évolution du programme d'activités et des prévisions financières tout au long de l'année et à intervenir rapidement le cas échéant.

Ce résultat mérite une mention honorable envers le conseil d'administration du fonds de l'établissement de Roberval.

### ➤ FONDS DE L'ÉTABLISSEMENT DE SAINT-JÉRÔME

Le fonds a réalisé des activités dans les trois volets prévus par le Règlement soit: des activités de formation, des activités de travail, rémunéré ou non et des activités récréatives.

La commission scolaire de la Rivière du Nord dispense des cours de formation générale. Malgré que les honoraires consentis en enseignement privé furent plus élevés que ceux versés à la commission scolaire, on signale que la signature du protocole d'entente avec le M.E.Q. favorisera non seulement la réduction des coûts mais aussi l'élargissement des cours qui sont présentement dispensés par le privé.

Le revenu net de l'exercice 2001 fut 16% supérieur à celui de l'année 2000. Les déboursés pour les activités autres que les activités rémunérées furent sensiblement les mêmes laissant un solde versé au fonds de 67 500 \$ comparativement à 17 000 \$ pour l'année 2000.

Le projet d'agrandissement d'un atelier est toujours en réflexion et devrait évoluer au cours de l'année 2002.

### ➤ FONDS DE L'ÉTABLISSEMENT DE SEPT-ÎLES

Le fonds de l'établissement a réalisé quelques activités de travail, rémunéré ou non ainsi que des activités sportives à l'extérieur de l'établissement.

Les résultats financiers montrent un déficit de 3 800 \$ alors que les prévisions anticipaient un résultat net positif de 2 200 \$. Une analyse sommaire des états financiers démontre que le contrat de recyclage n'a pas fonctionné selon les prévisions et que les salaires versés aux personnes contrevenantes furent trop élevés par rapport aux revenus des divers contrats de services que détient le fonds. Les bénéfices de la cantine furent également inférieurs à ceux projetés.

La situation fait présentement l'objet de discussions auprès des membres du conseil d'administration et un plan de redressement devrait être mis en place prochainement.

### ➤ FONDS DE L'ÉTABLISSEMENT DE SHERBROOKE

Le fonds a réalisé des activités dans les trois volets prévus par le Règlement soit: des activités de formation, des activités de travail, rémunéré ou non et des activités récréatives.

La commission scolaire de la Région de Sherbrooke offre des cours en formation d'insertion sociale, sensibilisation au marché du travail, en sexualité, habilité de travail, utilisation des ressources communautaires et initiation à la démarche de formation.

Un meilleur suivi sur le nombre d'étudiants qui participent au programme de formation a permis de réduire les frais reliés à la mesure 30107. Cette notion ne sera plus considérée à la suite de la nouvelle entente intervenue entre les deux ministères.

Malgré un chiffre d'affaires et un revenu net plus élevé que l'année précédente, le fonds de Sherbrooke termine l'exercice 2001 avec un résultat déficitaire de 4 500 \$. Les frais généraux ont augmenté de façon importante à la suite de la hausse du prix de l'essence et des coûts de réparation du matériel roulant.

## ➤ FONDS DE L'ÉTABLISSEMENT DE SOREL

Le fonds de cet établissement a réalisé quelques activités dans les trois volets prévus par le Règlement soit: des activités de formation, une activité de travail rémunéré et des activités récréatives.

Les activités de formation ont débuté vers la fin de l'année 1999 et se sont poursuivies au cours des deux dernières années. Le programme s'est déroulé selon les objectifs à la satisfaction des dirigeants de l'établissement et de la commission scolaire.

L'activité de travail rémunéré consiste en un contrat de lavage de linge pour l'établissement intervenu avec le M.S.P. Le fonds de Sorel demeure en difficulté financière et ce, depuis plusieurs années. Les résultats financiers présentent un déficit supérieur aux prévisions et au résultat de l'exercice de l'année 2000.

## ➤ FONDS DE L'ÉTABLISSEMENT DE TROIS-RIVIÈRES

Le fonds a réalisé des activités dans les trois volets prévus par le Règlement soit: des activités de formation, des activités de travail, rémunéré ou non et des activités récréatives.

Le fonds offre à la clientèle une gamme variée de cours de formation générale et d'insertion sociale: plan d'action, gestion du stress, bilan et choix de carrière, confiance en soi, recherche d'emploi, communication et résolution de conflits.

La commission scolaire du Chemin du Roy offre depuis quelques années un programme d'attestation en formation professionnelle. Dans le domaine de l'employabilité, un représentant d'une ressource communautaire a été affecté à l'établissement.

À la suite des difficultés rencontrées au cours des années 1998 et 1999, le fonds de Trois-Rivières a intensifié ses mesures de redressement au cours des années 2000 et 2001.

Le revenu net des activités rémunérées a plus que doublé par rapport à celui de l'exercice précédent et le résultat net versé au fonds fut de 57 000\$ alors qu'il était déficitaire de 17 000\$ à la fin de l'exercice 2000.

Il s'agit d'un excellent résultat compte tenu de la situation précaire dans laquelle évoluait le fonds de Trois-Rivières. Le plan de redressement de l'année 1999 a donné d'excellents résultats. Les efforts des dirigeants de l'établissement, des membres du conseil d'administration et des personnes qui organisent les activités sont à souligner et dignes de mention.

## ➤ FONDS DE L'ÉTABLISSEMENT DE VALLEYFIELD

Le fonds a réalisé des activités dans les trois volets prévus par le Règlement soit: des activités de formation, des activités de travail, rémunéré ou non et des activités récréatives.

Dans le domaine de la formation, seul un programme d'alphabétisation fut dispensé par une ressource du fonds. Toutefois, un programme de formation structuré est sur le point d'être mis en place par la commission scolaire de l'endroit.

Les résultats financiers demeurent intéressants et comparables à ceux de l'année précédente.

## **CHAPITRE VII: TAUX DE COTISATION AU FONDS CENTRAL**

En vertu de l'article 22.0.19 de la Loi sur les services correctionnels, un fonds constitué dans un établissement de détention doit verser annuellement une cotisation au Fonds central. L'article 17 du Règlement sur les programmes d'activités stipule que cette cotisation déterminée annuellement par le Fonds central ne peut être inférieure à 5% des revenus nets de toute provenance du fonds d'un établissement et ne peut excéder 25% de ces revenus.

Compte tenu des liquidités disponibles, le conseil d'administration du Fonds central a fixé à 5%, soit le minimum permis, le taux de cotisation pour l'année 2001. La cotisation est basée sur le résultat net de l'ensemble des activités financières du fonds.

Cette décision tient compte également de la réduction des revenus enregistrés par les fonds au cours des dernières années. La réduction des ressources des établissements de détention fait en sorte que les fonds ont de plus en plus de difficulté à opérer des activités rapportant des revenus et par le fait même à développer de nouvelles activités pour les personnes contrevenantes. Cette situation influence évidemment le montant des cotisations versées annuellement au Fonds central.

## **CHAPITRE VIII: OBJECTIFS POUR L'ANNÉE 2002**

À chaque année, le Fonds central se dote d'un plan d'action basé sur les fonctions qui lui sont dévolues à l'article 22.0.27 de la Loi sur les services correctionnels. Pour la prochaine année le conseil d'administration du Fonds central a retenu les objectifs suivants:

### **SOUTIEN AUPRÈS DU RÉSEAU**

- Terminer la formation sur la constitution, les obligations statutaires des fonds et l'organisation administrative et comptable auprès des conseils d'administration et du personnel qui œuvre au sein des activités des fonds.
- Rédiger un manuel de procédures comptables en rapport avec l'application de «Simple comptable». Paramétrer un modèle de plan comptable uniforme pour tous les utilisateurs et dispenser la formation nécessaire.
- Rédiger un document d'information sur les fonds pour le bénéfice des firmes comptables engagées pour les travaux de vérification annuelle des fonds.
- Organiser, avec la collaboration des représentants de la Direction des programmes et du soutien au réseau (DPSR), une rencontre avec les responsables de l'administration des fonds et les responsables du dossier de la formation et de l'employabilité dans le cadre des changements apportés aux programmes d'activités à la suite de l'adoption de la Loi sur le système correctionnel. Cette rencontre permettra également d'évaluer les impacts de l'implantation des deux nouvelles ententes.

### **ACTIONS INTERNES DU FONDS CENTRAL**

- Réviser le contenu du site Internet sur les fonds, le faire valider par la Direction générale des services correctionnels et par la Direction des Communications et s'assurer de la mise à jour du site.

### **MODIFICATIONS À LA RÉGLEMENTATION**

- Participer à la révision des articles de la loi concernant les programmes d'activités pour les personnes contrevenantes en vue de la réforme de la loi actuelle. Participer également à la révision des règlements découlant de la loi.
- Rédiger un manuel contenant les règles et conventions du Fonds central en matière d'organisation et d'administration d'un fonds.
- Élaborer une politique sur la rémunération, les allocations et l'assistance financière versées aux personnes contrevenantes dans le cadre du programme d'activités d'un fonds.



Résultats financiers 2001  
Fonds central pour le bénéfice des personnes Incarcérées  
Tableau des résultats des Fonds

ANNEXE B

Pour l'année financière 2001

Catégories	Annos	Baie-Comeau	Chicoutimi	Hull	EDM-Bordeaux	EDM-Tanguay
	Résultats 2001	Résultats 2001	Résultats 2001	Résultats 2001	Résultats 2001	Résultats 2001
<b>PRODUITS</b>						
Revenus divers:						
Prélèvements de 10%	6 465,44 \$	4 240,00 \$	1 940,25 \$	10 730,00 \$	29 359,00 \$	11 429,00 \$
Prélèvements de 5%	601,05 \$	152,87 \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Risourmes - débil	7 482,33 \$	14 116,38 \$	2 579,00 \$	10 630,00 \$	31 270,00 \$	7 368,00 \$
Intérêts sur les placements	13 157,18 \$	535,12 \$	4 887,00 \$	14 327,00 \$	45 128,00 \$	8 367,00 \$
Dons	- \$	1 130,00 \$	4 750,00 \$	500,00 \$	10 000,00 \$	- \$
Autres revenus	79,76 \$	309,00 \$	320,00 \$	896,00 \$	12 130,00 \$	702,00 \$
Total des revenus divers:	27 785,76 \$	20 483,37 \$	14 476,25 \$	37 083,00 \$	127 887,00 \$	27 854,00 \$
<b>Activités rémunérées:</b>						
Chiffre d'affaires	127 143,00 \$	88 952,60 \$	55 859,90 \$	239 181,34 \$	867 544,00 \$	298 429,00 \$
Revenu brut	6 631,13 \$	31 668,55 \$	29 048,12 \$	46 680,50 \$	189 376,00 \$	(24 492,00) \$
Plus: rém. des pers. cont.	64 761,91 \$	44 408,87 \$	20 338,86 \$	93 526,94 \$	298 037,00 \$	97 250,00 \$
Produit brut - act. rémunérées	71 393,04 \$	76 077,42 \$	49 386,98 \$	140 187,44 \$	487 413,00 \$	72 758,00 \$
Carilne:						
Chiffre d'affaires	96 671,44 \$	91 212,00 \$	86 313,52 \$	299 748,82 \$	1 244 435,00 \$	212 785,00 \$
Revenu brut	16 527,44 \$	12 926,00 \$	15 052,48 \$	52 781,79 \$	284 487,00 \$	34 056,00 \$
Plus: rém. des pers. cont.	- \$	- \$	60,00 \$	4 825,03 \$	- \$	3 785,00 \$
Produit brut - carilne	16 527,44 \$	12 926,00 \$	15 112,48 \$	57 606,82 \$	284 487,00 \$	37 841,00 \$
TOTAL DES PRODUITS:	115 706,24 \$	109 486,79 \$	78 975,71 \$	234 877,26 \$	899 787,00 \$	138 453,00 \$
<b>CHARGES</b>						
Autres dépenses d'opérations	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Rémunération des pers. cont.	64 761,91 \$	44 408,87 \$	20 398,86 \$	98 351,97 \$	298 037,00 \$	101 035,00 \$
Dépenses d'administration	6 008,00 \$	5 256,75 \$	12 026,76 \$	27 745,69 \$	133 804,00 \$	22 074,00 \$
Dépenses d'amortissement	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Total des dépenses d'opérations	70 769,91 \$	49 665,62 \$	32 425,62 \$	126 097,66 \$	431 841,00 \$	123 109,00 \$
REVENU NET:	44 936,33 \$	59 821,17 \$	46 550,09 \$	108 779,60 \$	467 946,00 \$	15 344,00 \$
<b>Déboursés du Fonds</b>						
Immobilisations (-1000\$ l'unité)	- \$	2 069,91 \$	- \$	- \$	5 208,00 \$	- \$
Frais de la commission scolaire	1 592,00 \$	7 415,00 \$	4 845,00 \$	4 255,00 \$	31 046,00 \$	9 294,00 \$
Honoraires enseignants privés	- \$	- \$	- \$	- \$	110 006,00 \$	5 580,00 \$
Allocations - formation	- \$	- \$	2 104,00 \$	7 243,00 \$	16 086,00 \$	13 087,00 \$
Autres déboursés - formation	2 823,00 \$	2 390,00 \$	389,02 \$	473,00 \$	19 586,00 \$	412,00 \$
Allocations - travail non rém.	984,00 \$	7 782,89 \$	3 993,88 \$	10 106,31 \$	78 808,00 \$	11 715,00 \$
Déboursés - travail non rém.	- \$	- \$	- \$	615,50 \$	- \$	1 428,00 \$
Act. Sportives/socio./loisir...	18 382,00 \$	16 681,00 \$	8 949,15 \$	19 037,00 \$	111 578,00 \$	14 052,00 \$
Assistance financière	18 695,00 \$	960,24 \$	337,41 \$	3 971,00 \$	48 118,00 \$	5 152,00 \$
Autres déboursés pour les p.c.	291,00 \$	- \$	4 319,74 \$	- \$	116 733,00 \$	282,00 \$
Total des déboursés:	42 747,00 \$	37 299,04 \$	24 938,20 \$	45 700,81 \$	537 179,00 \$	60 982,00 \$
Total - dépenses et déboursés	113 516,91 \$	86 964,66 \$	57 363,82 \$	171 798,47 \$	969 020,00 \$	184 091,00 \$
RÉSULTAT NET:	2 189,33 \$	22 522,13 \$	21 611,89 \$	63 078,79 \$	(89 233,00) \$	(45 638,00) \$
Colisations au Fonds central	109,47 \$	1 126,11 \$	1 080,59 \$	3 153,94 \$	- \$	- \$
SOLDE VERSÉ AUX FONDS:	2 079,86 \$	21 396,02 \$	20 531,30 \$	59 924,85 \$	(89 233,00) \$	(45 638,00) \$

## ANNEXE B

**Résultats financiers 2001**  
**Fonds central pour le bénéfice des personnes Incarcérées**  
**Tableau des résultats des Fonds**

Pour l'année financière 2001

Catégories	New-Carlisle Résultats 2001	Québec masc. Résultats 2001	Québec fem. Résultats 2001	Rimouski Résultats 2001	R.D.P. Résultats 2001	Roberval Résultats 2001
<b>PRODUITS</b>						
Revenus divers:						
Prélèvements de 10%	3 154,00 \$	31 129,00 \$	3 414,00 \$	3 264,00 \$	- \$	3 151,00 \$
Prélèvements de 5%	854,00 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Ristournes - débitel	13 314,00 \$	30 699,00 \$	4 379,00 \$	14 842,00 \$	24 558,28 \$	3 850,00 \$
Intérêts sur les placements	1 894,00 \$	34 495,00 \$	7 761,00 \$	11 529,00 \$	17 220,99 \$	2 078,00 \$
Dons	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	200,00 \$
Autres revenus	5 467,00 \$	375,00 \$	2 399,00 \$	455,00 \$	466,43 \$	522,00 \$
Total des revenus divers:	24 683,00 \$	96 698,00 \$	17 953,00 \$	30 090,00 \$	42 245,70 \$	9 801,00 \$
<b>Activités rémunérées:</b>						
Chiffre d'affaires	56 700,00 \$	5 349 747,00 \$	196 622,00 \$	62 305,00 \$	- \$	54 723,72 \$
Revenu brut	4 650,00 \$	1 066 557,00 \$	54 497,00 \$	21 230,00 \$	- \$	20 155,62 \$
Plus: rém. des pers. cont.	32 556,00 \$	386 273,00 \$	36 787,00 \$	35 856,00 \$	- \$	33 510,20 \$
Produit brut - act. rémunérées	37 206,00 \$	1 452 830,00 \$	91 284,00 \$	57 086,00 \$	- \$	53 665,82 \$
<b>Cantine:</b>						
Chiffre d'affaires	122 218,00 \$	824 390,00 \$	12 525,00 \$	100 699,00 \$	505 508,66 \$	63 698,00 \$
Revenu brut	20 076,00 \$	105 192,00 \$	12 525,00 \$	6 538,00 \$	110 613,80 \$	13 283,00 \$
Plus: rém. des pers. cont.	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Produit brut - cantine	20 076,00 \$	105 192,00 \$	12 525,00 \$	6 538,00 \$	110 613,80 \$	13 283,00 \$
<b>TOTAL DES PRODUITS:</b>	<b>81 965,00 \$</b>	<b>1 654 720,00 \$</b>	<b>121 762,00 \$</b>	<b>93 714,00 \$</b>	<b>152 859,50 \$</b>	<b>76 749,82 \$</b>
<b>CHARGES</b>						
Autres dépenses d'opérations	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Rémunération des pers. cont.	32 556,00 \$	386 273,00 \$	36 787,00 \$	35 856,00 \$	- \$	33 510,20 \$
Dépenses d'administration	2 987,00 \$	419 192,00 \$	35 052,00 \$	6 696,00 \$	3 722,11 \$	1 200,00 \$
Dépenses d'amortissement	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Total des dépenses d'opération	35 543,00 \$	805 465,00 \$	71 839,00 \$	42 552,00 \$	3 722,11 \$	34 710,20 \$
<b>REVENU NET:</b>	<b>46 422,00 \$</b>	<b>849 255,00 \$</b>	<b>49 923,00 \$</b>	<b>51 162,00 \$</b>	<b>149 137,39 \$</b>	<b>42 039,62 \$</b>
<b>Déboursés du Fonds</b>						
Immobilisations (-1000\$ l'unité)	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Frais de la commission scolaire	10 526,00 \$	47 048,00 \$	6 128,00 \$	15 000,00 \$	7 782,00 \$	2 947,00 \$
Honoraires enseignants privés	- \$	39 051,00 \$	2 654,00 \$	2 000,00 \$	2 760,00 \$	- \$
Allocations - formation	5 625,00 \$	54 793,00 \$	6 285,00 \$	4 476,00 \$	- \$	6 179,50 \$
Autres déboursés - formation	312,00 \$	23 583,00 \$	1 826,00 \$	- \$	4 208,00 \$	608,05 \$
Allocations - travail non rém.	- \$	22 196,00 \$	4 086,00 \$	- \$	- \$	4 947,85 \$
Déboursés - travail non rém.	1 000,00 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Act. Sportives/socio./loisir...	14 357,00 \$	50 271,00 \$	1 760,00 \$	8 592,00 \$	77 118,29 \$	10 002,97 \$
Assistance financière	12 619,00 \$	6 812,00 \$	2 456,00 \$	1 563,00 \$	82 569,19 \$	732,00 \$
Autres déboursés pour les p.c.	3 436,00 \$	7 735,00 \$	657,00 \$	- \$	15 954,00 \$	- \$
Total des déboursés:	47 875,00 \$	251 489,00 \$	25 852,00 \$	31 573,00 \$	190 391,48 \$	25 417,37 \$
<b>Total - dépenses et déboursés</b>	<b>83 418,00 \$</b>	<b>1 056 954,00 \$</b>	<b>97 691,00 \$</b>	<b>74 125,00 \$</b>	<b>194 113,59 \$</b>	<b>60 127,57 \$</b>
<b>RÉSULTAT NET:</b>	<b>(1 453,00) \$</b>	<b>597 766,00 \$</b>	<b>24 071,00 \$</b>	<b>19 569,00 \$</b>	<b>(41 254,09) \$</b>	<b>16 622,25 \$</b>
Cotisations au Fonds central	- \$	29 888,30 \$	1 203,55 \$	979,45 \$	- \$	831,11 \$
<b>SOLDE VERSÉ AUX FONDS:</b>	<b>(1 453,00) \$</b>	<b>567 877,70 \$</b>	<b>22 867,45 \$</b>	<b>18 609,55 \$</b>	<b>(41 254,09) \$</b>	<b>15 791,14 \$</b>

## ANNEXE B

**Résultats financiers 2001**  
**Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées**  
**Tableau des résultats des Fonds**  
**Pour l'année financière 2001**

Catégories	St-Jérôme Résultats 2001	Sept-Îles Résultats 2001	Sherbrooke Résultats 2001	Sorel Résultats 2001	Trois-Rivières Résultats 2001	Valleyfield Résultats 2001
<b>PRODUITS</b>						
Revenus divers:						
Prélèvements de 10%	22 384,00 \$	- \$	10 734,36 \$	441,00 \$	14 355,00 \$	2 085,79 \$
Prélèvements de 5%	- \$	703,00 \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Ristournes - débiel	46 111,00 \$	4 828,00 \$	16 291,62 \$	10 348,00 \$	9 861,00 \$	7 574,70 \$
Intérêts sur les placements	93 992,00 \$	886,00 \$	214,56 \$	3 221,00 \$	4 734,00 \$	11 118,79 \$
Dons	- \$	141,00 \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Autres revenus	- \$	132,00 \$	348,25 \$	- \$	14 290,00 \$	506,39 \$
Total des revenus divers:	162 487,00 \$	6 690,00 \$	27 586,79 \$	14 010,00 \$	43 260,00 \$	21 265,67 \$
<b>Activités rémunérées:</b>						
Chiffre d'affaires	644 017,00 \$	5 287,00 \$	360 189,15 \$	9 390,00 \$	591 364,00 \$	46 603,96 \$
Revenu brut	42 008,00 \$	629,00 \$	99 451,05 \$	341,00 \$	93 679,00 \$	20 123,30 \$
Plus: rém. des pers. cont.	205 509,00 \$	4 658,00 \$	96 920,82 \$	9 049,00 \$	138 460,00 \$	20 730,88 \$
Produit brut - act. rémunérées	247 517,00 \$	5 287,00 \$	196 371,87 \$	9 390,00 \$	232 139,00 \$	40 854,18 \$
<b>Cantine:</b>						
Chiffre d'affaires	566 925,00 \$	24 055,00 \$	256 274,29 \$	68 733,00 \$	234 963,00 \$	72 994,73 \$
Revenu brut	121 606,00 \$	1 046,00 \$	30 861,64 \$	(3 862,00) \$	25 292,00 \$	19 950,81 \$
Plus: rém. des pers. cont.	4 806,00 \$	- \$	212,50 \$	- \$	- \$	- \$
Produit brut - cantine	126 406,00 \$	1 046,00 \$	31 074,14 \$	(3 862,00) \$	25 292,00 \$	19 950,81 \$
<b>TOTAL DES PRODUITS:</b>	<b>536 410,00 \$</b>	<b>13 023,00 \$</b>	<b>255 034,80 \$</b>	<b>19 538,00 \$</b>	<b>300 691,00 \$</b>	<b>82 070,66 \$</b>
<b>CHARGES</b>						
Autres dépenses d'opérations	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Rémunération des pers. cont.	210 309,00 \$	4 658,00 \$	97 133,32 \$	9 049,00 \$	138 460,00 \$	20 730,88 \$
Depenses d'administration	3 800,00 \$	1 661,00 \$	107 785,55 \$	2 322,00 \$	57 291,00 \$	17 198,60 \$
Depenses d'amortissement	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Total des dépenses d'opérations	214 109,00 \$	6 319,00 \$	204 918,87 \$	11 371,00 \$	195 751,00 \$	37 929,48 \$
<b>REVENU NET:</b>	<b>322 301,00 \$</b>	<b>6 704,00 \$</b>	<b>50 115,93 \$</b>	<b>8 167,00 \$</b>	<b>104 940,00 \$</b>	<b>44 141,18 \$</b>
Déboursés du Fonds	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Immobilisations (-1000\$ l'unité)	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Frais de la commission scolaire	40 847,00 \$	- \$	6 709,00 \$	8 000,00 \$	4 101,00 \$	- \$
Honoraires enseignants privés	52 439,00 \$	- \$	561,00 \$	- \$	3 431,00 \$	1 081,35 \$
Allocations - formation	51 685,00 \$	- \$	16 620,23 \$	- \$	15 339,00 \$	- \$
Autres déboursés - formation	28 931,00 \$	- \$	3 338,95 \$	174,00 \$	248,00 \$	529,53 \$
Allocations - travail non rém.	13 392,00 \$	1 576,00 \$	5 550,10 \$	530,00 \$	4 247,00 \$	4 026,46 \$
Déboursés - travail non rém.	- \$	- \$	10,00 \$	- \$	- \$	- \$
Act. Sportives/socio./loisir...	51 756,00 \$	6 257,00 \$	16 779,92 \$	7 274,00 \$	13 849,00 \$	12 204,32 \$
Assistance financière	14 715,00 \$	761,00 \$	5 106,10 \$	1 155,00 \$	3 837,00 \$	1 267,24 \$
Autres déboursés pour les p.c.	1 000,00 \$	1 986,00 \$	- \$	331,00 \$	- \$	- \$
Total des déboursés:	254 765,00 \$	10 580,00 \$	54 675,30 \$	17 484,00 \$	45 052,00 \$	19 108,90 \$
<b>TOTAL DES CHARGES:</b>	<b>468 874,00 \$</b>	<b>16 899,00 \$</b>	<b>259 594,17 \$</b>	<b>28 835,00 \$</b>	<b>240 803,00 \$</b>	<b>57 038,38 \$</b>
<b>RESULTAT NET:</b>	<b>67 536,00 \$</b>	<b>(3 876,00) \$</b>	<b>(4 559,37) \$</b>	<b>(9 297,00) \$</b>	<b>59 888,00 \$</b>	<b>25 032,28 \$</b>
Coisations au Fonds central	3 376,80 \$	- \$	- \$	- \$	2 994,40 \$	1 251,61 \$
<b>SOLDE VERSÉ AUX FONDS:</b>	<b>64 159,20 \$</b>	<b>(3 876,00) \$</b>	<b>(4 559,37) \$</b>	<b>(9 297,00) \$</b>	<b>56 893,60 \$</b>	<b>23 780,67 \$</b>

## ANNEXE B

**Résultats financiers 2001**  
**Fonds central pour le bénéfice des personnes Incarcérées**  
**Tableau des résultats des Fonds**

**Pour l'année financière 2001**

Catégories	Total	%	Commentaires
	Réseau 2001		
<b>PRODUITS</b>			
Revenus divers:			
Prélèvements de 10%	158 255,84 \$	21,04%	Pourcentage sur le total des revenus divers
Prélèvements de 5%	2 310,92 \$	0,31% Idem	
Ristournes - débiel	260 120,31 \$	34,57% Idem	
Intérêts sur les placements	275 535,64 \$	36,62% Idem	
Dons	16 721,00 \$	2,22% Idem	
Autres revenus	39 397,83 \$	5,24% Idem	
Total des revenus divers:	752 341,54 \$	15,15%	Pourcentage sur le total des produits
Activités rémunérées:			
Chiffre d'affaires	9 065 058,67 \$		
Revenu brut	1 702 213,27 \$	18,80%	Les coûts de production représentent 81,20%
Plus: rém. des pers. cont.	1 618 633,48 \$	17,88%	
Produit brut - act. rémunérées	3 320 846,75 \$	66,87%	Pourcentage sur le total des produits
Cantine:			
Chiffre d'affaires	4 884 149,46 \$		
Revenu brut	878 952,96 \$	18,00%	Les coûts de production représentent 82%
Plus: rém. des pers. cont.	13 682,53 \$	0,28%	
Produit brut - cantine	892 635,49 \$	17,98%	Pourcentage sur le total des produits
<b>TOTAL DES PRODUITS:</b>	<b>4 965 823,78 \$</b>		
<b>CHARGES</b>			
Dépenses:			
Rémunération des pers. cont.	1 632 316,01 \$	65,34%	Pourcentage sur le total des dépenses
Dépenses d'administration	865 822,46 \$	34,66% Idem	
Dépenses d'amortissement	- \$		
Total des dépenses d'opérations	2 498 138,47 \$	59,18%	Pourcentage des dépenses sur le total des charges
<b>REVENU NET:</b>	<b>2 467 685,31 \$</b>		
<b>Déboursés:</b>			
Immobilisations (-1000\$ l'unité)	7 277,91 \$	0,42%	Pourcentage sur le total des déboursés
Frais de la commission scolaire	207 535,00 \$	12,04% Idem	
Honoraires enseignants privés	219 563,35 \$	12,74% Idem	
Allocations - formation	199 534,73 \$	11,58% Idem	
Autres déboursés - formation	89 831,55 \$	5,21% Idem	
Allocations - travail non rém.	173 941,49 \$	10,09% Idem	
Déboursés - travail non rém.	3 053,50 \$	0,18% Idem	
Act. Sportives/socio./loisir...	458 820,65 \$	26,63% Idem	
Assistance financière	210 826,18 \$	12,24% Idem	
Autres déboursés pour les p.c.	152 704,74 \$	8,86% Idem	
Total des déboursés:	1 723 089,10 \$	40,82%	Pourcentage des déboursés sur le total des charges
<b>TOTAL DES CHARGES:</b>	<b>4 221 227,57 \$</b>	<b>85,01%</b>	<b>Pourcentage des charges sur les produits</b>
<b>RÉSULTAT NET:</b>	<b>744 596,21 \$</b>	<b>14,99%</b>	<b>Pourcentage du résultat sur les produits</b>
Cotisations au Fonds central	45 995,33 \$		
<b>SOLDE VERSÉ AUX FONDS:</b>	<b>698 600,88 \$</b>	<b>14,07%</b>	<b>Pourcentage du solde sur les produits</b>

# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

20. LA LISTE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DONT LE MSP A SIGNÉ UNE ENTENTE, LE TYPE D'ENTENTE (PER DIEM OU PROGRAMME), LE MONTANT GLOBAL DE L'ENTENTE ET UNE BRÈVE DESCRIPTION DES SERVICES ATTENDUS DE L'ORGANISME COMMUNAUTAIRE.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 20 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.**

Foyer d'accueil & Coordination des foyers <i>Service d'hébergement</i>	Nbre de places	Nbre de jours	Contrat 2002-2003	Per diem 2002-2003
Piaule d'amos - Accueil Harvey Bibeau		50,0	1 368,00 \$	27,36 \$
Maison Soleil Levant R.N.		30,0	820,80 \$	27,36 \$
Piaule de Val d'Or		60,0	1 641,60 \$	27,36 \$
Maison Compagnon V.Marie		20,0	547,20 \$	27,36 \$
Manoir du Chemin inc.		20,0	547,20 \$	27,36 \$
Maison Compagnon La Sarre		20,0	547,20 \$	27,36 \$
Foyer Jean Bériau	3,0	1095,0	33 298,95 \$	30,41 \$
Transition pour elles inc.	0,5	183,0	5 006,88 \$	27,36 \$
Maison d'hébergement Jeunesse Roland Gauvreau	1,2	438,0	11 983,68 \$	27,36 \$
Hébergement Urgence Lanaudière	0,5	182,5	4 993,20 \$	27,36 \$
Fondation Mitou	2,5	913,0	24 979,68 \$	27,36 \$
Maison d'hébergement dépannage de Valleyfield	1,0	365,0	9 986,40 \$	27,36 \$
Francine Vandal	5,0	1825,0	55 498,25 \$	30,41 \$
Manoir Gaulin	1,0	365,0	9 986,40 \$	27,36 \$
France Lemay	2,0	730,0	22 199,30 \$	30,41 \$
Margot Michel	2,0	730,0	22 199,30 \$	30,41 \$
Diane Marceau	2,0	730,0	22 199,30 \$	30,41 \$
Diane Trépanier	2,0	730,0	22 199,30 \$	30,41 \$
Marc Rhéaume	2,0	730,0	22 199,30 \$	30,41 \$
Expansion-Femmes - Coordination des foyers	13,0	4745,0	62 064,60 \$	13,08 \$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 20 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.**

Centre d'hébergement communautaire ( C.H.C. ) Service d'hébergement	Nbre de places	Nbre de jours	Contrat 2002-2003	Per diem 2002-2003
Répit du Passant Auberge sous mon toit Maison Radisson C.H.C. La Relève	2,4 3,3 10,1	45,0 876,0 1190,0 3687,0	2 349,90 \$ 45 744,72 \$ 61 915,70 \$ 192 535,14 \$	52,22 \$ 52,22 \$ 52,03 \$ 52,22 \$



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 20 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.**

Centre résidentiel communautaire (C.R.C.) Service d'hébergement	Nbre de places	Nbre de jours	Contrat 2002-2003	Per diem 2002-2003
CRC Amos	16,00	5840,0	407 632,00 \$	69,80 \$
Arc-en-soi	8,64	3154,0	230 778,18 \$	73,17 \$
Centre d'accueil le Joins-toi - Région de l'Estrée	7,00	2555,0	179 309,90 \$	70,18 \$
CRC La Traversée - Services d'aide Bruno Dandenault	12,50	4563,0	302 937,57 \$	66,39 \$
Reno-Vie	10,00	3650,0	320 798,50 \$	87,89 \$
CRC Curé Labelle	27,00	9855,0	654 174,90 \$	66,38 \$
Maison Waseskun	8,50	3102,5	234 766,18 \$	75,67 \$
CRC de Joliette	13,50	4927,5	357 095,93 \$	72,47 \$
Maison Radisson	18,60	6789,0	434 020,77 \$	63,93 \$
Centre d'accueil le Joins-toi - Région de la Montérégie	5,00	1825,0	128 078,50 \$	70,18 \$
Maison St-Laurent - Maisons de transition de Montréal	25,99	9486,0	636 890,04 \$	67,14 \$
Société Élisabeth Fry	15,04	5490,0	396 432,90 \$	72,21 \$
L'Issue - Transition Centre-Sud	24,00	8760,0	584 642,40 \$	66,74 \$
L'Issue - Transition Centre-Sud Ajustement exercice 2001-2002 (rétro)			3 437,51 \$	
		8760,0	588 079,91 \$	
Maison Charlemagne	24,50	8943,0	598 018,41 \$	66,87 \$
Agence sociale spécialisée de l'Outaouais ( L'Arche )	19,50	7118,0	486 657,66 \$	68,37 \$
Expansion-Femmes	8,99	3281,0	239 972,34 \$	73,14 \$
Maison Painchaud	14,48	5285,0	352 033,85 \$	66,61 \$
CRC Le Pavillon	23,08	8424,0	560 701,44 \$	66,56 \$
Réhabilitation Beauce	20,00	7300,0	483 333,00 \$	66,21 \$
CRC de Roberval	15,68	5723,0	397 634,04 \$	69,48 \$

SRF P/20 (2003-04)

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 20 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire**

<b>Santé mentale</b> <b>Hébergement dans une ressource spécialisée en santé mentale</b>	<b>Nbre de places</b>	<b>Nbre de jours</b>	<b>Contrat 2002-2003</b>	<b>Per diem 2002-2003</b>
Maison de l'Espoir	1,0	365,0	10 486,45 \$	28,73 \$
Accueil Blanche Goulet	1,3	474,0	13 618,02 \$	28,73 \$
Maison à Damas		189,0	5 429,97 \$	28,73 \$
Centre Accalmie	1,0	365,0	10 486,45 \$	28,73 \$
L'Éclaircie	1,5	547,0	15 715,31 \$	28,73 \$
Reine Beauchamp	1,0	365,0	10 486,45 \$	28,73 \$
Arthur Mayer	1,0	365,0	10 486,45 \$	28,73 \$
Carole Champagne		95,0	2 729,35 \$	28,73 \$
Alain Grand-Maison	1,0	365,0	10 486,45 \$	28,73 \$
Yolande Lalonde	2,0	730,0	20 972,90 \$	28,73 \$
Rosa Beauchamp	1,0	365,0	10 486,45 \$	28,73 \$
Résidence Lafleur	6,0	2190,0	62 918,70 \$	28,73 \$
Foyer Aurel Michaud	8,0	2920,0	83 891,60 \$	28,73 \$
Maison du Havre	2,0	730,0	20 972,90 \$	28,73 \$
Le Hamac	0,5	183,0	5 257,59 \$	28,73 \$
Résidence Fleurie	1,0	365,0	10 486,45 \$	28,73 \$
Maison l'Intervalle	10,0	3650,0	104 864,50 \$	28,73 \$
Centre d'hébergement Entre-Toit	10,0	3650,0	104 864,50 \$	28,73 \$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 20 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire**

<b>Toxicomanie</b> <i>Hébergement dans une ressource spécialisée en toxicomanie</i>	<b>Nbre de places</b>	<b>Nbre de jours</b>	<b>Contrat 2002-2003</b>	<b>Per diem 2002-2003</b>
L'Arrimage	3,00	1095,0	31 459,35 \$	28,73 \$
Centre régional ADH Le Tremplin	2,00	730,0	20 972,90 \$	28,73 \$
Auberge du cœur le Transit	0,50	183,0	5 257,59 \$	28,73 \$
Point de rencontre	2,00	730,0	20 972,90 \$	28,73 \$
Centre l'Étape - Services d'aide Bruno Dandenault	2,00	730,0	14 183,90 \$	19,43 \$
Centre de référence pour alcooliques et toxicomanes	20,00	7300,0	199 947,00 \$	27,39 \$
Centre d'accueil le Portage	10,10	3685,5	65 012,22 \$	17,64 \$
Maison Carignan	3,00	1095,0	19 644,30 \$	17,94 \$
Maison Jean Lepage	2,00	730,0	13 096,20 \$	17,94 \$
Maison d'entraide l'Arc-en-ciel	1,00	365,0	6 548,10 \$	17,94 \$
Maison de Job	4,00	1460,0	26 192,40 \$	17,94 \$
Maison d'entraide pour toxicomanes Le Rucher	4,00	1460,0	26 192,40 \$	17,94 \$
Résidence le Portail	2,00	730,0	13 096,20 \$	17,94 \$
Croisée des chemins	1,00	365,0	6 548,10 \$	17,94 \$
Pavillon Chaleurs		90,0	2 585,70 \$	28,73 \$

SRF P/20 (2003-04)

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 20 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.**

<b>Violence conjugale</b> <b><i>Hébergement dans une ressource spécialisée en violence conjugale</i></b>	<b>Nbre de places</b>	<b>Nbre de jours</b>	<b>Contrat 2002-2003</b>	<b>Per diem 2002-2003</b>
Après-coup		486,0	8 718,84 \$	17,94 \$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME: Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 20: La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.**

Sentences intermittentes	Nbre de places	Nbre de jours	Contrat 2002-2003	Per diem 2002-2003
Piaule d'amos - Accueil Harvey Bibeau		40,0	588,40 \$	14,71 \$
Maison Soleil Levant R.N.		70,0	1 029,70 \$	14,71 \$
Piaule de Val d'Or		40,0	588,40 \$	14,71 \$
Maison Compagnon V.Marie		20,0	294,20 \$	14,71 \$
Manoir du Chemin inc.		20,0	294,20 \$	14,71 \$
Maison Compagnon La Sarre		20,0	294,20 \$	14,71 \$
Arc-en-soi		370,0	5 442,70 \$	14,71 \$
Auberge sous mon toit		468,0	6 884,28 \$	14,71 \$
Transition pour elles inc.		104,0	1 529,84 \$	14,71 \$
Unité Point de départ		405,0	5 957,55 \$	14,71 \$
CRC Curé Labelle		572,0	8 414,12 \$	14,71 \$
Maison Radisson		203,9	3 000,00 \$	14,71 \$
CHC La Relève		193,0	2 839,03 \$	14,71 \$

SRF P/20 (2003-04)

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 20 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.**

Achat de programmes	Contrat 2002-2003	Per diem 2002-2003	Titre du programme
CRC Amos	16 001,60 \$	2,74 \$	Surveillance en milieu ouvert ( 16 dossiers )
CRC Amos - S.A.T.A.S.	25 000,00 \$		Programme d'intervention auprès de conjoints violents - Amos, Val D'Or & Rouyn Noranda
CRC Amos	3 500,00 \$		Accompagnement et escorte des personnes inuites à Amos et Val D'Or
CRC Amos - S.A.T.A.S.	6 682,00 \$		Sensibilisation à la violence sous toutes ses formes
Makitautik Center	30 000,00 \$		On the land program ( enseigner la chasse, la pêche, la survie, etc. aux Inuits )
Arc-en-soi	32 003,20 \$	2,74 \$	Surveillance en milieu ouvert ( 32 dossiers )
L'Arrimage	32 003,20 \$	2,74 \$	Surveillance en milieu ouvert ( 32 dossiers )
Arc-en-soi	10 000,00 \$		Programme d'aide aux agresseurs sexuels
C-TA-C	2 300,00 \$		Programme d'intervention de groupe auprès des conjoints violents
C-TA-C	1 800,00 \$		Formation "Évaluation et intervention en violence conjugale"
Unité Domrémy de Baie-Comeau	10 001,00 \$	2,74 \$	Surveillance en milieu ouvert ( 10 dossiers )
Centre d'action bénévole de Sept-Îles	32 003,20 \$	2,74 \$	Surveillance en milieu ouvert ( 32 dossiers )
Centre de bénévolat de la Manicouagan	20 270,52 \$	2,74 \$	Surveillance en milieu ouvert ( 27 dossiers ) - contrat d'une durée de 9 mois ( juillet à mars 2003 )
Société Élizabéth Fry	55 000,00 \$		Centre de service en justice pénale pour les femmes
Civas Estrie	30 000,00 \$		Programme d'intervention auprès d'hommes abuseurs sexuels
Centre d'entraide la Boussole inc.	10 000,00 \$		Traitements et références en toxicomanie et alcoolisme
Fondation des œuvres du Père St-Laurent	24 808,00 \$		Médiation victime - personne contrevenante
Services d'aide Bruno Dandenault	43 500,00 \$		Appartements supervisés
Centre d'accueil le Joins-toi	32 003,20 \$	2,74 \$	Surveillance en milieu ouvert ( 32 dossiers )
Reno-Vie	16 001,60 \$	2,74 \$	Surveillance en milieu ouvert ( 16 dossiers )
CRC La Traversée - Services d'aide Bruno Dandenault	16 001,60 \$	2,74 \$	Surveillance en milieu ouvert ( 16 dossiers )
Centre Accalmie	3 000,00 \$		Support et accompagnement dans la réinsertion sociale
Accueil Blanche Goulet	3 000,00 \$		Support et accompagnement dans la réinsertion sociale
Maison à Damas	3 000,00 \$		Support et accompagnement dans la réinsertion sociale
L'Éclaircie	13 000,00 \$		Aide en santé mentale
Auberge chez mon père	23 000,00 \$		Soutien et accompagnement des personnes incarcérées (centre de jour)
Auberge chez mon père	17 000,00 \$		Sensibilisation de la communauté à la réalité carcérale et correctionnelle
Interface Baie-des-Chaleurs	21 000,00 \$		Consolidation et développement d'un programme d'aide aux hommes aux prises avec des problèmes de violence conjugale
Pavillon Chaleurs	5 000,00 \$		Complément de l'étude en vue de développer une thérapie répondant aux besoins de la clientèle contrevenante de la région Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 20 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.**

Achat de programmes	Contrat 2002-2003	Per diem 2002-2003	Titre du programme
A.C.C.R.O.C - Mrc Antoine Labelle	2 160,00 \$		Suivi et encadrement thérapeutique spécifiques à la clientèle correctionnelle aux prises avec une problématique de violence conjugale - MRC Antoine Labelle
A.C.C.R.O.C - St-Jérôme	1 500,00 \$		IDEM - pour la clientèle de St-Jérôme
Maison Waseskun	12 000,00 \$		Programme Waseya pour délinquants sexuels autochtones
CRC Joliette	6 970,56 \$	2,74 \$	Surveillance en milieu ouvert ( 12 dossiers ) - contrat de 7 mois
Maison de thérapie l'Entre-temps	6 900,00 \$		Accompagnement de la clientèle correctionnelle féminine
Unité Point de départ	765,00 \$		Sentences intermittentes après avoir complété le 1/6 de la sentence
CRC Curé Labelle	1 530,00 \$		Sentences intermittentes après avoir complété le 1/6 de la sentence
Centre de référence pour alcooliques et toxicomanes ( C.R.A.T. )	22 000,00 \$		Conscientisation
Centre d'aide pour hommes oppresseurs ( C.A.H.O. )	17 650,00 \$		1er volet - La violence, j'y renonce 2e volet - Prise en charge de la clientèle correctionnelle dans le cadre du programme de thérapie offert par C.A.H.O.
Centre d'intervention en délinquance sexuelle ( C.I.D.S. )	20 000,00 \$		Offrir des services professionnels auprès des abuseurs sexuels en groupe ou individuel
Centre pour hommes opprimants et colériques inc. ( C.H.O.C. )	18 000,00 \$		La violence, j'y renonce
Parents unis Laurentides	14 500,00 \$		Programme de rencontres d'accueil, d'évaluation et de référence des délinquants sexuels
Parents unis Laurentides	15 000,00 \$		Programme de sensibilisation ( pré-traitement )
CRC Curé Labelle	64 006,40 \$	2,74 \$	Surveillance en milieu ouvert ( 64 dossiers )
Maison Radisson	14 900,00 \$		Gestion et traitement de la déviance sexuelle ( G.T.D.S. )
Maison Radisson	9 300,00 \$		Programme d'accompagnement individualisé et communautaire ( P.A.I.C. )
Maison Radisson	64 606,40 \$	2,74 \$	Surveillance en milieu ouvert ( 64 dossiers )
Accord Mauricie	7 000,00 \$		Thérapie pour conjoints violents
Société Élisabeth Fry	56 000,00 \$		Centre de services en justice pénale pour femmes
Après-coup inc.	14 000,00 \$		Programme d'intervention auprès des conjoints violents
Centre d'accueil le Joins-toi	64 006,40 \$	2,74 \$	Surveillance en milieu ouvert ( 64 dossiers )
Centre d'intervention en délinquance sexuelle ( C.I.D.S. )	10 800,00 \$		Programme d'intervention auprès des délinquants sexuels minimisant leur problème d'abus

SRF P/20 (2003-04)

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 20 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.**

Achat de programmes	Contrat 2002-2003	Per diem 2002-2003	Titre du programme
Radio communautaire C.I.B.L.	5 000,00 \$		Site des souverains anonymes
Continuité famille auprès des détenus	39 800,00 \$		Objectif : Maintenir et améliorer la relation existant entre la mère incarcérée et son enfant afin de faciliter la transition du milieu carcéral au milieu naturel lors de la libération conditionnelle
Groupe de support et de réhabilitation Amorce - milieu ouvert	15 000,00 \$		Objectif : Permettre aux individus ayant des comportements ou des fantasmes sexuels déviants à l'égard des personnes mineures de s'insérer dans un groupe de socialisation et d'entraide
Maison de transition de Mtl ( St-Laurent ) - action vol.	3 000,00 \$		Objectif : Supporter une partie du salaire de la personne responsable d'Action volontaire St-Laurent qui travaille au niveau de l'implication des bénévoles offrant du support à la clientèle contrevenante
Société Élisabeth Fry - EVE	47 500,00 \$		Programme d'entraide vol à l'étalage
Société Élisabeth Fry - Tanguay	19 835,00 \$		Programme de services à la Maison Tanguay
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (CIDS)	28 000,00 \$		Programme d'intervention auprès des délinquants sexuels minimisant leur problème d'abus
Diogène	10 000,00 \$		Suivi communautaire intensif et accompagnement court terme
Le Mûrier ( Le Jalon)	45 000,00 \$		Entente de prestation de services et d'échanges professionnels en matière de services résidentiels en psychiatrie-justice
Société Elisabeth Fry	50 005,00 \$	2,74 \$	Surveillance en milieu ouvert ( 50 dossiers )
C.R.C. Transition Centre-Sud ( Maison l'Issue )	64 006,40 \$	2,74 \$	Surveillance en milieu ouvert ( 64 dossiers )
Maison Charlemagne	64 006,40 \$	2,74 \$	Surveillance en milieu ouvert ( 64 dossiers )
Maison St-Laurent	64 006,40 \$	2,74 \$	Surveillance en milieu ouvert ( 64 dossiers )
Centre de jour l'Espadrille	64 006,40 \$	2,74 \$	Surveillance en milieu ouvert ( 64 dossiers )
Centre de jour l'espadrille - YMCA Mtl - programme	383 286,00 \$		Centre de jour - programme
Société Élisabeth Fry - Gestion de la colère	5 152,00 \$		Gestion de la colère
Société Élisabeth Fry - Sentences intermittentes	7 355,00 \$		Surveillance des femmes en sentences intermittentes
Groupe de support et de réhabilitation Amorce - milieu fermé	15 700,00 \$		Objectif : Permettre aux individus ayant des comportements ou des fantasmes sexuels déviants à l'égard des personnes mineures d'initier une démarche thérapeutique par l'entremise de rencontres de groupe ouvert
Centre de jour l'Espadrille	19 535,00 \$		Intervention communautaire à l'établissement de détention de Mtl lors de la libération des détenus



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 20 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.**

Achat de programmes	Contrat 2002-2003	Per diem 2002-2003	Titre du programme
Expansion-Femmes - Surveillance externe	64 006,40 \$	2,74 \$	Surveillance en milieu ouvert ( 64 dossiers )
Maison Painchaud - Surveillance externe	64 006,40 \$	2,74 \$	Surveillance en milieu ouvert ( 64 dossiers )
C.R.C. Le Pavillon - Surveillance externe	83 008,30 \$	2,74 \$	Surveillance en milieu ouvert ( 83 dossiers )
Réhabilitation Beauce - Surveillance externe	64 006,40 \$	2,74 \$	Surveillance en milieu ouvert ( 64 dossiers )
Centre Femmes aux 3-A	26 000,00 \$		Centre de réinsertion sociale
C.I.R.C.Q.	2 500,00 \$		CIRCQ'ulaire & diners-rencontres
Association des foyers d'accueil	5 000,00 \$		Programme de formation pour les foyers d'accueil et fonds de dépannage
Centre d'action bénévole de Québec inc.	50 000,00 \$		Service de support et d'accompagnement réalisé par des bénévoles pour la clientèle correctionnelle contrevenante adulte
Expansion-Femmes - Temps d'arrêt	11 000,00 \$		Offrir en externe un programme d'encadrement et de support à la clientèle contrevenante féminine pour des problématiques spécifiques reliées à leurs comportements délinquants
Expansion-Femmes - Maintien de la sobriété	11 000,00 \$		Aider les femmes qui ont cessé de consommer ou qui sont en voie de le faire, à maintenir leur sobriété
CKRL MF 89,1 inc.	3 800,00 \$		Émissions radiophoniques - Souverains anonymes
Programme d'encadrement clinique et d'hébergement ( P.E.C.H. )	57 250,00 \$		Suivi communautaire intensif
Programme d'encadrement clinique et d'hébergement ( P.E.C.H. )	20 000,00 \$		Alternative à la judiciarisation de la clientèle Santé mentale - Justice
C.R.C. le Pavillon	12 600,00 \$		Ateliers toxicomanie
Expansion-Femmes - Voile-face	11 000,00 \$		Aider les personnes à comprendre et à cesser leurs comportements compulsifs de vol à l'étalage
Au Bercaill	7 200,00 \$		Programme de mesures alternatives pour contrevenants ( clientèle aux prises avec des problèmes de santé mentale et ou judiciaires
Expansion-Femmes - Fais-toi un cadeau	23 000,00 \$		Offrir des services d'aide psychologique aux personnes ayant des désordres de la personnalité
C.R.C. Le Pavillon	5 400,00 \$		Programme de sensibilisation en violence conjugale
C.R.C. Le Pavillon	15 000,00 \$		Sobriété, contrainte et libre choix (développer les bases d'un projet-pilote de co-intervention en toxicomanie entre le C.R.C. Le Pavillon, le Centre de réadaptation Ubalde-Villeneuve et les Services correctionnels du Québec)

SRF P/20 (2003-04)

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 20 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.**

Achat de programmes	Contrat 2002-2003	Per diem 2002-2003	Titre du programme
Centre d'intervention en abus sexuel pour la famille	25 000,00 \$		Thérapie pour hommes abuseurs sexuels
Prévention spécialisée en toxicomanie	18 000,00 \$		Références pour la clientèle ayant une problématique en toxicomanie ou en alcoolisme
Société Elizabeth Fry	67 330,00 \$		Centre de services en justice pénale pour les femmes de l'Outaouais
Agence sociale spécialisée de l'Outaouais	32 003,20 \$	2,74 \$	Surveillance en milieu ouvert ( 32 dossiers )
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	30 000,00 \$		Macadam
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	89 300,00 \$		Ressac
C.H.C. La Relève	9 000,00 \$		Bacchus - prévention de la récidive
C.R.C de Roberval	32 003,20 \$	2,74 \$	Surveillance en milieu ouvert ( 32 dossiers )
C.H.C. La Relève	32 003,20 \$	2,74 \$	Surveillance en milieu ouvert ( 32 dossiers )
C.H.C. La Relève	5 000,00 \$		Projet toxico-délinquance ( transport )

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 20 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.**

Achat de programmes	Contrat 2002-2003	Per diem 2002-2003	Titre du programme
Association des ressources intervenant auprès des hommes violents (A.R.I.H.V.)	17 000,00 \$		Concertation provinciale - Soutien à la vie associative
Association des services de réhabilitation sociale du Québec inc. (A.S.R.S.Q.)	4 000,00 \$ 4 935,00 \$		Programme général - Secrétariat permanent Formation des bénévoles
Conseil des églises pour la justice et la criminologie (C.E.J.C.)	10 000,00 \$		Programme général de sensibilisation et de concertation - Mission globale
Société de criminologie du Québec (S.C.Q.)	23 000,00 \$		Maintien d'un secrétariat permanent - Programme général - Mission globale
Vidéo Femmes	5 000,00 \$		Production d'un vidéo " Mourir de honte "
Regroupement des organismes communautaires rérérents du Québec (R.O.C.R.Q.)	4 000,00 \$		20e anniversaire + assemblée générale

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 20 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.**

Achat de programmes	Contrat 2002-2003	Tarifs 2002-2003	Titre du programme
Unité Domrémy de Mont-Joli inc.	72 914,44 \$	129,14 \$	Travaux compensatoires
Centre d'action bénévole du Lac inc.	53 151,80 \$	151,44 \$	Travaux compensatoires
Association Canadienne de santé mentale	76 851,00 \$	129,14 \$	Travaux compensatoires
Organisation anti-pauvreté de Québec inc.	258 297,84 \$	100,36 \$	Travaux compensatoires
Organisation anti-pauvreté de la Mauricie	159 391,54 \$	129,14 \$	Travaux compensatoires
Services d'aide Bruneau Dandenault	106 057,80 \$	129,14 \$	Travaux compensatoires
Y.M.C.A. de Montréal	315 676,60 \$	100,36 \$	Travaux compensatoires
Services d'action communautaire de l'Outaouais	95 586,64 \$	129,14 \$	Travaux compensatoires
Centre Ressources Jeunesse de Rouyn-Noranda	91 024,52 \$	151,44 \$	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat de Manicouagan	23 776,08 \$	151,44 \$	Travaux compensatoires
Centre d'action bénévole de Sept-Îles	26 880,60 \$	151,44 \$	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat de Laval inc.	197 969,48 \$	100,36 \$	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat de la Rive-Sud	181 878,62 \$	129,14 \$	Travaux compensatoires

# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

- 21. LES DÉLAIS MOYENS, MINIMUM ET MAXIMUM POUR L'ENREGISTREMENT DES DÉLITS  
DANS LE SYSTÈME DACOR DEPUIS L'ADMISSION DES DÉTENU.**



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels – 01.02**

**QUESTION 21 : Les délais moyens, minimum et maximum pour l'enregistrement des délits dans le système DACOR depuis l'admission des détenus.**

Suite à un sondage auprès de quelques établissements de détention répartis à travers la province, voici les conclusions auxquelles nous en sommes arrivés en rapport avec les délais pour l'enregistrement des délits dans le système DACOR depuis l'admission des détenus. Il semble y avoir une certaine uniformité parmi les établissements.

- Tout d'abord, lorsque l'admission a lieu de soir et sur semaine, l'enregistrement des délits est reporté au lendemain matin.
- Si l'admission est faite le vendredi soir ou la fin de semaine, alors l'enregistrement des délits ne pourra se faire avant le lundi matin, sauf en quelques occasions.
- Par contre, dans les cas les plus courants, c'est-à-dire pour les admissions de jour et sur semaine, l'enregistrement des délits se fera dans les minutes qui suivent pour un petit établissement, mais peut aller jusqu'à deux heures dans un grand établissement.

En résumé, les délais minimum sont presque inexistants, les délais maximum peuvent aller jusqu'à 60 heures (soit du vendredi soir au lundi matin) et les délais moyens pourraient être calculés comme étant d'environ 8 heures.





# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

- 22. LE NOMBRE D'ADMISSION DE DÉTENUS ET DE PRÉVENUS POUR CHAQUE CENTRE DE DÉTENTION  
POUR LES PÉRIODES 2001-2002 ET 2002-2003.**



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 22 : Le nombre d'admissions de détenus et prévenus, pour chaque centre de détention, pour les périodes 2001-2002 et 2002-2003 <sup>1</sup>**

**Répartition des admissions des personnes condamnées et des personnes prévenues par centre de détention - année 2001-2002 <sup>2</sup>**

ÉTABLISSEMENTS		STATUTS DE LA PERSONNE CONTREVENANTE À SON ADMISSION		
		CONDAMNÉ	PRÉVENU	TOTAL
AMO	AMOS	294	529	823
BCO	BAIE COMEAU	72	404	476
CHI	CHICOUTIMI	211	845	1 056
HAV	HAVRE-AUBERT	2	61	63
BOI	HENRI-BOURASSA	212	0	212
HUL	HULL	1008	1925	2 933
BOR	MONTREAL	5521	929	6 450
NEW	NEW-CARLISLE	41	434	475
CDF	QUÉBEC (Femmes)	279	509	788
CDQ	QUÉBEC (Hommes)	1891	3224	5 115
RIM	RIMOUSKI	222	496	718
RDP	RIV. DES PRAIRIES	483	9833	10 316
ROB	ROBERVAL	146	397	543
SEP	SEPT-ÎLES	112	589	701
SHE	SHERBROOKE	747	1920	2 667
SOR	SOREL	397	729	1 126
SJE	ST-JÉRÔME	1041	4561	5 602
TAN	TANGUAY	819	958	1 777
TRR	TROIS-RIVIÈRES	467	1120	1 587
VLY	VALLEYFIELD	412	857	1 269
TOTAL		14 377	30 320	44 697

<sup>1</sup> Les personnes admises dans les quartiers cellulaires des Palais de justice de Montréal, Québec et Longueuil et libérées la même journée (par exemple suite à une mise en liberté provisoire) ne comptent pas comme des admissions. Ces cas représentent environ 6000 admissions (14%).

<sup>2</sup> Les données de l'année 2001-2002 sont officielles.



# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

**23. LA DURÉE MOYENNE DES PEINES ET DES SÉJOURS EFFECTIFS (DURÉE DE LA PEINE  
MOINS LA DURÉE DES ABSENCES TEMPORAIRES ET DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES)  
PAR CATÉGORIE DE DÉLITS POUR CHAQUE CENTRE DE DÉTENTION  
POUR LES PÉRIODES 2001-2002 ET 2002-2003.**



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 23 : La durée moyenne des peines et des séjours effectifs par catégorie de délits, pour chaque centre de détention, pour les périodes 2001-2002 et 2002-2003 <sup>1</sup>**

**Répartition des durées moyennes des peines d'emprisonnement provinciales en fonction de la sous-classe du délit principal commis par centre de détention- année 2001-2002 <sup>2</sup>**

Sous-classe du délit	AMO	BCO	BOI	BOR	CDF	CDQ	CHI	HAV	HUL	NEW	RDP	RIM	ROB	SEP	SHE	SJE	SOR	TAN	TRR	VLY
Infractions contre l'État	149	98	48	51	41	164	175	0	68	130	70	81	135	115	111	80	76	44	202	113
Homicides involontaires	0	0	0	0	0	365	0	0	0	0	546	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tentatives de meurtre	31	0	0	306	0	92	0	0	0	0	729	0	0	0	0	0	0	0	608	0
Infractions sexuelles	439	515	0	301	0	359	459	0	414	459	343	482	0	294	341	328	338	181	431	251
Voies de fait	135	142	53	109	133	212	185	92	157	180	122	189	238	177	167	146	157	109	233	105
Vols qualifiés	384	322	63	289	250	455	395	0	457	386	318	551	578	333	347	386	338	293	522	378
Autres infractions contre la personne	152	143	59	118	155	223	182	254	144	255	131	195	254	143	183	134	161	111	242	92
Introductions par effraction	283	199	74	257	112	291	338	0	241	378	287	360	450	224	284	241	252	248	363	277
Extorsions	213	0	0	330	0	355	181	0	346	0	258	61	0	0	215	305	263	0	279	395
Vols simples	112	113	60	107	144	183	205	0	129	284	131	236	242	142	152	135	162	85	215	112
Méfaits, incendies, dommages	55	80	66	90	167	181	186	92	116	190	112	167	110	91	160	97	84	60	141	123
Recels	160	134	49	161	162	222	225	0	172	355	161	149	350	56	156	173	169	128	259	178
Autres infractions contre la propriété	256	345	70	196	243	303	317	0	260	109	223	394	321	243	237	217	169	217	346	192
Armes à feu	214	76	68	226	0	247	195	0	236	121	234	91	0	106	126	233	190	131	189	274
Fraudes, corruptions, escroqueries	56	61	81	132	229	243	265	0	142	457	157	320	226	85	158	171	231	133	210	124
Paris, prostitutions, mœurs	228	184	90	89	23	162	171	181	44	0	133	103	0	1	74	271	0	37	71	1
Outrages	0	0	0	45	0	0	0	0	8	0	30	0	0	0	0	0	0	4	3	0
Complots, complicités, tentatives	249	212	87	213	371	272	261	0	326	517	198	359	349	61	252	230	181	200	319	208
Évasions	66	88	41	34	132	118	85	61	46	104	35	92	92	91	75	58	58	25	124	73
Infractions à la circulation routière (Code criminel)	119	113	53	75	83	134	138	610	84	179	132	125	118	104	80	109	83	56	166	104
Autres délits au Code criminel	106	74	49	76	128	116	176	136	51	152	68	166	89	90	91	83	83	57	184	66
Stupéfiants	166	222	72	154	140	202	247	546	204	188	124	201	161	126	189	172	143	147	220	144
Aliments et drogues	0	41	0	107	0	28	176	0	0	0	0	0	181	5	0	0	0	0	0	0
Immigration	0	0	30	78	0	0	0	0	0	0	101	0	0	0	15	0	3	84	0	0
Assurance-chômage	0	0	0	0	0	24	0	0	189	0	0	0	0	0	0	239	0	0	0	0
Loi sur les Indiens	0	0	0	0	0	550	0	0	0	0	0	0	0	0	128	0	0	0	0	0
Autres infractions aux statuts fédéraux	147	25	60	44	0	150	93	0	154	15	72	52	23	30	63	67	46	19	79	99
Chasse et pêche	0	0	0	0	0	0	20	0	7	0	0	77	0	62	31	15	8	0	91	0
Conservation de la faune	0	0	0	0	0	41	109	0	33	63	0	0	9	15	45	187	49	0	22	22
Transport	0	0	0	7	0	27	0	0	0	13	0	0	14	0	20	27	0	0	0	0
Main-d'œuvre	37	0	0	18	0	16	15	0	20	14	0	14	11	0	16	19	0	15	27	0
Infractions provinciales (Boisson et circulation)	17	15	17	18	14	18	21	0	17	16	19	18	18	10	18	21	18	18	16	19
Autres infractions aux lois québécoises	0	22	20	29	14	51	21	0	29	11	70	18	17	31	27	24	16	32	23	27
Infractions municipales (Circulation)	10	11	15	9	11	14	15	9	7	14	10	13	14	10	11	11	17	14	15	12
Autres infractions aux règlements municipaux	41	64	46	12	11	12	22	12	13	22	12	23	26	27	10	14	13	12	13	31

<sup>1</sup> Les données pour la période 2001-2002 sont officielles.

<sup>2</sup> Chaque peine est attribuée au centre responsable du contrevenant à la date de début de la peine. Toutefois, le contrevenant a pu être transféré à un autre centre au cours de son incarcération.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

102

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 23 : La durée moyenne des peines et des séjours effectifs par catégorie de délits, pour chaque centre de détention, pour les périodes 2001-2002 et 2002-2003 <sup>1</sup>**

**Répartition des durées moyennes des peines d'emprisonnement provinciales en fonction de la sous-classe du délit principal commis par centre de détention- année 2002-2003 <sup>2</sup>**

Sous-classe du délit	AMO	BCO	BOI	BOR	CDF	CDQ	CHI	HAV	HUL	NEW	RDP	RIM	ROB	SEP	SHE	SJE	SOR	TAN	TRR	VLY
Infractions contre l'État	94	149	45	54	196	139	110	192	55	132	55	147	61	75	97	63	70	45	158	100
Homicides involontaires	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	578	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tentatives de meurtre	0	0	0	549	0	2	0	0	182	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Infractions sexuelles	369	188	65	333	30	363	153	0	251	177	353	555	192	325	261	308	398	0	315	186
Voies de fait	152	135	61	115	181	189	147	0	127	195	116	186	104	146	119	115	132	88	195	105
Vois qualifiés	356	497	53	294	338	351	137	0	385	0	320	418	547	181	317	321	283	246	325	309
Autres infractions contre la personne	162	135	55	121	156	175	168	181	112	207	111	243	92	160	123	126	110	104	213	111
Introductions par effraction	220	209	84	222	199	288	264	89	238	220	218	354	339	201	202	211	191	119	296	206
Extorsions	195	365	0	224	0	289	106	0	222	0	231	410	0	0	267	297	122	0	304	304
Vois simples	138	145	60	103	158	173	201	0	99	168	112	149	142	84	151	115	127	90	189	159
Méfaits, incendies, dommages	135	93	59	104	198	163	345	0	72	219	109	165	95	100	110	123	174	61	151	159
Recels	158	201	77	150	131	198	247	92	147	80	137	198	169	156	162	186	223	144	193	189
Autres infractions contre la propriété	281	0	68	195	294	242	242	0	152	217	189	203	313	0	218	174	235	188	312	230
Armes à feu	274	365	72	249	3	222	163	59	115	259	204	126	182	183	144	156	215	139	218	154
Fraudes, corruptions, escroqueries	74	209	71	135	127	254	193	0	152	277	136	118	137	94	161	142	123	122	213	106
Paris, prostitutions, mœurs	23	61	0	82	42	52	249	0	43	365	141	60	31	0	60	67	0	37	149	68
Outrages	548	0	0	61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Complots, complicités, tentatives	238	273	114	188	228	304	401	0	290	349	194	310	411	0	212	192	174	204	296	225
Évasions	58	83	48	28	93	95	112	180	41	53	26	131	71	83	72	48	62	31	104	66
Infractions à la circulation routière (Code criminel)	106	127	51	76	79	107	126	151	75	130	114	129	53	85	97	102	96	49	142	78
Autres délits au Code criminel	81	96	46	76	119	121	137	121	57	114	62	115	81	86	89	59	95	44	128	90
Stupéfiants	245	128	66	120	145	190	624	61	185	236	108	195	239	249	161	166	181	135	190	94
Aliments et drogues	0	0	0	7	0	365	266	0	0	0	0	0	601	0	90	0	0	1	0	0
Immigration	0	0	80	35	0	0	0	0	0	0	61	0	0	0	21	0	40	32	0	0
Assurance-chômage	0	0	0	0	0	37	0	0	0	0	12	0	0	0	0	273	0	0	0	0
Loi sur les Indiens	0	0	0	313	0	184	0	0	0	0	0	0	0	0	45	0	0	0	0	0
Autres infractions aux statuts fédéraux	58	61	30	23	3	70	0	75	70	92	70	119	0	38	79	55	51	0	92	60
Chasse et pêche	0	0	0	8	0	0	15	0	2	0	0	0	0	30	0	43	40	26	0	50
Conservation de la faune	0	0	0	39	0	93	21	0	45	39	0	0	0	0	20	9	0	5	9	0
Transport	0	0	0	7	0	20	0	0	7	0	0	0	15	16	0	23	20	0	15	10
Main-d'oeuvre	0	0	0	14	0	17	17	0	16	13	0	15	16	0	23	20	0	15	20	19
Infractions provinciales (Boisson et circulation)	16	13	21	18	16	18	22	0	17	19	18	18	16	11	18	23	20	16	17	19
Autres infractions aux lois québécoises	21	14	17	29	21	35	26	0	25	19	219	13	11	11	18	41	29	21	24	16
Infractions municipales (Circulation)	10	22	8	9	13	15	9	7	6	12	9	17	9	11	13	11	17	15	16	10
Autres infractions aux règlements municipaux	29	42	14	12	11	12	20	0	13	22	15	19	11	18	11	13	11	12	15	19

<sup>1</sup> Les données pour la période 2002-2003 ne sont pas officielles.

<sup>2</sup> Chaque peine est attribuée au centre responsable du contrevenant à la date de début de la peine. Toutefois, le contrevenant a pu être transféré à un autre centre au cours de son incarcération.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 23 : La durée moyenne des peines et des séjours effectifs par catégorie de délits, pour chaque centre de détention, pour les périodes 2001-2002 et 2002-2003 <sup>1</sup>**

**Répartition des durées moyennes des séjours en fonction de la sous-classe du délit principal commis par centre de détention- année 2001-2002 <sup>2</sup>**

Sous-classe du délit principal	AMO	BCO	BOI	BOR	CDF	CDQ	CHI	HAV	HUL	NEW	RDP	RIM	ROB	SEP	SHE	SJE	SOR	TAN	TRR	VLY
Infractions contre l'État	36	122	14	34	6	68	25	0	34	229	14	24	21	0	107	37	10	15	25	4
Homicides	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	332	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Homicides involontaires	0	0	0	302	0	152	0	0	0	0	280	0	0	0	0	0	0	0	389	0
Tentatives de meurtre	0	0	0	0	123	62	0	0	0	0	21	0	0	0	0	640	0	0	0	0
Infractions sexuelles	186	293	1	167	0	130	0	0	223	129	30	281	248	1	101	166	81	267	217	144
Voies de fait	77	103	3	75	95	108	90	6	52	102	36	111	117	84	56	119	52	45	132	24
Vois qualifiés	168	211	1	188	283	197	270	0	196	284	121	326	253	276	223	232	139	167	219	98
Autres infractions contre la personne	100	131	12	77	74	90	47	0	90	83	18	109	69	61	40	53	42	26	79	32
Introductions par effraction	150	208	5	187	109	182	190	0	141	127	129	188	178	124	163	176	56	159	191	94
Extorsions	9	0	9	188	0	175	0	0	236	175	146	346	171	0	116	246	56	0	116	108
Vois simples	67	106	3	53	22	92	43	0	42	92	29	68	87	59	94	59	47	31	67	16
Méfais, incendies, dommages	111	49	21	86	122	136	56	0	87	82	43	77	121	101	99	103	33	50	97	32
Recels	81	121	2	53	29	49	5	0	34	27	18	101	0	1	52	70	26	6	60	6
Autres infractions contre la propriété	121	0	14	98	0	148	0	0	58	0	15	475	0	0	48	68	15	0	40	0
Armes à feu	55	268	13	173	0	97	7	0	53	81	11	28	120	75	77	124	52	15	84	15
Fraudes, corruptions, escroqueries	45	116	1	44	134	79	23	0	18	0	30	70	71	20	77	53	47	54	128	18
Paris, prostitutions, moeurs	0	0	0	56	15	46	0	0	1	59	1	5	0	1	41	60	0	9	0	0
Outrages	12	0	0	7	0	0	0	0	2	0	3	0	0	0	0	0	0	1	2	0
Complots, complicités, tentatives	0	192	4	125	80	91	130	0	121	0	96	123	260	37	166	91	27	114	182	64
Évasions	25	18	2	15	48	31	8	0	27	10	5	22	17	21	12	16	10	12	25	10
Infractions à la circulation routière (Code criminel)	35	25	3	26	24	35	31	12	22	53	46	38	30	23	30	30	26	32	33	13
Autres délits au Code criminel	25	97	2	24	40	54	29	16	25	30	11	72	46	1	32	28	16	27	36	14
Stupéfiants	64	144	2	84	44	96	66	15	72	120	48	110	132	157	84	95	48	86	127	27
Aliments et drogues	0	51	0	0	50	9	33	0	108	0	30	0	132	0	0	0	253	0	0	0
Immigration	0	0	0	24	0	0	0	0	11	0	64	0	0	0	4	0	1	0	0	0
Assurance-chômage	0	0	0	0	0	4	0	0	26	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Loi sur les Indiens	0	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	91	330	0	0	0	0
Autres infractions aux statuts fédéraux	0	1	1	18	0	9	0	0	4	0	20	0	8	0	0	25	0	0	35	5
Chasse et pêche	0	0	0	0	0	0	2	0	2	0	0	0	0	12	9	3	0	0	2	0
Conservation de la faune	0	0	0	0	0	2	0	0	2	0	0	0	2	2	38	33	4	20	0	3
Transport	0	0	0	5	0	24	0	0	0	7	5	0	0	0	2	5	0	0	0	0
Main-d'oeuvre	16	0	0	8	0	4	2	0	4	2	0	2	4	0	3	9	0	0	2	0
Infractions provinciales (Boisson et circulation)	11	15	3	7	8	7	7	0	6	5	9	8	7	5	6	11	12	3	7	6
Autres infractions aux lois québécoises	0	0	0	10	12	10	9	0	9	3	33	10	4	21	12	16	7	7	7	8
Infractions municipales (Circulation)	9	13	9	9	8	9	9	14	8	16	15	10	13	6	9	10	10	7	9	7
Autres infractions aux règlements municipaux	4	11	1	6	6	7	5	0	6	4	8	7	7	5	8	6	6	7	5	7

<sup>1</sup> Les données pour la période 2001-2002 sont officielles.

<sup>2</sup> Chaque peine est attribuée au centre responsable du contrevenant à la date de début de la peine. Toutefois, le contrevenant a pu être transféré à un autre centre au cours de son incarcération.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

104

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 23 : La durée moyenne des peines et des séjours effectifs par catégorie de délits, pour chaque centre de détention, pour les périodes 2001-2002 et 2002-2003 <sup>1</sup>**

**Répartition des durées moyennes des séjours en fonction de la sous-classe du délit principal commis par centre de détention- année 2002-2003 <sup>2</sup>**

Sous-classe du délit principal	AMO	BCO	BOI	BOR	CDF	CDQ	CHI	HAV	HUL	NEW	RDP	RIM	ROB	SEP	SHE	SJE	SOR	TAN	TRR	VLY
Infractions contre l'État	31	70	2	24	47	59	0	0	47	25	13	78	90	31	56	34	49	29	36	24
Homicides involontaires	0	0	0	366	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20	0	0	0	0
Tentatives de meurtre	0	233	0	307	0	22	0	0	0	0	24	23	0	0	0	289	0	0	0	0
Infractions sexuelles	229	226	1	216	16	189	178	0	170	243	98	206	148	163	143	182	147	0	198	155
Voies de fait	78	142	3	76	123	94	84	0	116	135	44	144	135	77	74	100	60	47	134	38
Vois qualifiés	219	271	1	222	176	207	163	0	297	540	99	192	310	149	317	204	80	158	217	108
Autres infractions contre la personne	53	136	15	67	119	98	48	0	84	170	23	148	159	17	60	89	28	46	92	51
Introductions par effraction	104	193	8	169	92	178	187	0	165	173	102	189	162	139	160	159	105	119	195	77
Extorsions	120	242	0	231	0	236	5	0	39	0	109	365	0	0	40	185	0	98	131	0
Vois simples	104	231	4	48	50	79	37	0	49	157	37	41	121	63	50	62	37	50	80	21
Méfais, incendies, dommages	96	130	2	90	39	88	133	0	129	186	31	191	201	127	93	97	53	40	116	44
Recels	5	121	3	69	39	53	57	0	48	161	64	56	2	0	63	71	43	15	123	2
Autres infractions contre la propriété	0	0	1	97	0	97	0	0	81	4	49	0	0	0	45	64	43	0	157	35
Armes à feu	0	0	2	140	0	134	0	0	141	0	59	0	0	0	96	65	0	3	115	20
Fraudes, corruptions, escroqueries	0	1	7	51	75	45	206	0	82	100	44	126	7	251	70	23	16	26	85	55
Paris, prostitutions, mœurs	19	0	1	76	25	107	0	0	3	0	360	15	21	0	39	13	28	33	0	0
Outrages	0	0	1	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Complots, complicités, tentatives	0	0	3	124	0	183	160	0	157	0	78	126	357	0	132	109	114	74	153	62
Évasions	18	39	3	13	29	21	21	0	32	33	6	24	77	15	8	11	7	11	35	13
Infractions à la circulation routière (Code criminel)	34	52	2	33	18	42	50	16	27	45	56	40	24	8	22	31	24	14	64	23
Autres délits au Code criminel	46	31	3	30	78	32	34	0	37	54	17	53	44	25	20	20	20	20	42	16
Stupéfiants	74	67	2	87	82	110	41	20	90	181	36	192	105	119	65	71	67	89	113	36
Aliments et drogues	0	0	0	42	0	121	59	0	0	0	74	0	109	0	7	0	0	1	0	0
Immigration	0	0	1	20	0	0	0	0	0	0	34	0	0	0	14	0	27	9	0	0
Assurance-chômage	0	0	0	0	0	0	0	0	31	0	6	0	0	0	0	50	0	0	0	0
Loi sur les Indiens	0	0	0	0	0	97	0	0	0	0	0	0	0	0	7	46	0	0	0	0
Autres infractions aux statuts fédéraux	0	0	4	14	2	62	0	9	14	0	30	119	41	0	2	2	3	0	0	7
Chasse et pêche	0	0	0	2	0	0	9	0	2	0	0	15	0	0	0	0	0	0	0	0
Conservation de la faune	0	0	0	0	0	6	12	0	2	18	0	0	0	0	8	2	0	0	0	0
Transport	0	0	0	10	0	2	0	0	1	0	0	0	3	0	3	5	0	1	0	0
Main-d'oeuvre	0	0	0	3	10	7	1	0	2	70	0	0	1	0	4	8	0	78	15	1
Infractions provinciales (Boisson et circulation)	9	12	0	6	7	8	9	0	7	8	10	11	11	11	6	10	11	4	9	6
Autres infractions aux lois québécoises	0	0	0	10	30	8	4	0	4	3	11	27	32	13	8	10	27	5	13	13
Infractions municipales (Circulation)	6	12	0	10	8	12	14	0	7	5	11	7	10	2	7	11	9	6	9	6
Autres infractions aux règlements municipaux	15	10	0	8	8	7	9	0	7	4	11	12	8	5	8	8	7	7	5	6
Autres infractions aux règlements municipaux	4	11	1	6	6	7	5	0	6	4	8	7	7	5	8	6	6	7	5	7

<sup>1</sup> Les données pour la période 2002-2003 ne sont pas officielles.

<sup>2</sup> Chaque peine est attribuée au centre responsable du contrevenant à la date de début de la peine. Toutefois, le contrevenant a pu être transféré à un autre centre au cours de son incarcération.

## **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

**24. LE NOMBRE D'ORGANISMES COMMUNAUTAIRES QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DEMANDE D'ACCRÉDITATION AUPRÈS DU MSP ET RÉSULTAT DE LA DEMANDE, POUR LA PÉRIODE 2002-2003 ET LE MONTANT ALLOUÉ, LE CAS ÉCHÉANT.**



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels – 01.02**

**QUESTION 24 : Le nombre d'organismes communautaires qui ont fait l'objet d'une demande d'accréditation auprès du MSP et résultats de la demande, pour la période 2002-2003 et le montant alloué, le cas échéant.**

Aucun organisme communautaire n'a fait l'objet de demande d'accréditation auprès de la Direction générale des services correctionnels (DGSC) pour la période 2002-2003.

Définition d'une demande d'accréditation :

Une demande d'accréditation est présentée par le promoteur au Comité d'agrément composé d'un ou deux représentants, soit un de la DGSC et un du Service correctionnel du Canada. Ces derniers étudient la demande d'accréditation et vérifient si l'organisme répond aux normes d'agrément définies par le Comité régional mixte (provincial-fédéral).

Les recommandations de ce Comité d'agrément sont alors soumises au Comité régional mixte formé de gestionnaires ministériels provenant des deux paliers de gouvernement qui doivent décider s'ils peuvent accréditer cet organisme.



# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

- 25. LES EFFECTIFS (PAR CATÉGORIE D'EMPLOI) AINSI QUE LA MASSE SALARIALE,  
PAR CENTRE DE DÉTENTION POUR LES PÉRIODES 2001-2002 ET 2002-2003.**





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDES DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**Question 25 : Les effectifs (par catégorie d'emploi) ainsi que la masse salariale, par centre de détention pour les périodes 2001-2002 et 2002-2003 (données en k\$)**

C/R	Établissements de détention	Cat. Corps	Dépenses salariales																							
			Cadres [cat. 08] [630]				Prof. [cat. 03] [100 à 199]				P.B.T.A. [cat. 04] [200 à 299]				A.S.C. [cat. 05] [307]				Ouvriers [cat. 07] [400 à 499]				Total			
			2001-2002		2002-2003		2001-2002		2002-2003		2001-2002		2002-2003		2001-2002		2002-2003		2001-2002		2002-2003		2001-2002		2002-2003	
			ETC	\$	ETC	\$	ETC	\$	ETC	\$	ETC	\$	ETC	\$	ETC	\$	ETC	\$	ETC	\$	ETC	\$	ETC	\$	ETC	\$
3211	Hull	13	487,6	13	575,0	1	40,2	1	36,1	0	0,0	0	0,0	73,4	4 192,8	82,2	4 302,8	7	306,7	7	263,9	94,4	5 027,3	103	5 177,8	
3221	St-Jérôme	25	965,5	25	1 140,0	2	114,7	4	115,8	14	525,8	15	471,4	117,8	7 485,4	160	7 839,9	11	468,5	11	357,9	169	9 559,9	214	9 925,0	
3231	Sherbrooke	11	536,8	11	626,0	1	0,0	1	49,2	0	0,0	0	0,0	73,6	4 154,6	77,6	4 442,2	6	326,1	6	270,2	91,6	5 017,5	95,6	5 387,6	
3241	Sorel	5	180,4	5	233,8	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	34,6	1 987,1	37,6	2 167,0	3	175,7	3	190,3	42,6	2 343,2	45,6	2 591,1	
3242	Valleyfield	5	69,6	5	223,8	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	17,5	1 234,0	22,2	1 189,8	3	164,5	3	126,9	25,5	1 468,1	30,2	1 540,5	
3251	Amos	6	69,6	6	190,7	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	27,2	2 132,7	39,2	2 366,6	4	176,6	4	134,0	37,2	2 378,9	49,2	2 691,3	
3313	Rivière-des-Prairies	50	1 753,6	50	1 961,9	7	305,8	7	289,9	35,6	1 386,6	38	1 133,2	297,9	15 884,4	300	17 240,3	29	1 060,3	28	910,3	420	20 390,7	423	21 535,6	
3327	Maison Tanguay	9	355,7	9	456,0	1	64,1	1	61,5	1	200,2	2	33,7	63,8	3 208,6	65,8	3 262,1	7	315,8	7	237,2	81,8	4 144,4	84,8	4 050,5	
3350	Établissement de Montréal (BOR)	50	2 166,8	51	2 581,2	12	851,3	12	653,7	56	2 296,7	59	1 952,8	261,6	19 135,9	314	21 736,2	22	850,8	23	843,0	402	25 301,5	459	27 746,9	
3511	Établissement de Québec (EDQ)	38	1 748,3	38	2 082,1	5	344,3	7	365,1	30	1 579,9	31	1 009,6	268,8	13 255,2	291	14 978,5	23	766,9	23	785,3	365	17 694,6	390	19 220,6	
3521	Chicoutimi	5	184,8	5	281,2	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	27,8	1 720,9	29,8	1 857,3	3	119,2	3	118,7	35,8	2 024,9	37,8	2 257,2	
3522	Roberval	5	179,8	5	240,9	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	21,8	1 139,8	25,8	1 372,5	3	112,6	2	117,8	29,8	1 432,2	32,8	1 731,2	
3531	Rimouski	5	238,2	5	287,1	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	34,8	1 857,7	36,7	2 182,3	4	152,7	4	142,0	43,8	2 248,6	45,7	2 611,4	
3541	Trois-Rivières	11	455,7	11	632,8	1	44,2	1	47,1	0	0,0	0	0,0	64,8	3 502,1	67,8	3 722,2	7	277,1	7	253,7	83,8	4 279,1	86,8	4 655,8	
3551	Baie-Comeau	5	326,7	5	281,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	29	1 437,9	32,2	1 611,8	3	219,3	3	137,7	37	1 983,9	40,2	2 030,5	
3552	Sept-Îles	5	243,2	5	291,4	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	12,4	16	1 022,8	19,2	1 064,9	0	0,0	0	0,0	21	1 266,0	24,2	1 368,7	
3561	New-Carlisle & Havre-Aubert	5	327,3	5	304,2	1	0,0	1	46,6	0	0,0	1	6,5	28	1 704,4	33	1 913,2	4	157,3	4	166,9	38	2 189,0	44	2 437,4	
Dép. totales		253	10 289,6	254	12 369,1	31	1 764,6	35	1 665,0	136,6	5 989,2	146	4 619,6	1 458,4	85 056,3	1633	93 249,6	139	5 650,1	138	5 055,8	2018	108 749,8	2206	116 959,1	



# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

- 26. LE NOMBRE D'ABSENCES TEMPORAIRES ACCORDÉES PAR DÉTENU, PAR CENTRE DE DÉTENTION ET PAR CATÉGORIE (CONGÉ MÉDICAL, HUMANITAIRE ET RÉINSERTION SOCIALE POUR LES PÉRIODES 2001-2002 ET 2002-2003.**



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 26 : Le nombre d'absences temporaires accordées par détenu, pour chaque centre de détention, pour les périodes 2001-2002 et 2002-2003**

**Répartition des octrois d'absences temporaires par centre de détention - année 2001-2002 <sup>1</sup>**

ETABLISSEMENTS	CATEGORIES D'ABSENCE TEMPORAIRE			TOTAL
	HUMANITAIRE	MEDICAL	REINSERTION SOCIALE	
AMOS	326	70	150	546
BAIE-COMEAU	179	89	33	301
CENT. HENRI BOURASSA	725	3	431	1 159
CHICOUTIMI	270	68	235	573
DETENTION MONTREAL	909	49	4045	5 003
DETENTION QUEBEC FEM	91	6	263	360
DETENTION QUEBEC HOM	383	50	1828	2 261
EDIF.PIERRE-BERTRAND	0	0	0	0
HAVRE-AUBERT	1	3	2	6
HULL	379	197	926	1 502
MAISON TANGUAY	180	199	756	1 135
NEW-CARLISLE	533	137	133	803
RIMOUSKI	180	214	149	543
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	148	445	505	1 098
ROBERVAL	295	64	115	474
SEPT-ILES	472	129	16	617
SHERBROOKE	539	439	697	1 675
SOREL	143	101	246	490
ST-JÉRÔME	603	231	1132	1 966
TROIS-RIVIÈRES	689	209	444	1 342
VALLEYFIELD	186	57	398	641
<b>TOTAL</b>	<b>7 231</b>	<b>2 760</b>	<b>12 504</b>	<b>22 495</b>

<sup>1</sup> Les données pour l'année 2001-2002 sont officielles.

117

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 26 : Le nombre d'absences temporaires accordées aux détenus, pour chaque centre de détention, pour les périodes 2001-2002 et 2002-2003**

**Répartition des octrois d'absences temporaires par centre de détention - année 2002-2003 <sup>1</sup>**

ÉTABLISSEMENTS	CATÉGORIES D'ABSENCE TEMPORAIRE			TOTAL
	HUMANITAIRE	MEDICAL	REINSERTION SOCIALE	
AMOS	180	61	161	402
BAIE-COMEAU	140	102	26	268
CENT. HENRI BOURASSA	659	2	357	1 018
CHICOUTIMI	193	72	128	393
DETENTION MONTREAL	475	21	3390	3 886
DETENTION QUEBEC FEM	67	14	199	280
DETENTION QUEBEC HOM	345	29	1374	1 748
EDIF. PIERRE-BERTRAND	0	0	0	0
HAVRE-AUBERT	1	0	7	8
HULL	241	175	715	1 131
MAISON TANGUAY	128	177	635	940
NEW-CARLISLE	390	98	127	615
RIMOUSKI	114	183	87	384
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	97	356	406	859
ROBERVAL	111	28	64	203
SEPT-ÎLES	245	99	8	352
SHERBROOKE	454	390	541	1 385
SOREL	121	105	210	436
ST-JÉRÔME	407	257	895	1 559
TROIS-RIVIÈRES	294	162	328	784
VALLEYFIELD	145	31	245	421
<b>TOTAL</b>	<b>4 807</b>	<b>2 362</b>	<b>9 903</b>	<b>17 072</b>

<sup>1</sup> Les données pour l'année 2002-2003 ne sont pas officielles.

# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

27. LA FRÉQUENCE DES ABSENCES TEMPORAIRES AUX DÉTENUS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PLUS D'UNE ABSENCE (PAR SEMAINE, PAR MOIS OU PAR TRIMESTRE) POUR CHAQUE CENTRE DE DÉTENTION ET PAR PROGRAMME (SUIVI INTENSIF, ALTERNATIVE DE COURTE SENTENCE ET SENTENCE DE MOINS DE TRENTÉ JOURS).





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME: Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 27 : La fréquence des absences temporaires aux détenus qui ont bénéficié de plus d'une absence (par semaine, par mois, par trimestre) pour chaque centre de détention et par programme (suivi intensif, alternative de courte sentence et sentence de moins de 30 jours).**

**Répartition de la durée des octrois d'absences temporaires par centre de détention - année 2001-2002 <sup>1</sup>**

ÉTABLISSEMENTS	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 45 jours	46 à 60 jours	Total
Amos	97,0%	2,7%	0,3%	0,0%	100,0%
Baie-Comeau	90,2%	8,8%	0,5%	0,5%	100,0%
Chicoutimi	89,9%	6,8%	3,1%	0,3%	100,0%
Havre-Aubert	83,3%	16,7%	0,0%	0,0%	100,0%
Henri-Bourassa	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Hull	94,7%	5,0%	0,3%	0,0%	100,0%
Montréal	91,8%	7,9%	0,1%	0,1%	100,0%
New-Carlisle	90,9%	1,7%	1,5%	5,9%	100,0%
Québec (Femmes)	70,0%	15,7%	8,4%	5,9%	100,0%
Québec (Hommes)	64,4%	15,1%	10,4%	10,1%	100,0%
Rimouski	76,1%	8,1%	5,4%	10,4%	100,0%
Rivière-des-Prairies	84,0%	12,8%	1,8%	1,4%	100,0%
Roberval	97,7%	1,5%	0,4%	0,4%	100,0%
Sept-Iles	99,2%	0,7%	0,1%	0,0%	100,0%
Sherbrooke	85,8%	7,6%	2,6%	4,0%	100,0%
Sorel	86,2%	6,5%	1,8%	5,5%	100,0%
St-Jérôme	92,2%	6,3%	1,5%	0,0%	100,0%
Tanguay	87,6%	9,1%	2,3%	1,0%	100,0%
Trois-Rivières	78,4%	10,3%	5,1%	6,2%	100,0%
Valleyfield	91,4%	8,6%	0,0%	0,0%	100,0%
<b>TOTAL</b>	<b>89,7%</b>	<b>6,2%</b>	<b>2,0%</b>	<b>2,1%</b>	<b>100,0%</b>

<sup>1</sup> La question 27 nous demande la fréquence des absences temporaires aux détenus qui ont bénéficié de plus d'une demande. Cette donnée n'étant pas disponible, nous vous proposons un tableau présentant la répartition des absences temporaires en fonction de la durée en jours des octrois.

121

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 27 : La fréquence des absences temporaires aux détenus qui ont bénéficié de plus d'une absence (par semaine, par mois, par trimestre) pour chaque centre de détention et par programme (suivi intensif, alternative de courte sentence et sentence de moins de 30 jours).**

**Répartition de la durée des octrois d'absences temporaires par centre de détention - année 2002-2003 <sup>1</sup>**

ÉTABLISSEMENTS	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 45 jours	46 à 60 jours	Total
Amos	98,1%	1,7%	0,2%	0,0%	100,0%
Baie-Comeau	92,6%	3,4%	3,7%	0,3%	100,0%
Chicoutimi	93,1%	4,7%	2,2%	0,0%	100,0%
Havre-Aubert	50,0%	0,0%	0,0%	50,0%	100,0%
Henri-Bourassa	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Hull	95,9%	3,5%	0,4%	0,2%	100,0%
Montréal	94,1%	5,8%	0,1%	0,1%	100,0%
New-Carlisle	90,8%	2,1%	1,6%	5,5%	100,0%
Québec (Femmes)	58,2%	16,9%	11,9%	13,0%	100,0%
Québec (Hommes)	70,6%	15,4%	9,5%	4,5%	100,0%
Rimouski	74,9%	12,8%	11,2%	1,1%	100,0%
Rivière-des-Prairies	82,5%	11,5%	4,5%	1,6%	100,0%
Roberval	96,0%	2,4%	1,1%	0,5%	100,0%
Sept-Îles	99,7%	0,3%	0,0%	0,0%	100,0%
Sherbrooke	88,4%	6,2%	3,6%	1,7%	100,0%
Sorel	79,0%	5,3%	3,4%	12,2%	100,0%
St-Jérôme	95,4%	4,1%	0,5%	0,1%	100,0%
Tanguay	86,0%	11,3%	2,2%	0,6%	100,0%
Trois-Rivières	77,9%	12,5%	3,7%	5,9%	100,0%
Valleyfield	96,0%	4,0%	0,0%	0,0%	100,0%
<b>TOTAL</b>	<b>91,1%</b>	<b>5,4%</b>	<b>2,1%</b>	<b>1,4%</b>	<b>100,0%</b>

<sup>1</sup> La question 27 nous demande la fréquence des absences temporaires aux détenus qui ont bénéficié de plus d'une demande. Cette donnée n'étant pas disponible, nous vous proposons un tableau présentant la répartition des absences temporaires en fonction de la durée en jours des octrois.

## **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

- 28. LE NOMBRE D'HEURES ET LES COÛTS PAR POSTES DU TEMPS SUPPLÉMENTAIRE EFFECTUÉ PAR LES AGENTS CORRECTIONNELS POUR CHAQUE CENTRE DE DÉTENTION, POUR LA PÉRIODE 2002-2003.**



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDES DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**Question 28 : Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention, pour la période 2002-2003**

Établissement	Total	
	Nombre d'heures	Coûts ( En milliers \$ )
Hull	7 842	231,0 \$
St-Jérôme	21 607	647,6 \$
New-Carlisle et Havre-Aubert	15 762	484,3 \$
Sorel	7 065	211,1 \$
Valleyfield	4 984	136,3 \$
Amos	15 910	470,1 \$
Rivière-des-Prairies	44 047	1 332,6 \$
Maison Tanguay	9 860	284,2 \$
Bordeaux	112 606	3 346,9 \$
Québec	52 781	1 618,8 \$
Chicoutimi	7 274	215,6 \$
Roberval	4 928	132,9 \$
Rimouski	3 727	110,6 \$
Trois-Rivières	6 650	212,4 \$
Baie-Comeau	3 942	111,7 \$
Sept-Iles	5 373	153,6 \$
New-Carlisle et Havre-Aubert	6 925	201,0 \$
<b>Total</b>	<b>331 283</b>	<b>9 900,7 \$</b>



# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

**29. LE RATIO D'HEURES DE TRAVAIL PAR ACTIVITÉ D'ÉVALUATION  
EN MILIEU OUVERT ET EN MILIEU FERMÉ POUR CHAQUE RÉGION ADMINISTRATIVE  
POUR LES PÉRIODES 2001-2002 ET 2002-2003.**





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 29 : Le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative et pour les deux dernières années**

**Année 2001-2002**

**Répartition des rapports présentenciels et des rapports spécifiques produits**

Régions correctionnelles	Rapports présentenciels		Rapports spécifiques		TOTAL	
	Nombre	Heures <sup>1</sup>	Nombre	Heures <sup>2</sup>	Nombre	Heures
Abitibi-Témiscamingue-Nord-Du-Québec	126	1 386	25	100	151	1 486
Outaouais	221	2 431	80	320	301	2 751
Laval, Laurentides, Lanaudière	474	5 214	32	128	506	5 342
Montréal	881	9 691	25	100	906	9 791
Montréal	435	4 785	89	356	524	5 141
Estrie	226	2 486	41	164	267	2 650
Mauricie-Bois Francs	297	3 267	40	160	337	3 427
Québec-Chaudière-Appalaches	580	6 380	63	252	643	6 632
Saguenay-Lac-St-Jean	253	2 783	27	108	280	2 891
Bas-St-Laurent	107	1 177	1	4	108	1 181
Gaspésie-Îles-de-La-Madeleine	43	473	0	0	43	473
Côte-Nord	57	627	16	64	73	691
<b>TOTAL</b>	<b>3 700</b>	<b>40 700</b>	<b>439</b>	<b>1 756</b>	<b>4 139</b>	<b>42 456</b>

<sup>1</sup> Le nombre d'heures de travail de chaque rapport présentenciel a été établi selon le standard de 11 heures de travail.

<sup>2</sup> Le nombre d'heures de travail de chaque rapport spécifique a été établi selon le standard de 4 heures de travail.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 29 : Le ratio heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative et pour les deux dernières années**

**Année 2002-2003<sup>1</sup>**

**Répartition des rapports présentenciels et des rapports spécifiques produits**

Régions correctionnelles	Rapports présentenciels		Rapports spécifiques		TOTAL	
	Nombre	Heures <sup>2</sup>	Nombre	Heures <sup>3</sup>	Nombre	Heures
Abitibi-Témiscamingue-Nord-Du-Québec	132	1 452	17	68	149	1 520
Outaouais	231	2 541	62	248	293	2 789
Laval, Laurentides, Lanaudière	555	6 105	29	116	584	6 221
Montréal	973	10 703	9	36	982	10 739
Montréal	573	6 303	80	320	653	6 623
Estrie	244	2 684	48	192	292	2 876
Mauricie-Bois Francs	273	3 003	70	280	343	3 283
Québec-Chaudière-Appalaches	564	6 204	81	324	645	6 528
Saguenay-Lac-St-Jean	277	3 047	26	104	303	3 151
Bas-St-Laurent	102	1 122	1	4	103	1 126
Gaspésie-Îles-de-La-Madeleine	49	539	0	0	49	539
Côte-Nord	61	671	11	44	72	715
<b>TOTAL</b>	<b>4 034</b>	<b>44 374</b>	<b>434</b>	<b>1 736</b>	<b>4 468</b>	<b>46 110</b>

<sup>1</sup> Les données pour l'année 2002-2003 ne sont pas officielles.

<sup>2</sup> Le nombre d'heures de travail de chaque rapport présentenciel a été établi selon le standard de 11 heures de travail.

<sup>3</sup> Le nombre d'heures de travail de chaque rapport spécifique a été établi selon le standard de 4 heures de travail.

## **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

- 30. LES EFFECTIFS DE LA DIRECTION DES SERVICES CORRECTIONNELS, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI AINSI QUE LA MASSE SALARIALE POUR CHAQUE CATÉGORIE POUR LA PÉRIODE 2001-2002 ET 2002-2003.**



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

<b>Question 30 : Les effectifs de la direction des services correctionnels, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale (k\$) pour chaque catégorie pour la période 2001-2002 et 2002-2003</b>						
	<b>Cadres</b>	<b>Prof.</b>	<b>PBTA</b>	<b>ASC T.complet &amp; partiel</b>	<b>Ouvriers</b>	<b>Total</b>
<b>Exercice 2002-2003 :</b>						
<b>ETC autorisés :</b>	<b>301,0</b>	<b>440,0</b>	<b>323,0</b>	<b>1 796,0</b>	<b>142,0</b>	<b>3 002,0</b>
<b>Dépenses estimées 2002-03 :</b>						
Dép. excluant CSST :	16 499,4 \$	22 670,8 \$	11 235,6 \$	96 267,7 \$	5 567,9 \$	152 241,4 \$
Plus : CSST						1 625,4 \$
<b>Dép. totales estimées 2002-03 :</b>	<b>16 499,4 \$</b>	<b>22 670,8 \$</b>	<b>11 235,6 \$</b>	<b>96 267,7 \$</b>	<b>5 567,9 \$</b>	<b>153 866,8 \$</b>
<b>Exercice 2001-2002 :</b>						
<b>ETC autorisés :</b>	<b>303,0</b>	<b>423,0</b>	<b>309,0</b>	<b>1 570,0</b>	<b>140,0</b>	<b>2 745,0</b>
<b>Dépenses finales 2001-02 :</b>						
Dép. excluant CSST :	14 882,1 \$	22 041,1 \$	10 961,6 \$	88 850,7 \$	5 432,1 \$	142 167,6\$
Plus : CSST						2 235,6\$
<b>Dép. totales finales 2001-02 :</b>	<b>14 882,1 \$</b>	<b>22 041,1 \$</b>	<b>10 961,6 \$</b>	<b>88 850,7 \$</b>	<b>5 432,1 \$</b>	<b>144 403,2\$</b>



# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

### **31. LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS SUIVI EN MILIEU OUVERT POUR LES PÉRIODES 2001-2002 ET 2002-2003.**





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02**

**QUESTION 31 : Le nombre de délinquants suivis en milieu ouvert pour les deux dernières années**

Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert selon le type de surveillance<sup>1</sup>

Année budgétaire	Suivi probation avec surveillance	Suivi libération conditionnelle	Suivi emprisonnement avec sursis	Suivi travaux communautaires
2001-2002	8389	666	3201	2386
2002-2003 <sup>2</sup>	8576	588	3584	2357

<sup>1</sup> Les extractions de DACOR ne permettent pas de compiler le nombre exact de contrevenants suivis en milieu ouvert.  
À la place, nous vous fournissons la moyenne mensuelle de personnes suivies en milieu ouvert par type de surveillance.

<sup>2</sup> Les données pour l'année 2002-2003 ne sont pas officielles.



## **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

32. LA LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX, LA DESCRIPTION DU TERRITOIRE QU'ILS COUVRENT, LA POPULATION DESSERVIE ET LE NIVEAU DE SERVICES REQUIS ET LES EFFECTIFS (POLICIERS/CIVILS, TEMPS PLEIN, TEMPS PARTIEL).



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04**

**Question 52 : La liste des corps policiers municipaux et les crédits temps complet (ETC) alloués au 31 décembre 2001 (policiers/civils)**

Corps de police	Total policiers	Total civils	Total policiers et civils
ALMA	39	14	53
AMOS	18	8	26
ASBESTOS	10	2	12
AYLMER	45	21	66
BAIE-COMEAU	37	11	48
BIAINVILLE	29	20	49
BOISBRIAND	25	12	37
BOUCHERVILLE	43	19	62
BROMONT	8	1	9
BROSSARD	88	31	119
CAP-DE-LA-MADELEINE	52	27	79
CARIGNAN	7	1	8
CHAMBLY	22	16	38
CHARLESBOURG	80	48	128
CHATEAUGUAY	51	22	73
CHAUDIERE-ETCHEMIN	56	20	76
CHICOUTIMI	74	53	127
COATICOOK	12	2	14
COMMUNAUTE URBAINE DE MONTREAL	4157	1215	5372
COWANSVILLE	13	7	20
DES RIVERAINS	69	11	80
DES SEIGNEURIES	21	8	29
DEUX-MONTAGNES	39	11	50
DOLBEAU-MISTASSINI	20	9	29
DRUMMONDVILLE	65	42	107
FARNHAM	10	8	18
FERMONT	7	1	8
GATINEAU-METRO	139	69	208
GRANBY	54	22	76
GRANBY CANTON	15	2	17
GRAND-MERE	20	1	21
GREENFIELD PARK	26	12	38
HAUTE-SAINT-CHARLES	49	7	56
HAUT-RICHIELEU	68	27	95
HUDSON	9	1	10
HULL	123	79	202
JONQUIERE	69	44	113
LA BAIE	32	13	45
LA MALBAIE	17	2	19
LA PRAIRIE	22	8	30
LA TUQUE	18	7	25
LAC-BROME	7	1	8
LACHUTE BROWNSBURG	25	10	35
LAC-MEGANTIC	9	1	10
L'ASSOMPTION	16	7	23
LAVAL	435	198	633
LEVIS	53	42	95
L'ILE-PERROT	20	9	29
LONGUEUIL	184	123	307
LORRAINE	7	6	13
MARIEVILLE	10	8	18
MASCOUCHE	29	21	50
MATANE	16	7	23
MEMPHREMAGOG	32	9	41
MERCIER	10	4	14
MIRABEL	41	16	57

**Note :**

Seules les données statistiques au 31 décembre 2001 sur l'effectif des corps de police sont présentement disponibles. Depuis cette date, un certain nombre de corps de police ont été abolis ou fusionnés à d'autres. En ce qui a trait aux données 2002, nous sommes en attente du retour des questionnaires complétés par les corps de police.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Données des crédits de police (policiers/civils) et des crédits de police (civils) au 31 décembre 2001 (policiers/civils)				
Corps de police	Total policiers	Total civils	Total policiers/civils	Total policiers/civils
MONT-TREMBLANT	21	5		26
MONTCALM	25	11		36
MONT-JOLI	9	1		10
MONTMAGNY	14	7		21
MORIN-HEIGHTS	6	1		7
MRC LES COLLINES-DE-L'OUTAOUAIS	37	117		154
PINCOURT ET TERRASSE-VAUDREUIL	15	7		22
PLESSISVILLE	8	2		10
QUEBEC	453	107		560
REGION DE JOLIETTE	55	11		66
REGION SHERBROOKE	160	15		175
REPENTIGNY	75	45		120
RIMOUSKI	41	26		67
RIVIERE-DU-LOUP	21	14		35
RIVIERE-DU-NORD	22	8		30
ROBERVAL	13	5		18
ROSEMERE	16	7		23
ROUSSILLON	56	17		73
ROUYN-NORANDA	41	27		68
SAINT-ADOLPHE-D'HOWARD	8	1		9
SAINT-BASILE-LE-GRAND	11	5		16
SAINT-BRUNO-DE-MONTARVILLE	29	16		45
SAINT-CESAIRE	9	2		11
SAINT-DONAT	7	2		9
SAINT-ADELE	12	7		19
SAINT-AGATHE-DES-MONTS	12	7		19
SAINT-FOY	127	62		189
SAINT-JULIE	50	22		72
SAINTE-MARIE	10	5		15
SAINTE-THERESE	37	24		61
SAINT-EUSTACHE	45	33		78
SAINT-FELICIEN	14	3		17
SAINT-GEORGES	23	8		31
SAINT-HUBERT LEMOYNE	100	49		149
SAINT-HYACINTHE	56	36		92
SAINT-JEROME METROPOLITAIN	69	63		132
SAINT-LAMBERT	32	25		57
SAINT-REMI	9	5		14
SAINT-SAUVEUR-DES-MONTS	5	5		10
SHAWINIGAN	51	16		67
SHAWINIGAN-SUD	15	8		23
SILVERY	17	18		35
SOREL-TRACY	52	12		64
TERREBONNE	98	46		144
THETFORD MINES	29	12		41
TROIS-RIVIERES	87	60		147
TROIS-RIVIERES-OUEST	30	17		47
VAL-BELAIR	23	24		47
VAL-D'OR	29	20		49
VALLEE-DU-RICHELIEU	45	13		58
VARENNES	17	18		35
VAUDREUIL-DORION	21	13		34
VICTORIAVILLE	44	26		70
Sous-total	8963	3512		12475
SURETE DU QUEBEC	4172	3512		5620
Total	13135	7024		18095

Note:

Seules les données statistiques au 31 décembre 2001 sur l'effectif des corps de police sont présentement disponibles. Depuis cette date, un certain nombre de corps de police ont été abolis ou fusionnés à d'autres. En ce qui a trait aux données 2002, nous sommes en attente du retour des questionnaires complétés par les corps de police.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 32. La liste des corps de police municipaux, la description de l'entité qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis.

LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (au 20 mars 2003)

B. Corps de police municipaux à desserte multiple				14
Corps de police	Population desservie	Niveau de services	Municipalités desservies	Déclet 408/2002

Châteauguay	44 478	2	Châteauguay Léry	42 061 2 417
-------------	--------	---	---------------------	-----------------

Des Riverains (régie)	51 050	2	Beauharnois (membre de la régie) Salaberry-de-Valleyfield (membre de la régie)	11 575 39 475
-----------------------	--------	---	---	------------------

Granby	57 661	1	Granby Granby (canton)	45 908 11 753
--------	--------	---	---------------------------	------------------

Memphrémagog (régie)	28 838	1	Austin (membre de la régie) Magog (membre de la régie) Orford (membre de la régie) Sainte-Catherine-de-Hatley (membre de la régie)	1 248 23 488 2 054 2 048
----------------------	--------	---	---	-----------------------------------

Mirabel	45 327	2	Mirabel Saint-Colomban Sainte-Sophie	28 633 7 439 9 255
---------	--------	---	--	--------------------------

MRC Les Collines-de- l'Outaouais	37 634	2	Cantley Chelsea L'Ange-Gardien La Pêche Notre-Dame-de-la-Salette Pontiac Val-des-Monts	6 144 6 550 4 111 6 688 747 4 895 8 499
-------------------------------------	--------	---	--	---

Région de Deux-Montagnes	37 162	2	Deux-Montagnes Pointe-Calumet Saint-Joseph-du-Lac Sainte-Marthe-sur-le-Lac	17 573 5 770 5 046 8 773
--------------------------	--------	---	---	-----------------------------------

Région de Joliette (régie)	55 336	1	Crabtree (membre de la régie) Joliette (membre de la régie) Notre-Dame-de-Lourdes (membre de la régie) Notre-Dame-des-Prairies (membre de la régie) Saint-Ambroise-de-Kildare (membre de la régie) Saint-Charles-Borromée (membre de la régie) Saint-Paul (membre de la régie) Saint-Pierre (membre de la régie) Saint-Thomas (membre de la régie) Sainte-Mélanie (membre de la régie)	3 436 18 303 2 266 7 352 3 500 10 807 3 691 321 2 957 2 703
----------------------------	--------	---	---	--

Région de Roussillon (régie)	84 793	2	Candiac (membre de la régie) Delson (membre de la régie) Saint-Constant (membre de la régie) Sainte-Catherine (membre de la régie) La Prairie (membre de la régie) Saint-Mathieu Saint-Philippe	12 994 7 182 23 324 16 039 19 341 1 961 3 962
------------------------------	--------	---	---	---

Région de Vallée-du-Richelieu	45 965	2	Beloeil Mc Mester ville Mont-Saint-Hilaire Otterburn Park	19 306 4 063 14 538 8 058
-------------------------------	--------	---	--	------------------------------------

Repentigny	80 067	2	Charlemagne Repentigny	5 914 74 153
Rivière-du-Nord (régie)	19 391	1	Piedmont (membre de la régie) Prévost (membre de la régie) Sainte-Anne-des-Lacs (membre de la régie) Saint-Hippolyte	2 255 8 327 2 718 6 091
Sainte-Julie	46 411	2	Calixa-Lavallé Contrecoeur Saint-Amable Sainte-Julie Verchères	492 5 424 7 589 27 961 4 945
Terrebonne	105 168	2	Bois-des-Filion Sainte-Anne-des-Plaines Terrebonne	7 928 13 488 83 752

<sup>1</sup> Ce niveau est requis selon la loi à compter du 1<sup>er</sup> juin 2002 sauf si la municipalité a demandé l'abolition de son corps de police ou si la municipalité est issue d'un regroupement de plus de 100 000 habitants, auquel cas, ce niveau est requis pour le 1<sup>er</sup> janvier 2003.

<sup>2</sup> Puisque la desserte policière est appelée à connaître à nouveau quelques changements, certains niveaux de services pourraient être revus au cours des prochains mois.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 32. La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis

LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (au 20 mars 2003)					
A - Corps de police municipaux à desserte unique				33	
	Population Désert 1408-2002	Niveau de services 1,2		Population Désert 1408-2002	Niveau de services 1,2
Blainville	36 953	2	Rosemère	13 749	2
Boisbriand	27 521	2	Rouyn-Noranda	41 389	1
Bromont	5 026	1	Saguenay	150 854	2
Carignan	5 973	2	Saint-Basile-le-Grand	12 673	2
Chambly	20 572	2	Saint-Eustache	41 505	2
Gatineau	229 094	3	Saint-Georges	28 629	1
L'Assomption	15 997	2	Saint-Jean-sur-Richelieu	81 356	1
Laval	354 773	3	Saint-Jérôme	60 764	1
Lévis	125 241	2	Sainte-Adèle	10 140	1
Longueuil	386 229	3	Sainte-Agathe-des-Monts	10 122	1
Lorraine	9 685	2	Sainte-Marie	11 567	1
Mascouche	30 136	2	Sainte-Thérèse	25 046	2
Mercier	9 755	2	Sherbrooke	141 920	2
Montréal	1 838 474	5	Thetford Mines	26 681	1
Mont-Tremblant	8 417	1	Trois-Rivières	125 983	2
Québec	513 882	4	Varennnes	20 466	2
Rivière-du-Loup	18 050	1			

<sup>1</sup> Ce niveau est requis selon la loi à compter du 1<sup>er</sup> juin 2002, sauf si la municipalité a demandé l'abolition de son corps de police ou si la municipalité est issue d'un regroupement de plus de 100 000 habitants, auquel cas, ce niveau est requis pour le 1<sup>er</sup> janvier 2003.

<sup>2</sup> Puisque la desserte policière est appelée à connaître à nouveau quelques changements, certains niveaux de services pourraient être revus au cours des prochains mois.



## **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

- 33. LA LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX ET LEURS COÛTS D'OPÉRATION VENTILÉS PAR CATÉGORIE (RÉMUNÉRATION, TRANSPORT ET COMMUNICATION, LOCATION, SERVICES PROFESSIONNELS ET ADMINISTRATIFS, ENTRETIEN ET RÉPARATION, BIENS NON DURABLES, ETC.).**



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 33 :** Liste des corps de police municipaux et leurs coûts d'opération ventilés par catégorie (rémunération, transports et communication, location, services professionnels et administratifs, entretien et réparation, biens non durables, etc.)  
**Coût du corps de police selon le poste de dépenses, par corps de police au 31 décembre 2001**

Corps de police municipal	Coût du corps de police							
	Rémunération	Cotisations de l'employeur	Transport et communication	Services professionnels, techniques et autres	Location, entretien et réparation	Biens non durables	Frais de financement	Autres objets
Alma*	2 279 831	440 196	49 865	123 546	57 192	309 980	78 688	24 354
Amos	1 377 133	273 112	14 852	54 243	63 464	53 681	667	1 351
Asbestos	831 822	142 485	27 260	42 658	30 868	60 664	0	10 147
Aylmer	3 687 663	925 479	52 019	14 801	224 209	158 829	0	94 747
Baie-Comeau	3 335 961	845 322	76 445	164 813	290 786	171 540	0	20 395
Blainville	2 703 893	626 673	45 208	97 827	483 636	158 385	24 848	25 280
Boisbriand	2 003 718	417 877	22 538	89 750	53 455	94 615	59 961	4 160
Boucherville	3 717 501	696 292	48 434	9 733	162 800	189 016	32 573	54 256
Bromont*	530 316	108 449	31 919	26 882	44 076	46 985	0	6 780
Brossard	6 953 225	1 226 319	59 434	71 322	282 875	246 336	0	42 939
Cap-de-la-Madeleine* (M)	4 733 721	1 075 973	50 029	28 828	214 933	393 465	83 293	46 714
Carignan	544 163	89 966	16 680	23 199	72 296	58 749	0	69 039
Chambly	1 962 743	407 046	55 893	19 621	59 542	104 890	0	23 363
Charlesbourg	6 182 093	1 060 265	48 792	135 592	169 988	307 975	108 407	58 560
Châteauguay (M)	4 042 529	986 159	20 740	179 231	498 744	120 496	0	0
Chaudière-Etchemin (M)	5 313 496	1 137 386	150 038	180 285	364 738	346 779	145 975	38 354
Chicoutimi (M)	6 462 793	1 217 868	76 454	361 788	313 476	506 884	8 003	96 114

N.B. Seules les données statistiques au 31 décembre 2001 sur les coûts des corps sont présentement disponibles. Depuis cette date un certain nombre de corps de police ont été abolis ou fusionnés à d'autres. En ce qui a trait aux données 2002, nous sommes en attente du retour des questionnaires complétés par les corps de police..

Voir notes à la fin du tableau.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 33 : Liste des corps de police municipaux et leurs coûts d'opération ventilés par catégorie (rémunération, transports et communication, location, services professionnels et administratifs, entretien et réparation, biens non durables, etc.)**  
**Coût du corps de police selon le poste de dépenses, par corps de police au 31 décembre 2001**

	Rémunération	Cotisations de l'employeur	Transport et communication	Services professionnels, techniques et autres	Location, entretien et réparation	Biens non durables	Frais de financement	Autres objets
Coaticook	675 682	129 037	66 937	46 542	71 517	24 683	52 132	5 660
Communauté urbaine de Montréal (M)	312 148 300	29 444 300	4 333 200	6 803 900	17 219 600	12 677 600	5 869 000	3 020 800
Cowansville	1 176 840	252 382	24 443	69 832	37 892	93 114	325	15 778
Des Riverains* (M)	4 925 604	1 241 921	137 242	877 867	435 503	256 157	14 431	53 034
Des Seigneuries (M)	1 678 487	328 663	39 382	114 431	318 470	113 419	4 753	93 023
Dolbeau-Mistassini*	1 519 424	308 672	32 095	60 662	64 935	92 171	20 895	24 993
Drummondville* (M)	4 900 802	1 132 595	49 170	76 288	400 698	275 020	115 951	59 187
Farnham	759 453	180 157	9 305	14 061	45 838	59 583	11 723	7 231
Fermont*	632 938	175 866	41 413	25 922	25 066	69 400	4 368	7 050
Gatineau-Métro (M)	11 061 824	2 387 990	87 435	195 128	37 094	295 334	0	18 417
Granby*	3 747 303	675 629	26 167	218 521	226 428	188 512	0	45 478
Granby (canton)	1 208 830	212 905	22 785	69 531	84 702	72 092	11 041	25 151
Grand-Mère	1 573 667	182 656	15 667	60 337	93 975	77 403	18 357	22 253
Greenfield Park	2 437 235	435 586	26 909	159 904	113 402	154 227	0	31 202
Haute-Saint-Charles (M)	3 691 428	665 795	50 418	70 793	278 661	233 478	162 320	54 102
Haut-Richelieu	5 538 464	1 129 498	97 379	95 825	194 923	585 045	0	63 547
Hudson	684 579	137 817	64 753	18 947	31 265	36 730	13 990	8 051

N.B. Seules les données statistiques au 31 décembre 2001 sur les coûts des corps sont présentement disponibles. Depuis cette date un certain nombre de corps de police ont été abolis ou fusionnés à d'autres. En ce qui a trait aux données 2002, nous sommes en attente du retour des questionnaires complétés par les corps de police..

Voir notes à la fin du tableau.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 33 :** Liste des corps de police municipaux et leurs coûts d'opération ventilés par catégorie (rémunération, transports et communication, location, services professionnels et administratifs, entretien et réparation, biens non durables, etc.)  
**Coût du corps de police selon le poste de dépenses, par corps de police au 31 décembre 2001**

Corps de police municipal	Coût du corps de police*							
	Rémunération	Cotisations de l'employeur	Transport et communication	Services professionnels, techniques et autres	Location, entretien et réparation	Biens non durables	Frais de financement	Autres objets
Hull	11 445 677	1 495 754	175 735	256 900	350 448	698 915	59	108 118
Jonquière	5 540 124	1 087 549	13 748	19 673	59 634	172 651	2 478	0
La Baie*	2 879 846	527 471	35 661	45 617	44 117	219 949	29 562	32 175
Lac-Brome	534 483	98 694	46 519	14 875	59 059	43 856	0	7 375
Lachute (M)	1 730 493	325 430	44 972	44 651	76 094	108 357	46 765	3 699
Lac-Mégantic	689 487	129 158	8 084	50 230	11 397	33 233	0	0
La Malbaie (M)	764 506	263 566	65 783	17 158	123 021	38 643	15 393	9 268
La Prairie	1 622 214	337 374	25 024	254 226	188 545	134 444	1 896	13 265
L'Assomption	1 249 091	248 863	20 266	63 633	138 277	68 739	0	10 107
La Tuque*	1 178 205	184 870	30 497	113 932	90 216	77 524	25 843	15 133
Laval	39 330 423	9 370 494	632 438	2 020 498	2 834 562	2 124 219	417 755	396 053
Lévis* (M)	5 269 130	999 547	57 094	100 535	82 586	168 572	0	4 727
L'Île-Perrot (M)	1 650 328	324 186	16 576	71 457	78 085	89 402	137 201	14 233
Longueuil	15 950 319	3 766 015	303 765	305 315	846 802	966 000	84 167	195 672
Lorraine	754 685	141 118	8 202	48 268	28 433	64 161	21 403	6 566
Marieville	710 198	135 600	11 890	22 514	72 842	49 358	0	7 918
Mascouche	2 945 103	653 239	19 069	39 381	77 713	173 143	0	111 924

N.B. Seules les données statistiques au 31 décembre 2001 sur les coûts des corps sont présentement disponibles. Depuis cette date un certain nombre de corps de police ont été abolis ou fusionnés à d'autres. En ce qui a trait aux données 2002, nous sommes en attente du retour des questionnaires complétés par les corps de police..

Voir notes à la fin du tableau.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 33 :** Liste des corps de police municipaux et leurs coûts d'opération ventilés par catégorie (rémunération, transports et communication, location, services professionnels et administratifs, entretien et réparation, biens non durables, etc.)  
**Coût du corps de police selon le poste de dépenses, par corps de police au 31 décembre 2001**

	Rémunération	Cotisations de l'employeur	Transport et communication	Services professionnels, techniques et autres	Location, entretien et réparation	Biens non durables	Frais de financement	Autres objets
Matane*	1 496 617	340 858	27 936	153 005	133 135	37 206	13 758	13 003
Memphrémagog (M)	2 937 868	554 239	51 193	299 739	333 366	175 470	0	30 484
Mercier	766 001	161 794	24 569	35 407	17 089	46 895	0	9 529
Mirabel (M)	3 650 602	966 466	46 586	153 755	343 081	284 155	20 000	40 695
Montcalm (M)	2 033 974	304 824	125 812	313 810	192 224	283 690	145 179	17 041
Mont-Joli*	637 911	153 116	9 876	69 094	20 977	38 600	0	8 123
Montmagny*	1 037 390	197 088	64 354	66 055	28 855	64 599	12 878	45 048
Mont-Tremblant	1 098 319	160 126	26 920	52 890	166 789	172 213	0	452 324
Morin-Heights	350 259	62 836	3 716	35 335	13 069	29 759	9 058	2 510
MRC Les-Collines-de-l'Outaouais (M)	2 409 795	431 182	52 706	127 426	301 166	295 637	170 021	30 088
Pincourt (M)	1 274 258	299 071	13 083	45 312	86 325	45 587	12 706	10 182
Plessisville	666 514	86 632	10 270	16 306	95 745	20 950	1 849	7 177
Québec (M)	35 546 917	9 966 577	369 233	254 371	3 229 793	678 252	0	425 966
Région de Deux-Montagnes (M)	3 137 488	707 471	43 700	41 500	76 300	150 000	95 000	27 400
Région de Joliette (M)	3 074 566	717 866	78 297	215 327	306 617	187 485	9 425	33 606
Région de Roussillon (M)	5 034 085	1 054 367	71 310	162 993	366 030	264 575	1 108	47 166
Région de Shawinigan* (M)	3 767 534	689 246	85 120	72 116	254 819	102 406	272	42 047

N.B. Seules les données statistiques au 31 décembre 2001 sur les coûts des corps sont présentement disponibles. Depuis cette date un certain nombre de corps de police ont été abolis ou fusionnés à d'autres. En ce qui a trait aux données 2002, nous sommes en attente du retour des questionnaires complétés par les corps de police..

Voir notes à la fin du tableau.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 33 :** Liste des corps de police municipaux et leurs coûts d'opération ventilés par catégorie (rémunération, transports et communication, location, services professionnels et administratifs, entretien et réparation, biens non durables, etc.)  
**Coût du corps de police selon le poste de dépenses, par corps de police au 31 décembre 2001**

Coût du corps de police selon le poste de dépenses, par corps de police au 31 décembre 2001								
Corps de police municipal	Coût du corps de police							
	Rémunération	Cotisations de l'employeur	Transport et communication	Services professionnels, techniques et autres	Location, entretien et réparation	Biens non durables	Frais de financement	Autres objets
Région de Vallée-du-Richelieu (M)	4 395 596	958 927	72 513	277 156	328 136	249 413	0	8 425
Région sherbrookoise (M)	11 603 196	2 794 436	168 944	1 157 518	2 306 613	517 746	1 256	349 916
Repentigny (M)	5 193 544	899 745	100 859	434 958	362 631	273 502	31 465	51 332
Rimouski	3 274 937	658 754	66 922	38 798	162 781	200 131	0	40 965
Rivière-du-Loup*	1 689 925	341 106	24 162	54 224	46 539	96 384	0	19 223
Rivière-du-Nord (M)	1 799 026	305 114	23 604	237 116	107 717	152 794	57 701	25 309
Roberval*	1 351 490	257 161	21 272	12 171	99 224	40 847	0	10 916
Rosemère	1 482 136	309 069	20 568	86 945	51 457	88 643	0	14 157
Rouyn-Noranda	3 558 545	612 109	79 221	254 285	145 383	167 532	0	31 296
Saint-Adolphe-d'Howard	452 280	88 932	38 530	73 458	60 173	25 432	0	32 900
Saint-Basile-le-Grand	907 915	185 688	43 135	6 932	34 614	55 942	0	30 780
Saint-Bruno-de-Montarville	2 656 048	491 342	37 789	48 061	108 301	125 940	0	20 846
Saint-Césaire	518 015	100 039	16 741	10 825	19 061	41 285	0	2 414
Saint-Donat	511 978	87 726	35 172	31 351	59 301	36 289	6 159	5 336
Saint-Eustache	3 705 577	823 400	50 408	52 685	105 835	159 832	10 015	34 444
Saint-Félicien*	1 132 617	210 991	14 379	60 982	81 192	75 903	44 479	18 858
Saint-Georges	2 019 220	393 263	210 092	56 372	173 143	52 872	84 471	3 060

N.B. Seules les données statistiques au 31 décembre 2001 sur les coûts des corps sont présentement disponibles. Depuis cette date un certain nombre de corps de police ont été abolis ou fusionnés à d'autres. En ce qui a trait aux données 2002, nous sommes en attente du retour des questionnaires complétés par les corps de police.

Voir notes à la fin du tableau.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 33 :** Liste des corps de police municipaux et leurs coûts d'opération ventilés par catégorie (rémunération, transports et communication, location, services professionnels et administratifs, entretien et réparation, biens non durables, etc.)  
**Coût du corps de police selon le poste de dépenses, par corps de police au 31 décembre 2001**

	Rémunération	Cotisations de l'employeur	Transport et communication	Services professionnels, techniques et autres	Location, entretien et réparation	Biens non durables	Frais de financement	Autres objets
Saint-Hubert (M)	7 952 445	1 568 926	23 883	3 435	55 299	215 080	0	75 350
Saint-Hyacinthe*	4 636 637	929 930	108 670	112 472	81 730	276 334	36 525	6 028
Saint-Jérôme métropolitain (M)	6 217 618	1 180 035	96 352	110 562	464 742	318 927	25 853	77 000
Saint-Lambert	2 587 690	485 186	49 331	44 571	247 385	101 072	46 937	0
Saint-Rémi	847 841	148 635	9 518	36 111	65 902	57 970	0	8 247
Saint-Sauveur-des-Monts*	449 369	95 191	15 493	29 693	14 833	28 077	0	3 045
Sainte-Adèle	1 309 493	219 715	27 815	71 671	12 962	54 696	900	44 526
Sainte-Agathe-des-Monts	1 175 777	223 662	46 051	95 907	14 966	27 741	0	11 314
Sainte-Foy (M)	10 650 234	1 475 540	248 330	346 944	203 714	939 722	837 411	123 247
Sainte-Julie (M)	3 984 747	953 482	81 491	236 679	158 916	295 432	48 558	38 111
Sainte-Marie*	814 896	152 671	26 410	40 366	60 577	48 151	0	7 098
Sainte-Thérèse	3 201 026	500 683	44 758	66 776	85 286	227 665	0	30 142
Shawinigan-Sud*	1 195 737	198 135	66 740	26 826	77 916	22 731	0	9 803
Sillery*	1 156 293	325 469	36 040	35 256	54 561	74 582	19 574	11 445
Sorel-Tracy* (M)	4 042 895	847 096	55 141	72 532	57 714	211 104	0	30 586
Terrebonne (M)	8 281 230	1 549 582	97 005	590 705	533 244	646 220	77 696	63 814
Thetford Mines*	2 249 729	553 328	25 539	88 880	41 495	149 517	0	0

N.B. Seules les données statistiques au 31 décembre 2001 sur les coûts des corps sont présentement disponibles. Depuis cette date un certain nombre de corps de police ont été abolis ou fusionnés à d'autres. En ce qui a trait aux données 2002, nous sommes en attente du retour des questionnaires complétés par les corps de police..

Voir notes à la fin du tableau.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 33 : Liste des corps de police municipaux et leurs coûts d'opération ventilés par catégorie (rémunération, transports et communication, location, services professionnels et administratifs, entretien et réparation, biens non durables, etc.)**  
**Coût du corps de police selon le poste de dépenses, par corps de police au 31 décembre 2001**

Corps de police municipal	Coût du corps de police							
	Rémunération	Cotisations de l'employeur	Transport et communication	Services professionnels, techniques et autres	Location, entretien et réparation	Biens non durables	Frais de financement	Autres objets
Trois-Rivières*	5 441 614	1 119 081	72 249	328 251	135 126	416 036	80 576	92 157
Trois-Rivières-Ouest* (M)	2 763 348	511 209	24 087	119 953	77 869	141 853	0	22 941
Val-Bélair	1 876 231	360 295	42 719	124 257	182 817	166 049	47 435	30 593
Val-d'Or	2 067 593	459 270	50 755	32 354	172 997	69 737	0	31 769
Varennnes	1 541 484	299 966	9 089	360 075	49 958	91 746	0	15 805
Vaudreuil-Dorion	1 953 982	480 735	32 206	44 807	70 650	100 806	2 318	22 624
Victoriaville	3 849 784	840 926	25 664	153 419	138 645	270 815	0	52 972
109	704 687 609	112 637 573	10 930 950	22 272 252	41 505 662	34 054 432	9 574 806	7 858 926
	74,7%	11,9%	1,2%	2,4%	4,4%	3,6%	1,0%	0,8%

N.B. Seules les données statistiques au 31 décembre 2001 sur les coûts des corps sont présentement disponibles. Depuis cette date un certain nombre de corps de police ont été abolis ou fusionnés à d'autres. En ce qui a trait aux données 2002, nous sommes en attente du retour des questionnaires complétés par les corps de police..

1. Les mentions suivantes à la suite du nom du corps de police indiquent que :  
 \* : le corps de police assure également la protection contre les incendies;

(M) : le corps de police dessert plus d'une municipalité.

Les données proviennent de l'enquête annuelle effectuée auprès des corps de police.

Les chiffres en italique sont les données de 2000.



# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

- 34. LA LISTE DES MUNICIPALITÉS QUI ONT DEMANDÉ LEUR PROPRE CORPS DE POLICE, MUNICIPAL OU INTERMUNICIPAL AU 31 MARS 2003, INCLUANT LE TERRITOIRE VISÉ, LE NOMBRE DE POLICIERS VISÉS, LA POPULATION DESSERVIE, L'ESTIMATION DU BUDGET AINSI QU'UNE COPIE DE LA RÉPONSE DU MINISTRE POUR CHAQUE DEMANDE.**



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité – protection – 01.04**

<b>QUESTION 34 :</b> Liste des municipalités qui ont demandé leur propre corps de police, municipal ou intermunicipal au 31 mars 2003, incluant le territoire visé, le nombre de policiers visés, la population desservie, l'estimation du budget ainsi qu'une copie de la réponse du ministre pour chaque demande.							
<b>Municipalité (s)</b>	<b>Réception de la demande</b>	<b>Réponse du MSP</b>	<b>Circonscriptions électorales</b>	<b>Territoire visé</b>	<b>Nombre de policiers visés</b>	<b>Population desservie</b>	<b>Budget estimé</b>
- Approbation de l'entente relative à l'adhésion de la Ville de La Prairie à la Régie intermunicipale de police de Roussillon.	2002/05/29	Approuvée le 2002/07/05	La Prairie	Candiac, Delson, Ste-Catherine, St-Constant, La Prairie	90 pol.	78 791 hab.	9 300,0 k\$
- Approbation de l'entente intervenue entre la Ville de Granby et la municipalité du Canton de Granby relativement à la fourniture de services policiers.	2002/04/15	Approuvée le 2002/09/18	Shefford	Granby, Canton de Granby	68 pol.	56 992 hab.	7 486,0 k\$





## **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

35. LA LISTE DES CORPS POLICIERS AUTOCHTONES, EN PRÉCISANT LA COMMUNAUTÉ DESSERVIE, LA NATION, LE STATUT, LE NOMBRE DE POLICIERS, LA POPULATION DESSERVIE, L'ANNÉE DE FORMATION, LE COÛT ANNUEL AINSI QUE LES DISTRICTS COUVERTS.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04**

**QUESTION 35 : Liste des corps policiers autochtones en précisant la nation, la communauté desservie, le statut, le décret, le nombre de policiers, la population desservie, l'année de formation, le coût annuel ainsi que les districts couverts**

Nation	Communauté	Statut	Décret	Nombre de policiers	Population desservie	Coût annuel	Formation	District couvert
Abénaquis	Odanak	Service <sup>2</sup>	(335-2000)	2	308	115 200 \$	1996	04
Abénaquis	Wôlinak	Service	(1471-2002) <sup>1</sup>	1	64	168 000 \$	1995	04
Algonquins	Eagle Village	Corps	(294-2000)	3	234	125 952 \$	1997	08
Algonquins	Kitigan Zibi	Corps <sup>4</sup>	(455-98)	6	1 436	247 680 \$	1992	07
Algonquins	Lac Barrière	Service	(1472-2002)	2	447	168 000 \$	2000	07
Algonquins	Lac Simon	Service	(928-99)	4	1 104	241 625 \$	1993	08
Algonquins	Longue-Pointe	Service	(1219-2002)	2	335	228 000 \$	1996	08
Algonquins	Pikogan	Corps	(1434-2001)	3	527	141 600 \$	1996	08
Algonquins	Timiskaming	Service	(1218-2002)	4	536	206 400 \$	1996	08
Atikamekw	Manawan	Service	(1221-2002) <sup>3</sup>	7	1 685	417 600 \$	1996	06
Atikamekw	Obedjiwan	Service	(1222-2002) <sup>3</sup>	8	1 755	432 000 \$	1993	02
Atikamekw	Wemotaci	Service	(1223-2002) <sup>3</sup>	5	1 052	496 800 \$	1996	04

<sup>1</sup> Ce montant représente la part du Québec qui est de 48% du coût annuel.

<sup>2</sup> Service : regroupement composé de constables spéciaux chargés de dispenser l'ensemble des services policiers sur le territoire et dans la communauté.

<sup>3</sup> Entente tripartite sur le point d'être signée par le gouvernement.

<sup>4</sup> Le corps de police a été créé en 1995 avec l'adoption de la Loi de police.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04**

**QUESTION 35 : Liste des corps policiers autochtones en précisant la nation, la communauté desservie, le statut, le décret, le nombre de policiers, la population desservie, l'année de formation, le coût annuel<sup>1</sup> ainsi que les districts couverts.**

Nation	Communauté	Statut	Décret	Nombre de policiers	Population desservie	Coût annuel	Formation	District couvert
Cris	Baie-James	Corps <sup>4</sup>	(1382-98)	47	12 388	3 550 874 \$	1994	08
Wendat-Huron	Wendake	Corps	(491-99)	6	1 220	247 680 \$	1996	03
Inuit	Kativik	Corps	(396-2003)	43	9 397	3 981 125 \$	1995	08
Micmac	Gesgapegiag	Service	(1220-2002)	3	508	160 800 \$	1996	01
Micmac	Listuguj	Corps	(1473-2002)	10	1 911	460 800 \$	1998	01
Mohawk	Akwesasne	Corps <sup>4</sup>	(498-2003) <sup>3</sup>	24	4 658	600 000 \$	1990	10
Mohawk	Kahnawake	Corps	(290-99)	26	7 140	1 472 000 \$	1995	10
Mohawk	Kanesatake	Corps	(445-2003)	12	1 321	624 000 \$	1996	06
Montagnais	Betsiamites	Corps <sup>4</sup>	(292-2000)	8	2 521	311 040 \$	1991	09
Montagnais	Essipit	Corps	(1435-2001)	2	182	105 600 \$	1996	09
Montagnais	La Romaine	Service	(94-2003) <sup>3</sup>	4	861	193 000 \$	1996	09
Montagnais	Mashteuiatsh	Corps	(490-99)	8	1 960	353 280 \$	1996	02

<sup>1</sup> Ce montant représente la part du Québec qui est de 48% du coût annuel.

<sup>2</sup> Service : regroupement composé de constables spéciaux chargés de dispenser l'ensemble des services policiers sur le territoire et dans la communauté.

<sup>3</sup> Entente tripartite sur le point d'être signée par le gouvernement.

<sup>4</sup> Le corps de police a été créé en 1995 avec l'adoption de la Loi de police.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04**

<b>QUESTION 35 : Liste des corps policiers autochtones en précisant la nation, la communauté desservie, le statut, le décret, le nombre de policiers, la population desservie, l'année de formation, le coût annuel<sup>1</sup> ainsi que les districts couverts.</b>								
<b>Nation</b>	<b>Communauté</b>	<b>Statut</b>	<b>Décret</b>	<b>Nombre de policiers</b>	<b>Population desservie</b>	<b>Coût annuel</b>	<b>Formation</b>	<b>District couvert</b>
Montagnais	Matimekosh	Service	(96-2003) <sup>3</sup>	3	700	210 600 \$	1996	09
Montagnais	Mingan	Service	(97-2003) <sup>3</sup>	2	449	111 600 \$	1996	09
Montagnais	Natashquan	Service	(929-99)	4	759	196 800 \$	1996	09
Montagnais	Pakua Shipi	Service	(95-2003) <sup>3</sup>	2	257	138 120 \$	1996	09
Montagnais	Uashat	Corps <sup>4</sup>	(1288-99)	12	2 600	539 040 \$	1993	09
Naskapis	Kawawachikamach	Corps <sup>4</sup>	(435-97) (CT-197070)	3	734	258 201 \$	1994	09

<sup>1</sup> Ce montant représente la part du Québec qui est de 48% du coût annuel.

<sup>2</sup> Service : regroupement composé de constables spéciaux chargés de dispenser l'ensemble des services policiers sur le territoire et dans la communauté.

<sup>3</sup> Entente tripartite sur le point d'être signée par le gouvernement.

<sup>4</sup> Le corps de police a été créé en 1995 avec l'adoption de la Loi de police.



# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

36. LA LISTE DES ENTENTES TRIPARTITES CONCERNANT LES CORPS DE POLICE AUTOCHTONE,  
LA DESCRIPTION DES COMMUNAUTÉS ET DE LA POPULATION DESSERVIE,  
AINSI QUE LE NUMÉRO DE DÉCRET AUTORISANT L'ENTENTE.





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04**

**QUESTION 36 : La liste des ententes tripartites concernant les corps de police autochtone, la description des communautés et de la population desservie, ainsi que le numéro de décret autorisant l'entente.**

Nation	Communauté	Statut	Décret	Nombre de policiers	Population desservie	Coût annuel	Formation	District couvert
Abénaquis	Odanak	Service <sup>2</sup>	(335-2000)	2	308	115 200 \$	1996	04
Abénaquis	Wôlinak	Service	(1471-2002) <sup>1</sup>	1	64	168 000 \$	1995	04
Algonquins	Eagle Village	Corps	(294-2000)	3	234	125 952 \$	1997	08
Algonquins	Kitigan Zibi	Corps <sup>4</sup>	(455-98)	6	1 436	247 680 \$	1992	07
Algonquins	Lac Barrière	Service	(1472-2002)	2	447	168 000 \$	2000	07
Algonquins	Lac Simon	Service	(928-99)	4	1 104	241 625 \$	1993	08
Algonquins	Longue-Pointe	Service	(1219-2002)	2	335	228 000 \$	1996	08
Algonquins	Pikogan	Corps	(1434-2001)	3	527	141 600 \$	1996	08
Algonquins	Timiskaming	Service	(1218-2002)	4	536	206 400 \$	1996	08
Atikamekw	Manawan	Service	(1221-2002) <sup>3</sup>	7	1 685	417 600 \$	1996	06
Atikamekw	Obedjiwan	Service	(1222-2002) <sup>3</sup>	8	1 755	432 000 \$	1993	02
Atikamekw	Wemotaci	Service	(1223-2002) <sup>3</sup>	5	1 052	496 800 \$	1996	04

<sup>1</sup> Ce montant représente la part du Québec qui est de 48% du coût annuel.

<sup>2</sup> Service : regroupement composé de constables spéciaux chargés de dispenser l'ensemble des services policiers sur le territoire et dans la communauté.

<sup>3</sup> Entente tripartite sur le point d'être signée par le gouvernement.

<sup>4</sup> Le corps de police a été créé en 1995 avec l'adoption de la Loi de police.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04**

**QUESTION 36 : La liste des ententes tripartites concernant les corps de police autochtone, la description des communautés et de la population desservie, ainsi que le numéro de décret autorisant l'entente.**

Nation	Communauté	Statut	Décret	Nombre de policiers	Population desservie	Coût annuel	Formation	District couvert
Cris	Baie-James	Corps <sup>4</sup>	(1382-98)	47	12 388	3 550 874 \$	1994	08
Wendat-Huron	Wendake	Corps	(491-99)	6	1 220	247 680 \$	1996	03
Inuit	Kativik	Corps	(396-2003)	43	9 397	3 981 125 \$	1995	08
Micmac	Gesgapegiag	Service	(1220-2002)	3	508	160 800 \$	1996	01
Micmac	Listuguj	Corps	(1473-2002)	10	1 911	460 800 \$	1998	01
Mohawk	Akwesasne	Corps <sup>4</sup>	(498-2003) <sup>3</sup>	24	4 658	600 000 \$	1990	10
Mohawk	Kahnawake	Corps	(290-99)	26	7 140	1 472 000 \$	1995	10
Mohawk	Kanesatake	Corps	(445-2003)	12	1 321	624 000 \$	1996	06
Montagnais	Betsiamites	Corps <sup>4</sup>	(292-2000)	8	2 521	311 040 \$	1991	09
Montagnais	Essipit	Corps	(1435-2001)	2	182	105 600 \$	1996	09
Montagnais	La Romaine	Service	(94-2003) <sup>3</sup>	4	861	193 000 \$	1996	09
Montagnais	Mashteuiatsh	Corps	(490-99)	8	1 960	353 280 \$	1996	02

<sup>1</sup> Ce montant représente la part du Québec qui est de 48% du coût annuel.

<sup>2</sup> Service : regroupement composé de constables spéciaux chargés de dispenser l'ensemble des services policiers sur le territoire et dans la communauté.

<sup>3</sup> Entente tripartite sur le point d'être signée par le gouvernement.

<sup>4</sup> Le corps de police a été créé en 1995 avec l'adoption de la Loi de police.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04**

**QUESTION 36 : La liste des ententes tripartites concernant les corps de police autochtone, la description des communautés et de la population desservie, ainsi que le numéro de décret autorisant l'entente.**

Nation	Communauté	Statut	Décret	Nombre de policiers	Population desservie	Coût annuel	Formation	District couvert
Montagnais	Matimekosh	Service	(96-2003) <sup>3</sup>	3	700	210 600 \$	1996	09
Montagnais	Mingan	Service	(97-2003) <sup>3</sup>	2	449	111 600 \$	1996	09
Montagnais	Natashquan	Service	(929-99)	4	759	196 800 \$	1996	09
Montagnais	Pakua Shipi	Service	(95-2003) <sup>3</sup>	2	257	138 120 \$	1996	09
Montagnais	Uashat	Corps <sup>4</sup>	(1288-99)	12	2 600	539 040 \$	1993	09
Naskapis	Kawawachikamach	Corps <sup>4</sup>	(435-97) (CT-197070)	3	734	258 201 \$	1994	09

<sup>1</sup> Ce montant représente la part du Québec qui est de 48% du coût annuel.

<sup>2</sup> Service : regroupement composé de constables spéciaux chargés de dispenser l'ensemble des services policiers sur le territoire et dans la communauté.

<sup>3</sup> Entente tripartite sur le point d'être signée par le gouvernement.

<sup>4</sup> Le corps de police a été créé en 1995 avec l'adoption de la Loi de police.



# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

**37. LES FACTURES DES SERVICES DE LA SQ POUR CHACUNE DES MUNICIPALITÉS  
EN 2002 ET LES PRÉVISIONS POUR 2003 VENTILÉES PAR CATÉGORIE D'INTERVENTION.**



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04**

**Question 37: A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2002 ventilées par catégories d'intervention**

Municipalité	Population 2002	Richesse foncière uniformisée 2000	Facture 2002
Abercorn	331	28 357 400 \$	51 043 \$
Abitibi	271	7 015 662 \$	12 628 \$
Abitibi-Ouest	105	964 241 \$	1 736 \$
Action Vale	7 568	268 434 330 \$	647 574 \$
Adstock	2 350	125 063 400 \$	225 114 \$
Aguanish	362	5 033 379 \$	9 060 \$
Albanel	2 529	58 798 362 \$	105 837 \$
Albertville	357	7 807 712 \$	14 054 \$
Alleyr-et-Cawood	187	19 274 699 \$	34 694 \$
Alma	30601	1 096 537 375 \$	1 729 766 \$
Amherst	1 292	91 035 845 \$	163 865 \$
Amos	13475	505 722 527 \$	1 469 367 \$
Amqui	6 704	209 381 545 \$	589 449 \$
Ange-Gardien	1 966	123 580 760 \$	222 445 \$
Angliers	328	10 078 011 \$	18 140 \$
Antoine-Labelle	10	22 246 200 \$	40 043 \$
Armagh	1 598	44 141 125 \$	79 175 \$
Arntfield	444	19 052 513 \$	34 295 \$
Arundel	458	31 929 233 \$	57 473 \$
Asbestos	6599	257 609 954 \$	699 517 \$
Ascot Corner	2 625	76 857 416 \$	138 343 \$
Aston-Jonction	417	16 347 911 \$	29 415 \$
Aubert-Gallion	2 536	81 153 185 \$	97 251 \$
Auclair	546	12 562 560 \$	22 613 \$
Audet	766	27 978 910 \$	50 362 \$
Aurmond	636	27 242 875 \$	49 037 \$
Authier	303	4 989 848 \$	8 982 \$
Authier-Nord	350	6 797 663 \$	12 236 \$
Avignon	0	162 947 \$	293 \$
Ayer's Cliff	1 051	56 321 265 \$	101 378 \$
Bale-Comeau	24201	1 389 532 752 \$	2 135 693 \$
Bale-des-Sables	636	16 020 925 \$	28 838 \$
Bale-du-Febvre	1 195	53 403 625 \$	96 127 \$
Bale-James	2 153	262 484 509 \$	472 472 \$
Bale-Johan-Beetz	82	2 433 750 \$	4 381 \$
Bale-Sainte-Catherine	279	9 486 120 \$	17 075 \$
Baie-Saint-Paul	7 428	304 602 675 \$	437 318 \$
Baie-Trinité	622	19 173 576 \$	34 512 \$
Barkmere	42	16 224 390 \$	29 204 \$
Barnston-Ouest	558	35 301 280 \$	63 542 \$
Barraute	2 056	50 141 675 \$	90 255 \$
Batiscan	889	37 043 325 \$	66 678 \$
Béarn	944	24 836 125 \$	44 705 \$
Beauceville	6 373	214 270 610 \$	446 377 \$
Beaudry (Rnoranda)	1 284	29 497 025 \$	53 095 \$
Beaulac-Garthy	818	51 274 775 \$	92 295 \$
Beaumont	2 142	99 160 923 \$	178 490 \$
Beaupré	2 791	226 870 328 \$	396 299 \$
Beaux-Rivages	1 199	46 689 350 \$	84 041 \$
Bécancour	11 195	868 558 366 \$	1 500 000 \$
Bedford	2 765	97 322 800 \$	175 181 \$
Bedford	801	35 095 884 \$	63 173 \$
Bégin	923	19 308 663 \$	34 756 \$
Belcourt	267	4 503 520 \$	8 106 \$
Bellecombe	789	20 184 775 \$	36 333 \$
Belleterre	419	8 025 040 \$	14 445 \$
Berry	477	11 590 255 \$	20 862 \$
Berthier-sur-Mer	1 330	62 202 693 \$	111 965 \$
Berthierville	4 098	149 297 780 \$	361 301 \$
Béthanie	345	13 998 947 \$	25 198 \$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04**

**Question 37: A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2002 ventilées par catégories d'intervention**

<b>Municipalité</b>	<b>Population</b>	<b>Richesse foncière</b>	<b>Facture 2002</b>
Biencourt	618	15 844 585 \$	28 520 \$
Bianc-Sablon	1 267	42 478 400 \$	76 461 \$
Blue Sea	663	52 784 436 \$	95 012 \$
Boileau	225	22 375 968 \$	40 277 \$
Boischatel	4362	157 067 503 \$	233 906 \$
Bois-Franc	450	22 899 566 \$	41 219 \$
Bolton-Est	652	57 256 185 \$	103 061 \$
Bolton-Ouest	583	78 782 950 \$	141 809 \$
Bonaventure	2 805	94 020 625 \$	169 237 \$
Bonaventure	0	2 186 970 \$	3 937 \$
Bonne-Espérance	922	12 623 059 \$	22 722 \$
Bonsecours	498	27 488 300 \$	49 479 \$
Bouchette	761	46 448 935 \$	83 608 \$
Bowman	510	34 257 697 \$	61 664 \$
Brébeuf	804	30 203 100 \$	54 366 \$
Brigham	2 397	95 976 728 \$	172 758 \$
Bristol	1 070	75 147 325 \$	135 265 \$
Brome	293	16 221 150 \$	29 198 \$
Brownburg-Chatham	6 885	246 631 975 \$	104 903 \$
Bryson	733	18 979 382 \$	34 163 \$
Buckingham	11 673	386 360 331 \$	1 222 592 \$
Bury	1 155	48 002 144 \$	86 404 \$
Cabano	3 226	105 748 459 \$	209 382 \$
Cadillac	896	24 093 568 \$	43 368 \$
Calumet	528	14 928 480 \$	26 871 \$
Campbell's Bay	848	23 173 048 \$	41 711 \$
Cap-Chat	2 903	63 608 250 \$	112 006 \$
Caplan	2 142	56 305 736 \$	101 350 \$
Cap-Saint-Ignace	3 179	107 744 219 \$	205 791 \$
Cap-Santé	2 664	98 495 612 \$	177 292 \$
Carleton-Saint-Omer	4 194	130 240 761 \$	230 697 \$
Cascapédia-Saint-Jules	693	19 513 806 \$	35 125 \$
Causapscal	2 623	60 202 267 \$	108 364 \$
Cayamant	742	48 712 563 \$	87 683 \$
Chambord	1 649	85 351 350 \$	153 632 \$
Champlain	1 508	71 676 930 \$	129 018 \$
Champneuf	149	4 304 196 \$	7 748 \$
Chapais	1 857	33 073 183 \$	59 532 \$
Charlevoix	0	7 611 800 \$	13 701 \$
Charlevoix-Est	187	24 015 212 \$	43 227 \$
Charrette	971	32 221 691 \$	29 238 \$
Chartierville	367	24 781 640 \$	44 607 \$
Château-Richer	3 481	112 266 020 \$	236 881 \$
Chazel	414	6 475 991 \$	11 657 \$
Chénéville	799	27 439 887 \$	49 392 \$
Chertsey	4 122	219 013 379 \$	529 657 \$
Chester-Est	331	15 316 070 \$	27 569 \$
Chesterville	759	34 681 743 \$	62 427 \$
Chibougamau	8 331	244 227 687 \$	772 830 \$
Chichester	442	14 721 168 \$	26 498 \$
Chute-aux-Outardes	2 110	44 954 325 \$	80 918 \$
Chute-Saint-Philippe	861	38 432 010 \$	69 178 \$
Clarendon	1 393	71 776 900 \$	129 198 \$
Cléricky	485	18 758 331 \$	33 765 \$
Clermont	3072	145 140 161 \$	193 891 \$
Clermont	625	11 969 212 \$	21 545 \$
Clerval	347	8 216 663 \$	14 790 \$
Cleveland	1 555	55 521 730 \$	99 939 \$
Clordorme	1 002	15 806 856 \$	28 452 \$
Cloutier	357	8 119 100 \$	14 614 \$
Coaticook	9042	354 137 855 \$	497 297 \$
Colombier	929	17 018 777 \$	30 634 \$
Colombourg	692	20 164 159 \$	36 295 \$
Compton	2 971	137 776 919 \$	247 998 \$



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04**

**Question 37: A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2002 ventilées par catégories d'intervention**

Municipalité	Population	Richesse foncière	Facture 2002
Cookshire	1 484	48 976 741 \$	88 158 \$
Coteau-du-Lac	46570	224 134 933 \$	394 232 \$
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	1 236	25 226 099 \$	45 407 \$
Courcelles	994	35 429 303 \$	63 773 \$
Cowansville	12 171	425 995 862 \$	385 147 \$
D'Alembert	912	26 298 658 \$	47 338 \$
Danville	4 425	132 115 454 \$	234 176 \$
Daveluyville	1 034	29 891 745 \$	53 805 \$
Dégells	3 413	93 515 910 \$	197 319 \$
Délagé	2 103	53 441 495 \$	96 195 \$
Denholm	554	37 948 932 \$	68 308 \$
Des Ruisseaux	5 627	178 876 378 \$	543 098 \$
Desbiens	1 162	31 114 476 \$	56 006 \$
Deschailions-sur-Saint-Laurent	1 047	39 902 690 \$	71 825 \$
Deschambault	1 227	240 634 705 \$	433 142 \$
Destor	467	13 375 026 \$	24 075 \$
Disraeli	2 626	69 727 317 \$	125 509 \$
Disraeli	1 047	44 856 055 \$	80 741 \$
Dixville	732	31 762 920 \$	57 173 \$
Dolbeau-Mistassini	15100	499 358 438 \$	1 235 399 \$
Donnacona	5 576	239 457 246 \$	717 668 \$
Dosquet	944	24 581 259 \$	44 246 \$
Drummondville	47 019	1 778 616 285 \$	1 549 589 \$
Dubuisson	1 492	67 309 068 \$	121 156 \$
Dudswell	1 588	76 796 789 \$	138 234 \$
Duhamel	354	64 017 954 \$	115 232 \$
Duhamel-Ouest	681	43 690 307 \$	78 643 \$
Dundee	382	29 465 222 \$	53 037 \$
Dunham	3 613	176 271 891 \$	393 086 \$
Duparquet	673	20 988 350 \$	37 779 \$
Dupuy	1 059	22 479 756 \$	40 464 \$
Durham-Sud	965	34 628 552 \$	62 331 \$
East Angus	3 596	103 247 629 \$	224 047 \$
East Broughton	2 412	54 169 810 \$	97 506 \$
East Farnham	650	21 188 588 \$	38 139 \$
East Hereford	310	18 839 250 \$	33 911 \$
Eastman	1 365	121 012 455 \$	217 822 \$
Eaton	3 821	144 304 294 \$	264 860 \$
Egan-Sud	581	21 168 200 \$	38 103 \$
Elgin	449	21 812 692 \$	39 263 \$
Entrelacs	766	68 638 970 \$	123 550 \$
Escuminac	656	15 357 528 \$	27 644 \$
Esprit-Saint	451	8 878 915 \$	15 982 \$
Évain	3 734	113 628 875 \$	259 074 \$
Farnham	7986	293 472 695 \$	431 501 \$
Fassett	509	18 668 523 \$	33 603 \$
Ferland-et-Boilleau	649	18 283 509 \$	32 910 \$
Ferme-Neuve	3 043	105 814 212 \$	171 003 \$
Ferrmont	3119	270 703 624 \$	300 310 \$
Forestville	3 801	103 115 590 \$	240 259 \$
Fort-Coulonge	1 794	33 038 726 \$	59 470 \$
Forterville	705	20 684 264 \$	37 232 \$
Fossambault-sur-le-Lac	1005	81 045 920 \$	85 531 \$
Frampton	1 283	59 479 938 \$	107 064 \$
Franklin	1 642	82 216 874 \$	147 990 \$
Franquein	408	10 361 403 \$	18 651 \$
Freilighsburg	1 052	80 798 000 \$	145 436 \$
Frontenac	1 469	80 300 850 \$	144 542 \$
Fugèreville	369	10 770 890 \$	19 388 \$
Galichan	462	11 600 438 \$	20 881 \$
Galix	679	22 755 626 \$	40 960 \$
Gaspé	15 753	499 523 012 \$	1 500 000 \$
Girardville	1 330	33 340 656 \$	60 013 \$
Godbout	351	12 357 950 \$	22 244 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 37: A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2002 ventilées par catégories d'intervention

Municipalité	Population	Richesse foncière	Facture 2002
Godmanchester	1 518	69 281 379 \$	124 706 \$
Gore	1 271	87 318 682 \$	157 174 \$
Gracetfield	714	22 486 157 \$	40 475 \$
Grand-Calumet	747	29 407 203 \$	52 933 \$
Grande-Rivière	3 719	91 335 723 \$	208 245 \$
Grandes-Piles	352	22 711 808 \$	40 881 \$
Grande-Vallée	1 393	29 944 048 \$	53 899 \$
Grand-Métis	260	10 471 740 \$	18 849 \$
Grand-Remous	1 308	43 439 469 \$	78 191 \$
Grand-Saint-Esprit	494	21 917 500 \$	39 452 \$
Grenville	1 368	47 517 072 \$	85 531 \$
Grenville	1 903	129 269 858 \$	232 686 \$
Grondines	700	28 690 764 \$	51 643 \$
Gros-Mécatina	613	13 198 508 \$	23 757 \$
Grosses-Roches	441	9 506 616 \$	17 112 \$
Guérin	297	10 010 563 \$	18 019 \$
Ham-Nord	906	33 137 199 \$	59 647 \$
Hampden	153	10 888 452 \$	19 599 \$
Harrington	817	81 992 558 \$	147 587 \$
Hatley	731	60 947 828 \$	109 706 \$
Hatley	1 545	94 523 600 \$	170 142 \$
Havelock	853	41 692 144 \$	75 046 \$
Havre-Saint-Pierre	3 383	125 252 020 \$	256 767 \$
Hébertville	2 487	72 414 219 \$	130 346 \$
Hébertville-Station	1 370	28 000 033 \$	50 400 \$
Hemmingford	724	26 298 578 \$	47 337 \$
Hemmingford	1 697	103 168 100 \$	185 703 \$
Henryville	1 519	78 992 706 \$	142 187 \$
Héraultville	1 368	37 929 210 \$	68 273 \$
Hinchinbrooke	2 462	91 186 375 \$	164 135 \$
Honfleur	878	40 704 333 \$	73 268 \$
Hope	761	15 292 073 \$	27 526 \$
Hope Town	333	9 241 348 \$	16 634 \$
Howick	624	18 998 675 \$	34 198 \$
Huberdeau	958	33 422 423 \$	60 160 \$
Hudson	4811	380 648 645 \$	607 036 \$
Huntingdon	2 605	82 956 830 \$	149 322 \$
Inverness	806	44 437 910 \$	79 986 \$
Irlande	950	36 832 914 \$	66 299 \$
Ivry-sur-le-Lac	369	74 195 212 \$	133 551 \$
Kamouraska	674	32 910 801 \$	59 239 \$
Kamouraska	0	2 088 450 \$	3 759 \$
Kazabazua	764	54 115 922 \$	97 409 \$
Kiamika	716	31 099 725 \$	55 980 \$
Kingsbury	155	3 576 120 \$	6 437 \$
Kingsey Falls	2 088	116 750 645 \$	210 151 \$
Kinnear's Mills	345	19 375 234 \$	34 875 \$
Kipawa	604	29 370 390 \$	52 867 \$
La Bostonnais	530	18 317 793 \$	32 972 \$
La Conception	1 192	80 281 000 \$	144 506 \$
La Corne	617	16 946 306 \$	30 503 \$
La Côte-de-Beaupré	0	43 154 500 \$	77 678 \$
La Côte-de-Gaspé	0	1 029 710 \$	1 853 \$
La Croche	542	15 635 342 \$	28 144 \$
La Doré	1 602	40 961 055 \$	73 730 \$
La Durantaye	748	26 683 682 \$	48 031 \$
La Guadeloupe	1 705	55 540 867 \$	99 974 \$
La Haute-Côte-Nord	3	18 990 323 \$	34 183 \$
La Haute-Gaspésie	0	11 898 215 \$	21 417 \$
La Jacques-Cartier	0	1 936 960 \$	3 487 \$
La Macaza	1 013	71 725 767 \$	129 106 \$
La Malbaie	9403	377 683 783 \$	655 359 \$
La Martre	286	3 612 800 \$	6 503 \$
La Matapédia	24	33 401 048 \$	60 122 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 37: A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2002 ventilées par catégories d'intervention

Municipalité	Population	Richesse foncière	Facture 2002
La Minerve	1 077	106 768 075 \$	192 183 \$
La Mitis	0	9 729 184 \$	17 513 \$
La Morandière	273	4 756 777 \$	8 562 \$
La Motte	401	11 598 971 \$	20 878 \$
La Patrie	810	39 936 590 \$	71 886 \$
La Pocatière	4 992	207 561 787 \$	570 795 \$
La Présentation	1 951	110 890 075 \$	199 602 \$
La Rédemption	557	8 984 074 \$	16 171 \$
La Reine	432	6 241 711 \$	11 235 \$
La Sarre	8 115	276 435 625 \$	874 748 \$
La Trinité-des-Monts	284	6 856 075 \$	12 341 \$
La Tuque	11687	451 390 475 \$	749 432 \$
La Vallée-de-la-Gatineau	0	10 696 602 \$	19 254 \$
La Visitation-de-l'Île-Dupas	579	22 386 960 \$	40 297 \$
La Visitation-de-Yamaska	387	24 825 500 \$	44 686 \$
Labelle	2 379	113 241 165 \$	203 834 \$
Labrecque	1 341	29 631 378 \$	53 336 \$
Lac Beauport	5565	270 435 497 \$	475 670 \$
Lac Delage	400	24 027 773 \$	25 358 \$
Lac Saint-Joseph	95	71 232 381 \$	75 175 \$
Lac-au-Saumon	1 588	40 066 829 \$	72 120 \$
Lac-aux-Sables	1 432	65 476 034 \$	117 857 \$
Lac-Bouchette	1 335	40 329 244 \$	72 593 \$
Lac-Brome	5 151	439 561 155 \$	89 237 \$
Lac-des-Aigles	652	13 990 752 \$	25 183 \$
Lac-des-Écorces	1 066	22 266 629 \$	40 080 \$
Lac-des-Plages	415	38 864 475 \$	69 956 \$
Lac-des-Seize-Îles	200	28 473 835 \$	51 253 \$
Lac-Drolet	1 178	46 357 839 \$	83 444 \$
Lac-du-Cerf	443	30 752 250 \$	55 354 \$
Lac-Édouard	145	9 658 560 \$	17 385 \$
Lac-Étienne	3 986	146 813 978 \$	264 264 \$
Lac-Frontière	157	6 139 271 \$	11 051 \$
Lachute	11 247	404 718 998 \$	229 526 \$
Lac-Kénogami	1 498	79 478 621 \$	18 814 \$
Lacolle	2 442	104 849 559 \$	188 729 \$
Lac-Poulin	64	18 582 224 \$	33 448 \$
Lac-Saguenay	390	23 361 765 \$	42 051 \$
Lac-Sainte-Marie	489	82 717 889 \$	148 892 \$
Lac-Saint-Jean-Est	0	16 334 490 \$	6 587 \$
Lac-Saint-Paul	457	18 939 264 \$	34 091 \$
Lac-Sergeant	173	25 153 722 \$	45 277 \$
Lac-Simon	738	105 250 563 \$	189 451 \$
Lac-Supérieur	1 271	134 141 095 \$	241 454 \$
Laforce	485	2 786 853 \$	5 016 \$
Lamarche	568	9 378 025 \$	16 880 \$
Lambton	1 495	97 359 670 \$	175 247 \$
La-Mégantic	6065	256 603 114 \$	364 869 \$
Landrienne	1 030	25 831 100 \$	46 496 \$
L'Ange-Gardien	2 811	104 996 238 \$	188 993 \$
L'Annonciation	2 157	70 993 965 \$	127 789 \$
Lanoraie	3 960	155 699 399 \$	280 258 \$
L'Anse-Saint-Jean	1 221	33 965 148 \$	61 137 \$
Lanier	707	68 756 058 \$	123 761 \$
Larouche	1 143	35 098 804 \$	63 178 \$
L'Ascension	835	39 669 865 \$	71 406 \$
L'Ascension-de-Notre-Seigneur	2 016	50 314 797 \$	90 567 \$
L'Ascension-de-Patapédia	256	4 701 332 \$	8 462 \$
Latulipe-et-Gaboury	338	10 058 850 \$	18 106 \$
Launay	258	8 572 830 \$	15 431 \$
Laurier-Station	2 560	99 060 225 \$	178 308 \$
Laurierville	1 501	52 017 601 \$	93 493 \$
Lavaltrie	11 345	369 983 236 \$	1 036 505 \$
L'Avenir	1 322	43 090 617 \$	77 563 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 37: A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2002 ventilées par catégories d'intervention

Municipalité	Population	Richesse foncière	Facture 2002
Laverlochère	787	23 128 949 \$	41 632 \$
Lawrenceville	713	19 914 875 \$	35 847 \$
Le Bic	2 871	94 128 800 \$	169 432 \$
Le Domaine-du-Roy	0	31 413 200 \$	56 544 \$
Le Fjord-du-Saguenay	2	169 968 132 \$	305 943 \$
Le Haut-Saint-Maurice	262	116 186 160 \$	209 135 \$
Le Rocher-Percé	0	365 328 \$	658 \$
Lebel-sur-Quévillon	3 259	183 103 612 \$	362 545 \$
Leclercville	620	22 960 184 \$	41 328 \$
Lefebvre	801	22 468 992 \$	40 444 \$
Lejeune	392	8 760 154 \$	15 768 \$
Lemieux	340	10 699 892 \$	19 260 \$
L'Épiphanie	4 282	109 101 326 \$	273 844 \$
L'Épiphanie	2 925	101 127 552 \$	182 030 \$
Les Basques	0	199 185 \$	359 \$
Les Bergeronnes	710	23 036 995 \$	41 467 \$
Les Boules	398	10 574 740 \$	19 035 \$
Les Cèdres	5465	217 675 013 \$	382 869 \$
Les Côteaux	3 297	90 939 440 \$	180 056 \$
Les Éboulements	1 242	71 883 140 \$	129 390 \$
Les Escoumins	2 142	64 498 785 \$	116 098 \$
Les Hauteurs	629	13 859 378 \$	24 947 \$
Les Méchins	1 232	33 582 600 \$	60 449 \$
Leslie-Clapham-et-Huddersfield	962	53 816 697 \$	96 870 \$
L'Île-Cadiieux	125	21 067 600 \$	37 922 \$
L'Île-d'Anticosti	280	26 991 846 \$	48 585 \$
L'Île-du-Havre-Aubert	13 213	372 284 614 \$	673 506 \$
L'Île-Perrot	9603	312 613 033 \$	549 856 \$
Lingwick	443	29 675 825 \$	53 416 \$
L'Isle-aux-Allumettes	1 421	88 664 566 \$	159 596 \$
L'Isle-aux-Coudres	1 314	59 411 095 \$	106 940 \$
L'Islet	3 923	125 040 075 \$	224 994 \$
L'Isle-Verte	1 504	48 963 058 \$	88 134 \$
Litchfield	474	69 356 436 \$	124 842 \$
Lochaber	506	20 151 847 \$	36 273 \$
Lochaber-Partie-Ouest	470	28 255 194 \$	50 859 \$
Longue-Pointe-de-Mingan	544	11 995 785 \$	21 592 \$
Longue-Rive	1 440	24 995 150 \$	44 966 \$
Lorrainville	1 451	41 715 501 \$	75 088 \$
Lotbinière	942	38 611 316 \$	69 500 \$
Louiseville	7 791	268 454 673 \$	849 494 \$
Low	817	62 054 115 \$	111 697 \$
Lyster	1 576	58 635 128 \$	105 543 \$
Macamic	2 104	55 279 525 \$	94 408 \$
Maddington	420	10 472 300 \$	18 850 \$
Malartic	3 853	101 297 674 \$	236 024 \$
Mandeville	1 889	86 749 900 \$	156 150 \$
Manicouagan	43	42 626 616 \$	76 728 \$
Maniwaki	4 316	138 757 143 \$	352 443 \$
Manseau	937	25 882 753 \$	46 589 \$
Mansfield-et-Pontefract	2 216	79 133 003 \$	142 439 \$
Maplegrove	2 656	88 081 998 \$	158 548 \$
Marchand	1 476	73 139 935 \$	131 652 \$
Maria	2 616	89 281 614 \$	160 707 \$
Maria-Chapdelaine	205	43 542 135 \$	78 376 \$
Maricourt	512	21 338 700 \$	38 410 \$
Mariville	7906	288 299 951 \$	321 672 \$
Marsoui	403	6 444 621 \$	11 600 \$
Marston	629	29 105 510 \$	52 390 \$
Martinville	475	16 844 840 \$	30 321 \$
Maskinongé	2 185	79 298 761 \$	142 738 \$
Massueville	591	16 168 340 \$	29 103 \$
Matagami	1 994	55 192 305 \$	99 346 \$
Matane	15134	467 984 007 \$	780 603 \$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04**

**Question 37: A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2002 ventilées par catégories d'intervention**

Municipalité	Population	Richesse foncière	Facture 2002
Matane	0	1 488 200 \$	2 679 \$
Matapédia	696	28 166 577 \$	50 700 \$
Matawinie	98	19 657 879 \$	35 384 \$
Mayo	396	32 432 313 \$	58 378 \$
McWatters	1 958	64 150 733 \$	115 471 \$
Méknac	3	20 429 535 \$	36 773 \$
Melbourne	961	49 144 001 \$	88 459 \$
Messines	1 552	78 085 425 \$	140 554 \$
Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	4 431	143 002 096 \$	253 029 \$
Méts-sur-Mer	207	21 675 333 \$	39 016 \$
Milian	332	13 560 192 \$	24 408 \$
Mille-Isles	1 309	64 685 800 \$	116 434 \$
Moffet	241	6 460 680 \$	11 629 \$
Moisie	984	25 463 300 \$	45 834 \$
Montbeillard	827	23 417 950 \$	42 152 \$
Mont-Brun	546	11 153 150 \$	20 076 \$
Montcalm	509	43 483 200 \$	78 270 \$
Mont-Carmel	1 218	34 859 175 \$	62 747 \$
Montcerf-Lytton	726	22 191 944 \$	39 945 \$
Montebello	1 091	55 665 480 \$	100 198 \$
Mont-Joli	6749	214 431 218 \$	376 917 \$
Mont-Laurier	7 918	301 230 256 \$	953 208 \$
Mont-Lebel	361	9 049 976 \$	16 290 \$
Montmagny	12 029	425 302 555 \$	384 520 \$
Montpellier	873	43 620 580 \$	78 517 \$
Mont-Saint-Grégoire	3 151	145 290 700 \$	266 857 \$
Mont-Saint-Michel	615	20 937 290 \$	37 687 \$
Mont-Saint-Pierre	269	5 638 764 \$	10 150 \$
Morin-Heights	3001	225 371 791 \$	285 166 \$
Mulgrave-et-Derry	253	37 100 644 \$	66 781 \$
Murdochville	1 093	58 007 839 \$	104 414 \$
N.-D.-de-Bon-Secours-Pie-Nord	280	29 247 508 \$	52 646 \$
N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	830	27 638 634 \$	49 750 \$
Namur	583	18 479 188 \$	33 263 \$
Nantes	1 525	44 982 255 \$	80 968 \$
Napierville	3 117	109 119 983 \$	208 419 \$
Natashquan	399	7 354 875 \$	13 239 \$
N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	818	29 322 962 \$	52 781 \$
Nédélec	442	10 103 625 \$	18 187 \$
Neuville	3 532	139 277 007 \$	257 861 \$
New Carlsie	1 444	42 500 769 \$	76 501 \$
New Richmond	3 863	181 041 492 \$	421 827 \$
Newport	705	51 950 373 \$	93 511 \$
Nicolet	8 040	293 067 919 \$	616 202 \$
Norminque	2 169	132 445 180 \$	238 401 \$
Norbertville	252	7 375 475 \$	13 276 \$
Normandin	3 565	114 536 225 \$	248 544 \$
North Hatley	1 052	13 501 115 \$	24 302 \$
Northfield	823	66 693 000 \$	120 047 \$
Notre-Dame-de-Ham	516	73 564 109 \$	132 415 \$
Notre-Dame-de-la-Merci	375	9 875 992 \$	17 777 \$
Notre-Dame-de-la-Paix	832	72 551 365 \$	130 592 \$
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	687	27 796 782 \$	50 034 \$
Notre-Dame-de-Lorette	8737	386 963 924 \$	680 632 \$
Notre-Dame-de-Lourdes	224	3 787 654 \$	6 818 \$
Notre-Dame-de-Montauban	696	21 379 237 \$	38 483 \$
Notre-Dame-de-Pontmain	876	34 384 425 \$	61 892 \$
Notre-Dame-de-Portneuf	606	36 870 020 \$	66 366 \$
Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe	1 675	51 224 108 \$	92 203 \$
Notre-Dame-des-Bois	862	52 072 986 \$	93 731 \$
Notre-Dame-des-Monts	757	31 179 937 \$	56 124 \$
Notre-Dame-des-Neiges	916	18 725 374 \$	33 706 \$
Notre-Dame-des-Pins	1 339	54 152 490 \$	97 474 \$
	1 041	35 292 400 \$	63 526 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 37: A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2002 ventilées par catégories d'intervention

Municipalité	Population	Richesse foncière	Facture 2002
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs*	40	5 559 684 \$	10 525 \$
Notre-Dame-de-Stanbridge	769	35 353 636 \$	60 437 \$
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 393	46 436 332 \$	83 585 \$
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	987	44 293 674 \$	79 729 \$
Notre-Dame-du-Lac	2 157	84 441 775 \$	151 995 \$
Notre-Dame-du-Laus	1 470	95 301 660 \$	171 543 \$
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	5 050	141 772 775 \$	199 399 \$
Notre-Dame-du-Nord	1 225	37 190 031 \$	66 942 \$
Notre-Dame-du-Portage	1 337	75 913 443 \$	136 644 \$
Notre-Dame-du-Rosaire	400	12 823 480 \$	23 082 \$
Nouvelle	2 012	54 412 538 \$	97 943 \$
Noyan	1 046	58 582 965 \$	105 449 \$
Ogden	778	73 615 870 \$	132 509 \$
Oka	4 360	185 961 940 \$	267 687 \$
Ormstown	3 754	136 699 832 \$	240 779 \$
Pabos	8 667	263 769 560 \$	510 646 \$
Packington	648	19 063 215 \$	34 314 \$
Padoue	281	5 737 729 \$	10 328 \$
Palmarolle	1 534	36 893 512 \$	66 408 \$
Papineauville	2 373	93 152 396 \$	167 674 \$
Parent	391	8 898 760 \$	16 018 \$
Paréville	549	20 906 555 \$	37 632 \$
Paspébiac	3 508	96 222 598 \$	173 200 \$
Percé	3 646	96 512 600 \$	215 223 \$
Périlbonka	545	35 894 242 \$	64 610 \$
Peit Matane	1 380	35 915 220 \$	64 647 \$
Petite-Rivière-Saint-François	728	41 018 780 \$	73 834 \$
Petite-Vallée	214	4 000 458 \$	7 201 \$
Petit-Saguenay	916	16 584 537 \$	29 852 \$
Pierreville	2 410	76 581 394 \$	137 847 \$
Pincourt	10155	342 309 740 \$	592 521 \$
Piopolis	344	28 351 410 \$	51 033 \$
Plaisance	1 013	31 504 250 \$	56 708 \$
Plessisville	6 743	202 128 524 \$	486 493 \$
Plessisville	2 628	87 894 997 \$	158 211 \$
Pohénégamook	3 170	86 248 885 \$	164 735 \$
Pointe-à-la-Croix	1 651	37 428 326 \$	67 371 \$
Pointe-au-Père	4 312	129 041 895 \$	327 766 \$
Pointe-aux-Outardes	1 533	68 104 071 \$	122 587 \$
Pointe-des-Cascades	981	32 240 084 \$	58 032 \$
Pointe-Fortune	429	17 267 566 \$	31 082 \$
Pointe-Label	2 033	68 299 730 \$	122 940 \$
Pontiac	0	6 765 408 \$	12 178 \$
Pont-Rouge	7 096	223 443 753 \$	440 265 \$
Portage-du-Fort	271	6 792 390 \$	12 226 \$
Port-Cartier	6 772	411 615 379 \$	1 302 509 \$
Port-Daniel-Gascons	2 833	54 829 382 \$	98 693 \$
Portneuf	1 416	59 895 135 \$	107 811 \$
Portneuf	0	11 589 869 \$	20 862 \$
Potton	1 762	201 776 706 \$	363 198 \$
Poulaïries	740	14 670 692 \$	26 407 \$
Preissac	659	55 774 801 \$	100 395 \$
Price	1 811	34 980 620 \$	62 965 \$
Princeville	6 261	190 463 897 \$	433 661 \$
Racine	1 218	66 334 100 \$	119 401 \$
Ragueneau	1 575	38 252 628 \$	68 855 \$
Rapide-Danseau	264	6 360 443 \$	11 449 \$
Rapides-des-Joachims	192	6 666 325 \$	11 999 \$
Rawdon	9 171	324 468 117 \$	792 744 \$
Rémigny	352	8 731 107 \$	15 716 \$
Richelleu	4 981	192 367 765 \$	375 709 \$
Richmond	3 536	95 568 710 \$	175 368 \$
Rigaud	6 316	314 333 732 \$	528 436 \$
Rimouski	31 614	1 284 431 910 \$	802 330 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 37: A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2002 ventilées par catégories d'intervention

Municipalité	Population	Richesse foncière	Facture 2002
Rimouski-Est	2 069	62 214 296 \$	111 986 \$
Ripon	1 327	55 219 383 \$	99 395 \$
Ristigouche-Partie-Sud-Est	145	4 747 207 \$	8 545 \$
Rivière-à-Claude	172	3 862 005 \$	6 952 \$
Rivière-à-Pierre	700	34 406 362 \$	61 931 \$
Rivière-au-Tonnerre	441	9 764 107 \$	17 575 \$
Rivière-Beaudette	1 450	70 865 025 \$	127 557 \$
Rivière-Bleue	1 474	36 112 167 \$	65 002 \$
Rivière-Éternité	539	12 716 622 \$	22 890 \$
Rivière-Héva	1 009	32 483 039 \$	58 469 \$
Rivière-Ouelle	1 214	48 199 154 \$	86 758 \$
Rivière-Pentecôte	598	12 625 768 \$	22 726 \$
Rivière-Saint-Jean	306	5 053 796 \$	9 097 \$
Roberval	11 292	354 778 715 \$	1 122 656 \$
Rochebaucourt	205	2 578 458 \$	4 641 \$
Rollet	391	9 011 302 \$	16 220 \$
Roquemare	438	8 070 959 \$	14 528 \$
Rougemont	2 684	136 520 485 \$	245 737 \$
Rouyn-Noranda	7	1 564 160 \$	2 815 \$
Roxton	1 091	48 825 133 \$	87 885 \$
Roxton Falls	1 309	38 550 648 \$	69 391 \$
Roxton Pond	3 372	158 907 995 \$	296 153 \$
Sacré-Coeur	2 072	53 906 372 \$	97 031 \$
Sacré-Coeur-de-Jésus	579	27 009 138 \$	48 616 \$
Saint-Adalbert	677	20 612 282 \$	37 102 \$
Saint-Adelme	538	11 522 383 \$	20 740 \$
Saint-Adelphe	1 007	34 534 149 \$	62 161 \$
Saint-Adolphe-d'Howard	2 804	278 214 450 \$	344 376 \$
Saint-Adrien	538	16 679 923 \$	30 024 \$
Saint-Adrien-d'Irlande	359	16 656 188 \$	29 981 \$
Saint-Agapit	2 959	88 521 214 \$	159 338 \$
Saint-Almé	559	34 621 506 \$	62 319 \$
Saint-Almé-des-Lacs	951	38 736 724 \$	69 726 \$
Saint-Almé-du-Lac-des-Îles	814	38 183 808 \$	68 731 \$
Saint-Alban	1 147	41 425 014 \$	74 565 \$
Saint-Albert	1 535	53 089 957 \$	95 562 \$
Saint-Alexandre	2 388	105 901 530 \$	190 623 \$
Saint-Alexandre-de-Kamouraska	1 879	56 364 283 \$	101 456 \$
Saint-Alexandre-des-Lacs	347	5 563 600 \$	10 014 \$
Saint-Alexis	532	17 492 619 \$	31 487 \$
Saint-Alexis	796	36 385 336 \$	65 494 \$
Saint-Alexis-de-Matapédia	648	14 708 948 \$	26 476 \$
Saint-Alexis-des-Monts	2 796	118 491 000 \$	213 284 \$
Saint-Alfred	437	15 517 640 \$	27 932 \$
Saint-Alphonse	807	20 542 322 \$	36 976 \$
Saint-Alphonse	2 964	123 231 735 \$	221 817 \$
Saint-Alphonse-Rodriguez	2 680	132 097 050 \$	237 775 \$
Saint-Ambroise	3 623	83 359 931 \$	185 893 \$
Saint-Anaclet-de-Lessard	2 655	75 403 490 \$	135 726 \$
Saint-André	638	20 956 675 \$	37 722 \$
Saint-André-Avellin	3 504	121 708 305 \$	240 097 \$
Saint-André-d'Argenteuil	2 865	117 792 435 \$	212 026 \$
Saint-André-de-Restigouche	203	4 887 250 \$	8 797 \$
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	550	13 156 052 \$	23 681 \$
Saint-Anicet	2 607	158 534 350 \$	285 362 \$
Saint-Anselme	3 264	133 438 399 \$	240 078 \$
Saint-Antoine/Île-aux-Grues	171	13 505 052 \$	24 309 \$
Saint-Antoine-de-Tilly	1 429	80 633 193 \$	145 140 \$
Saint-Antoine-sur-Richelieu	1 548	83 480 875 \$	150 266 \$
Saint-Antoin	3 368	102 676 969 \$	210 488 \$
Saint-Apollinaire	3 983	148 040 710 \$	352 337 \$
Saint-Armand	1 269	82 052 090 \$	147 694 \$
Saint-Arsène	1 121	36 722 242 \$	66 100 \$
Saint-Atthanase	356	8 171 531 \$	14 709 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 37: A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2002 ventilées par catégories d'intervention

Municipalité	Population	Richesse foncière	Facture 2002
Saint-Aubert	1 399	63 186 960 \$	113 737 \$
Saint-Augustin	464	9 943 122 \$	17 898 \$
Saint-Augustin	876	15 141 811 \$	27 255 \$
Saint-Augustin-de-Woburn	717	34 050 711 \$	61 291 \$
Saint-Barnabé	1 366	40 017 350 \$	72 031 \$
Saint-Barnabé-Sud	951	50 223 996 \$	90 403 \$
Saint-Barthélemy	2 053	74 238 732 \$	133 630 \$
Saint-Basile	2 599	98 210 075 \$	176 778 \$
Saint-Benjamin	854	24 043 252 \$	43 278 \$
Saint-Benoît-Labre	1 577	64 150 049 \$	115 470 \$
Saint-Bernard	2 080	105 645 748 \$	190 162 \$
Saint-Bernard-de-Lacolle	1 520	96 072 066 \$	172 930 \$
Saint-Bernard-de-Michaudville	567	30 123 881 \$	54 223 \$
Saint-Blaise-sur-Richelieu	2 198	89 428 046 \$	160 970 \$
Saint-Bonaventure	1 026	48 611 178 \$	87 500 \$
Saint-Bruno	2 304	64 664 795 \$	116 397 \$
Saint-Bruno-de-Guigues	1 175	38 984 816 \$	70 173 \$
Saint-Bruno-de-Kamouraska	542	19 635 704 \$	35 344 \$
Saint-Calixte	5087	155 632 281 \$	240 305 \$
Saint-Carnille	463	19 013 764 \$	34 225 \$
Saint-Carnille-de-Leillis	930	26 983 638 \$	48 571 \$
Saint-Casimir	1 559	48 969 556 \$	88 145 \$
Saint-Célestin	727	22 341 570 \$	40 215 \$
Saint-Célestin	645	36 150 246 \$	65 070 \$
Saint-Césaire	4870	224 106 556 \$	200 038 \$
Saint-Charles-de-Bellechasse	2 231	90 409 018 \$	162 736 \$
Saint-Charles-de-Bourget	722	16 845 705 \$	30 322 \$
Saint-Charles-de-Drummond	5 820	195 273 866 \$	599 304 \$
Saint-Charles-Garnier	325	5 533 710 \$	9 961 \$
Saint-Charles-sur-Richelieu	1 863	106 024 920 \$	190 845 \$
Saint-Christophe-d'Arthabaska	2 402	82 001 800 \$	147 603 \$
Saint-Chrysostome	2 593	88 483 798 \$	159 271 \$
Saint-Claude	1 028	40 798 900 \$	73 438 \$
Saint-Clément	554	11 722 666 \$	21 101 \$
Saint-Cléophas	410	7 299 040 \$	13 138 \$
Saint-Cléophas-de-Brandon	278	6 934 512 \$	12 482 \$
Saint-Clet	1613	74 170 443 \$	78 275 \$
Saint-Côme	1 993	93 881 289 \$	168 986 \$
Saint-Côme-Linière	3 207	94 813 295 \$	169 121 \$
Saint-Cuthbert	2 048	78 696 825 \$	141 654 \$
Saint-Cyprien	1 193	36 521 447 \$	65 739 \$
Saint-Cyprien	593	18 659 349 \$	33 587 \$
Saint-Cyrille-de-Lessard	805	27 267 576 \$	49 082 \$
Saint-Cyrille-de-Wendover	3 878	117 220 958 \$	273 125 \$
Saint-Damase	464	11 888 763 \$	21 400 \$
Saint-Damase	2 451	152 882 998 \$	275 189 \$
Saint-Damase-de-L'Islet	647	19 040 400 \$	34 273 \$
Saint-Damien	2 084	93 271 475 \$	167 889 \$
Saint-Damien-de-Buckland	2 252	76 721 852 \$	138 099 \$
Saint-David	827	55 468 096 \$	99 843 \$
Saint-David-de-Falardeau	2 361	192 192 335 \$	345 946 \$
Saint-Denis	468	24 891 071 \$	44 804 \$
Saint-Denis-de-Brompton	2 513	136 217 011 \$	245 191 \$
Saint-Denis-sur-Richelieu	2 184	115 541 961 \$	207 976 \$
Saint-Didace	616	37 583 735 \$	67 651 \$
Saint-Dominique	2 267	104 802 650 \$	188 645 \$
Saint-Dominique-du-Rosaire	490	10 079 302 \$	18 143 \$
Saint-Donat	790	27 858 195 \$	50 145 \$
Saint-Donat	3 609	391 086 017 \$	38 230 \$
Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 192	47 880 969 \$	86 186 \$
Sainte-Agathe-Nord	1 564	118 570 200 \$	213 426 \$
Sainte-Angèle-de-Mérick	1 118	23 380 109 \$	42 084 \$
Sainte-Angèle-de-Monnoir	1 493	57 745 082 \$	103 941 \$
Sainte-Angèle-de-Prémont	637	22 207 215 \$	39 973 \$



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04  
**Question 37: A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2002 ventilées par catégories d'intervention**

Municipalité	Population	Richesse foncière	Facture 2002
Sainte-Anne-de-Beaupré	2 951	106 538 230 \$	191 769 \$
Sainte-Anne-de-la-Pérade	2 156	69 622 980 \$	125 321 \$
Sainte-Anne-de-la-Pocatière	1 895	57 415 162 \$	103 347 \$
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	640	24 810 613 \$	44 659 \$
Sainte-Anne-de-Portneuf	915	18 461 350 \$	33 230 \$
Sainte-Anne-de-Sabrevois	1 936	76 834 361 \$	138 302 \$
Sainte-Anne-des-Monts	6 900	180 372 504 \$	522 978 \$
Sainte-Anne-de-Sorel	2 727	96 960 631 \$	174 529 \$
Sainte-Anne-du-Lac	612	25 517 445 \$	45 931 \$
Sainte-Anne-du-Sault	1 370	39 068 484 \$	70 323 \$
Sainte-Apolline-de-Patton	661	19 138 061 \$	34 449 \$
Sainte-Aurélie	893	31 912 155 \$	57 442 \$
Sainte-Barbe	1 310	75 260 000 \$	135 468 \$
Sainte-Béatrix	1 699	71 022 013 \$	127 840 \$
Sainte-Blandine	2 162	57 518 651 \$	103 534 \$
Sainte-Brigide-d'Iberville	1 277	72 589 300 \$	130 661 \$
Sainte-Brigitte-de-Laval	3 497	105 184 988 \$	130 124 \$
Sainte-Brigitte-des-Saults	670	30 407 606 \$	54 734 \$
Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	4879	163 784 779 \$	261 194 \$
Sainte-Cécile-de-Lévrard	424	13 156 083 \$	23 681 \$
Sainte-Cécile-de-Milton	2 014	77 555 450 \$	139 600 \$
Sainte-Cécile-de-Whitton	845	35 905 250 \$	64 629 \$
Sainte-Christine	806	33 782 249 \$	60 808 \$
Sainte-Christine-d'Auvergne	338	25 894 434 \$	46 610 \$
Sainte-Claire	3 225	131 742 255 \$	260 850 \$
Sainte-Clotilde-de-Beauce	578	23 652 907 \$	42 575 \$
Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	1 539	83 541 125 \$	150 374 \$
Sainte-Clotilde-de-Horton	1 444	48 248 591 \$	86 647 \$
Sainte-Croix	2 440	104 771 344 \$	188 588 \$
Saint-Edmond	534	10 737 419 \$	19 327 \$
Saint-Edmond-de-Grantham	586	21 700 002 \$	39 060 \$
Saint-Édouard	1 252	59 285 205 \$	106 713 \$
Saint-Édouard-de-Fabre	702	24 487 450 \$	44 077 \$
Saint-Édouard-de-Lothbinière	1 304	50 433 157 \$	90 780 \$
Saint-Édouard-de-Maskinongé	683	20 629 917 \$	37 134 \$
Sainte-Edwidge-de-Clifton	565	30 944 400 \$	55 700 \$
Sainte-Élisabeth	1 455	67 696 891 \$	121 854 \$
Sainte-Élisabeth-de-Warwick	478	18 259 164 \$	32 866 \$
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	1 561	59 528 775 \$	107 152 \$
Sainte-Eulalie	968	32 374 928 \$	74 923 \$
Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	355	8 571 222 \$	15 428 \$
Sainte-Famille	887	53 094 478 \$	95 570 \$
Sainte-Félicité	1 256	28 093 070 \$	50 568 \$
Sainte-Félicité	439	9 684 006 \$	17 431 \$
Sainte-Flavie	997	30 705 550 \$	55 270 \$
Sainte-Florence	486	10 728 754 \$	19 312 \$
Sainte-Françoise	433	12 125 050 \$	21 825 \$
Sainte-Françoise	482	18 871 158 \$	33 968 \$
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	1 053	40 200 607 \$	72 361 \$
Sainte-Geneviève-de-Berthier	2 482	96 509 175 \$	173 717 \$
Sainte-Germaine-Boulé	1 097	20 019 326 \$	36 035 \$
Sainte-Gertrude-Manneville	824	14 792 809 \$	26 627 \$
Sainte-Hedwidge	845	21 032 105 \$	37 858 \$
Sainte-Hélène	921	24 365 440 \$	43 858 \$
Sainte-Hélène-de-Bagot	1 489	75 014 280 \$	135 026 \$
Sainte-Hélène-de-Mancebourg	411	8 396 109 \$	15 113 \$
Sainte-Hénédine	1 157	52 186 816 \$	93 936 \$
Sainte-Irène	337	9 796 176 \$	17 633 \$
Sainte-Jeanne-d'Arc	350	8 948 817 \$	16 108 \$
Sainte-Jeanne-d'Arc	1 130	25 535 624 \$	45 964 \$
Sainte-Julienne	7194	215 911 720 \$	358 473 \$
Sainte-Justine	1 914	65 045 898 \$	117 083 \$
Sainte-Justine-de-Newton	843	63 477 397 \$	114 259 \$
Saint-Élie	1 499	72 394 401 \$	65 690 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 37: A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2002 ventilées par catégories d'intervention

Municipalité	Population	Richesse foncière	Facture 2002
Saint-Éloi	326	11 251 654 \$	20 253 \$
Sainte-Louise	799	21 709 349 \$	39 077 \$
Saint-Elphège	302	19 023 552 \$	34 242 \$
Sainte-Lucie-de-Beauregard	382	8 312 752 \$	14 963 \$
Sainte-Lucie-des-Laurentides	1 061	58 254 325 \$	104 858 \$
Saint-Elzéar	528	13 688 048 \$	24 638 \$
Saint-Elzéar	355	5 934 408 \$	10 682 \$
Saint-Elzéar	1 692	78 988 359 \$	142 179 \$
Sainte-Madeleine	2 087	64 334 556 \$	115 802 \$
Sainte-Marceline-de-Kildare	1 303	56 430 130 \$	101 574 \$
Sainte-Marguerite	238	4 090 900 \$	7 364 \$
Sainte-Marguerite	1 000	51 984 188 \$	93 572 \$
Sainte-Marguerite--Estérel	2 581	253 822 295 \$	386 101 \$
Sainte-Marie-de-Blandford	502	19 436 899 \$	34 986 \$
Sainte-Marie-Madeleine	2 367	112 553 950 \$	202 597 \$
Sainte-Marie-Salomé	1 240	37 616 759 \$	67 710 \$
Sainte-Marthe	1 131	80 139 250 \$	144 251 \$
Sainte-Martine	3 786	172 916 425 \$	311 248 \$
Saint-Émile-de-Suffolk	507	20 934 100 \$	37 681 \$
Sainte-Monique	603	32 385 275 \$	58 263 \$
Sainte-Monique	962	35 704 254 \$	64 268 \$
Sainte-Odile-sur-Rimouski	1 432	45 445 536 \$	81 802 \$
Sainte-Paule	219	9 791 898 \$	17 625 \$
Sainte-Perpétue	2 014	46 628 855 \$	83 932 \$
Sainte-Perpétue	998	53 484 399 \$	96 272 \$
Sainte-Pétronille	1 077	66 520 191 \$	119 736 \$
Saint-Éphrem-de-Beauce	2 600	92 074 893 \$	165 735 \$
Saint-Épiphane	881	21 340 603 \$	38 413 \$
Sainte-Praxède	335	26 862 091 \$	48 352 \$
Sainte-Rita	382	9 808 598 \$	17 655 \$
Sainte-Rosalie	4 233	143 739 362 \$	360 786 \$
Sainte-Rosalie	1 601	96 267 744 \$	173 282 \$
Sainte-Rose-de-Watford	786	24 041 156 \$	43 274 \$
Sainte-Rose-du-Nord	408	13 702 046 \$	24 664 \$
Sainte-Sabine	415	12 257 735 \$	22 064 \$
Sainte-Sabine	1 039	51 870 337 \$	93 367 \$
Sainte-Séraphine	425	21 284 655 \$	38 312 \$
Sainte-Sophie-de-Lévrard	822	26 431 976 \$	47 578 \$
Sainte-Sophie-d'Halifax	644	25 479 328 \$	45 863 \$
Saint-Esprit	1 903	101 312 600 \$	182 363 \$
Sainte-Thècle	2 501	83 280 451 \$	149 905 \$
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	1 231	24 295 050 \$	43 731 \$
Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	429	30 470 229 \$	54 846 \$
Saint-Étienne-de-Beauharrois	799	54 872 136 \$	98 770 \$
Saint-Étienne-de-Bolton	420	39 186 630 \$	70 536 \$
Saint-Étienne-des-Grès	3 786	107 834 055 \$	245 862 \$
Saint-Eugène	1 084	46 718 989 \$	84 094 \$
Saint-Eugène	623	11 610 073 \$	20 898 \$
Saint-Eugène-d'Argentenay	424	14 227 368 \$	25 609 \$
Saint-Eugène-de-Guigues	467	17 903 930 \$	32 227 \$
Saint-Eugène-de-Ladrière	1 498	45 983 941 \$	82 771 \$
Sainte-Ursule	645	13 988 601 \$	25 179 \$
Saint-Eusèbe	620	26 967 799 \$	48 542 \$
Saint-Évariste-de-Forsyth	1 079	41 763 347 \$	75 174 \$
Sainte-Véronique	2 365	93 894 182 \$	169 010 \$
Sainte-Victoire-de-Sorel	1 852	55 133 026 \$	99 239 \$
Saint-Fabien	1 003	26 654 638 \$	47 978 \$
Saint-Fabien-de-Panet	3 159	176 872 100 \$	337 802 \$
Saint-Faustin-Lac-Carré	10887	418 725 484 \$	743 381 \$
Saint-Félicien	981	22 524 375 \$	40 544 \$
Saint-Félix-de-Dalquier	1 521	57 549 726 \$	103 590 \$
Saint-Félix-de-Kingsey	5 723	203 928 180 \$	451 701 \$
Saint-Félix-de-Valois	800	31 923 450 \$	57 462 \$
Saint-Félix-d'Otis	2 629	103 746 616 \$	186 744 \$
Saint-Ferdinand			

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04**

**Question 37: A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2002 ventilées par catégories d'intervention**

Municipalité	Population	Richesse foncière	Facture 2002
Saint-Ferréol-les-Neiges	2 459	174 127 850 \$	313 430 \$
Saint-Flavien	1 509	49 129 475 \$	88 433 \$
Saint-Fortunat	303	13 496 220 \$	24 293 \$
Saint-François	493	37 699 916 \$	67 860 \$
Saint-François/Rivière-du-Sud	1 609	66 994 344 \$	120 590 \$
Saint-François-d'Assise	861	15 600 766 \$	28 081 \$
Saint-François-de-Sales	751	18 171 145 \$	32 708 \$
Saint-François-du-Lac	1 963	65 262 362 \$	117 472 \$
Saint-François-Xavier-Brompton	2 226	63 862 884 \$	114 953 \$
Saint-Frédéric	288	7 462 447 \$	13 432 \$
Saint-Fulgence	1 056	37 850 299 \$	68 131 \$
Saint-Gabriel	2 017	57 354 466 \$	103 238 \$
Saint-Gabriel-de-Brandon	2 905	84 383 345 \$	151 890 \$
Saint-Gabriel-de-Rimouski	2 646	113 501 125 \$	204 302 \$
Saint-Gabriel-de-Valcartier	1 140	28 047 807 \$	50 486 \$
Saint-Gabriel-Lalemant	2 443	363 665 386 \$	96 048 \$
Saint-Gédéon	834	17 178 420 \$	30 921 \$
Saint-Gédéon	559	24 227 248 \$	43 609 \$
Saint-Gédéon-de-Beauce	1 993	71 389 905 \$	128 502 \$
Saint-Georges-de-Cacouna	1 712	52 572 513 \$	94 631 \$
Saint-Georges-de-Cacouna	1 098	36 562 358 \$	65 812 \$
Saint-Georges-de-Clarenceville	685	40 287 205 \$	72 517 \$
Saint-Georges-de-Windsor	1 014	63 457 275 \$	114 223 \$
Saint-Georges-Est	938	32 670 874 \$	62 583 \$
Saint-Gérard-Majella	3 534	126 534 030 \$	182 802 \$
Saint-Germain	266	17 364 182 \$	31 256 \$
Saint-Germain	285	9 393 398 \$	16 908 \$
Saint-Germain-de-Grantham	3 667	141 846 788 \$	241 610 \$
Saint-Gervais	1 982	71 067 035 \$	127 921 \$
Saint-Gilbert	309	9 606 212 \$	17 291 \$
Saint-Gilles	1 837	68 533 222 \$	123 360 \$
Saint-Godefroi	442	10 950 735 \$	19 711 \$
Saint-Guillaume	1 584	76 199 298 \$	137 159 \$
Saint-Guy	124	4 275 738 \$	7 696 \$
Saint-Henri-de-Lévis	3 958	171 281 399 \$	407 650 \$
Saint-Henri-de-Taillon	772	31 741 678 \$	52 411 \$
Saint-Herménégilde	596	40 154 483 \$	72 278 \$
Saint-Hilaire-de-Dorset	115	14 978 232 \$	26 961 \$
Saint-Hilarion	1 199	37 328 767 \$	67 192 \$
Saint-Honoré	3 836	113 213 727 \$	263 788 \$
Saint-Honoré-de-Shenley	1 674	58 498 771 \$	105 298 \$
Saint-Honoré-de-Témiscouata	784	19 193 353 \$	34 548 \$
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1 282	46 551 856 \$	83 793 \$
Saint-Hugues	1 306	72 939 130 \$	131 290 \$
Saint-Hyacinthe	39 428	1 677 158 292 \$	1 281 992 \$
Saint-Hyacinthe-le-Confesseur	1 187	47 425 816 \$	85 366 \$
Saint-Ignace-de-Loyola	1 959	60 906 582 \$	109 632 \$
Saint-Ignace-de-Stanbridge	668	43 652 765 \$	78 575 \$
Saint-Irénée	601	41 284 011 \$	74 311 \$
Saint-Isidore	2 590	94 668 215 \$	170 301 \$
Saint-Isidore-de-Clifton	2 420	106 845 975 \$	192 323 \$
Saint-Jacques	807	42 423 762 \$	76 363 \$
Saint-Jacques	3 713	142 059 089 \$	255 705 \$
Saint-Jacques/Wolfestown	182	8 685 636 \$	15 634 \$
Saint-Jacques-de-Leeds	759	30 841 850 \$	55 515 \$
Saint-Jacques-le-Mineur	1 665	70 756 211 \$	127 361 \$
Saint-Janvier-de-Joly	934	28 893 250 \$	52 008 \$
Saint-Jean	864	84 411 800 \$	151 941 \$
Saint-Jean-Baptiste	2 924	133 066 480 \$	239 520 \$
Saint-Jean-de-Brière	382	18 208 008 \$	32 774 \$
Saint-Jean-de-Chebourg	218	3 257 295 \$	5 863 \$
Saint-Jean-de-Dieu	1 750	38 706 802 \$	69 672 \$
Saint-Jean-de-la-Lande	304	8 101 342 \$	14 582 \$
Saint-Jean-de-la-Lande	823	24 191 487 \$	28 990 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 37: A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2002 ventilées par catégories d'intervention

Municipalité	Population	Richesse foncière	Facture 2002
Saint-Jean-de-Matha	3 833	165 348 595 \$	385 262 \$
Saint-Jean-Port-Joli	3 417	128 842 295 \$	271 857 \$
Saint-Jérôme-de-la-Lande	1 113	37 515 640 \$	67 528 \$
Saint-Joachim	1 511	49 865 958 \$	89 759 \$
Saint-Joachim-de-Courval	719	23 940 428 \$	43 093 \$
Saint-Joachim-de-Shefford	1 179	54 133 027 \$	97 439 \$
Saint-Joseph-de-Beauce	4 436	167 894 550 \$	323 849 \$
Saint-Joseph-de-Coleraine	1 708	84 636 700 \$	152 346 \$
Saint-Joseph-de-Ham-Sud	230	16 536 828 \$	29 766 \$
Saint-Joseph-de-Kamouraska	398	13 390 383 \$	24 103 \$
Saint-Joseph-de-Lepage	501	16 269 435 \$	29 285 \$
Saint-Joseph-des-Érables	462	22 161 447 \$	39 891 \$
Saint-Joseph-de-Sorel	1 730	109 528 234 \$	12 423 \$
Saint-Jude	1 102	54 475 282 \$	98 056 \$
Saint-Jules	554	22 136 907 \$	39 846 \$
Saint-Julien	426	14 014 800 \$	25 227 \$
Saint-Just-de-Bretenières	826	24 713 172 \$	44 484 \$
Saint-Juste-du-Lac	653	15 178 867 \$	27 322 \$
Saint-Justin	1 094	43 709 825 \$	78 678 \$
Saint-Lambert	260	2 788 725 \$	5 020 \$
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1 568	106 531 215 \$	191 756 \$
Saint-Lazare	13953	678 242 861 \$	1 192 964 \$
Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 198	36 462 713 \$	65 633 \$
Saint-Léandre	381	11 327 800 \$	20 390 \$
Saint-Léonard-d'Aston	2 269	89 371 416 \$	160 869 \$
Saint-Léonard-de-Portneuf	1 006	44 747 525 \$	80 546 \$
Saint-Léon-de-Standon	1 219	40 509 168 \$	72 917 \$
Saint-Léon-le-Grand	1 105	25 139 862 \$	45 252 \$
Saint-Léon-le-Grand	985	40 034 768 \$	72 063 \$
Saint-Liboire	2 825	119 667 241 \$	215 401 \$
Saint-Liguori	1 862	73 286 705 \$	131 916 \$
Saint-Lin-Laurentides	12893	393 881 960 \$	586 377 \$
Saint-Louis	709	31 695 890 \$	57 053 \$
Saint-Louis-de-Blandford	900	30 322 099 \$	54 580 \$
Saint-Louis-de-Gonzague	462	15 701 268 \$	28 262 \$
Saint-Louis-de-Gonzague	1 390	87 848 425 \$	158 127 \$
Saint-Louis-du-Hal Hal	1 456	35 200 741 \$	63 361 \$
Saint-Luc-de-Bellechasse	526	16 903 502 \$	30 426 \$
Saint-Luc-de-Matane	865	22 795 170 \$	41 031 \$
Saint-Luc-de-Vincennes	613	18 454 400 \$	33 218 \$
Saint-Luce--Luceville	2 845	101 705 432 \$	183 070 \$
Saint-Lucien	1 296	46 023 153 \$	82 842 \$
Saint-Ludger	1 232	45 976 150 \$	82 757 \$
Saint-Ludger-de-Milot	784	17 538 813 \$	31 570 \$
Saint-Magloire	733	25 735 088 \$	46 323 \$
Saint-Majorique-de-Grantham	878	36 170 360 \$	65 107 \$
Saint-Malachie	1 370	57 828 372 \$	104 091 \$
Saint-Malo	508	29 505 425 \$	53 110 \$
Saint-Marc-de-Figuery	614	18 442 475 \$	33 196 \$
Saint-Marc-des-Carrières	2 974	99 242 885 \$	178 637 \$
Saint-Marc-du-Lac-Long	464	13 196 574 \$	23 754 \$
Saint-Marcel	560	15 965 119 \$	28 737 \$
Saint-Marcel-de-Richelieu	619	39 568 725 \$	71 224 \$
Saint-Marcellin	323	12 351 350 \$	22 232 \$
Saint-Marc-sur-Richelieu	2 009	105 276 352 \$	189 497 \$
Saint-Martin	2 605	73 529 665 \$	132 353 \$
Saint-Mathias-sur-Richelieu	4 296	168 348 625 \$	422 555 \$
Saint-Mathieu	1 997	72 379 863 \$	130 284 \$
Saint-Mathieu-de-Beloeil	2 240	138 557 000 \$	249 403 \$
Saint-Mathieu-de-Rioux	541	25 335 896 \$	45 605 \$
Saint-Mathieu-d'Harcana	709	21 375 725 \$	38 476 \$
Saint-Mathieu-du-Parc	1 219	75 484 800 \$	68 467 \$
Saint-Maurice	2 287	70 836 922 \$	127 506 \$
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1 342	23 266 833 \$	41 880 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 37: A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2002 ventilées par catégories d'intervention

Municipalité	Population	Richesse foncière	Facture 2002
Saint-Médard	275	5 000 920 \$	9 002 \$
Saint-Michel	2 645	113 005 025 \$	203 409 \$
Saint-Michel-de-Bellechasse	1 677	81 580 186 \$	146 844 \$
Saint-Michel-des-Saints	2 594	145 040 674 \$	261 073 \$
Saint-Michel-du-Squatec	1 337	31 897 819 \$	57 416 \$
Saint-Modeste	901	33 950 039 \$	61 110 \$
Saint-Moise	605	13 796 051 \$	24 833 \$
Saint-Narcisse	1 876	57 728 091 \$	103 911 \$
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 063	63 424 950 \$	114 165 \$
Saint-Narcisse-de-Rimouski	1 012	29 704 673 \$	53 468 \$
Saint-Nazaire	2 030	48 884 010 \$	87 991 \$
Saint-Nazaire-d'Acton	878	42 534 450 \$	76 562 \$
Saint-Nazaire-de-Dorchester	408	12 073 206 \$	21 732 \$
Saint-Nérée	806	24 296 065 \$	43 733 \$
Saint-Nicéphore	10 264	298 098 430 \$	259 713 \$
Saint-Noël	475	8 320 127 \$	14 976 \$
Saint-Norbert	1 099	41 246 100 \$	74 243 \$
Saint-Norbert-d'Arthabaska	871	38 295 915 \$	68 925 \$
Saint-Octave-de-Métis	526	11 565 342 \$	20 818 \$
Saint-Odilon-de-Cranbourne	1 479	49 977 625 \$	89 960 \$
Saint-Omer	401	9 216 680 \$	16 590 \$
Saint-Onésime-d'Ixworth	648	15 920 478 \$	28 657 \$
Saint-Ours	1 639	73 098 961 \$	131 578 \$
Saint-Pacôme	1 699	46 207 350 \$	83 173 \$
Saint-Pamphile	2 913	83 257 127 \$	149 863 \$
Saint-Pascal	3 552	122 510 947 \$	214 434 \$
Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 111	52 692 792 \$	94 847 \$
Saint-Patrice-de-Sherington	2 009	101 469 422 \$	182 645 \$
Saint-Paul-d'Abbotsford	2 788	138 128 032 \$	248 630 \$
Saint-Paul-de-la-Croix	367	7 721 376 \$	13 898 \$
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	1 987	94 168 575 \$	169 503 \$
Saint-Paul-de-Montminy	843	29 410 300 \$	52 939 \$
Saint-Paulin	1 563	56 833 340 \$	102 300 \$
Saint-Philémon	846	30 515 187 \$	54 927 \$
Saint-Philibert	389	12 387 492 \$	22 297 \$
Saint-Philippe	3 917	142 018 340 \$	338 004 \$
Saint-Philippe-de-Néri	975	23 372 194 \$	42 070 \$
Saint-Pie	2 377	84 756 467 \$	152 562 \$
Saint-Pie	2 535	152 175 978 \$	273 917 \$
Saint-Pie-de-Guire	446	25 551 936 \$	45 993 \$
Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	854	35 439 236 \$	63 791 \$
Saint-Pierre-Baptiste	469	26 203 403 \$	47 166 \$
Saint-Pierre-de-Broughton	852	39 685 784 \$	71 434 \$
Saint-Pierre-de-Lamy	156	5 086 295 \$	9 155 \$
Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	1 997	90 826 126 \$	163 487 \$
Saint-Pierre-les-Becquets	1 297	47 718 153 \$	85 893 \$
Saint-Placide	1 553	77 851 400 \$	140 133 \$
Saint-Polycarpe	1 660	82 924 946 \$	149 265 \$
Saint-Prime	2 810	81 975 542 \$	147 556 \$
Saint-Prosper	3 863	98 832 282 \$	230 279 \$
Saint-Prosper	504	24 850 035 \$	44 730 \$
Saint-Raphaël	2 250	75 790 065 \$	136 422 \$
Saint-Raymond	9 016	315 549 825 \$	636 049 \$
Saint-Rémi	5833	231 637 591 \$	649 096 \$
Saint-Rémi-de-Tingwick	491	20 062 449 \$	36 112 \$
Saint-René	586	15 456 023 \$	27 821 \$
Saint-René-de-Matane	978	19 807 001 \$	35 653 \$
Saint-Robert	1 838	65 014 578 \$	117 026 \$
Saint-Robert-Bellarmin	805	23 393 923 \$	42 109 \$
Saint-Roch-de-l'Achigan	4 498	181 650 850 \$	468 659 \$
Saint-Roch-de-Mékinac	301	21 673 200 \$	39 012 \$
Saint-Roch-de-Richelieu	1 817	60 044 316 \$	108 080 \$
Saint-Roch-des-Aulnaies	980	37 186 272 \$	66 935 \$
Saint-Roch-Ouest	319	28 231 419 \$	50 817 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 37: A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2002 ventilées par catégories d'intervention

Municipalité	Population	Richesse foncière	Facture 2002
Saint-Romain	676	35 422 299 \$	63 760 \$
Saint-Rosaire	756	34 882 774 \$	62 789 \$
Saint-Samuel	696	19 692 770 \$	35 447 \$
Saints-Anges	954	45 397 108 \$	81 715 \$
Saint-Sauveur	4 823	436 889 250 \$	1 188 339 \$
Saint-Sauveur-des-Monts	3328	261 869 667 \$	357 398 \$
Saint-Sébastien	838	34 164 138 \$	61 495 \$
Saint-Sébastien	709	48 647 280 \$	87 565 \$
Saint-Sévère	345	13 879 899 \$	24 984 \$
Saint-Séverin	268	16 267 800 \$	29 282 \$
Saint-Séverin	917	31 744 025 \$	57 139 \$
Saint-Siméon	1 220	27 981 725 \$	50 367 \$
Saint-Siméon	1 487	47 413 627 \$	85 345 \$
Saint-Simon	482	15 244 398 \$	27 440 \$
Saint-Simon	1 181	75 201 995 \$	135 364 \$
Saint-Simon-les-Mines	415	15 751 860 \$	28 353 \$
Saint-Sixte	430	15 834 312 \$	28 502 \$
Saints-Martyrs-Canadiens	213	32 762 268 \$	58 972 \$
Saint-Stanislas	1 120	38 088 110 \$	68 559 \$
Saint-Stanislas	295	7 480 623 \$	13 465 \$
Saint-Stanislas-de-Kostka	1 607	90 480 803 \$	162 865 \$
Saint-Sulpice	3 497	125 354 422 \$	264 498 \$
Saint-Sylvère	862	33 997 419 \$	61 195 \$
Saint-Sylvestre	922	51 008 854 \$	91 816 \$
Saint-Télesphore	809	49 218 700 \$	88 594 \$
Saint-Tharcisius	511	9 351 394 \$	16 833 \$
Saint-Théodore-d'Acton	1 649	59 806 526 \$	107 652 \$
Saint-Théophile	822	38 658 480 \$	69 585 \$
Saint-Thomas-d'Aquin	4 178	184 104 664 \$	445 533 \$
Saint-Thomas-Didyme	785	22 428 623 \$	40 372 \$
Saint-Thurbe	361	11 051 800 \$	19 893 \$
Saint-Tite	3 959	132 921 771 \$	235 304 \$
Saint-Tite-des-Caps	1 527	51 094 933 \$	91 971 \$
Saint-Ubalde	1 480	68 777 479 \$	123 799 \$
Saint-Ulric	1 624	44 637 925 \$	80 348 \$
Saint-Urbain	1 487	48 611 680 \$	87 501 \$
Saint-Urbain-Premier	1 164	65 988 521 \$	118 779 \$
Saint-Valentin	472	27 674 909 \$	49 815 \$
Saint-Valère	1 343	44 906 241 \$	80 831 \$
Saint-Valérien	847	25 424 175 \$	45 764 \$
Saint-Valérien-de-Milton	1 767	96 024 356 \$	172 844 \$
Saint-Vallier	1 049	44 660 958 \$	80 390 \$
Saint-Venant-de-Paquette	105	6 121 113 \$	11 018 \$
Saint-Vianney	563	9 980 275 \$	17 964 \$
Saint-Victor	2 486	96 858 344 \$	174 345 \$
Saint-Wenceslas	1 087	51 088 111 \$	91 930 \$
Saint-Zacharie	2 130	64 280 138 \$	115 704 \$
Saint-Zénon	1 237	63 533 052 \$	114 359 \$
Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	435	9 905 151 \$	17 829 \$
Saint-Zéphirin-de-Courval	782	43 962 750 \$	79 133 \$
Saint-Zotique	4 288	167 927 120 \$	421 497 \$
Sayabec	1 910	65 279 283 \$	117 503 \$
Schefferville	281	2 401 834 \$	4 323 \$
Scotstown	687	12 103 083 \$	21 786 \$
Scott	1 714	61 787 964 \$	111 167 \$
Senneterre	3 376	99 108 306 \$	203 172 \$
Senneterre	1 108	32 589 089 \$	58 660 \$
Sept-Îles	24 235	1 282 154 095 \$	4 057 227 \$
Sept-Rivières	109	6 694 900 \$	12 051 \$
Shannon	3840	132 585 287 \$	144 059 \$
Shawinigan	53 042	1 746 110 720 \$	202 357 \$
Shawville	1 543	72 838 041 \$	131 108 \$
Sheen-Esher-Aberdeen-et-Malakoff	139	18 832 864 \$	33 899 \$
Shefford	5 129	229 228 490 \$	653 301 \$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04**

**Question 37: A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2002 ventilées par catégories d'intervention**

Municipalité	Population	Richesse foncière	Facture 2002
Shigawake	353	6 918 262 \$	12 453 \$
Shipsnaw	2 922	88 247 032 \$	20 889 \$
Sorel-Tracy	34 835	1 224 496 145 \$	231 480 \$
Stanbridge East	874	34 831 000 \$	62 696 \$
Stanbridge Station	363	20 848 757 \$	37 528 \$
Stanstead	3 291	93 526 340 \$	156 803 \$
Stanstead	1 006	157 231 533 \$	283 017 \$
Stanstead-Est	617	39 567 996 \$	71 222 \$
St-Boniface-de-Shawinigan	4 071	123 712 322 \$	150 922 \$
St-Cyprien-de-Napierville	1 353	84 648 387 \$	152 367 \$
Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine	441	10 120 460 \$	18 217 \$
St-Lambert-de-Lauzon	4 841	160 470 739 \$	436 480 \$
Stoke	2 712	94 233 327 \$	169 620 \$
Stoneham-et-Tewkesbury	5317	260 544 327 \$	452 162 \$
Stornoway	581	27 162 146 \$	48 892 \$
St-Pierre-Véronne-à-Pike-River	575	37 762 755 \$	67 973 \$
Stratford	818	72 989 656 \$	131 381 \$
Stukely-Sud	954	37 907 820 \$	68 234 \$
Sullivan	3 534	116 407 949 \$	252 605 \$
Sutton	1 800	70 653 370 \$	127 176 \$
Sutton	1 877	247 705 100 \$	445 869 \$
Tadoussac	917	48 430 992 \$	87 176 \$
Taschereau	590	10 151 551 \$	18 273 \$
Taschereau	494	6 233 396 \$	11 220 \$
Témiscaming	3 127	175 435 702 \$	335 082 \$
Témiscamingue	91	27 460 587 \$	49 429 \$
Terrasse-Vaudreuil	2061	73 785 925 \$	77 869 \$
Thorne	389	41 274 916 \$	74 295 \$
Thurso	2 498	133 792 550 \$	240 827 \$
Tingwick	1 307	58 308 810 \$	104 956 \$
Tourville	731	14 000 430 \$	25 201 \$
Trécesson	1 108	36 022 136 \$	64 840 \$
Tremblay	3 899	86 064 400 \$	26 371 \$
Très-Saint-Rédempteur	643	27 040 563 \$	48 673 \$
Très-Saint-Sacrement	1 305	68 505 320 \$	123 310 \$
Tring-Jonction	1 449	45 698 925 \$	82 258 \$
Trois-Pistoles	3 739	96 533 205 \$	220 096 \$
Trois-Rives	435	33 927 712 \$	61 070 \$
Ulverton	270	17 784 928 \$	32 013 \$
Upton	2 173	75 769 925 \$	136 386 \$
Val Senneville	2 624	82 431 934 \$	148 377 \$
Val-Alain	932	26 509 218 \$	47 717 \$
Val-Barrette	617	16 235 977 \$	29 225 \$
Val-Brillant	998	24 932 482 \$	44 878 \$
Valcourt	2 382	101 373 321 \$	182 472 \$
Valcourt	970	47 918 500 \$	86 253 \$
Val-David	3 988	191 515 950 \$	455 808 \$
Val-des-Bois	738	48 528 666 \$	87 352 \$
Val-des-Lacs	717	54 924 000 \$	98 863 \$
Val-d'Or	23376	985 466 012 \$	1 400 928 \$
Val-Joli	1 544	64 963 503 \$	116 934 \$
Vallée-de-l'Or	364	8 484 735 \$	15 273 \$
Vallée-Jonction	1 914	62 248 500 \$	112 047 \$
Val-Morin	2 351	147 627 018 \$	267 987 \$
Val-Racine	130	9 411 370 \$	16 940 \$
Val-Saint-Gilles	166	2 328 388 \$	4 191 \$
Vassan	1 035	25 459 256 \$	45 827 \$
Vaudreuil-Dorion	20650	900 383 404 \$	1 583 688 \$
Vaudreuil-sur-le-Lac	964	50 551 473 \$	90 993 \$
Venise-en-Québec	1 227	78 203 795 \$	140 767 \$
Victoriaville	39 828	1 361 977 868 \$	1 029 879 \$
Ville-Marie	2 924	111 067 377 \$	199 921 \$
Villerooy	532	17 367 926 \$	31 262 \$
Waltham	457	19 400 254 \$	34 920 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 37: A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2002 ventilées par catégories d'intervention

Municipalité	Population	Richesse foncière	Facture 2002
Warden	368	8 979 399 \$	16 163 \$
Warwick	4 981	196 395 574 \$	348 195 \$
Waterloo	4 381	125 888 432 \$	319 757 \$
Waterville (44080)	1 793	73 258 308 \$	131 865 \$
Weedon	2 738	96 384 844 \$	173 493 \$
Wentworth	419	72 386 300 \$	130 295 \$
Wentworth-Nord	1 129	132 759 505 \$	238 967 \$
Westbury	951	35 620 696 \$	64 117 \$
Wickham	2 514	89 573 455 \$	161 232 \$
Windsor	5 465	261 185 196 \$	706 324 \$
Wotton	1 623	53 882 236 \$	96 985 \$
Wright	1 260	48 669 072 \$	87 604 \$
Yamachiche	2 659	101 452 433 \$	182 614 \$
Yamaska	1 731	63 355 227 \$	114 039 \$
	2 268 412	89 865 557 328	155 353 891 \$



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04**

**Question 37: B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2003 ventilées par catégorie d'intervention**

Nom de la municipalité	Population 2003	Richesse foncière uniformisée 2001	Facture 2003
Abercorn	337	29 698 711 \$	53 458 \$
Abitibi	271	6 963 300 \$	12 534 \$
Abitibi-Ouest	105	910 616 \$	1 639 \$
Action Vale	7391	273 669 051 \$	660 205 \$
Adstock	2399	131 332 701 \$	236 399 \$
Aguanish	360	5 380 233 \$	9 684 \$
Albanel	2495	62 821 398 \$	113 079 \$
Albertville	345	7 482 166 \$	13 468 \$
Alleyn-et-Cawood	188	18 526 167 \$	33 347 \$
Alma	30589	1 395 405 273 \$	4 120 241 \$
Amherst	1259	94 251 484 \$	169 653 \$
Amos	13379	502 134 264 \$	1 506 403 \$
Amqui	6667	210 583 270 \$	631 750 \$
Ange-Gardien	2062	146 778 991 \$	264 202 \$
Angliers	332	11 431 114 \$	20 576 \$
Antoine-Labelle	10	23 657 836 \$	42 584 \$
Armagh	1617	50 273 614 \$	90 493 \$
Arundel	526	37 328 136 \$	67 191 \$
Asbestos	6627	335 071 943 \$	974 848 \$
Ascot Corner	2441	83 008 129 \$	149 415 \$
Aston-Jonction	410	16 450 963 \$	29 601 \$
Aucclair	541	13 177 759 \$	23 720 \$
Audet	743	28 925 856 \$	52 067 \$
Aumond	624	28 332 492 \$	50 998 \$
Authier	311	4 987 385 \$	8 977 \$
Authier-Nord	359	5 518 610 \$	9 933 \$
Avignon	0	167 021 \$	301 \$
Ayer's Cliff	1085	61 176 700 \$	110 118 \$
Bale-ComEAU	24344	1 318 666 585 \$	3 956 000 \$
Bale-des-Sables	651	16 785 341 \$	30 214 \$
Bale-du-Febvre	1165	68 991 955 \$	124 186 \$
Bale-James	1993	258 966 746 \$	466 140 \$
Bale-Johan-Beetz	89	2 478 626 \$	4 462 \$
Bale-Sainte-Catherine	276	9 602 270 \$	17 284 \$
Bale-Saint-Paul	7503	319 571 308 \$	459 205 \$
Baie-Trinité	626	19 853 181 \$	35 736 \$
Barkmere	45	18 366 600 \$	33 060 \$
Barnston-Ouest	592	42 360 834 \$	76 250 \$
Barraute	2043	51 424 015 \$	92 563 \$
Batiscan	899	36 977 636 \$	66 560 \$
Béarn	950	26 878 143 \$	48 381 \$
Beauceville	6332	226 855 452 \$	415 772 \$
Beaulac-Garthby	797	52 564 036 \$	94 615 \$
Beaumont	2142	102 945 941 \$	185 303 \$
Beaupré	2866	210 967 665 \$	379 742 \$
Bécanecour	11389	902 052 339 \$	2 706 157 \$
Bedford	2746	101 345 261 \$	182 421 \$
Bedford	817	38 023 326 \$	68 442 \$
Bégin	920	21 149 392 \$	38 069 \$
Belcourt	270	4 720 100 \$	8 496 \$
Belleterre	412	8 526 538 \$	15 348 \$
Berry	488	12 307 535 \$	22 154 \$
Berthier-sur-Mer	1308	65 551 488 \$	117 993 \$
Berthierville	4073	151 440 464 \$	366 486 \$
Béthanie	330	16 477 846 \$	29 660 \$
Biencourt	623	14 193 938 \$	25 549 \$
Blanc-Sablon	1248	39 313 603 \$	70 764 \$
Blue Sea	615	58 301 251 \$	104 942 \$
Boileau	219	24 906 735 \$	44 832 \$
Boischatel	4401	166 057 610 \$	428 429 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 37: B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2003 ventilées par catégorie d'intervention

Nom de la municipalité	Population	Richesse foncière	Facture 2003
Bois-Franc	449	23 438 745 \$	42 190 \$
Bolton-Est	707	59 092 451 \$	106 366 \$
Bolton-Ouest	621	82 642 869 \$	148 757 \$
Bonaventure	2797	95 006 744 \$	171 012 \$
Bonaventure	0	2 241 645 \$	4 035 \$
Bonne-Espérance	897	13 272 147 \$	23 890 \$
Bonsecours	510	29 456 895 \$	53 022 \$
Bouchette	742	47 137 720 \$	84 848 \$
Bowman	539	35 746 168 \$	64 343 \$
Brébeuf	812	32 271 136 \$	58 088 \$
Brigham	2289	100 393 338 \$	180 708 \$
Bristol	1062	71 670 612 \$	129 007 \$
B-Rivages-L.Écorces-VBarrette	2882	91 448 828 \$	164 608 \$
Brome	305	16 878 960 \$	30 382 \$
Brownsburg-Chatham	6919	244 457 889 \$	548 857 \$
Bryson	726	18 678 834 \$	33 622 \$
Bury	1182	57 190 019 \$	102 942 \$
Cabano	3219	106 525 967 \$	210 921 \$
Campbell's Bay	834	25 898 230 \$	46 617 \$
Cap-Chat	2936	62 481 183 \$	110 021 \$
Caplan	2076	54 885 665 \$	98 794 \$
Cap-Saint-Ignace	3198	109 699 411 \$	209 526 \$
Cap-Santé	2695	97 137 349 \$	174 847 \$
Carleton-Saint-Omer	4202	134 601 903 \$	242 283 \$
Cascapédia-Saint-Jules	689	19 534 093 \$	35 161 \$
Causapsal	2628	62 762 461 \$	112 972 \$
Cayamant	729	53 506 467 \$	96 312 \$
Chambord	1705	91 367 884 \$	164 462 \$
Champlain	1622	74 924 132 \$	134 863 \$
Champneuf	159	4 341 700 \$	7 815 \$
Chandler	8527	251 095 149 \$	486 110 \$
Chapais	1859	33 682 613 \$	60 629 \$
Charlevoix	0	7 564 522 \$	13 616 \$
Charlevoix-Est	187	22 734 950 \$	40 923 \$
Charrette	969	32 262 410 \$	58 072 \$
Chartierville	364	25 309 514 \$	45 557 \$
Château-Richer	3585	120 313 210 \$	261 080 \$
Chazel	394	6 309 647 \$	11 357 \$
Chénéville	785	27 080 135 \$	48 744 \$
Chertsey	4191	208 442 173 \$	504 092 \$
Chester-Est	335	17 648 200 \$	31 767 \$
Chesterville	789	39 402 095 \$	70 924 \$
Chibougamau	8346	264 771 246 \$	794 314 \$
Chichester	451	16 646 417 \$	29 964 \$
Chute-aux-Outardes	2037	45 270 010 \$	81 486 \$
Chute-Saint-Philippe	865	37 631 300 \$	67 736 \$
Clarendon	1413	77 591 875 \$	139 665 \$
Clermont	3087	146 145 744 \$	268 908 \$
Clermont	603	11 166 654 \$	20 100 \$
Cierval	345	9 356 135 \$	16 841 \$
Cleveland	1615	60 525 669 \$	108 946 \$
Cloridorme	975	15 500 642 \$	27 901 \$
Coaticook	9104	400 664 303 \$	1 021 886 \$
Colombier	913	17 232 408 \$	31 018 \$
Compton	3031	175 012 572 \$	322 023 \$
Cookshire-Eaton	5955	260 565 276 \$	473 614 \$
Coteau-du-Lac	5657	246 940 703 \$	740 822 \$
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	1206	24 680 057 \$	44 424 \$
Courcelles	978	36 650 403 \$	65 971 \$
Cowansville	12313	451 291 219 \$	1 353 874 \$
Danville	4462	122 941 837 \$	221 295 \$
Daveluyville	1023	31 312 176 \$	56 362 \$
Dégelis	3367	102 357 420 \$	209 833 \$
Délagé	2124	55 319 990 \$	99 576 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 37: B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2003 ventilées par catégorie d'intervention

Nom de la municipalité	Population	Richesse foncière	Facture 2003
Denholm	562	36 921 380 \$	66 458 \$
Des Ruisseaux	5656	194 584 478 \$	583 753 \$
Desbiens	1140	30 148 908 \$	54 268 \$
Deschallons-sur-Saint-Laurent	1066	41 977 216 \$	75 559 \$
Deschambault-Grondines	1997	265 455 657 \$	477 820 \$
Disraeli	2636	72 857 822 \$	131 144 \$
Disraeli	1044	48 433 439 \$	87 180 \$
Dixville	737	39 866 934 \$	71 760 \$
Dolbeau-Mistassini	15236	516 428 263 \$	1 549 285 \$
Donnacona	5656	269 365 006 \$	808 095 \$
Dosquet	931	25 078 355 \$	45 141 \$
Drummondville	47343	1 864 320 617 \$	5 592 962 \$
Dudswell	1661	81 693 554 \$	147 048 \$
Duhamel	357	65 469 924 \$	117 846 \$
Duhamel-Ouest	723	41 547 625 \$	74 786 \$
Dundee	407	30 247 628 \$	54 446 \$
Dunham	3344	181 864 947 \$	372 823 \$
Duparquet	676	20 517 409 \$	36 931 \$
Dupuy	1067	20 771 949 \$	37 390 \$
Durham-Sud	989	35 944 858 \$	64 701 \$
East Angus	3604	105 095 735 \$	234 363 \$
East Broughton	2431	57 808 091 \$	104 055 \$
East Farnham	546	22 346 880 \$	40 224 \$
East Hereford	318	25 448 549 \$	45 807 \$
Eastman	1347	123 582 602 \$	222 449 \$
Egan-Sud	582	21 558 200 \$	38 805 \$
Elgin	447	23 011 521 \$	41 421 \$
Entrelacs	792	71 349 242 \$	128 429 \$
Escuminac	649	16 488 666 \$	29 680 \$
Esprit-Saint	452	8 952 740 \$	16 115 \$
Farnham	7968	294 660 439 \$	786 973 \$
Fassett	511	19 473 200 \$	35 052 \$
Ferland-et-Bouilleau	644	18 448 920 \$	33 208 \$
Ferme-Neuve	3085	105 037 258 \$	169 748 \$
Fermont	2993	218 309 667 \$	392 957 \$
Forestville	3793	106 664 705 \$	243 196 \$
Fort-Coulonge	1749	33 762 044 \$	60 772 \$
Forterville	722	23 118 081 \$	41 613 \$
Fossambault-sur-le-Lac	1028	82 045 552 \$	147 682 \$
Frampton	1291	59 415 899 \$	106 949 \$
Franklin	1663	81 380 889 \$	146 486 \$
Franquejin	415	9 996 131 \$	17 993 \$
Freilighsburg	1078	82 392 962 \$	148 307 \$
Frontenac	1481	84 126 563 \$	151 428 \$
Fugèreville	361	11 115 837 \$	20 009 \$
Gallichan	466	9 932 862 \$	17 879 \$
Galix	675	23 796 056 \$	42 833 \$
Gaspé	15662	494 094 066 \$	1 482 282 \$
Girardville	1334	34 632 962 \$	62 339 \$
Godbout	359	12 127 837 \$	21 830 \$
Godmanchester	1532	70 656 287 \$	127 181 \$
Gore	1260	93 675 337 \$	168 616 \$
Grand-Calumet	730	30 938 211 \$	55 689 \$
Grande-Rivière	3643	89 209 272 \$	198 937 \$
Grandes-Piles	378	25 940 893 \$	46 694 \$
Grande-Vallée	1385	29 783 026 \$	53 609 \$
Grand-Métis	285	10 610 918 \$	19 100 \$
Grand-Remous	1296	46 642 125 \$	83 956 \$
Grand-Saint-Esprit	495	22 098 400 \$	39 777 \$
Grandville-sur-le Rouge	2620	145 565 946 \$	262 019 \$
Grenville	1391	49 334 620 \$	88 802 \$
Gros-Mécatina	605	14 208 741 \$	25 576 \$
Grosses-Roches	457	9 766 079 \$	17 579 \$
Guérin	303	9 677 265 \$	17 419 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 37: B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2003 ventilées par catégorie d'intervention

Norm de la municipalité	Population	Richesse foncière	Facture 2003
Harn-Nord	943	36 311 600 \$	65 361 \$
Hampten	165	11 896 896 \$	21 414 \$
Harrington	808	86 189 268 \$	155 141 \$
Hatley	721	66 015 937 \$	118 829 \$
Hatley	1533	99 180 657 \$	178 525 \$
Havelock	840	44 770 990 \$	80 588 \$
Havre-Saint-Pierre	3367	129 104 719 \$	264 665 \$
Hébertville	2509	77 180 847 \$	138 926 \$
Hébertville-Station	1368	28 472 334 \$	51 250 \$
Hemmingford	715	26 851 200 \$	48 332 \$
Henryville	1709	106 502 206 \$	191 704 \$
Hérouxville	1517	89 207 138 \$	160 573 \$
Hinchinbrooke	1347	37 394 828 \$	67 311 \$
Honfleur	2449	93 864 117 \$	168 955 \$
Hope	866	44 696 287 \$	80 453 \$
Hope	748	15 501 559 \$	27 903 \$
Hope Town	333	8 500 992 \$	15 302 \$
Howick	621	19 403 510 \$	34 926 \$
Huberdeau	949	33 316 805 \$	59 970 \$
Hudson	4965	390 164 861 \$	1 072 953 \$
Huntingdon	2667	82 203 293 \$	147 966 \$
Inverness	847	44 436 384 \$	79 985 \$
Irlande	949	37 622 208 \$	67 720 \$
Kamouraska	703	33 293 229 \$	59 928 \$
Kamouraska	0	2 009 900 \$	3 618 \$
Kazabazua	793	56 077 845 \$	100 940 \$
Kiamika	735	31 910 634 \$	57 439 \$
Kingsbury	154	3 710 500 \$	6 679 \$
Kingsley Falls	2059	122 183 188 \$	219 930 \$
Kinnear's Mills	362	19 580 400 \$	35 245 \$
Kipawa	591	27 217 834 \$	48 992 \$
La Bostonnais	528	18 835 865 \$	33 905 \$
La Conception	1120	87 045 504 \$	156 682 \$
La Corne	624	18 090 255 \$	32 562 \$
La Côte-de-Beaupré	0	42 487 031 \$	76 477 \$
La Côte-de-Gaspé	0	1 903 900 \$	3 427 \$
La Croche	570	15 881 303 \$	28 586 \$
La Doré	1613	42 501 612 \$	76 503 \$
La Durantaye	738	27 306 228 \$	49 151 \$
La Guadeloupe	1714	54 702 370 \$	98 464 \$
La Haute-Côte-Nord	3	19 547 843 \$	35 186 \$
La Haute-Gaspésie	0	10 813 608 \$	19 464 \$
La Jacques-Cartier	0	2 050 588 \$	3 691 \$
La Malbaie	9371	396 556 976 \$	947 573 \$
La Martre	277	3 030 636 \$	5 455 \$
La Matapédia	24	33 586 196 \$	60 455 \$
La Minerve	1088	109 054 509 \$	196 298 \$
La Mitis	0	9 885 528 \$	17 794 \$
La Morandière	289	5 071 887 \$	9 129 \$
La Motte	406	12 172 888 \$	21 911 \$
La Patrie	823	39 857 979 \$	71 744 \$
La Pocatière	4747	216 187 679 \$	579 383 \$
La Présentation	1943	117 749 497 \$	211 949 \$
La Rédemption	549	9 815 025 \$	17 667 \$
La Reine	399	5 382 765 \$	9 689 \$
La Sarre	8055	278 056 752 \$	834 170 \$
La Trinité-des-Monts	289	7 347 243 \$	13 225 \$
La Tuque	11590	427 837 138 \$	1 283 511 \$
La Vallée-de-la-Gatineau	0	10 924 844 \$	19 665 \$
La Visitation-de-l'Île-Dupas	576	23 449 860 \$	42 210 \$
La Visitation-de-Yamaska	393	25 575 378 \$	46 036 \$
Labelle	2323	113 388 337 \$	204 099 \$
Labrecque	1336	30 716 050 \$	55 289 \$
Lac Beauport	5662	289 412 985 \$	868 239 \$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04**

**Question 37: B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2003 ventilées par catégorie d'intervention**

Nom de la municipalité	Population	Richesse foncière	Facture 2003
Lac Brome	5477	454 894 370 \$	1 364 683 \$
Lac Delage	431	24 991 979 \$	44 986 \$
Lac Saint-Joseph	124	69 493 644 \$	125 089 \$
Lac-au-Saumon	1566	40 890 488 \$	73 603 \$
Lac-aux-Sables	1378	65 548 252 \$	117 987 \$
Lac-Bouchette	1361	41 542 096 \$	74 776 \$
Lac-des-Algès	666	14 696 014 \$	26 453 \$
Lac-des-Piages	397	40 509 914 \$	72 918 \$
Lac-des-Seize-Îles	218	29 582 586 \$	53 249 \$
Lac-Drolet	1148	51 875 975 \$	93 377 \$
Lac-du-Cerf	442	31 823 984 \$	57 283 \$
Lac-Édouard	145	9 790 368 \$	17 623 \$
Lac-Étchemin	3956	152 719 035 \$	274 893 \$
Lac-Frontière	158	6 422 334 \$	11 560 \$
Lachute	11572	432 168 905 \$	1 296 507 \$
Lacolle	2455	112 332 442 \$	202 198 \$
Lac-Poulin	79	19 485 273 \$	35 073 \$
Lac-Sagunay	412	23 875 970 \$	42 977 \$
Lac-Sainte-Marie	497	90 801 227 \$	163 442 \$
Lac-Saint-Jean-Est	0	3 958 416 \$	7 125 \$
Lac-Saint-Paul	437	21 505 200 \$	38 709 \$
Lac-Sergeant	231	26 842 006 \$	48 316 \$
Lac-Simon	714	105 163 344 \$	189 294 \$
Lac-Supérieur	1397	138 129 702 \$	248 633 \$
Laforce	476	3 473 144 \$	6 252 \$
Lamarche	558	10 180 374 \$	18 325 \$
Lambton	1529	96 966 956 \$	174 541 \$
La-Mégantic	5999	295 826 197 \$	887 479 \$
Landrienne	1037	26 224 526 \$	47 204 \$
L'Ange-Gardien	2866	104 063 656 \$	187 315 \$
Lanoraie	3906	160 026 637 \$	288 047 \$
L'Anse-Saint-Jean	1208	34 990 113 \$	62 982 \$
Lantier	691	73 785 000 \$	132 813 \$
L'Ascension	807	40 701 573 \$	73 263 \$
L'Ascension-de-Notre-Seigneur	1994	51 018 194 \$	91 833 \$
L'Ascension-de-Patapédia	233	4 378 563 \$	7 881 \$
Latulipe-et-Gaboury	352	10 657 435 \$	19 183 \$
Launay	254	8 457 112 \$	15 223 \$
Laurier-Station	2477	97 784 444 \$	176 012 \$
Laurierville	1537	54 961 624 \$	98 931 \$
Lavaltrie	11239	372 865 006 \$	1 068 706 \$
L'Avenir	1304	48 038 718 \$	86 470 \$
Lavertochère	780	23 314 666 \$	41 966 \$
Lawrenceville	660	19 975 241 \$	35 955 \$
Le Bic	2909	95 512 072 \$	171 922 \$
Le Domaine-du-Roy	0	30 018 285 \$	54 033 \$
Le Fjord-du-Saguenay	2	181 245 815 \$	326 242 \$
Le Haut-Saint-Maurice	262	120 089 682 \$	216 161 \$
Le Rocher-Percé #	0	374 461 \$	674 \$
Lebel-sur-Quévillon	3259	188 652 866 \$	373 533 \$
Leclercville	627	22 897 459 \$	41 215 \$
Lefebvre	802	24 013 990 \$	43 225 \$
Lejeune	383	9 734 012 \$	17 521 \$
Lemieux	340	12 265 952 \$	22 079 \$
L'Épiphanie	4282	107 083 681 \$	268 780 \$
L'Épiphanie	2978	115 110 270 \$	207 198 \$
Les Basques	0	265 851 \$	479 \$
Les Bergeronnes	729	24 262 049 \$	43 672 \$
Les Cèdres	5349	222 767 141 \$	659 391 \$
Les Coteaux	3205	96 988 159 \$	192 033 \$
Les Éboulements	1265	71 885 578 \$	129 394 \$
Les Escoumins	2108	62 264 524 \$	112 076 \$
Les Hauteurs	602	14 570 953 \$	26 228 \$
Les Îles-de-la-Madeleine	13201	383 169 227 \$	693 188 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 37: B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2003 ventilées par catégorie d'intervention

Nom de la municipalité	Population	Richesse foncière	Facture 2003
Les Méchins	1228	36 234 431 \$	65 222 \$
Leslie-Clapham-et-Huddersfield	914	57 276 487 \$	103 098 \$
L'île-Cadieux	129	23 045 820 \$	41 482 \$
L'île-d'Anticosti	282	24 293 722 \$	43 729 \$
L'île-Perrot	9723	325 321 146 \$	975 963 \$
Lingwick	439	32 503 847 \$	58 507 \$
L'isle-aux-Allumettes	1447	88 364 112 \$	159 055 \$
L'isle-aux-Coudres	1318	60 345 626 \$	108 622 \$
L'islet	3877	130 374 842 \$	234 675 \$
L'isle-Verte	1490	50 697 721 \$	91 256 \$
Litchfield	484	64 974 383 \$	116 954 \$
Lochaber	499	21 185 280 \$	38 134 \$
Lochaber-Partie-Ouest	479	29 379 774 \$	52 884 \$
Longue-Pointe-de-Mingan	525	12 207 785 \$	21 974 \$
Longue-Rive	1412	26 647 406 \$	47 938 \$
Lorrainville	1444	44 240 204 \$	79 632 \$
Lotbinière	987	39 823 836 \$	71 683 \$
Louiseville	7754	270 229 557 \$	810 689 \$
Low	838	62 764 717 \$	112 976 \$
Lyster	1664	66 565 838 \$	119 819 \$
Macamic	2842	74 295 562 \$	133 732 \$
Maddington	447	10 222 054 \$	18 400 \$
Malartic	3858	97 895 614 \$	228 097 \$
Mandeville	1951	86 276 145 \$	155 297 \$
Manicouagan	43	47 661 970 \$	85 792 \$
Maniwaki	4392	144 532 076 \$	367 111 \$
Manseau	943	30 805 087 \$	55 449 \$
Mansfield-et-Pontefract	2171	82 516 078 \$	148 529 \$
Maria	2553	92 145 578 \$	165 862 \$
Maria-Chapdelaine	205	42 153 216 \$	75 876 \$
Maricourt	501	21 761 488 \$	39 171 \$
Marieville	7608	315 751 342 \$	711 198 \$
Marsoui	399	6 590 600 \$	11 863 \$
Marston	625	29 586 004 \$	53 255 \$
Martinville	479	20 118 278 \$	36 213 \$
Maskinongé	2241	84 100 679 \$	151 381 \$
Massueville	589	14 585 485 \$	26 254 \$
Matagami	2026	54 659 847 \$	98 388 \$
Matane	15207	551 692 623 \$	1 512 989 \$
Matane	0	2 962 179 \$	5 332 \$
Matapédia	732	24 901 079 \$	44 822 \$
Matawinie	98	21 757 451 \$	39 163 \$
Mayo	427	29 679 355 \$	53 423 \$
Mékinac	3	20 808 216 \$	37 455 \$
Melbourne	948	50 167 627 \$	90 302 \$
Messines	1566	81 372 287 \$	146 470 \$
Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	4364	141 361 512 \$	284 306 \$
Métis-sur-Mer	605	35 233 969 \$	63 421 \$
Milam	316	16 374 221 \$	29 474 \$
Mille-Isles	1270	68 159 208 \$	122 687 \$
Moffet	235	6 419 497 \$	11 555 \$
Moisie	960	24 364 557 \$	43 856 \$
Montcalm	521	44 470 098 \$	80 046 \$
Mont-Carmel	1247	35 371 003 \$	63 668 \$
Montcerf-Lytton	716	22 757 470 \$	40 963 \$
Montebello	1093	53 314 700 \$	95 966 \$
Mont-Joli	6731	227 043 366 \$	655 717 \$
Mont-Laurier	7777	302 049 952 \$	906 150 \$
Montmagny	11825	439 654 290 \$	1 318 963 \$
Montpeller	805	45 741 500 \$	82 335 \$
Mont-Saint-Grégoire	3192	151 120 193 \$	280 333 \$
Mont-Saint-Michel	621	21 273 038 \$	38 291 \$
Mont-Saint-Pierre	246	5 138 980 \$	9 250 \$
Morin-Heights	2817	232 357 777 \$	418 244 \$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04**

**Question 37: B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2003 ventilées par catégorie d'intervention**

Nom de la municipalité	Population	Richesse foncière	Facture 2003
Mulgrave-et-Derry	256	36 672 576 \$	66 011 \$
Murdochville	1150	33 148 762 \$	59 668 \$
N.-D.-de-Bon-Secours-Pite-Nord	279	30 814 452 \$	55 466 \$
N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	804	27 740 664 \$	49 933 \$
Namur	565	19 423 311 \$	34 962 \$
Nantes	1468	47 975 016 \$	86 355 \$
Napierville	3092	116 210 105 \$	213 827 \$
Natashquan	385	7 019 554 \$	12 635 \$
N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	811	30 105 158 \$	54 189 \$
Nédélec	449	10 511 584 \$	18 921 \$
Neuville	3510	142 878 916 \$	264 529 \$
New Carlisle	1430	43 781 866 \$	78 807 \$
New Richmond	3850	163 484 648 \$	380 919 \$
Nicolet	7963	304 661 639 \$	698 467 \$
Nominigue	2150	134 355 253 \$	241 839 \$
Norbertville	270	8 464 665 \$	15 236 \$
Normandin	3593	117 926 978 \$	255 902 \$
Normétal	1067	13 544 297 \$	24 380 \$
North Hatley	773	71 771 744 \$	129 189 \$
Notre-Dame-de-Ham	383	11 529 366 \$	20 753 \$
Notre-Dame-de-la-Merci	852	76 067 616 \$	136 922 \$
Notre-Dame-de-la-Paix	706	29 783 237 \$	53 610 \$
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	8568	406 647 446 \$	1 219 942 \$
Notre-Dame-de-Lorette	221	3 849 034 \$	6 928 \$
Notre-Dame-de-Lourdes	714	23 153 745 \$	41 677 \$
Notre-Dame-de-Montauban	894	35 421 265 \$	63 758 \$
Notre-Dame-de-Pontmain	612	36 796 616 \$	66 234 \$
Notre-Dame-des-Bois	757	34 252 751 \$	61 655 \$
Notre-Dame-des-Monts	863	18 474 672 \$	33 254 \$
Notre-Dame-des-Neiges	1304	56 090 237 \$	100 962 \$
Notre-Dame-des-Pins	1026	37 083 513 \$	66 750 \$
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	40	6 177 807 \$	11 120 \$
Notre-Dame-de-Stanbridge	746	50 266 855 \$	90 480 \$
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1445	46 773 781 \$	84 193 \$
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	995	45 772 300 \$	82 390 \$
Notre-Dame-du-Lac	2158	74 392 604 \$	133 907 \$
Notre-Dame-du-Laus	1454	98 057 638 \$	176 504 \$
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	5083	143 808 539 \$	401 226 \$
Notre-Dame-du-Nord	1238	36 903 628 \$	66 427 \$
Notre-Dame-du-Portage	1256	79 108 148 \$	142 395 \$
Notre-Dame-du-Rosaire	395	14 475 930 \$	26 057 \$
Nouvelle	2006	54 823 866 \$	98 683 \$
Noyan	1092	68 455 200 \$	123 219 \$
Ogden	770	73 849 200 \$	132 929 \$
Oka	4421	199 187 730 \$	368 536 \$
Ormstown	3756	144 853 530 \$	260 736 \$
Packington	608	18 863 397 \$	33 954 \$
Padoue	284	5 759 039 \$	10 366 \$
Palmarolle	1552	37 535 821 \$	67 564 \$
Papineauville	2338	96 050 299 \$	172 891 \$
Parent	378	9 869 285 \$	17 765 \$
Parisville	548	24 351 450 \$	43 833 \$
Paspébiac	3442	97 231 234 \$	175 016 \$
Percé	3673	99 745 104 \$	222 432 \$
Pérbonka	550	40 222 975 \$	72 401 \$
Petite-Rivière-Saint-François	739	41 942 458 \$	75 496 \$
Petite-Vallée	216	4 404 608 \$	7 928 \$
Petit-Saguenay	875	16 956 113 \$	30 521 \$
Pierreville	2461	86 931 272 \$	156 476 \$
Pincourt	10117	360 054 161 \$	1 080 162 \$
Piopolis	333	30 552 228 \$	54 994 \$
Plaisance	1014	30 786 373 \$	55 415 \$
Plessisville	6793	205 554 983 \$	616 665 \$
Plessisville	2695	93 305 647 \$	167 950 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 37: B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2003 ventilées par catégorie d'intervention

Nom de la municipalité	Population	Richesse foncière	Facture 2003
Pohénégamook	3151	93 600 384 \$	178 777 \$
Pointe-à-la-Croix	1626	38 097 787 \$	68 576 \$
Pointe-aux-Outardes	1444	76 664 856 \$	137 997 \$
Pointe-des-Cascades	960	31 220 220 \$	56 196 \$
Pointe-Fortune	449	18 232 830 \$	32 819 \$
Pointe-Lebel	2021	72 933 052 \$	131 279 \$
Pontiac	0	7 023 242 \$	12 642 \$
Pont-Rouge	7295	226 115 110 \$	445 447 \$
Portage-du-Fort	280	7 123 002 \$	12 821 \$
Port-Cartier	6655	376 609 057 \$	1 129 827 \$
Port-Daniel-Gascons	2791	54 087 065 \$	97 357 \$
Portneuf	3188	109 445 562 \$	204 496 \$
Portneuf	0	11 808 229 \$	21 255 \$
Potton	1788	207 113 374 \$	372 804 \$
Pouliaries	746	13 822 997 \$	24 881 \$
Preissac	674	64 861 360 \$	116 750 \$
Price	1841	34 524 117 \$	62 143 \$
Princeville	5831	193 265 290 \$	440 036 \$
Racine	1189	66 322 101 \$	119 380 \$
Ragueneau	1605	42 424 468 \$	76 364 \$
Rapide-Danseur	263	6 318 416 \$	11 373 \$
Rapides-des-Joachims	201	7 385 456 \$	13 294 \$
Rawdon	9046	329 731 940 \$	805 601 \$
Rémigny	362	9 366 538 \$	16 860 \$
Richmond	3522	98 834 007 \$	181 360 \$
Rigaud	6355	330 990 120 \$	556 063 \$
Rimouski	42105	1 657 103 118 \$	4 691 126 \$
Ripon	1330	55 797 048 \$	100 435 \$
Ristigouche-Parie-Sud-Est	166	5 158 989 \$	9 286 \$
Rivière-à-Claude	172	4 006 295 \$	7 211 \$
Rivière-à-Pierre	705	34 429 095 \$	61 972 \$
Rivière-au-Tonnerre	432	9 628 283 \$	17 331 \$
Rivière-Beaudette	1480	73 458 724 \$	132 226 \$
Rivière-Bleue	1481	37 629 808 \$	67 734 \$
Rivière-Éternité	548	12 871 522 \$	23 169 \$
Rivière-Héva	1083	33 983 350 \$	61 170 \$
Rivière-Ouelle	1220	48 690 100 \$	87 642 \$
Rivière-Pentecôte	621	12 727 623 \$	22 910 \$
Rivière-Rouge	5732	268 322 919 \$	482 981 \$
Rivière-Saint-Jean	297	4 989 397 \$	8 981 \$
Roberval	11243	371 080 851 \$	1 113 243 \$
Rochebaucourt	219	2 820 800 \$	5 077 \$
Roquemaure	455	8 327 768 \$	14 990 \$
Rougemont	2785	138 781 843 \$	249 807 \$
Rouyn-Noranda	7	1 518 700 \$	2 734 \$
Rouyn-Noranda	41389	395 226 668 \$	1 097 750 \$
Roxton	1060	47 536 354 \$	85 565 \$
Roxton Falls	1282	41 286 967 \$	74 317 \$
Roxton Pond	3487	164 808 501 \$	316 139 \$
Sacré-Coeur	2081	61 091 118 \$	109 964 \$
Sacré-Coeur-de-Jésus	578	25 168 089 \$	45 303 \$
Saint-Adalbert	684	20 726 289 \$	37 307 \$
Saint-Adelme	538	11 360 906 \$	20 450 \$
Saint-Adelphe	999	38 166 201 \$	68 699 \$
Saint-Adolphe-d'Howard	2800	286 126 033 \$	515 027 \$
Saint-Adrien	552	17 546 579 \$	31 584 \$
Saint-Adrien-d'Irlande	382	17 404 305 \$	31 328 \$
Saint-Agapit	2966	92 268 617 \$	166 084 \$
Saint-Aimé	557	52 240 126 \$	94 032 \$
Saint-Aimé-des-Lacs	953	39 048 867 \$	70 288 \$
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	783	37 504 413 \$	67 508 \$
Saint-Alban	1195	41 660 384 \$	74 989 \$
Saint-Albert	1489	53 490 566 \$	96 283 \$
Saint-Alexandre	2381	107 250 115 \$	193 050 \$



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 37: B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2003 ventilées par catégorie d'intervention

Nom de la municipalité	Population	Richesse foncière	Facture 2003
Saint-Alexandre-de-Kamouraska	1897	60 721 053 \$	109 298 \$
Saint-Alexandre-des-Lacs	330	5 510 230 \$	9 918 \$
Saint-Alexis	539	18 954 123 \$	34 117 \$
Saint-Alexis	806	45 365 800 \$	81 658 \$
Saint-Alexis-de-Matapédia	666	15 059 573 \$	27 107 \$
Saint-Alexis-des-Monts	2897	123 340 357 \$	222 013 \$
Saint-Alfred	431	16 220 852 \$	29 198 \$
Saint-Alphonse	800	21 403 615 \$	38 527 \$
Saint-Alphonse-Rodriguez	2897	127 473 615 \$	229 453 \$
Saint-Ambroise	2741	139 295 509 \$	250 732 \$
Saint-Anaclet-de-Lessard	3627	85 577 785 \$	190 838 \$
Saint-André	2624	76 948 170 \$	138 507 \$
Saint-André	630	20 511 195 \$	36 920 \$
Saint-André-Avellin	3494	126 474 035 \$	242 600 \$
Saint-André-d'Argenteuil	2931	125 103 217 \$	225 186 \$
Saint-André-de-Restigouche	222	5 025 548 \$	9 046 \$
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	550	14 094 108 \$	25 369 \$
Saint-Anicet	2630	160 583 462 \$	289 050 \$
Saint-Anselme	3310	136 448 470 \$	254 173 \$
Saint-Antoine/Isle-aux-Grues	168	14 721 955 \$	26 500 \$
Saint-Antoine-de-Tilly	1419	79 609 835 \$	143 298 \$
Saint-Antoine-sur-Richelieu	1548	84 106 496 \$	151 392 \$
Saint-Antonin	3429	106 583 419 \$	224 891 \$
Saint-Apollinaire	4002	151 214 518 \$	365 939 \$
Saint-Armand	1272	90 778 890 \$	163 402 \$
Saint-Arsène	1161	38 176 671 \$	68 718 \$
Saint-Atanase	358	8 207 913 \$	14 774 \$
Saint-Aubert	1371	64 669 231 \$	116 405 \$
Saint-Augustin	460	10 492 144 \$	18 886 \$
Saint-Augustin	882	15 784 567 \$	28 412 \$
Saint-Augustin-de-Woburn	711	35 653 347 \$	64 176 \$
Saint-Barnabé	1257	41 780 763 \$	75 205 \$
Saint-Barnabé-Sud	907	69 143 855 \$	124 459 \$
Saint-Barthélemy	2038	77 412 209 \$	139 342 \$
Saint-Basile	2640	99 004 797 \$	178 209 \$
Saint-Benjamin	852	27 088 889 \$	48 760 \$
Saint-Benoît-Labre	1570	64 777 211 \$	116 599 \$
Saint-Bernard	2046	102 503 709 \$	184 507 \$
Saint-Bernard-de-Lacolle	1517	105 927 821 \$	190 670 \$
Saint-Bernard-de-Michaudville	589	40 849 537 \$	73 529 \$
Saint-Blaise-sur-Richelieu	2041	108 844 782 \$	195 921 \$
Saint-Bonaventure	1042	47 461 218 \$	85 430 \$
Saint-Boniface-de-Shawinigan	4104	129 880 256 \$	320 804 \$
Saint-Bruno	2390	66 218 892 \$	119 194 \$
Saint-Bruno-de-Guigues	1164	40 972 818 \$	73 751 \$
Saint-Bruno-de-Kamouraska	555	18 251 256 \$	32 852 \$
Saint-Calixte	5066	163 058 385 \$	454 933 \$
Saint-Camille	463	20 870 546 \$	37 567 \$
Saint-Camille-de-Lellis	925	27 246 790 \$	49 044 \$
Saint-Casimir	1609	50 707 299 \$	91 273 \$
Saint-Célestin	740	23 152 875 \$	41 675 \$
Saint-Célestin	638	36 763 400 \$	66 174 \$
Saint-Césaire	5130	216 456 939 \$	408 414 \$
Saint-Charles-de-Bellechasse	2235	93 252 101 \$	167 854 \$
Saint-Charles-de-Bourget	727	18 563 196 \$	33 414 \$
Saint-Charles-de-Drummond	5824	195 977 829 \$	587 933 \$
Saint-Charles-Garnier	324	5 653 844 \$	10 177 \$
Saint-Charles-sur-Richelieu	1810	110 295 674 \$	198 532 \$
Saint-Christophe-d'Arthabaska	2451	87 338 644 \$	157 210 \$
Saint-Chrysostome	2643	102 483 435 \$	184 470 \$
Saint-Claude	1063	41 287 831 \$	74 318 \$
Saint-Clément	541	12 872 720 \$	23 171 \$
Saint-Cléophas	391	8 456 490 \$	15 222 \$
Saint-Cléophas-de-Brandon	296	9 531 080 \$	17 156 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 37: B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2003 ventilées par catégorie d'intervention

Nom de la municipalité	Population	Richesse foncière	Facture 2003
Saint-Clet	1601	75 064 699 \$	135 116 \$
Saint-Côme	2055	95 090 684 \$	171 163 \$
Saint-Côme-Linière	3249	95 451 359 \$	174 942 \$
Saint-Cuthbert	1945	79 634 177 \$	143 342 \$
Saint-Cyprien	1229	38 245 703 \$	68 842 \$
Saint-Cyprien	601	19 189 761 \$	34 542 \$
Saint-Cyrille-de-Lessard	810	27 848 498 \$	50 127 \$
Saint-Cyrille-de-Wendover	3878	119 324 261 \$	278 026 \$
Saint-Damase	450	12 449 841 \$	22 410 \$
Saint-Damase	2508	160 025 067 \$	288 045 \$
Saint-Damase-de-L'Islet	644	20 309 375 \$	36 557 \$
Saint-Damien	1950	97 761 545 \$	175 971 \$
Saint-Damien-de-Buckland	2223	87 329 386 \$	157 193 \$
Saint-David	879	78 361 674 \$	141 051 \$
Saint-David-de-Falardeau	2364	200 502 451 \$	360 904 \$
Saint-Denis	477	26 012 153 \$	46 822 \$
Saint-Denis-de-Brompton	2556	140 662 369 \$	253 192 \$
Saint-Denis-sur-Richelieu	2226	122 526 120 \$	220 547 \$
Saint-Didace	607	39 109 868 \$	70 398 \$
Saint-Dominique	2306	104 612 339 \$	188 302 \$
Saint-Dominique-du-Rosaire	470	10 335 848 \$	18 605 \$
Saint-Donat	818	28 575 895 \$	51 437 \$
Saint-Donat	3670	392 170 087 \$	874 539 \$
Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1270	47 902 054 \$	86 224 \$
Sainte-Agathe-des-Monts	10122	202 618 378 \$	364 713 \$
Sainte-Angèle-de-Méridci	1097	24 961 539 \$	44 931 \$
Sainte-Angèle-de-Monnoir	1531	66 941 432 \$	120 495 \$
Sainte-Angèle-de-Prémont	658	21 032 649 \$	37 859 \$
Sainte-Anne-de-Beaupré	2913	107 238 136 \$	193 029 \$
Sainte-Anne-de-la-Pérade	2155	72 415 716 \$	130 348 \$
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	1892	59 102 703 \$	106 385 \$
Sainte-Anne-de-Portneuf	642	26 200 094 \$	47 160 \$
Sainte-Anne-de-Sabrevois	942	18 879 974 \$	33 984 \$
Sainte-Anne-des-Monts-Tourelle	1914	91 629 360 \$	164 933 \$
Sainte-Anne-de-Sorel	6897	182 584 953 \$	518 494 \$
Sainte-Anne-du-Lac	2727	96 785 304 \$	174 214 \$
Sainte-Anne-du-Sault	590	25 236 163 \$	45 425 \$
Sainte-Apolline-de-Patton	1382	41 253 492 \$	74 256 \$
Sainte-Aurélie	648	19 022 356 \$	34 240 \$
Sainte-Barbe	888	35 486 438 \$	63 876 \$
Sainte-Béatrix	1338	76 473 700 \$	137 653 \$
Sainte-Brigitte-d'Iberville	1711	70 741 561 \$	127 335 \$
Sainte-Brigitte-de-Laval	1285	93 443 267 \$	168 198 \$
Sainte-Brigitte-des-Saults	3482	105 933 010 \$	223 519 \$
Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	725	34 125 289 \$	61 426 \$
Sainte-Cécile-de-Lévrard	4811	172 150 654 \$	468 250 \$
Sainte-Cécile-de-Milton	423	16 698 341 \$	30 057 \$
Sainte-Cécile-de-Whitton	2040	81 814 609 \$	147 266 \$
Sainte-Christine	874	39 366 531 \$	70 860 \$
Sainte-Christine-d'Auvergne	758	35 005 490 \$	63 010 \$
Sainte-Claire	346	26 407 700 \$	47 534 \$
Sainte-Clotilde-de-Beauce	3158	142 549 252 \$	272 269 \$
Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	585	27 888 764 \$	50 200 \$
Sainte-Clotilde-de-Horton	1595	84 414 604 \$	151 946 \$
Sainte-Croix	1523	50 852 101 \$	91 322 \$
Saint-Edmond	2443	108 223 831 \$	194 803 \$
Saint-Edmond-de-Grantham	540	11 052 278 \$	19 894 \$
Saint-Édouard	614	23 276 634 \$	41 898 \$
Saint-Édouard-de-Fabre	1254	71 564 839 \$	128 817 \$
Saint-Édouard-de-Lotbinière	711	24 754 118 \$	44 557 \$
Saint-Édouard-de-Maskinongé	1318	49 148 599 \$	88 467 \$
Sainte-Édwidge-de-Clifton	741	20 783 164 \$	37 410 \$
Sainte-Élisabeth	531	39 067 158 \$	70 321 \$
	1488	68 135 311 \$	122 644 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 37: B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2003 ventilées par catégorie d'intervention

Norm de la municipalité	Population	Richesse foncière	Facture 2003
Sainte-Élisabeth-de-Warwick	436	18 885 485 \$	33 994 \$
Sainte-Émérie-de-l'Énergie	1590	61 775 379 \$	111 196 \$
Sainte-Eulalie #	914	42 664 267 \$	76 796 \$
Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	352	8 778 718 \$	15 802 \$
Sainte-Famille	903	56 338 464 \$	101 409 \$
Sainte-Félicité	1268	27 601 064 \$	49 682 \$
Sainte-Félicité	450	10 107 113 \$	18 193 \$
Sainte-Flavie	942	33 419 789 \$	60 156 \$
Sainte-Florence	481	10 099 546 \$	18 179 \$
Sainte-Françoise	431	12 951 541 \$	23 313 \$
Sainte-Françoise	498	20 534 305 \$	36 962 \$
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	1079	45 895 496 \$	82 612 \$
Sainte-Geneviève-de-Berthier	2470	94 152 805 \$	169 475 \$
Sainte-Germaine-Boulé	1065	19 501 919 \$	35 103 \$
Sainte-Grtrude-Manneville	822	15 384 590 \$	27 692 \$
Sainte-Hedwidge	857	23 022 454 \$	41 440 \$
Sainte-Hélène	950	24 221 984 \$	43 600 \$
Sainte-Hélène-de-Bagot	1556	80 759 168 \$	145 367 \$
Sainte-Hélène-de-Mancebourg	408	7 913 595 \$	14 244 \$
Sainte-Hénédine	1161	50 720 224 \$	91 296 \$
Sainte-Irène	325	9 992 605 \$	17 987 \$
Sainte-Jeanne-d'Arc	358	8 918 506 \$	16 053 \$
Sainte-Jeanne-d'Arc	1134	27 881 204 \$	50 186 \$
Sainte-Julienne	7304	230 726 041 \$	692 178 \$
Sainte-Justine	1926	68 590 412 \$	123 463 \$
Sainte-Justine-de-Newton	898	65 237 640 \$	117 428 \$
Saint-Élie	1556	75 117 711 \$	135 212 \$
Saint-Éloi	313	10 473 104 \$	18 852 \$
Sainte-Louise	760	23 169 095 \$	41 704 \$
Saint-Elphège	310	19 542 808 \$	35 177 \$
Sainte-Lucie-de-Beauregard	374	9 051 886 \$	16 293 \$
Sainte-Lucie-des-Laurentides	1036	58 890 070 \$	106 002 \$
Saint-Elzéar	517	15 533 237 \$	27 960 \$
Saint-Elzéar	1762	80 562 910 \$	145 013 \$
Saint-Elzéar-de-Témiscouata	340	9 335 888 \$	16 805 \$
Sainte-Madeleine	2083	66 226 507 \$	119 208 \$
Sainte-Marcelline-de-Kildare	1349	57 375 833 \$	103 276 \$
Sainte-Marguerite	236	4 198 200 \$	7 557 \$
Sainte-Marguerite	1024	53 025 210 \$	95 445 \$
Sainte-Marguerite--Estérel	2552	262 171 583 \$	471 909 \$
Sainte-Marie-de-Blandford	494	17 727 278 \$	31 909 \$
Sainte-Marie-Madeleine	2474	126 254 900 \$	227 259 \$
Sainte-Marie-Salomé	1233	35 807 493 \$	64 453 \$
Sainte-Marthe	1117	82 470 767 \$	148 447 \$
Sainte-Martine	3779	181 213 672 \$	326 183 \$
Saint-Émille-de-Suffolk	530	20 811 780 \$	37 461 \$
Sainte-Monique	598	32 055 033 \$	57 668 \$
Sainte-Monique	953	35 959 204 \$	64 727 \$
Sainte-Paule	208	10 116 819 \$	18 210 \$
Sainte-Perpétue	2025	48 628 280 \$	87 531 \$
Sainte-Perpétue	985	56 223 209 \$	101 202 \$
Sainte-Pétronille	1116	71 854 776 \$	129 339 \$
Saint-Éphrem-de-Beauce	2581	98 407 483 \$	177 133 \$
Saint-Épiphanie	898	21 368 111 \$	38 463 \$
Sainte-Praxède	336	27 045 200 \$	48 681 \$
Sainte-Rita	379	10 307 409 \$	18 553 \$
Sainte-Rose-de-Watford	780	26 879 364 \$	48 383 \$
Sainte-Rose-du-Nord	416	15 684 589 \$	28 232 \$
Sainte-Sabine	409	12 357 734 \$	22 244 \$
Sainte-Sabine	1055	59 872 677 \$	107 771 \$
Sainte-Séraphine	422	21 652 680 \$	38 975 \$
Sainte-Sophie-de-Lévrard	806	30 199 907 \$	54 360 \$
Sainte-Sophie-d'Halifax	647	26 923 039 \$	48 461 \$
Saint-Esprit	1917	105 050 795 \$	189 091 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 37: B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2003 ventilées par catégorie d'intervention

Nom de la municipalité	Population	Richesse foncière	Facture 2003
Sainte-Thècle	2523	85 593 783 \$	154 069 \$
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	1210	24 824 194 \$	44 684 \$
Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	444	30 708 774 \$	55 276 \$
Saint-Étienne-de-Beauharrois	809	53 048 681 \$	95 488 \$
Saint-Étienne-de-Bolton	458	40 153 890 \$	72 277 \$
Saint-Étienne-des-Grès	3905	113 180 380 \$	269 369 \$
Saint-Eugène	1083	50 539 182 \$	90 971 \$
Saint-Eugène-d'Argentenay	616	12 637 651 \$	22 748 \$
Saint-Eugène-de-Guigues	430	15 463 097 \$	27 834 \$
Saint-Eugène-de-Ladrière	475	20 229 947 \$	36 414 \$
Sainte-Ursule	1463	50 018 725 \$	90 034 \$
Saint-Eusèbe	648	14 850 292 \$	26 731 \$
Saint-Évariste-de-Forsyth	614	30 533 572 \$	54 960 \$
Sainte-Victoire-de-Sorel	2390	96 847 708 \$	174 326 \$
Saint-Fabien	1874	59 486 909 \$	107 076 \$
Saint-Fabien-de-Panet	1011	27 853 508 \$	50 136 \$
Saint-Faustin-Lac-Carré	2983	180 078 600 \$	324 119 \$
Saint-Félicien	10874	434 874 040 \$	1 304 622 \$
Saint-Félix-de-Dalquier	961	22 928 246 \$	41 271 \$
Saint-Félix-de-Kingsey	1519	61 281 709 \$	110 307 \$
Saint-Félix-de-Valois	5664	205 067 956 \$	441 286 \$
Saint-Félix-d'Otis	793	31 709 052 \$	57 076 \$
Saint-Ferdinand	2662	95 269 663 \$	171 485 \$
Saint-Ferréol-les-Neiges	2413	171 901 813 \$	309 423 \$
Saint-Flavien	1515	50 769 030 \$	91 384 \$
Saint-Fortunat	301	12 884 028 \$	23 191 \$
Saint-François	524	41 735 123 \$	75 123 \$
Saint-François/Rivière-du-Sud	1620	72 824 257 \$	131 084 \$
Saint-François-d'Assise	824	15 703 336 \$	28 266 \$
Saint-François-de-Sales	744	19 369 187 \$	34 865 \$
Saint-François-du-Lac	1964	71 603 374 \$	128 886 \$
Saint-François-Xavier-Brompton	2092	65 851 595 \$	118 533 \$
Saint-François-Xavier-de-Viger	295	8 241 902 \$	14 835 \$
Saint-Frédéric	1082	38 809 212 \$	69 857 \$
Saint-Fulgence	2012	57 512 097 \$	103 522 \$
Saint-Gabriel	2902	83 247 807 \$	149 846 \$
Saint-Gabriel-de-Brandon	2643	115 327 210 \$	207 589 \$
Saint-Gabriel-de-Rimouski	1196	29 887 824 \$	53 798 \$
Saint-Gabriel-de-Valcartier	2344	88 214 758 \$	158 787 \$
Saint-Gabriel-Lalemant	856	17 309 985 \$	31 158 \$
Saint-Gédéon	562	26 178 639 \$	47 122 \$
Saint-Gédéon	1969	76 339 931 \$	137 412 \$
Saint-Gédéon-de-Beauce	1820	51 828 900 \$	93 292 \$
Saint-Georges-de-Cacouna	1095	38 765 831 \$	69 778 \$
Saint-Georges-de-Cacouna	675	43 057 040 \$	77 503 \$
Saint-Georges-de-Clarenceville	1070	63 251 844 \$	113 853 \$
Saint-Georges-de-Windsor	906	36 366 610 \$	65 460 \$
Saint-Gérard-Majella	257	26 095 330 \$	46 972 \$
Saint-Germain	298	9 625 000 \$	17 325 \$
Saint-Germain-de-Grantham	3659	136 529 651 \$	232 553 \$
Saint-Gervais	1977	77 772 498 \$	139 990 \$
Saint-Gilbert	320	9 650 874 \$	17 372 \$
Saint-Gilles	1878	68 622 924 \$	123 521 \$
Saint-Godetroi	428	12 327 830 \$	22 190 \$
Saint-Guillaume	1585	98 704 317 \$	177 668 \$
Saint-Guy	114	4 687 300 \$	8 437 \$
Saint-Henri	3986	193 711 293 \$	461 033 \$
Saint-Henri-de-Tailion	786	30 518 171 \$	54 933 \$
Saint-Herménégilde	609	53 597 236 \$	96 475 \$
Saint-Hilaire-de-Dorset	115	18 950 682 \$	34 111 \$
Saint-Hilarion	1178	38 199 211 \$	68 759 \$
Saint-Honoré	4798	113 210 317 \$	303 404 \$
Saint-Honoré-de-Shenley	1679	60 914 670 \$	109 646 \$
Saint-Honoré-de-Témiscouata	802	19 821 206 \$	35 678 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 37: B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2003 ventilées par catégorie d'intervention

Nom de la municipalité	Population	Richesse foncière	Facture 2003
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1325	51 974 079 \$	93 553 \$
Saint-Hugues	1310	89 428 618 \$	160 972 \$
Saint-Hyacinthe	51671	2 294 736 114 \$	6 454 496 \$
Saint-Ignace-de-Loyola	1944	61 417 902 \$	110 552 \$
Saint-Ignace-de-Stanbridge	676	49 253 352 \$	88 656 \$
Saint-Irénée	620	46 398 409 \$	83 517 \$
Saint-Isidore	2657	103 768 949 \$	186 784 \$
Saint-Isidore-de-Clifton	805	49 694 078 \$	89 449 \$
Saint-Jacques	3734	151 922 151 \$	273 459 \$
Saint-Jacques/Moïrestown	177	9 348 921 \$	16 828 \$
Saint-Jacques-de-Leeds	761	32 054 682 \$	57 698 \$
Saint-Jacques-le-Mineur	1613	86 328 333 \$	155 391 \$
Saint-Janvier-de-Joly	945	29 409 098 \$	52 936 \$
Saint-Jean	896	81 582 238 \$	146 848 \$
Saint-Jean-de-Brébeuf	386	22 435 222 \$	40 383 \$
Saint-Jean-de-Cherbourg	221	3 438 751 \$	6 190 \$
Saint-Jean-de-Dieu	1736	38 625 538 \$	69 526 \$
Saint-Jean-de-la-Lande	309	11 218 935 \$	20 194 \$
Saint-Jean-de-Matha	3776	171 265 540 \$	390 485 \$
Saint-Jean-Port-Joli	3428	132 838 084 \$	280 288 \$
Saint-Joachim	1549	50 653 189 \$	91 176 \$
Saint-Joachim-de-Courval	674	25 024 796 \$	45 045 \$
Saint-Joachim-de-Shefford	1191	59 428 737 \$	106 972 \$
Saint-Joseph-de-Beauce	4528	172 965 139 \$	338 802 \$
Saint-Joseph-de-Coleraine	1715	87 480 392 \$	157 465 \$
Saint-Joseph-de-Ham-Sud	235	13 568 424 \$	24 423 \$
Saint-Joseph-de-Kamouraska	412	13 345 308 \$	24 022 \$
Saint-Joseph-de-Lepage	557	16 450 560 \$	29 611 \$
Saint-Joseph-des-Érables	466	22 402 314 \$	40 324 \$
Saint-Joseph-de-Sorel	1761	104 709 366 \$	188 477 \$
Saint-Jude	1141	62 766 654 \$	112 980 \$
Saint-Jules	556	22 502 866 \$	40 505 \$
Saint-Julien	428	14 611 480 \$	26 301 \$
Saint-Just-de-Bretenières	815	26 051 847 \$	46 893 \$
Saint-Juste-du-Lac	657	17 697 564 \$	31 856 \$
Saint-Justin	1122	45 473 139 \$	81 852 \$
Saint-Lambert	265	3 021 408 \$	5 439 \$
Saint-Lambert-de-Lauzon	4904	170 664 213 \$	469 327 \$
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1657	115 869 799 \$	208 566 \$
Saint-Lazare	13491	716 464 512 \$	2 149 394 \$
Saint-Lazare-de-Bellechasse	1208	48 648 783 \$	87 568 \$
Saint-Léandre	381	11 696 697 \$	21 054 \$
Saint-Léonard-d'Aston	2229	87 241 052 \$	157 034 \$
Saint-Léonard-de-Portneuf	1019	42 696 355 \$	76 853 \$
Saint-Léon-de-Standon	1252	42 559 603 \$	76 607 \$
Saint-Léon-le-Grand	1130	23 411 558 \$	42 141 \$
Saint-Léon-le-Grand	984	42 668 699 \$	76 804 \$
Saint-Liboire	2876	119 539 346 \$	215 171 \$
Saint-Liguori	1810	79 115 842 \$	142 409 \$
Saint-Lin-Laurentides	13090	400 752 563 \$	1 078 726 \$
Saint-Louis	744	31 925 776 \$	57 466 \$
Saint-Louis-de-Blandford	897	31 218 610 \$	56 193 \$
Saint-Louis-de-Gonzague	471	15 403 570 \$	27 726 \$
Saint-Louis-de-Gonzague	1377	92 314 447 \$	166 166 \$
Saint-Louis-du-Hai Hal	1431	37 516 233 \$	67 529 \$
Saint-Luc-de-Bellechasse	515	19 335 108 \$	34 803 \$
Saint-Luc-de-Vincennes	607	20 783 800 \$	37 411 \$
Saint-Luce	2858	100 828 964 \$	181 492 \$
Saint-Lucien	1320	46 023 153 \$	82 842 \$
Saint-Ludger	1229	46 483 281 \$	83 670 \$
Saint-Ludger-de-Milot	772	19 162 990 \$	34 493 \$
Saint-Magloire	720	26 954 064 \$	48 517 \$
Saint-Majorique-de-Grantham	953	35 020 178 \$	63 036 \$
Saint-Malachie	1358	56 654 341 \$	101 978 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 37: B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2003 ventilées par catégorie d'intervention

Nom de la municipalité	Population	Richesse foncière	Facture 2003
Saint-Malo	508	29 581 999 \$	53 248 \$
Saint-Marc-de-Figuery	603	19 390 513 \$	34 903 \$
Saint-Marc-des-Carières	2960	103 501 545 \$	186 303 \$
Saint-Marc-du-Lac-Long	468	13 162 336 \$	23 692 \$
Saint-Marcel	552	16 085 864 \$	28 955 \$
Saint-Marcel-de-Richelieu	619	40 590 741 \$	73 063 \$
Saint-Marcellin	333	13 503 404 \$	24 306 \$
Saint-Marc-sur-Richelieu	1992	107 884 975 \$	194 193 \$
Saint-Martin	2574	78 465 872 \$	141 239 \$
Saint-Mathieu-de-Rioux	595	24 715 086 \$	44 487 \$
Saint-Mathieu-d'Haricana	716	22 080 602 \$	39 745 \$
Saint-Mathieu-du-Parc	1255	76 087 742 \$	136 958 \$
Saint-Maurice	2307	71 528 455 \$	128 751 \$
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1334	24 367 856 \$	43 862 \$
Saint-Médard	277	5 046 063 \$	9 083 \$
Saint-Michel	2616	116 231 176 \$	209 216 \$
Saint-Michel-de-Bellechasse	1680	87 660 279 \$	157 789 \$
Saint-Michel-des-Salnts	2484	152 473 955 \$	274 453 \$
Saint-Michel-du-Squatec	1339	35 493 804 \$	63 889 \$
Saint-Modeste	906	34 863 161 \$	62 754 \$
Saint-Moise	621	14 163 867 \$	25 495 \$
Saint-Narcisse	1859	57 681 409 \$	103 827 \$
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1088	64 885 803 \$	116 794 \$
Saint-Narcisse-de-Rimouski	998	29 413 582 \$	52 944 \$
Saint-Nazaire	2023	46 711 152 \$	84 080 \$
Saint-Nazaire-d'Acton	903	47 615 056 \$	85 707 \$
Saint-Nazaire-de-Dorchester	407	12 754 277 \$	22 958 \$
Saint-Nérée	811	25 299 282 \$	45 539 \$
Saint-Nicéphore	10201	309 450 531 \$	928 352 \$
Saint-Noël	507	8 302 618 \$	14 945 \$
Saint-Norbert	1087	42 357 737 \$	76 244 \$
Saint-Norbert-d'Arthabaska	890	42 491 160 \$	76 476 \$
Saint-Octave-de-Métis	525	13 815 718 \$	24 868 \$
Saint-Odilon-de-Cranbourne	1451	52 160 324 \$	93 889 \$
Saint-Omer	396	9 064 271 \$	16 316 \$
Saint-Onésime-d'Ixworth	637	16 106 672 \$	28 992 \$
Saint-Ours	1639	83 425 931 \$	150 167 \$
Saint-Pacôme	1736	44 828 660 \$	80 692 \$
Saint-Pamphile	2911	80 127 486 \$	144 229 \$
Saint-Pascal	3683	124 896 418 \$	224 653 \$
Saint-Patrice-de-Beaurivage	1123	59 570 285 \$	107 227 \$
Saint-Patrice-de-Sherrington	1965	117 082 071 \$	210 748 \$
Saint-Paul-d'Abbotsford	2966	136 235 826 \$	245 224 \$
Saint-Paul-de-la-Croix	369	8 431 288 \$	15 176 \$
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	1962	94 460 365 \$	170 029 \$
Saint-Paul-de-Montminy	851	30 184 342 \$	54 332 \$
Saint-Paulin	1620	59 027 010 \$	106 249 \$
Saint-Philémon	859	29 856 292 \$	53 741 \$
Saint-Philibert	392	14 753 000 \$	26 555 \$
Saint-Philippe-de-Néri	965	24 700 889 \$	44 462 \$
Saint-Pie	2399	87 589 680 \$	157 661 \$
Saint-Pie	2559	153 437 200 \$	276 187 \$
Saint-Pie-de-Guire	439	29 206 965 \$	52 573 \$
Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	886	33 511 249 \$	60 320 \$
Saint-Pierre-Baptiste	494	25 369 087 \$	45 664 \$
Saint-Pierre-de-Broughton	840	38 970 463 \$	70 147 \$
Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	126	5 468 698 \$	9 844 \$
Saint-Pierre-les-Becquets	1995	91 797 008 \$	165 235 \$
Saint-Placide	1318	54 295 953 \$	97 733 \$
Saint-Polycarpe	1560	79 459 277 \$	143 027 \$
Saint-Prime	1681	83 168 939 \$	149 704 \$
Saint-Prosper	2825	88 243 631 \$	158 839 \$
Saint-Prosper	3856	103 258 860 \$	240 593 \$
Saint-Prosper	528	28 163 400 \$	50 694 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ETUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 37: B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2003 ventilées par catégorie d'intervention

Nom de la municipalité	Population	Richesse foncière	Facture 2003
Saint-Raphaël	2245	77 034 476 \$	138 662 \$
Saint-Raymond	9193	333 027 665 \$	672 716 \$
Saint-Rémi	5799	250 745 746 \$	752 237 \$
Saint-Rémi-de-Tingwick	472	20 805 697 \$	37 450 \$
Saint-René	593	17 186 697 \$	30 936 \$
Saint-René-de-Matane	961	20 328 569 \$	36 591 \$
Saint-Robert	1820	59 966 437 \$	107 940 \$
Saint-Robert-Bellarmin	731	23 609 589 \$	42 497 \$
Saint-Roch-de-l'Achigan	4433	187 241 703 \$	483 084 \$
Saint-Roch-de-Mékinac	308	19 423 827 \$	34 963 \$
Saint-Roch-de-Richelieu	1793	63 588 537 \$	114 459 \$
Saint-Roch-des-Aulnaies	1007	38 012 147 \$	68 422 \$
Saint-Roch-Ouest	320	27 383 779 \$	49 291 \$
Saint-Romain	662	36 430 202 \$	65 574 \$
Saint-Rosaire	764	36 571 959 \$	65 830 \$
Saint-Samuel	716	19 422 126 \$	34 960 \$
Saints-Anges	970	45 369 516 \$	81 665 \$
Saint-Sauveur	8223	718 150 147 \$	1 773 048 \$
Saint-Sébastien	809	35 204 334 \$	63 368 \$
Saint-Sébastien	774	73 022 012 \$	131 440 \$
Saint-Sévère	335	13 713 666 \$	24 685 \$
Saint-Séverin	277	16 314 400 \$	29 366 \$
Saint-Séverin	936	33 557 815 \$	60 404 \$
Saint-Siméon	1213	29 385 231 \$	52 893 \$
Saint-Siméon	1469	49 188 969 \$	88 540 \$
Saint-Simon	472	16 970 129 \$	30 546 \$
Saint-Simon	1138	84 516 522 \$	152 130 \$
Saint-Simon-les-Mines	438	15 853 900 \$	28 537 \$
Saint-Sixte	438	16 695 828 \$	30 052 \$
Saints-Martyrs-Canadiens	208	32 254 700 \$	58 058 \$
Saint-Stanislas	1104	37 526 924 \$	67 548 \$
Saint-Stanislas	331	8 156 854 \$	14 682 \$
Saint-Stanislas-de-Kostka	1612	92 072 493 \$	165 730 \$
Saint-Sylvestre	853	38 294 170 \$	68 930 \$
Saint-Sylvestre	934	58 677 862 \$	105 620 \$
Saint-Télesphore	821	48 829 001 \$	87 892 \$
Saint-Tharcisius	510	10 040 173 \$	18 072 \$
Saint-Théodore-d'Acton	1568	65 980 244 \$	118 764 \$
Saint-Théophile	813	40 076 362 \$	72 137 \$
Saint-Thomas-Didyme	792	23 406 388 \$	42 131 \$
Saint-Thuribe	325	11 173 000 \$	20 111 \$
Saint-Tite	3964	146 623 295 \$	263 922 \$
Saint-Tite-des-Caps	1506	53 217 130 \$	95 791 \$
Saint-Ubalde	1492	69 801 279 \$	125 642 \$
Saint-Uric	1652	44 945 275 \$	80 901 \$
Saint-Urbain	1482	46 773 370 \$	84 192 \$
Saint-Urbain-Premier	1158	68 118 546 \$	122 613 \$
Saint-Valentin	490	35 668 100 \$	64 203 \$
Saint-Valère	1341	46 897 941 \$	84 416 \$
Saint-Valérien	869	24 810 236 \$	44 658 \$
Saint-Valérien-de-Milton	1790	101 913 918 \$	183 445 \$
Saint-Vallier	1032	46 284 444 \$	83 312 \$
Saint-Venant-de-Paquette	109	11 010 573 \$	19 819 \$
Saint-Vianney	561	10 515 035 \$	18 927 \$
Saint-Victor	2492	99 331 676 \$	178 797 \$
Saint-Wenceslas	1115	53 499 136 \$	96 269 \$
Saint-Zacharie	2124	66 260 871 \$	119 270 \$
Saint-Zénon	1266	64 904 660 \$	116 828 \$
Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	433	11 175 513 \$	20 116 \$
Saint-Zéphirin-de-Courval	827	46 977 711 \$	84 560 \$
Saint-Zotique	4284	176 314 626 \$	442 550 \$
Sayabec	1966	86 667 032 \$	156 001 \$
Schefferville	284	2 438 471 \$	4 389 \$
Scotstown	667	12 874 986 \$	23 175 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 37 : B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2003 ventilées par catégorie d'intervention

Nom de la municipalité	Population	Richesse foncière	Facture 2003
Scott	1700	64 706 694 \$	116 472 \$
Senneterre	3403	102 477 824 \$	216 228 \$
Senneterre	1179	33 978 100 \$	61 161 \$
Sept-Îles	24579	1 185 452 213 \$	3 556 357 \$
Sept-Rivières	109	6 592 411 \$	11 866 \$
Shannon	3793	76 450 320 \$	174 307 \$
Shawinigan	53016	1 771 929 968 \$	5 001 893 \$
Shawville	1576	73 845 629 \$	132 922 \$
Sheen-Esher-Aberdeen-et-Malakoff	127	19 370 487 \$	34 867 \$
Shefford	5173	244 454 141 \$	696 694 \$
Shigawake	382	8 152 571 \$	14 675 \$
Sorel-Tracy	34896	1 212 962 370 \$	3 638 887 \$
Stanbridge East	872	40 346 855 \$	72 624 \$
Stanbridge Station	365	25 500 076 \$	45 900 \$
Stanstead	3073	88 129 526 \$	148 058 \$
Stanstead	1023	165 531 899 \$	297 957 \$
Stanstead-Est	652	50 635 542 \$	91 144 \$
St-Cyprien-de-Napierville	1343	102 968 600 \$	185 343 \$
Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine	436	10 133 690 \$	18 241 \$
Stoke	2560	90 749 638 \$	163 349 \$
Stoneham-et-Tewkesbury	5337	267 089 982 \$	790 586 \$
Stormoway	595	29 017 862 \$	52 232 \$
St-Pierre-Véronne-à-Pike-River	601	48 563 700 \$	87 415 \$
Stratford	864	73 274 743 \$	131 895 \$
Stukely-Sud	978	39 396 697 \$	70 914 \$
Sutton	3602	320 506 959 \$	576 909 \$
Tadoussac	907	60 964 442 \$	109 736 \$
Taschereau	1121	16 791 209 \$	30 224 \$
Témiscaming	3056	169 476 524 \$	311 837 \$
Témiscamingue	91	29 183 093 \$	52 530 \$
Terrasse-Vaudreuil	2072	75 148 275 \$	135 267 \$
Thorne	398	42 454 128 \$	76 417 \$
Thurso	2535	117 218 370 \$	210 993 \$
Tingwick	1335	58 779 915 \$	105 804 \$
Tourville	738	14 161 824 \$	25 491 \$
Trécesson	1171	38 659 718 \$	69 587 \$
Très-Saint-Rédempteur	642	28 859 879 \$	51 948 \$
Très-Saint-Sacrement	1306	72 815 597 \$	131 068 \$
Tring-Jonction	1383	44 466 404 \$	80 040 \$
Trois-Pistoles	3706	102 538 283 \$	233 787 \$
Trois-Rives	462	35 224 875 \$	63 405 \$
Ulverton	308	17 011 155 \$	30 620 \$
Upton	2022	77 487 877 \$	139 478 \$
Val-Alain	946	29 631 460 \$	53 337 \$
Val-Brillant	993	26 250 698 \$	47 251 \$
Valcourt	2444	98 223 894 \$	176 803 \$
Valcourt	974	50 484 244 \$	90 872 \$
Val-David	3945	193 336 687 \$	460 141 \$
Val-des-Bois	746	48 367 739 \$	87 062 \$
Val-des-Lacs	701	57 005 900 \$	102 611 \$
Val-d'Or	32125	1 238 239 444 \$	3 417 207 \$
Val-Joli	1569	67 167 900 \$	120 902 \$
Vallée-de-l'Or	364	8 385 344 \$	15 094 \$
Vallée-Jonction	1895	65 953 208 \$	118 716 \$
Val-Morin	2327	155 749 448 \$	280 349 \$
Val-Racine	119	10 324 004 \$	18 583 \$
Val-Saint-Gilles	176	2 529 090 \$	4 552 \$
Vaudreuil-Dorion	20871	967 188 991 \$	2 901 567 \$
Vaudreuil-sur-le-Lac	972	50 684 130 \$	91 231 \$
Venise-en-Québec	1245	79 619 772 \$	143 316 \$
Victoriaville	39799	1 419 038 065 \$	4 257 114 \$
Ville-Marie	2854	112 733 093 \$	202 920 \$
Villeroy	534	17 586 885 \$	31 656 \$
Waltham	467	17 725 305 \$	31 906 \$



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 37: B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2003 ventilées par catégorie d'intervention

Nom de la municipalité	Population	Richesse foncière	Facture 2003
Warden	335	9 076 368 \$	16 337 \$
Warwick	4945	201 423 897 \$	362 563 \$
Waterloo	4148	135 273 253 \$	334 125 \$
Waterville	1840	76 195 801 \$	137 152 \$
Weedon	2731	102 024 304 \$	183 644 \$
Wentworth	429	72 122 688 \$	129 821 \$
Wentworth-Nord	1188	135 753 374 \$	244 356 \$
Westbury	962	33 529 205 \$	60 353 \$
Wickham	2530	93 986 406 \$	169 176 \$
Windsor	5495	263 010 124 \$	708 896 \$
Wotton	1629	52 282 838 \$	94 106 \$
Wright-Gracefield-Northfield	2448	161 421 767 \$	290 559 \$
Yamachiche	2620	120 072 773 \$	216 131 \$
Yamaska	1696	64 056 921 \$	115 302 \$
	2 207 189	90 657 936 083	204 887 722 \$



## **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

- 38. LA LISTE DES PROGRAMMES D'AIDE POUR LA SÉCURITÉ CIVILE, AVEC UN BILAN PAR PROGRAMMES, INCLUANT LE BUDGET DU PROGRAMME, SES EFFECTIFS, L'ÉTAT DE SES DÉPENSES, LE NOMBRE ET LA NATURE DES RÉCLAMATIONS DEMANDÉES ET LES RÉSULTATS DE CHAQUE RÉCLAMATION.**



**Ministère de la Sécurité publique**  
**Étude des crédits 2003-2004**  
**Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle**

**TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05**

<b>QUESTION 38 : La liste des programmes d'aide pour la sécurité civile, avec un bilan par programme, incluant le budget du programme, ses effectifs, l'état de ses dépenses, le nombre et la nature des réclamations demandées et les résultats de chaque réclamation</b>			
<b>Programmes</b>	<b>NOMBRE DES RÉCLAMATIONS REÇUES</b>	<b>MONTANTS VERSÉS (\$)</b>	
		<b>DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2002</b>	<b>DEPUIS LE DÉBUT DU PROGRAMME</b>
<b><u>PROGRAMME DES INONDATIONS ET DES PLUIES DILUVIENNES</u></b>			
Pluies abondantes été 2002 (1149-2002)	78	172 056,21	172 056,21
Pluies abondantes 1er et 2 juillet 2002 (865-2002)	473	1 698 128,86	1 698 128,86
Inondations printemps 2002 (842-2002)	386	1 110 118,88	1 110 118,88
Pluies abondantes mai et été 2001 (782-2002)	33	46 396,38	46 396,38
Pluies abondantes Rivière-Pentecôte (1593-2001)	1	0,00	0,00
Pluies 17 et 18 décembre 2000 et dégel hiver print. 2001 (1192-2001)	120	421 938,60	521 421,97
Grandes marées et pluies abondantes oct. déc. 2000 (557-2001)	38	26 074,45	40 864,84
Pluies abondantes août 2000 (1339-2000)	33	133 244,78	491 384,83
Pluies abondantes juin 2000 (1119-2000)	121	115 838,45	1 118 769,91
Inondations hiver et printemps 2000 (1021-2000)	23	7 306,34	141 918,23
Inondations hiver 98-99 (276-1999)	45	615,52	374 255,83
Inondations décembre 1997, hiver et printemps 1998 (452-1998)	2 055	521 273,89	19 057 395,45
Inondations Juin et Juillet 1997 (1359-1997)	553	5 220,04	3 762 525,19
Inondations décembre 1996, hiver et printemps 1997 (1356-1997)	155	9 620,89	626 214,91
<b><u>AUTRE PROGRAMME MAJEUR</u></b>			
Incendie BPC Saint-Basile-le-Grand (1444-1988)	3 844	8 084,56	14 470 943,85
<b><u>PROGRAMMES DE SAUVETAGE</u></b>			
Mouvement de sol La Guadeloupe (382-2003)	1	0,00	0,00
Mouvement de sol Rouyn-Noranda (1150-2002)	1	51 455,00	51 455,00
Mouvements de sol Saint-Ubalde (1066-2002)	1	23 055,00	23 055,00
Sauvetage Notre-Dame-du-Nord (843-2002)	1	171 911,42	171 911,42
Sauvetage résidence Lynn Beaulieu (1594-2001)	1	88 890,00	88 890,00
Sauvetage dans municipalité Le Bic (1193-2001)	1	24 530,00	47 605,00
Glissement de terrain Saint-Césaire (140-2001)	1	259 213,08	469 873,71
Stabilisation des berges Village Pointe-Lebel (139-2001)	1	18 927,98	790 281,51

Ministère de la Sécurité publique  
Étude des crédits 2003-2004  
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

**TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05**

**QUESTION 38 : La liste des programmes d'aide pour la sécurité civile, avec un bilan par programme, incluant le budget du programme, ses effectifs, l'état de ses dépenses, le nombre et la nature des réclamations demandées et les résultats de chaque réclamation**

Programmes	NOMBRE DES RÉCLAMATIONS REÇUES	MONTANTS VERSÉS (\$)	
		DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2002	DEPUIS LE DÉBUT DU PROGRAMME
Glissement de terrain à Saint-Césaire (1399-2000)	1	155 033,99	202 369,33
Sauvetage Nunavik et Basse-Côte-Nord (1206-2000 et 832-2001)	10	4 714 795,84	10 555 811,22
<b><u>PROGRAMMES DIVERS</u></b>			
Incendie survenu dans le Village nordique Puvirnituq (93-2003)	1	169 135,24	169 135,24
Contamination Ville de Saguenay ( 1517-2002)	1	64 245,68	64 245,68
Avalanche 1999 à Kangiqsualujjuaq (11-99)	2	23 719,20	793 623,79
<b><u>PLUIES DILUVIENNES DU SAGUENAY</u></b>			
Pluies diluviennes du Saguenay (658-1998)	7 735	1 610 000,00	137 915 914,37
<b><u>TEMPÊTE DE VERGLAS 1998</u></b>			
Tempête de verglas survenue du 5 au 9 janvier 1998 (27-98)	1 013	181 532,69	255 562 083,94
<b><u>TOTAUX</u></b>	16 729	11 832 362,97	450 538 650,55

**Ministère de la Sécurité publique**  
**Étude des crédits 2002-2003**  
**Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle**

**TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05**

**QUESTION 38 : LA LISTE DES PROGRAMMES D'AIDE POUR LA SÉCURITÉ CIVILE, AVEC UN BILAN PAR PROGRAMMES, INCLUANT LE BUDGET DU PROGRAMME, SES EFFECTIFS, L'ÉTAT DE SES DÉPENSES, LE NOMBRE ET LA NATURE DES RÉCLAMATIONS DEMANDÉES ET LES RÉSULTATS DE CHAQUE RÉCLAMATION**

Effectifs et budget		(\$)	
PROGRAMMES	EFFECTIFS <sup>1</sup>	BUDGET <sup>2</sup>	
Verglas	2	340 157	
Saguenay	4	1 889 923	
Autres programmes	29	11 313 556	
<sup>1</sup> : Inclut les effectifs permanents (9) et occasionnels affectés à la gestion des programmes <sup>2</sup> : Inclut la rémunération des employés et l'aide financière versée aux victimes de sinistres			





# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

### **39. DANS LE CADRE DE LA LOI SUR LA SÉCURITÉ CIVILE :**

- A. LA LISTE DES MUNICIPALITÉS QUI ONT FAIT PARVENIR UN SCHÉMA DE COUVERTURE DE RISQUES QUI A ÉTÉ APPROUVÉ PAR LE MSP;**
- B. LA LISTE DES MUNICIPALITÉS QUI ONT FAIT PARVENIR UN SCHÉMA DE COUVERTURE DE RISQUES QUI A ÉTÉ REFUSÉ PAR LE MSP;**
- C. LA LISTE DES MUNICIPALITÉS QUI DOIVENT TOUJOURS REMETTRE UN SCHÉMA DE COUVERTURE DE RISQUE AU MSP  
ET DATE PRÉVUE DU DÉPÔT AU MINISTÈRE;**
- D. PRÉVISIONS DES SUBVENTIONS À ACCORDER AUX MUNICIPALITÉS EN 2003-2004.**



**Ministère de la Sécurité publique**  
**Étude des crédits 2003-2004**  
**Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle**

**Question 39**

Autorités régionales par région administrative		Avis du ministre (année / mois / jour)	Date prévue pour le dépôt du schéma de couverture de risques (année / mois / jour)
<b>01 BAS SAINT LAURENT</b>			
140 Kamouraska (2)		02-03-01	04-03-01
070 La Matapédia (1)		01-09-01	04-03-01
090 La Miitis (1) *		01-09-01	04-03-01
110 Les Basques (1) *		01-09-01	03-09-02
080 Matane (1)		01-09-01	04-03-01
100 Rimouski-Neigette (2)		02-03-01	04-03-01
120 Rivière-du-Loup (1) *		01-09-01	04-03-01
130 Témiscouata (2)		02-03-01	04-03-01
<b>02 SAGUENAY- LA CÔTE SAINT-JEAN</b>			
930 Lac-Saint-Jean-Est (1) *		01-09-01	04-03-01
910 Le Domaine-du-Roy (1) *		01-09-01	04-03-01
942 Le Fjord-du-Saguenay (3)		02-09-01	04-09-01
920 Maria-Chapdelaine (1) *		01-09-01	04-03-01
94068 Ville de Saguenay (3)		02-09-01	04-09-01
<b>03 CAPITALE NATIONALE</b>			
160 Charlevoix (1) *		01-09-01	04-03-01
150 Charlevoix-Est (1) *		01-09-01	04-03-01
23027 Ville de Québec (3)		02-09-01	04-09-01
210 La Côte-de-Beaupré (1) *		01-09-01	04-03-01
220 La Jacques-Cartier (1) *		01-09-01	03-09-02
200 L'Île-d'Orléans (1)		01-09-01	03-09-02
340 Portneuf (1) *		01-09-01	04-03-01
<b>04 MAURICIE</b>			
372 Les Chenaux (3)		02-09-01	04-09-01
36033 Ville de Shawinigan (3)		02-09-01	04-09-01
90012 Ville de La Tuque (1)		01-09-01	04-03-01
510 Maskinongé (1) *		01-09-01	04-03-01
350 Mékinac (1) *		01-09-01	04-03-01
37067 Ville de Trois-Rivières (3)		02-09-01	04-09-01
<b>05 ESTRIE</b>			
400 Asbestos (1) *		01-09-01	04-03-01
440 Coaticook (2)		02-03-01	04-03-01
43027 Ville de Sherbrooke (2)		02-03-01	04-03-01
300 Le Granit (1) *		01-09-01	04-03-01
410 Le Haut-Saint-François (2)		02-03-01	04-03-01
420 Le Val-Saint-François (1) *		01-09-01	04-03-01
450 Memphrémagog (1) *		01-09-01	04-03-01
<b>06 MONTREAL</b>			
66023 Ville de Montréal (3)		02-09-01	04-09-01
<b>07 OUTAOUAIS</b>			
81017 Ville de Gatineau (3)		02-09-01	04-09-01
830 La Vallée-de-la-Gatineau (1)		01-09-01	03-09-02
820 Les Collines-de-l'Outaouais (2)		02-03-01	04-03-01
800 Papineau (2)		02-03-01	04-03-01
840 Pontiac (2)		02-03-01	04-03-01
<b>08 ABITIBI-TEMISCAMINGUE</b>			
880 Abitibi (2)		02-03-01	04-03-01
870 Abitibi-Ouest (1) *		01-09-01	04-03-01
860 Ville de Rouyn-Noranda (2)		02-04-01	04-04-01
850 Témiscamingue (1)		01-09-01	03-09-02
890 Vallée-de-l'Or (1) *		01-09-01	03-09-02
<b>09 CÔTE NORD</b>			
972 Caniapiscau (3)		02-09-01	04-09-01
98015 Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent (3)		02-11-15	04-11-15
950 La Haute-Côte-Nord (1) *		01-09-01	03-09-02

**Ministère de la Sécurité publique**  
**Étude des crédits 2003-2004**  
**Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle**

**Question 39**

Autorités régionales par région administrative		Avis du ministre (année / mois / jour)	Date prévue pour le dépôt du schéma de couverture de risques (année / mois / jour)
960 Manicouagan (3)		02-09-01	04-09-01
981 Minganie (3)		02-09-01	04-09-01
971 Sept-Rivières (3)		02-09-01	04-09-01
<b>10 NORD-DU-QUEBEC</b>			
992 AR Kativik (3)		02-09-01	04-09-01
99060 Baie-James (3)		02-10-01	04-10-01
<b>11 GASPÉSIE - ÎLES-DE-LA-MADELEINE</b>			
060 Avignon (1) *		01-09-01	04-03-01
050 Bonaventure (1) *		01-09-01	04-03-01
040 La Haute-Gaspésie (1) *		01-09-01	04-03-01
030 La Côte-de-Gaspé (1) *		01-09-01	04-03-01
020 Le Rocher-Percé (1) *		01-09-01	04-03-01
010 Municipalité des Îles-de-la-Madeleine (3)		02-09-01	04-09-01
<b>12 CHAUDIÈRE- APPALACHES</b>			
290 Beauce-Sartigan (1)		01-09-01	03-09-02
190 Bellechasse (1) *		01-09-01	04-03-01
310 L'Amiante (2)		02-03-01	04-03-01
260 La Nouvelle-Beauce (1) *		01-09-01	04-03-01
280 Les Etchemins (2)		02-03-01	04-03-01
170 L'Islet (1) *		01-09-01	04-03-01
330 Lotbinière (1) *		01-09-01	04-03-01
180 Montmagny (1) *		01-09-01	04-03-01
270 Robert-Cliche (2)		02-03-01	04-03-01
25213 Ville de Lévis (3)		02-09-01	04-09-01
<b>13 LAVAL</b>			
650 Laval (2)		02-03-01	04-03-01
<b>14 LANAUDIÈRE</b>			
520 D'Autray (1)		01-09-01	04-03-01
610 Joliette (2)		02-03-01	04-03-01
600 L'Assomption (1) *		01-09-01	04-03-01
640 Les Moulins (2)		02-03-01	04-03-01
620 Matawinie (1) *		01-09-01	04-03-01
630 Montcalm (1) *		01-09-01	04-03-01
<b>15 LAURENTIDES</b>			
790 Antoine-Labelle (1) *		01-09-01	04-03-01
760 Argenteuil (2)		02-03-01	04-03-01
720 Deux-Montagnes (2)		02-03-01	04-03-01
750 La Rivière-du-Nord (1)		01-09-01	03-09-02
780 Les Laurentides (1) *		01-09-01	03-09-02
770 Les Pays-d'en-Haut (1) *		01-09-01	03-09-02
740 Mirabel (1)		01-09-01	03-09-02
730 Thérèse-De Blainville (2)		02-03-01	04-03-01
<b>16 MONTRÉGIE</b>			
480 Acton (2)		02-03-01	04-03-01
700 Beauharnois-Salaberry (2)		02-03-01	04-03-01
460 Brome-Missisquoi (1) *		01-09-01	04-03-01
58227 Ville de Longueuil (3)		02-09-01	04-09-01
470 La Haute-Yamaska (1) *		01-09-01	04-03-01
590 Lajemmerais (2)		02-03-01	04-03-01
570 La Vallée-du-Richelieu (2)		02-03-01	04-03-01
530 Le Bas-Richelieu (1) *		01-09-01	04-03-01
560 Le Haut-Richelieu (1) *		01-09-01	04-03-01
690 Le Haut-Saint-Laurent (2)		02-03-01	04-03-01
680 Les Jardins-de-Napierville(2)		02-03-01	04-03-01
540 Les Maskoutains (2)		02-03-01	04-03-01
670 Roussillon (2)		02-03-01	04-03-01

Ministère de la Sécurité publique  
Étude des crédits 2003-2004  
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

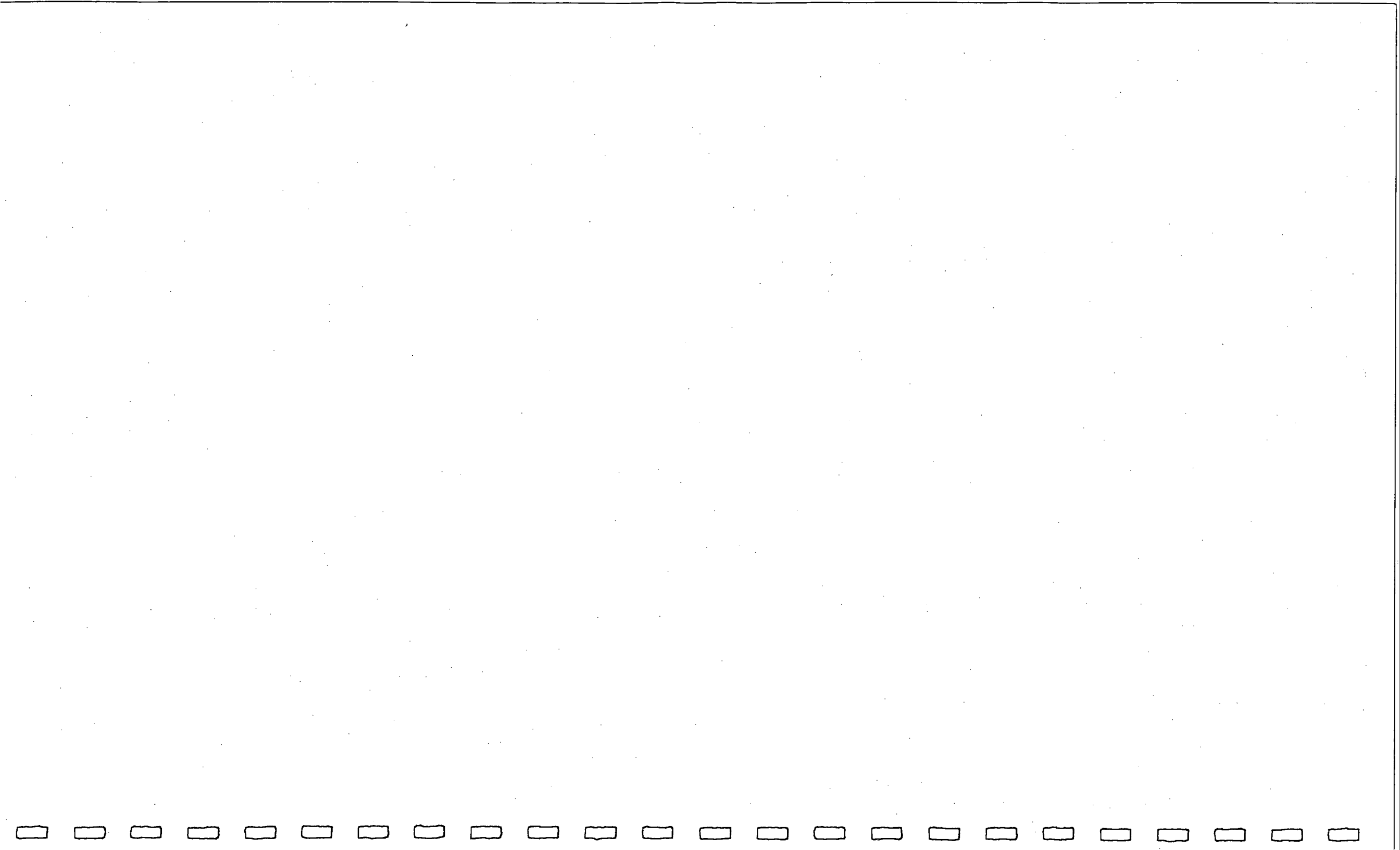
Question 39

Autorités régionales par région administrative	Avs du ministre (année / mois / jour)	Date prévue pour le dépôt du schéma de couverture de risques (année / mois / jour)
550 Rouville (2)	02-03-01	04-03-01
710 Vaudreuil-Soulanges (1) *	01-09-01	04-03-01
170 CENTRE-DU-QUEBEC		
390 Arthabaska (1) *	01-09-01	04-03-01
380 Bécancour (1) *	01-09-01	04-03-01
490 Drummond (2)	02-03-01	04-03-01
320 L'Érable (1) *	01-09-01	04-03-01
500 Nicolet-Yamaska (1) *	01-09-01	04-03-01

- (1) 1<sup>ère</sup> cohorte 01-09-01 (55 autorités régionales)
- (2) 2<sup>e</sup> cohorte 02-03-01 (30 autorités régionales)
- (3) 3<sup>e</sup> cohorte 02-09-01 (18 autorités régionales)

\* Demande de prolongation

26 juin 2003



**Ministère de la Sécurité publique**  
**Étude des crédits 2003-2004**  
**Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle**

**Question 39**

**NOTE EXPLICATIVE**

En vertu de la *Loi sur la sécurité incendie*, le ministre de la Sécurité publique a adressé à chacune des 103 autorités régionales un avis prescrivant l'établissement d'un schéma de couverture de risques. Ces avis ont été transmis les 1<sup>er</sup> septembre 2001, 1<sup>er</sup> mars 2002, 1<sup>er</sup> avril 2002, 1<sup>er</sup> septembre 2002, 1<sup>er</sup> octobre 2002 et 1<sup>er</sup> novembre 2002 selon l'horaire précisée dans le tableau en annexe ; Transmission des avis et dates prévues de dépôt des schémas de couverture de risques.

La loi prévoit que le ministre de la Sécurité publique peut accorder, aux conditions qu'il détermine, une aide financière à toute autorité régionale ou locale pour l'établissement, la modification ou la révision d'un schéma de couverture de risques ou pour la réalisation des actions qui y sont prévues. Compte tenu de ces dispositions, le ministère de la Sécurité publique s'est assuré auprès du Conseil du trésor d'obtenir les crédits nécessaires pour faciliter l'établissement des schémas par les autorités régionales.

Le Conseil du trésor, dans le CT 195731 daté du 19 décembre 2000, a autorisé, à titre d'aide financière au chapitre de l'encadrement de la planification de la sécurité incendie des municipalités des crédits de 12 040,0 k\$ répartis sur quatre exercices financiers débutant avec l'année financière 2001/2002. Le tableau en annexe ventile les sommes dépensées au cours des exercices 2001/2002 et 2002/2003 ainsi que les prévisions de dépense pour les années financières subséquentes.

Sur cette base, la Direction du développement et du soutien en sécurité civile et en sécurité incendie a conçu un programme d'aide financière et rédigé un protocole d'entente à conclure avec les autorités régionales (voir documents annexés), dont les principales modalités se lisent comme suit :

- ◆ L'aide financière dont peut bénéficier une autorité régionale (MRC et villes) pour l'établissement du schéma de couverture de risques est égale à 100 % des dépenses admissibles, jusqu'à concurrence de 40 000 \$ par année pour une période maximale de deux ans dans le cas des MRC et de 60 000 \$ par année pour les villes de Gatineau, Laval, Longueuil, Montréal, Québec, Saguenay, Sherbrooke et Trois-Rivières. Également, les MRC peuvent bénéficier d'une aide financière additionnelle de 40 000 \$ pour une troisième année pour l'organisation d'activités visant à mettre en œuvre le schéma de couverture de risques. Le montant maximal d'aide financière dont peut bénéficier une autorité régionale selon les termes du programme est de 120 000 \$ s'étalant sur une période de deux ans pour les villes et de trois ans pour les MRC.

- ◆ Pour les MRC, les dépenses admissibles comprennent le salaire, les avantages sociaux et les frais de déplacement du personnel embauché ou affecté spécifiquement à l'établissement du schéma de couverture de risques. Sont également admissibles des dépenses, jusqu'à concurrence de 25 % de l'aide annuelle prévue, les sommes payées par l'autorité régionale à un consultant, à une entreprise ou à une municipalité, pour la réalisation d'un contrat de services professionnels ou pour l'achat d'équipements, de matériel ou de fournitures pour les fins de l'établissement du schéma de couverture de risques. Dans le cas des villes les dépenses admissibles incluent également la totalité des dépenses payées pour les services professionnels d'un consultant.

- ◆ Pour les deux premières années, l'aide financière est versée à l'autorité régionale en quatre versement lors de la réalisation de chacune des étapes suivantes :
  - signature du protocole d'entente entre l'autorité régionale et le MSP relativement à l'établissement du schéma de couverture de risques prévu à la *Loi sur la sécurité incendie*;
  - production, dans les cinq mois de l'avis du Ministre, d'un inventaire des ressources et des mesures municipales en sécurité incendie conformément au matériel de référence soumis par le ministère de la Sécurité publique;
  - production, dans les quinze mois de la date de l'avis du ministre, d'un rapport d'étape conforme aux exigences du Ministre;
  - après la délivrance, par le Ministre, d'un avis attestant de la conformité du schéma de couverture de risques aux orientations ministérielles.

#### Réponse aux questions

- a. Selon la planification initiale, les schémas de couverture de risques sont déposés deux ans après l'avis du ministre soit au plus tard le 31 août 2003. Donc aucun schéma n'a été déposé en date du 13 juin 2003.
- b. Aucun schéma n'a été déposé et aucun n'a été refusé
- c. La liste des autorités régionales est énumérée dans l'annexe intitulée : Date prévue pour le dépôt du schéma de couverture de risques
- d. Le prévisions de subvention sont ventillées dans le tableau de l'annexe intitulée : Programmation budgétaire



Ministère de la Sécurité publique  
Étude des crédits 2003-2004  
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

Question 39

ÉLABORATION DES SCHÉMAS DE COUVERTURE DE RISQUES						
PROGRAMMATION BUDGÉTAIRE						
ANNÉE	MRC	VILLE	VERSEMENT	MONTANT \$	TOTAL \$	
2001-2002	77	---	1	20 000 \$	1 540 000 \$	
	40	---	2	20 000 \$	800 000 \$	
TOTAL					2 340 000 \$	
2002-2003	17	---	1	20 000 \$	340 000 \$	
	---	9	1	30 000 \$	270 000 \$	
	34	---	2	20 000 \$	680 000 \$	
	---	1	2	30 000 \$	30 000 \$	
TOTAL	43	---	3	20 000 \$	860 000 \$	
	TOTAL					2 180 000 \$
2003-2004	20	---	2	20 000 \$	400 000 \$	
	---	8	2	30 000 \$	240 000 \$	
	---	2	3	30 000 \$	60 000 \$	
	---	1	4	30 000 \$	30 000 \$	
	51	---	3	20 000 \$	1 020 000 \$	
	12	---	4	20 000 \$	240 000 \$	
	12	---	5	20 000 \$	240 000 \$	
	TOTAL					2 230 000 \$
2004-2005	---	3	4	30 000 \$	90 000 \$	
	---	7	3	30 000 \$	210 000 \$	
	82	---	4	20 000 \$	1 640 000 \$	
	82	---	5	20 000 \$	1 640 000 \$	
TOTAL					3 580 000 \$	
2005-2006	---	5	4	30 000 \$	150 000 \$	
	82	---	6	20 000 \$	1 640 000 \$	
TOTAL					1 790 000 \$	
2006-2007	12		6	20 000 \$	240 000 \$	
TOTAL					240 000 \$	
GRAND TOTAL					12 360 000 \$	



# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

- 40. LA LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX DE LA SÉCURITÉ CIVILE EN PRÉCISANT  
POUR CHACUN, L'EFFECTIF ET LE BUDGET ALLOUÉ.**



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME :Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05**

**QUESTION 40 : La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué**

Identification	Effectifs réguliers 2002-2003	Personnel occasionnel 2002-2003	Budget (\$) 2002-2003
Direction régionale du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine			387 032
-70, rue Saint-Germain Est, bureau 110, Rimouski (Québec) G5L 7J9	6	0	
-96, Montée Sandy Beach, bureau 1.02, Gaspé (Québec) G4X 2W4	2	0	
Direction régionale de la Capitale-Nationale, de Chaudière-Appalaches et du Nunavik			705 315
-1122, chemin St-Louis, bureau 200, Sillery (Québec) G1S 1E5	11	1	
-4, rue Place de l'Église, C.P. 3007, Baie-Saint-Paul (Québec) G3Z 3B6	1	0	
Direction régionale du Saguenay- Lac Saint-Jean-et de la Côte Nord			319 717
-3950, boulevard Harvey, RC-01, Jonquière (Québec) G7X 8L6	5	0	
-625, boulevard Lafleche, bureau 1.807, Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5	2	1	
Direction régionale de la Mauricie et du Centre du Québec			515 411
-4000, rue Louis-Pinard, Trois-Rivières (Québec) G8Y 4L9	9	1	
Direction régionale de la Montérégie et de l'Estrie			547 561
-200, rue Belvédère Nord, bureau 3.03, Sherbrooke (Québec) J1H 4A9	3	1	
-165, rue Jacques-Cartier Nord, St-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 6S9	7	1	
- 35 rue Port-Royal Est, bureau 5.08, Montréal (Québec) H3L 3T1	1	0	
Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaudière et des Laurentides			815 377
-35, rue Port-Royal Est, bureau, 5.08, Montréal (Québec) H3L 3T1	12	0	
-85, rue de Martigny, local 4.39, Saint-Jérôme (Québec) J7Y 3R8	2	0	
-150, rue Saint-Paul, Rez-de-chaussée, Joliette (Québec) J6E 5G3	2	0	
Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec			<u>514 510</u>
-170, rue de l'Hôtel de Ville, bureau 3.240, Gatineau (Hull) (Québec) J8X 4C2	5	0	
-170, avenue Principale, bureau 205, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7	<u>3</u>	<u>1</u>	
	<u>71</u>	<u>6</u>	<u>3 804 923</u>



# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

**41. LA LISTE DES LOIS ET RÈGLEMENTS EN PROCESSUS D'ÉLABORATION OU DE MODIFICATION  
AVEC LA DATE DU DÉBUT DU PROCESSUS ET UNE DESCRIPTION DE L'ÉTAT DE L'AVANCEMENT.**





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01**

**QUESTION 41 : Liste des lois et règlements en processus d'élaboration ou de modification au Ministère, avec la date du début du processus et l'état de l'avancement**

TITRE	DÉBUT DU PROCESSUS	ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX
<b><u>Projet de loi</u></b>		
Loi modifiant le Code de la sécurité routière et le Code de procédure pénale concernant la perception des amendes.	L'élaboration du projet de loi proprement dit a débuté en novembre 2002	Le projet de loi avait été présenté devant l'Assemblée nationale en décembre 2002.
<b><u>Projets de règlement</u></b>		
Règlement sur les activités et les biens générateurs de risque de sinistre majeur	Septembre 2002	Projet élaboré – À transmettre au Cabinet
Règlement modifiant le règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec	Novembre 2002	En voie d'élaboration
Règlement sur les qualités minimales requises pour exercer les fonctions d'enquête dans un corps de police	Janvier 2003	En voie d'élaboration
Règlement sur les conditions pour exercer au sein d'un service de sécurité incendie municipal	Janvier 2003	En voie d'élaboration

1. The first part of the document is a list of the names of the persons who have been named in the proceedings. The names are listed in alphabetical order, and each name is followed by a number indicating the page on which the name appears. The names are as follows:

## **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

**42. LA LISTE DE TOUS LES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTIONS POUR DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES, DES PROJETS LOCAUX OU DES PROJETS-PILOTES, LE MONTANT GLOBAL ATTRIBUÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, LE NOM DES ORGANISMES OU PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION, LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ POUR LA PÉRIODE 2002-2003.**



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04**

**QUESTION 42 :** La liste de tous les programmes de financement ou de subventions pour des organismes communautaires, des projets locaux ou des projets-pilotes, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2002-2003.

Le Service de la prévention de la criminalité et de la sécurité privée de la Direction générale des affaires policières, de la prévention et des services de sécurité gère l'ensemble de tous les programmes de financement ayant comme objectif commun de subventionner des projets ponctuels en prévention de la criminalité.

Trois programmes de financement sont gérés par le Service : le Programme sur le partage des produits de la criminalité (budget pour l'année 2002-2003 : 1 250 M\$), le budget de transfert (budget pour l'année 2002-2003 : 148 300 \$) et un Programme de financement cogéré par le Bureau des assurances du Canada (BAC) (budget pour l'année 2002-2003 : 25 000 \$). Ce dernier programme consiste à subventionner, à parts égales, des projets spécifiques en prévention de la criminalité en fonction de certaines problématiques.

**Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité**  
**Projets subventionnés (année financière 2002-2003)**

Action Jeunesse Roussillon	Taxage (volet 2) - Plan d'action 2002-2003	26 200,00 \$
Action Jeunesse St-Pie X de Longueuil inc.	Taxeptes d'en parler - Plan d'action 2002-2003	50 000,00 \$
Bureau de la Communauté haïtienne de Montréal	Mon école, ma sécurité, mon intégrité (Activités estivales et plan d'action 2002-2003)	42 100,00 \$
Carrefour Jeunesse Desjardins	Vide ton sac! - Plan d'action 2002-2003	37 000,00 \$
Carrefour-Jeunesse D'Iberville	Taxage (volet 2) - Plan d'action 2002-2003	35 000,00 \$
Centre de prévention de la violence familiale Générations	Taxage (volet 2) - Plan d'action 2002-2003	20 000,00 \$
Centre d'initiatives pour le développement communautaire, l'Unité	Prévention sur le taxage et l'intimidation - Plan d'action 2002-2003	75 000,00 \$
Centre Écllosion inc.	Le taxage? Non merci sans façon!	17 100,00 \$
Centre régional de prévention de la criminalité de Mauricie/Centre-du-Québec	S'équiper pour agir - Activités estivales et plan d'action 2002-2003	53 000,00 \$
Club Garçons et Filles de LaSalle	Projet taxage (collaboration avec Trajet Jeunesse)	14 700,00 \$
Conseil régional de prévention du crime Saguenay-Lac-Saint-Jean	TaxAgir - Plan d'action 2002-2003	53 000,00 \$
Défi-jeunesse du Haut St-Maurice Inc.	Taxe non incluse ... en action - Plan d'action 2002-2003	17 500,00 \$
Fondation Carrefour Nouveau Monde	Taxer, c'est pas jouer - Plan d'action 2002-2003	30 000,00 \$
Forum-Jeunesse Charlevoix-Ouest	Taxage (volet 2) - Plan d'action 2002-2003	25 900,00 \$
Jeunesse en santé	Projet "ÉPAV"	20 000,00 \$
Justice Alternative Côte-Nord inc.	Diagnostic du taxage à Sept-Îles	20 000,00 \$
La Maison des Jeunes (La Barak) de Granby inc.	Taxage (volet 2) - Plan d'action 2002-2003	25 000,00 \$
La Table de Concertation Jeunesse Villaray-La Petite Patrie	Taxage (volet 2) - Plan d'action 2002-2003	25 100,00 \$
Le Centre Option-Prévention T.V.D.S.	Taxage - volet 2 (activités estivales)	43 000,00 \$
Le Salon International de la Jeunesse ABC	Prévention du taxage du Magazine jeunesse	22 000,00 \$
Le St-Claude	Action 6-12 ans	20 000,00 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection -- 01.04

Leave Out Violence "L.O.V.E." - L'Omission de la Violence "L.O.V.E."	Vivre sans violence	20 000,00 \$
Les Œuvres de la maison Dauphine Inc.	Le taxage en Haute-ville de Québec: une réalité - Plan d'action 2002-2003	39 400,00 \$
Maison de jeunes "Laser" Roberval	Taxage, un crime gravel - Activités estivales et plan d'action 2002-2003	14 900,00 \$
Maison des jeunes de Carleton	Taxage (volet 2) - Plan d'action 2002-2003	23 000,00 \$
Maison des jeunes Le Carrousel	La Passerelle (volet 2) - Plan d'action 2002-2003	42 000,00 \$
Maison des jeunes L'Escapade de Val-Bélair	Prévention du taxage à Val-Bélair	70 000,00 \$
Maison des jeunes patriotes de Saint-Jean-Port-Joli	Sécuractions Milieu Jeunesse	42 000,00 \$
Mouvement de la relève d'Amos-région	Taxage (volet 2) - Plan d'action 2002-2003	36 000,00 \$
Pacife Bois-Francis Inc.	Le taxage: une action concertée - Plan d'action 2002-2003	50 000,00 \$
Patro Laval inc.	Le taxage: j'en parle, j'agis! - Plan d'action 2002-2003	35 000,00 \$
Prévention Sud-Ouest	Taxage (volet 2) - Plan d'action 2002-2003	25 700,00 \$
Sablier	Taxer, c'est voler en crime - Activités estivales et plan d'action 2002-2003	55 700,00 \$
Table de concertation jeunesse d'Ahnuntsic	Taxage - volet 2 (Activités estivales et plan d'action 2002-2003)	26 500,00 \$
Trajet jeunesse inc.	Taxage (volet 2) - Plan d'action 2002-2003	26 200,00 \$
Unité d'information et d'action en toxicomanie des Moulins (UNIATOX)	Taxage des Moulins	51 000,00 \$
TOTAL		1 229 000 \$

Budget de transfert  
Projets subventionnés (année financière 2002-2003)

Association des directeurs de police du Québec	Contribution à la mission du MSP et à l'amélioration de la sécurité publique	20 000,00 \$
Comité d'action femmes et sécurité urbaine	Séminaire international sur la sécurité des femmes	10 000,00 \$
Séminaire Intersection 2002	Séminaire de travail Intersection (approche de police communautaire)	5 000,00 \$
Groupe Jeunesse 2000	Célébrations Jeunesse	2 000,00 \$
Centre international pour la prévention du crime	Financement de base	75 000,00 \$
Groupe Intersection	Prix de reconnaissance	2 000,00 \$
Association canadienne des chefs de police	97 <sup>e</sup> congrès de l'ACCP tenu à Québec et portant sur la gestion des crises	5 000,00 \$
Association des policiers provinciaux du Québec	35 <sup>e</sup> congrès annuel des délégués de l'APPO	2 500,00 \$
Programme du BAC/MSP	Projets spécifiques en prévention de la criminalité en fonction de certaines problématiques (vandalisme, vol par effractions, taxage, etc.)	25 000,00 \$
TOTAL		146 500 \$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Direction générale des Affaires ministérielles – 01.01**

**QUESTION 42 :** La liste de tous les programmes de financement ou de subventions pour des organismes communautaires, des projets locaux ou des projets pilotes, le montant global affecté au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2002-2003.

**Société Makitautik**

Versement des sommes nécessaires pour le démarrage des travaux préliminaires d'architecture et de préparation des sols, relatifs à la construction d'un centre résidentiel communautaire à Kangirsuk, en vue de donner suite à l'entente de partenariat sur le développement économique et communautaire au Nunavik.

Subvention : 60 000.00 \$

Direction responsable : Direction de la coordination





# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

**43. POUR CHAQUE PROGRAMME DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTION,  
LA LISTE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES OU DES PROJETS  
QUI SE SONT VU REFUSER UN FINANCEMENT AINSI QUE LES MOTIFS DE REFUS  
POUR LA PÉRIODE 2002-2003.**



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REÇUS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection -- 01.04

QUESTION 43 : Pour chaque programme de financement ou de subvention, la liste des organismes communautaires ou des projets qui se sont vu refuser un financement ainsi que les motifs de refus pour la période 2002-2003.

Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité  
Projets refusés (année financière 2002-2003)

Centre d'Action Bénévole de Sept-Îles inc.	Mise en place d'un comptoir d'équipement de sport
Centre d'Aide aux Victimes d'Actes Criminels des Laurentides	Taxage (volet 2) - Plan d'action 2002-2003
Croix-Rouge canadienne, Division du Québec	Prévention du taxage
Forum d'Action des Communautés Culturelles	Prévention du taxage chez les jeunes
Groupe d'information et de défense des droits sociaux de Ste-Julienne	Midi-jeunes
La Maison des jeunes "par la Grand'Porte"	Coup d'envoi
Objectif Sécurité Action (OSA ANJOU)	Le taxage: T'aXeptes d'en parler? - Plan d'action 2002-2003
P.A.F. Rétablissement Financier	La prévention du taxage auprès des jeunes
Ressource de réinsertion "Le Phare"	DÉNONcer
Société Elizabeth Fry du Québec	Vol à l'étalage
SOS Predelt	Jeu TAXAGE "Dédale de la vie"
SOS Predelt / Rive-Sud	Jeu TAXAGE "Dédale de la vie"
SOS Predelt / Yamaska Bas-Richelieu	Jeu TAXAGE "Dédale de la vie"
Trans-Art 2000	Connais-tu ton taxeur?
YMCA Centre-ville	Premier arrêt

Motifs de refus : les projets ne s'inscrivaient pas dans les priorités du programme à savoir, la prévention du « taxage » auprès des jeunes ou n'étaient pas suffisamment développés pour pouvoir juger de leur utilité.

Budget de transfert  
Projets non subventionnés (année financière 2002-2003)

Association des organismes en prévention de la criminalité (AOPC)	Fonctionnement du conseil d'administration
Avenue jeunesse inc.	Relocalisation de l'organisme
Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie	Maintien des activités communautaires
Centre de recherche-action sur les relations raciales (CRARR)	Mot de bienvenu et album souvenir
Centre international de résolution de conflits et de médiation (C.I.R.C.M.)	Vers le pacifique
Centre régional de prévention de la criminalité de Mauricie/Centre-du-Québec	Financement de base
Coalition Sherbrooke pour le travail de rue	Campagne de financement 2002
Comité des organismes accréditeurs en médiation familiale (COAMF)	Expérimentation de l'utilisation des outils de dépistage de la violence conjugale
Comité local de prévention du crime, Thetford Mines - Black Lake	Dénoncer l'intimidation et le taxage
Comité national pour réduire le vol automobile	Profil de jeunes contrevenants
Conseil régional de prévention du crime Saguenay-Lac-Saint-Jean	Financement de base
Enfance à petits pas	Service d'aide psychologique aux enfants de 0 à 12 ans
Fondation des victimes du 6 décembre contre la violence	15e anniversaire de la tragédie de la polytechnique

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04

ORGANISME		TITRE DU PROJET
Info-Crime Saguenay		Demande d'aide financière
Info-secteur - Centre de documentation et de consultation sur la pensée sectaire		Demande d'aide financière
Jeunes Québécois et Palestiniens		Production et échange d'outils de sensibilisation sur la prévention de la violence
Justice alternative du Suroît		Modification de base des données statistiques
La Ligue des Noirs du Québec		Services aux sans-voix
La Maison Cliche - Centre de réadaptation pour polytoxicomanes		Relance de l'organisme suite à un incendie
Le Centre Lanaudois d'information sur les Psychotropes (Le C.L.I.P.)		Campagne de financement annuelle
Le Centre Option-Prévention T.V.D.S.		Financement de base
Le Cran ... d'Arrêt		Prévention et promotion de la non-violence en milieu de travail
Le Journal de la Rue		Investir dans un espace publicitaire
Le Pavillon Chaleurs		Maison de réhabilitation
L'Entraide pour hommes Vallée du Richelieu inc.		Demande d'aide financière
Ministère de la Santé et des Services sociaux		Location d'espace (stand) - 6e Conférence mondiale sur la prévention et le contrôle des traumatismes
Mosaïque Ethnique Internationale		Festival Interculturel Québec - 3e édition
Objectif Sécurité Action (OSA ANJOU)		"Le mur - phase 2"
Objectif Sécurité Action (OSA ANJOU)		Financement de base
Parents-Secours du Québec inc.		Maintien du réseau d'urgence
Pivo Jeunesse		Projet de médiation sociale et scolaire
Prévention Sud-Ouest		Financement de base
Regroupement communautaire pour la prévention des actes criminels (RECOPAC)		Demande d'aide financière
Ressource pour Hommes de la Haute-Yamaska inc.		Intervention auprès des conjoints violents
Société de criminologie du Québec		L'intimidation ou "Aidez-moi quelqu'un!"
Théâtre contre violence		Pourrant, quand je rêve ...
Union des municipalités du Québec		Assises annuelles 2002
Via L'Anse		Intervention auprès des hommes de la région du Suroît
Vivre sans violence (VI-SA-VI)		Maintien de l'accessibilité et de la qualité des services offerts

Motif de refus : ces projets n'ont pu être financés en raison du fait que les budgets étaient épuisés, mais ils ont été référés vers d'autres programmes pour tenter d'obtenir le financement recherché.

# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

- 44. LA LISTE DES PROCUREURS AYANT TRAVAILLÉ SUR DES DOSSIERS DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE  
POUR LA DÉFENSE DES POLICIERS, LISTE DE CES DOSSIERS ET LEUR ISSUE  
LA RÉMUNÉRATION DE CES PROCUREURS POUR LA PÉRIODE 2002-2003,  
AINSI QUE LES AUGMENTATIONS PRÉVUES.**

**(VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)**



# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

45. VENTILATION DES BUDGETS ACCORDÉS POUR COMBATTRE LES JEUX DE HASARD ILLÉGAUX.





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01**

**QUESTION 45 : Ventilation des budgets accordés pour combattre les jeux de hasard illégaux**

Il s'agit principalement de dépenses reliées à la rémunération et à la location d'un entrepôt où sont conservés les appareils illégaux saisis par les corps policiers.

Rémunération	7 000
Frais de transport	1 500
Frais de destruction des ALV	15 000
Frais de loyer	<u>103 800</u>
Total	127 300
	=====



# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

46. VENTILATION DES BUDGETS ACCORDÉS POUR MESURER ET DIMINUER LES COÛTS SOCIAUX CAUSÉS PAR LES JEUX DE HASARD DEPUIS 1998.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01**

**QUESTION 46 : Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard depuis 1998**

Lors de l'adoption du budget, la Régie s'est vue octroyer un compte à fin déterminée au montant de 2 K \$ pour l'exercice 2001-2002 et de 3 K \$ pour l'exercice 2002-2003.

	<u>2001-2002</u>	<u>2002-2003</u>
<b>Gestion des licences</b>		
– analyser l'environnement social et physique du site;	1 200 000,00 \$	1 700 000,00 \$
– visiter systématiquement les lieux à la suite d'une demande de licences;		
– mettre en place et exploiter un système de gestion rigoureux des licences qui facilite les échanges d'informations avec la Société des loteries vidéo du Québec et les partenaires (autorités policières).		
<b>Contrôle et impacts</b>		
– contrôler les licences par une inspection de tous les sites sur une période de deux ans (priorité aux multisites et aux endroits susceptibles d'être fréquentés par les jeunes);	800 000,00 \$	1 300 000,00 \$
– réaliser des études comparatives sur les impacts des actions de la RACJ.		
<b>Total :</b>	<u>2 000 000,00 \$</u>	<u>3 000 000,00 \$</u>



# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

**47. ÉTAT DE SITUATION DU SUIVI DONNÉ AUX ENGAGEMENTS CONTENUS  
DANS LE PLAN QUÉBEC-RÉGIONS EN PRÉCISANT LES SOMMES VERSÉES POUR 2002-2003  
AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2003-2004.**





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Ministère de la Sécurité publique**

**QUESTION 47 : État de situation du suivi donné aux engagements contenus dans le plan Québec-Régions en précisant les sommes versées pour 2002-2003 ainsi que les prévisions pour 2003-2004.**

Le MSP ne fait pas partie des ministères concernés pour le suivi du Plan d'action Québec-régions.



# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

48. POUR 2003-2004, INDIQUER LES SOMMES PRÉVUES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE, PARTICULIÈREMENT À L'ÉGARD DE L'INTERVENTION ET DU TRAITEMENT DE L'AGRESSEUR.

(LA RÉPONSE SERA FOURNIE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE)



# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

49. COPIE DES RECOMMANDATIONS ÉMISES PAR LES CORONERS, EN 2002-2003  
CONCERNANT SPÉCIFIQUEMENT LE GOUVERNEMENT,  
SES MINISTÈRES ET SES ORGANISMES.



1. ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

1.1 VÉHICULES À MOTEUR - CONDUCTEURS

Avis / Dossier : A-132652 109702

Événement :

Un homme de 57 ans décède suite aux blessures subies lors d'une collision frontale survenue sur la route 138 à Petites Bergeronnes. Une visibilité nulle n'a pas donné à la victime, tout comme à l'autre conducteur du véhicule venant en sens inverse, d'anticiper le choc frontal afin l'éviter.

Recommandations :

Que Transports Canada modifie les exigences canadiennes en matière de système de protection des occupants, plus particulièrement, le bien-fondé d'inclure dans le Règlement à la fois un essai de collision à 48 km/h contre une barrière fixe et un essai de collision contre une barrière déformable décentrée.

Que le ministère des Transports, secteur de Bergeronnes, révise avec ses employés, pour «les points critiques» de son territoire lors de visibilité nulle, continue ou intermittente, les éléments décisionnels permettant d'assurer la sécurité des usagers du réseau routier sous sa responsabilité.

Organismes visés :

Transports Canada  
Ministère des Transports

Avis / Dossier : A-136211 109482

Événement :

Un jeune homme de 18 ans décède d'un polytraumatisme suite à un accident survenu sur la route 104 à Saint-Anathase.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec maintienne et accentue la publicité encourageant l'utilisation de quatre pneus d'hiver sur tous les véhicules automobiles circulant sur les routes pendant la saison hivernale.

Que le ministère des Transports modifie ses critères de restauration de chaussée afin qu'elle puisse se faire avant que la détérioration de la surface ne devienne un élément pouvant causer ou devenir un accessoire d'un traumatisme de la route.

Organismes visés :

Société de l'assurance automobile du Québec  
Ministère des Transports

Avis / Dossiers : A-144432 114545  
A-144433 114546

Événement :

Le conducteur d'un véhicule âgé de 76 ans circulant en sens inverse sur l'autoroute 40 à Lavitrie, trappe de plein fouet un autre véhicule, entraînant la mort des deux conducteurs.

Plusieurs automobilistes ont tenté de l'avertir sans succès et il a parcouru 8.5 km sur l'autoroute avant de provoquer le face-à-face.

**Recommandations :**

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- sensibilise la population au bien-fondé de signaler leurs proches devenus incaptes afin de leur sauver la vie;
- étudie la pertinence de créer des permis restrictifs.

Que le ministère des Transports amende l'article 603 du Code de la sécurité routière, afin de créer une obligation de divulguer l'incapacité d'un patient à conduire un véhicule routier.

**Organismes visés:**

Société de l'assurance automobile du Québec  
Ministère des Transports

**Avis / Dossier :**      A-142305      112766

**Événement :**

Un jeune homme de 23 ans, circulant sur le Rang 13 Wendover à Notre-Dame-du-Bon-Conseil, est mortellement blessé lorsque son véhicule entre en collision avec une moissonneuse-batteuse arrivant en sens inverse.

**Recommandations :**

Que la Société de l'assurance automobile du Québec révise le Code de la Sécurité routière en ce qui a trait aux machineries agricoles en :

- exigeant que ces véhicules soient visibles, comme l'était la moissonneuse-batteuse dans ce dossier;
- légiférant pour empêcher les véhicules de ferme de largeur excédentaire de circuler sur les voies publiques.

**Organisme visé :**

Société de l'assurance automobile du Québec

**Avis / Dossier :**      A-145556      114842

**Événement :**

Une femme de 30 ans perd le contrôle de son véhicule dans une courbe de la route 203 à Très Saint-Sacrement et effectue des tonneaux pour se retrouver dans le champ de l'autre côté de la route. N'étant pas attachée, cette dernière a été éjectée à 10 mètres de son véhicule.

**Recommandations :**

Que le ministère des Transports :

- éclaire la courbe;
- installe des balises à chevrons lumineux;
- réduise la vitesse à l'approche de la courbe.

**Organisme visé :**

Ministère des Transports



**Avis / Dossier :**      A-142454      113127

**Événement :**

Un homme de 56 ans, au volant d'un véhicule de location, décède des suites d'un polytraumatisme lors d'une collision frontale survenue sur le chemin Ste-Catherine à Rock Forest.

**Recommandation :**

Que la Société de l'assurance automobile du Québec voie à mettre en place une procédure qui fait en sorte que les compagnies de location puissent vérifier rapidement si le permis de conduire de l'éventuel conducteur ne soit pas sous le coup d'une suspension et d'en interdire la location si tel est le cas.

**Organisme visé :**

Société de l'assurance automobile du Québec

**Avis / Dossier :**      A-137935      110821

**Événement :**

Un homme de 33 ans décède des suites d'un polytraumatisme sévère lors d'une collision frontale survenue sur la route 138 à Louiseville.

**Recommandations :**

Que la Régie régionale Maurice-Centre du Québec :

- prévoie une information adéquate aux familles des patients psychiatriques majeurs (psychose), qui sont traités à domicile sur les signes et symptômes de désorganisation, et sur l'attitude à tenir en cas de dégradation de l'état des patients ou du manque de compliance à la médication ;
- forme un service d'aide efficace en situation de crise (médecin, infirmières, travailleurs sociaux) apte à agir rapidement (même en dehors des heures de bureau, il va de soi) en cas de crise majeure rapportée par des familles ou d'autres intervenants ;
- révise les procédures du service 911 afin qu'il y ait un suivi et une assistance adéquate aux requêtes urgentes de citoyens en détresse ou de leurs répondants ;
- vérifie périodiquement l'efficacité réelle des premiers répondants (911) et du service d'aide en situation de crise prévu par les lois sur les services de santé et les services sociaux.

Que le Centre hospitalier régional de Trois-Rivières :

- collabore à la formation d'un groupe d'intervention rapidement disponible à toutes heures du jour et de la nuit pour des urgences médico-sociales, notamment en psychiatrie ;
- forme adéquatement des premiers répondants (téléphonistes, infirmières de l'urgence et/ou des départements concernés) à guider et à orienter avec diligence vers des ressources adéquates les familles en détresse qui constatent une désorganisation importante ou des troubles de comportement sévères chez un membre de leur famille ou un individu dont ils ont la garde.

Que la Sûreté du Québec :

- donne une formation adéquate aux premiers répondants qui sont contactés lors des situations d'urgence pour leur permettre d'évaluer correctement les actions à prendre ;
- envoie automatiquement un agent de la paix dans de telles situations en lui procurant tout le support nécessaire à son intervention.

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- émette des directives claires concernant l'aptitude à conduire, l'émission, le renouvellement, le maintien, et/ou la suspension des permis de conduire pour les citoyens présentant un atteinte psychiatrique sévère (psychose) ;
- s'assure d'une diffusion efficace de telles directives dans le milieu de la santé et dans la population.

**Organismes visés :**

Régie régionale Mauricie-Centre du Québec  
Centre hospitalier régional de Trois-Rivières  
Sûreté du Québec  
Société de l'assurance automobile du Québec

**Avis / Dossier :**      A-135970      106955

**Événement :**

Un homme de 66 ans décède lors d'un accident impliquant deux motorisés à l'intersection de la route 344 et de l'autoroute 640, à Saint-Joseph-du-Lac.

**Recommandation :**

Que le ministère des Transports se penche sur la problématique de cette intersection et détermine ce qui serait la meilleure solution.

**Organisme visé :**

Ministère des Transports

**Avis / Dossier :**      A-134795      111031

**Événement :**

Un homme de 58 ans, décède des suites d'un polytraumatisme sévère, après que le véhicule dans lequel il prenait place, a été embouti par un camion, alors qu'il était immobilisé à l'intersection route des Iles et Etienne Dallaire à Lévis.

**Recommandation :**

Que le Ministère des Transports analyse la pertinence d'ajouter un panneau «Préparez-vous à arrêter» (D-60-1), lequel pourrait être installé sur le viaduc de la voie ferrée.

**Organisme visé :**

Ministère des Transports

**Avis / Dossier :**      A-142704      112858

**Événement :**

Une femme de 60 ans, circulant sur la route 158 à Ste-Geneviève-de-Berthier, décède des blessures subies lorsque la remorque d'un tracteur routier circulant en sens inverse a empiété sur sa voie pour heurter son véhicule de plein fouet.

**Recommandations :**

Que la Direction des services préhospitaliers de la région de Lanaudière revoie ce cas et apporte les modifications nécessaires à leurs opérations, afin que leur intervention soit adéquate.

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux, section préhospitalier, revoie ce dossier et corrige les lacunes du préhospitalier local.

Que la Direction des services professionnels du centre hospitalier régional de Lanaudière revoie le dossier avec son service de traumatologie et apporte les corrections nécessaires.

Que le ministère des Transports vérifie les détails de cette courbe et de cette intersection (route 158 & 345) et apporte les correctifs nécessaires, s'il le juge à propos, et soumette son rapport d'expertise au coroner.

**Organismes visés :**

Régie régionale de la santé et des services sociaux de Lanaudière  
Ministère de la santé et des services sociaux  
Centre hospitalier régional de Lanaudière  
Ministère des Transports

**Avis / Dossier :**      A-142977      114019

**Événement :**

Une femme de 34 ans décède deux jours après avoir été victime d'un accident de la route, impliquant un poids lourd, survenu sur la route 204 à Ste-Rose.

**Recommandations :**

Que le ministère des Transports :

- s'assure que pour les prochaines années le déneigement de la route 204 à Ste-Rose se fasse convenablement;
- porte une attention particulière à l'entretien des accotements et à la formation des ornières afin d'éviter un événement semblable.

**Organisme visé :**

Ministère des Transports

<b>Avis / Dossier :</b>	A-139879	111186
	A-139880	111187
	A-139881	111188

**Événement :**

Un accident de la route fait 3 victimes sur l'autoroute 15 Sud à Mirabel, au moment où le conducteur du véhicule automobile, roulant à haute vitesse, a perdu le contrôle de son bolide suite au sectionnement d'un pneu.

**Recommandations :**

Que le ministère des Transports :

- évalue l'opportunité d'amender le Code de la sécurité routière pour permettre la saisie d'un véhicule équipé d'un détecteur de radar pour une période de (30) trente jours et pour suspendre le permis de conduire pour une période de (3) trois mois pour quiconque est déclaré coupable d'une infraction à l'article 333;
- évalue l'opportunité d'amender le Code de la sécurité routière pour augmenter substantiellement les amendes prévues à l'article 287.1 pour contravention à l'article 252.

- crée un Bureau de planification pour l'entretien et la réfection des infrastructures routières composé de membres provenant de son ministère, de la Société de l'assurance automobile du Québec, et de la Sûreté du Québec, avec comme mandat de lui soumettre des plans d'action.

Que la Sûreté du Québec :

- essaie d'obtenir des radiodiffuseurs, via son service de relations publiques, que ceux-ci s'abstiennent de dénoncer les opérations policières de sécurité routière sur les ondes;
- évalue l'opportunité d'instaurer des opérations aériennes de détection des contrevenants sur les grands axes routiers.

Que le poste autoroutier des Laurentides de la Sûreté du Québec évalue l'opportunité de faire des barrages intensifs visant les établissements licenciés sur son territoire et ce, en collaboration avec ces établissements.

**Organismes visés :**

Ministère des Transports  
Sûreté du Québec  
Poste autoroutier des Laurentides de la Sûreté du Québec

**Avis / Dossier :**      A-131630      111126

**Événement :**

Le conducteur d'une mini-fourgonnette circulant sur la route 212 à Notre-Dame-des-Bois est mortellement blessé, lorsqu'un camion semi-remorque circulant en sens inverse empiète sur sa voie dans une courbe, provoquant ainsi l'impact fatal.

**Recommandation :**

Que le Ministère des Transports effectue plus tôt le marquage annuel des lignes médianes.

**Organisme visé :**

Ministère des Transports

**Avis / Dossier :**      A-139838      111023

**Événement :**

Un jeune homme de 21 ans, circulant sur l'autoroute 640 à St-Eustache, est mortellement heurté par le véhicule d'une dame qui en perdu le contrôle dans la voie opposée, avant de traverser le terre-plein central en gazon.

**Recommandations :**

Que le ministère des Transports procède à l'installation d'un dispositif de séparation physique dans le terre-plein central de l'autoroute 640 à la hauteur de la zone d'impact de cet accident, ainsi qu'à tous les endroits au Québec où le terre-plein est étroit comme au lieu de l'accident.

Que le ministère des Transports, la Société de l'assurance automobile du Québec ainsi que les compagnies de téléphonie cellulaire reçoivent copie du rapport d'investigation et poursuivent conjointement l'éducation des utilisateurs de téléphone cellulaire.

**Organismes visés :**

Ministère des Transports  
Société de l'assurance automobile du Québec  
Ministère des Transports  
Compagnies de téléphonie cellulaire

**Avis / Dossier :**      A-140601      111721

**Événement :**

Une jeune conductrice de 25 ans a été heurtée de plein fouet par une camionnette, dont le conducteur ivre circulait tous phares éteints et en zigzaguant, sur la route 337, au nord de l'intersection avec le chemin Sainte-Claire à La Plaine.

**Recommandation :**

Que le ministère des Transports et la Ville de Terrebonne améliorent l'éclairage sur la route 337, au nord de l'intersection avec le Chemin Sainte-Claire, afin de rendre ce tronçon de route plus sécuritaire.

**Organismes visés :**

Ministère des Transports  
Ville de Terrebonne

**Avis / Dossier :**      A-136209      108445

**Événement :**

Un homme de 71 ans, circulant sur la route 133 à Henryville, est mortellement blessé lorsqu'il heurte de plein fouet une plateforme d'un camion remorque qui se trouvait perpendiculaire à la route, en manœuvre de recul. L'accident étant survenu en soirée, la victime n'a probablement pas vu la remorque qui lui bloquait la route, pour passer complètement sous la plateforme.

**Recommandations :**

Que le ministère des Transports revoie le Code de la sécurité routière et fasse en sorte :

- que les semi-remorques et surtout les plateformes soient munies d'une bande réfléchissante sur toute la longueur;
- que les semi-remorques et surtout les plateformes soient munies d'un minimum de cinq feux latéraux;
- que les feux de position latéraux soient reliés aux clignotants permettant ainsi de signaler la présence de la plateforme lorsque les feux d'urgence sont actionnés.

**Organismes visés :**

Ministère des Transports  
Transports Canada

**Avis / Dossier :**      A-142368      112728

**Événement :**

Le conducteur d'un véhicule automobile, circulant sur la route 108 à Eaton, décède suite aux blessures subies la veille lorsqu'il a heurté un orignal qui était sur sa route.

**Recommandation :**

Que le ministère des Transports installe des panneaux indiquant aux utilisateurs de la route la dangerosité de l'endroit par rapport aux passages de gros gibiers.

**Organisme visé :**

Ministère des Transports

**Avis / Dossiers :**      A-139413      112047  
   A-139415      112048

**Événement :**

Un accident de la route a fait 2 victimes sur le Rang 2 à Sainte-Luce, lorsqu'un employé de la Pépinière Sainte-Luce s'apprêtait à quitter le terrain nord afin de se rendre au terrain sud situé de l'autre côté de la route. Il a fait son arrêt à la sortie du terrain avant de repartir, sans voir le véhicule des victimes qui approchait.

**Recommandations :**

Que la Pépinière de Sainte-Luce :

- relocalise le chemin d'accès entre le terrain nord et le terrain sud de la pépinière, à l'ouest du site actuel, afin de le rendre plus sécuritaire;
- envisage l'utilisation de signaleurs lors des périodes intenses d'activités associées à l'utilisation de véhicules lents ayant à traverser Rang 2;
- envisage l'utilisation de signaleurs sur le site actuel du chemin faisant le lien entre les terrains nord et sud de la pépinière et ce, jusqu'à ce que soit relocalisé plus à l'ouest, le chemin d'accès entre les deux terrains de la pépinière.

**Organismes visés :**

Ministère des Ressources naturelles  
Pépinière Sainte-Luce  
Ministère des Transports

**Avis / Dossier :**      A-136403      108192

**Événement :**

Un homme de 52 ans est mortellement blessé dans un accident de la circulation survenu à l'intersection de la route 216 et du Rang 4 à Stoke, lorsque le conducteur de l'autre véhicule est venu percuter celui de la victime en omettant de faire son arrêt obligatoire.

**Recommandations :**

Que les tribunaux de juridiction criminelle du Québec appliquent le Code criminel de conduite avec facultés affaiblies avec le plus de rigueur possible.

Que le Législateur fédéral prévoie au Code criminel :

- qu'à la 1<sup>ère</sup> récidive de conduite avec facultés affaiblies, une thérapie soit obligatoire dans une maison reconnue par la Fédération des Centres de réadaptation pour personnes alcooliques et autres toxicomanies;
- dès la première condamnation pour conduite avec facultés affaiblies, l'installation d'un anti-démarrreur avec éthylomètre et ce, pour une période d'un an, consécutivement à la suspension du permis de conduire;
- qu'à la 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> récidive pour conduite avec facultés affaiblies, l'installation d'un anti-démarrreur avec éthylomètre pour une période de 5 ans, consécutivement à la suspension du permis de conduire.

Que le Ministère des Transports amende le Code de la sécurité routière de sorte que :

- à la 3<sup>ème</sup> condamnation pour récidive, le permis de conduire soit suspendu à vie, avec saisie permanente du véhicule automobile;

- quiconque a été condamné pour négligence criminelle, conduite dangereuse, délit de fuite ou de conduite avec facultés affaiblies et d'avoir causé la mort, perde son permis de conduire à vie avec saisie permanente du véhicule.

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- prenne les mesures nécessaires pour vérifier la validité du permis de conduire lors de l'immatriculation d'un véhicule et refuser l'immatriculation si le permis de conduire du propriétaire est sous le coup d'une suspension avec facultés affaiblies;
- puisse saisir la plaque d'immatriculation d'un véhicule pour la durée de la suspension du permis de conduire du propriétaire trouvé coupable de conduite avec facultés affaiblies.

**Organismes visés :**

Ministère de la Justice  
Justice Canada  
Ministère des Transports  
Société de l'assurance automobile du Québec

**Avis / Dossier :**      A-133909      105619

**Événement :**

Un homme de 85 ans est mortellement blessé lorsqu'il effectue un virage à gauche sur la route 105, à Bouchette, pour être percuté par un camion remorque circulant en sens inverse.

**Recommandations :**

Que le ministère des Transports amende l'article 603 du Code de la sécurité routière :

- afin de créer une obligation de divulguer l'incapacité d'un patient à conduire un véhicule routier. Cette base de mécanisme obligatoire de dévoilement facilitera la prévention et permettra d'intervenir par des mesures plus coercitives lorsque le dévoilement n'aura pas été fait;
- afin de créer une obligation pour le professionnel de la vue, tel un optalmologiste, de divulguer à la SAAQ, l'incapacité temporaire ou permanente d'un patient, à conduire un véhicule routier.

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- révise le mode de fonctionnement du dévoilement de l'état de santé médical et/ou visuel d'un détenteur de permis de conduire, notamment lors du renouvellement, en ajoutant au formulaire d'examen médical par un médecin omnipraticien, une question pertinente à la référence d'un autre professionnel de la santé lors d'un examen et, dans l'affirmative, si le rapport soumis tient compte du résultat de la consultation;
- révise la démarche qui n'a pas conduit à une déclaration d'incapacité de ce conducteur, suite au rapport du 14 novembre 1998, et ce, dans la perspective d'avenir pour une meilleure protection de la vie humaine en matière de sécurité routière et apporte les correctifs qu'elle jugera appropriés à la suite de cette démarche.

**Organismes visés :**

Société de l'assurance automobile du Québec  
Ministère des Transports

**Avis / Dossier :**      A-128849      107731

**Événement :**

Un homme de 39 ans est mortellement blessé sur l'autoroute 40, direction Est, en empruntant un tronçon fermé de l'autoroute (réparations) et continuer sa route dans une tranché de 40 pieds de longueur et de 3 pieds de profondeur pour finalement capoter.

**Recommandations :**

Que le ministère des Transports :

- exige que toute ouverture dans la chaussée d'une route soit adéquatement indiquée par des panneaux réfléchissants appropriés;
- procède à la fermeture de toute traverse pouvant permettre l'accès à un tronçon de route fermée et ce, pendant la durée des travaux qui seront exécutés.

**Organisme visé :**

Ministère des Transports

**Avis / Dossier :**      A-139854      110516

**Événement :**

Une femme de 66 ans, circulant sur le Rang Bas-St-François à Laval, est mortellement blessée lorsqu'elle heurte accidentellement le coin arrière gauche d'un semoir tiré par un tracteur de ferme circulant en sens inverse. Cet impact a provoqué une perte de contrôle et une série de collisions avec des objets fixes tels, une haie, le coin d'un immeuble et un véhicule stationné.

**Recommandations :**

Que le Ministère des Transports :

- analyse la visibilité des équipements agricoles susceptibles de circuler sur un chemin public et révise les dispositions relatives aux dispositifs d'éclairage et aux signaux d'avertissement des véhicules afin de les rendre plus visibles;
- analyse l'impact de la hauteur des phares d'un tracteur agricole sur l'angulation d'éblouissement;
- fasse en sorte que les roues ajoutées soient munies d'un garde sur lequel on trouve un feu de position.

**Organisme visé :**

Ministère des Transports



1.2 VÉHICULES À MOTEUR - PASSAGERS

**Avis / Dossier :** A-142257 115721

**Événement :**

Une jeune homme de 23 ans, passager avant d'un véhicule 4 x 4 est mortellement blessé après avoir été éjecté du véhicule. Le conducteur du véhicule dans lequel il prenait place, circulait à haute vitesse sur l'autoroute 15, à la hauteur du boul. St-Martin à Laval, en effectuant de brusques manœuvres de dépassement.

**Recommandation :**

Que la Société de l'assurance automobile du Québec évalue les risques inhérents à la conduite des véhicules dits utilitaires 4 x 4 et mène une campagne de prévention visant ce type de véhicule.

**Organisme visé :**

Société de l'assurance automobile du Québec

**Avis / Dossier :** A-139694 113967

**Événement :**

Le passager d'un véhicule automobile décède des blessures subies suite à un accident survenu sur le boulevard de Comporté (route 138) à La Malbaie. Le conducteur du véhicule dans lequel il prenait place a perdu le contrôle sur une chaussée glissante, avant de traverser dans la voie opposée et être heurté par un véhicule utilitaire, à la hauteur de la porte du passager.

**Recommandation :**

Que le ministère des Transports étudie la possibilité de mettre sur le boulevard de Comporté, si ce n'est pas dans son ensemble du moins à l'entrée de la ville où a eu lieu l'accident, une rampe de sécurité séparant les voies est et ouest.

**Organisme visé :**

Ministère des Transports

**Avis / Dossier :** A-140052 115929

**Événement :**

Le passager d'un véhicule automobile décède des blessures subies à la suite d'un accident survenu sur le boulevard Ste-Geneviève, à Ville de Saguenay. Le conducteur du véhicule dans lequel il prenait place, a perdu le contrôle dans une courbe, après avoir effectué un dépassement sur une section droite de la route.

**Recommandation :**

Que le ministère des Transports évalue si des améliorations à la courbe où est survenu l'accident ne pourraient pas permettre de diminuer le nombre de ceux-ci.

**Organisme visé :**

Ministère des Transports

**Avis / Dossier :** A-139443 114138

**Événement :**

La passagère d'un véhicule automobile circulant sur la route 232, entre les 2<sup>ème</sup> et le 3<sup>ème</sup> rangs de Sainte-Odile-de-Rimouski, décède des blessures subies lorsque le véhicule automobile dans lequel elle prend place se retrouve dans la voie opposée et heurte de plein fouet le véhicule qui y circulait.

**Recommandations :**

Que le ministère des Transports :

- évalue la possibilité de mettre une haie brise-vent le long de la route 232, entre les 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> rangs de Sainte-Odile-de-Rimouski, du côté ouest, afin de diminuer les risques de blizzards et de diminuer les pertes de visibilité pour les conducteurs utilisant cette route;
- installe des clôtures à neige si nécessaire, d'ici à ce que les arbres aient une croissance suffisante pour réduire l'effet des vents dominants sur la visibilité en hiver.

**Organisme visé :**

Ministère des Transports

<b>Avis / Dossier :</b>	A-139710	115234
	A-139711	115235

**Événement :**

Deux passagères d'un pick-up décèdent lorsque leur véhicule emboutit l'arrière d'un camion-remorque chargé de bois en longueur, arrêté en bordure du chemin forestier #25, dans le Canton Dumoulin près de La Tuque.

**Recommandation :**

Que le ministère des Ressources Naturelles et les municipalité régionales de comté (MRC) aménagent, le long des chemins forestiers numérotés, des haltes en bordure de ces derniers, séparées d'une distance raisonnable l'une de l'autre. Ces haltes devraient être construites et entretenues afin de permettre les arrêts des véhicules lourds articulés. Les premières haltes devraient être construites près des municipalités.

**Organismes visés :**

Ministère des Ressources Naturelles  
Municipalités régionales de comté

<b>Avis / Dossier :</b>	A-139859	110739
-------------------------	----------	--------

**Événement :**

Un jeune homme de 21 ans, passager d'un véhicule automobile conduit par son amie, décède des blessures subies lors d'un accident de la route survenu quelques heures auparavant sur Côte St-André, à Lafontaine. Embouti par un véhicule automobile dont le conducteur était distrait, l'auto dans lequel il prenait place s'est retrouvé dans la voie inverse pour être heurté par un camion léger qui y circulait.

**Recommandation :**

Que l'Hôtel-Dieu de St-Jérôme transmette copie du rapport au Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'établissement afin qu'il révise les actes médicaux et l'évaluation du transfert et recommande les correctifs, s'il y a lieu.

**Organisme visé :**

Hôtel-Dieu de St-Jérôme

1.3 VÉHICULES À MOTEUR – MOTOCYCLISTES

Avis / Dossier :        A-141620        115007

Événement :

Un motocycliste de 26 ans, circulant sur la route 132 à Contrecoeur, est mortellement blessé lorsque le conducteur d'un tracteur routier circulant en sens inverse, lui coupe le chemin pour s'engager sur la rue Marie-Victorin.

Recommandations:

Que le Ministère des Transports:

- collabore à l'avenir avec les policiers-enquêteurs en fournissant une copie de leur rapport ;
- réduise la limite de vitesse de 90 à 70 km/hre dans ce secteur industriel ;
- nivelle le passage à niveau à la hauteur du 1920, Marie-Victorin à Contrecoeur.

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis / Dossier :        A-139715        115876

Événement :

Une motocycliste de 41 ans, circulant sur la route 155 à La Bostonnais, au nord de La Tuque, perd le contrôle de son véhicule dans une courbe, la déportant dans la voie opposée. Un premier impact, côté à côté avec un véhicule projeté la victime sur la chaussée. Suivant ce premier impact, un second véhicule a heurté la dame de plein fouet.

Recommandation:

Que le ministère des Transports corrige les défauts de structures implicites du tronçon de la route 155 compris entre les kilomètres 120 et 143. (1)

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis / Dossier :        A-135822        112687

Événement :

Un jeune homme de 17 ans, circulant en cyclomoteur sur la route 342 à Vaudreuil-Dorion, trappe de plein fouet un tracteur-chargeur qui lui obstruait entièrement le chemin pour effectuer ses travaux à cet endroit.

Recommandation:

Que le ministère des Transports voie à ce qu'en tout temps, les normes établies soient respectées par ses contractants et sous-contractants.

**Organisme visé :**

Ministère des Transports

**Avis / Dossier :**      A-139333      110906

**Événement :**

Un motocycliste de 22 ans décède d'un polytraumatisme, incluant un traumatisme thoracique majeur et un traumatisme crano-cérébral, suite à un accident de la route survenu sur la route 40 à Lanoraie.

**Recommandations:**

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- considère la possibilité de modifier le permis de moto selon l'expérience du conducteur;
- réactive le Comité mis en place il y a plus d'un an sur la sécurité à motocyclette .

Que le ministère des Transports s'assure que les lois et règlements nécessaires à la sécurité sur nos routes, en particulier quant à la place sur nos routes des motocyclettes de type Racer, soient révisés et voie à leur pleine application.

**Organismes visés :**

Société de l'assurance automobile du Québec  
Ministère des Transports

**Avis / Dossier :**      A-141194      1112704

**Événement :**

Un motocycliste de 34 ans est mortellement blessé lorsqu'il perd le contrôle de son véhicule pour dérapier, heurter la bordure du trottoir et une rocaille, pour continuer sa course jusqu'au perron en ciment d'une résidence. Lors de l'impact, l'homme perd son casque et heurte la porte d'entrée de la résidence. Cet accident est survenu sur le boulevard de la Concorde, à la hauteur de la rue Croissant Le Gardeur.

**Recommandations:**

Que le Ministère des transports s'assure de l'application de l'inspection mécanique obligatoire prévue à l'article 521 (7) du Code de la sécurité routière et donne les directives en ce sens.

Que la Société de l'assurance automobile du Québec s'assure de la vérification obligatoire des motos lors de la cession de propriété, avant de procéder à l'immatriculation conformément à l'article 521 (7) du Code de sécurité routière, pour les motos visées par l'année de fabrication décrétée par le Ministère des transports.

**Organismes visés :**

Ministère des transports

Société de l'assurance automobile du Québec

Avis / Dossier :      A-142004      112454

Événement :

Un motocycliste de 23 ans, circulant sur la route 170, décède suite aux blessures subies lors d'un accident de la route survenu à Larouche. Le conducteur du véhicule automobile a fait son arrêt obligatoire sur la rue Gauthier avant de s'engager sur la route 170, coupant ainsi le chemin au motocycliste qui y circulait.

Recommandation:

Que le ministère des Transports fasse l'étude du tronçon de la route 170 en relation avec l'intersection de la rue Gauthier de la municipalité de Larouche et apporte des correctifs pour favoriser un accès plus sécuritaire au niveau des intersections de ce tronçon de route.

Organisme visé :

Ministère des Transports

1.4 VÉHICULES À MOTEUR – VÉHICULES TOUT-TERRAIN

Avis / Dossiers :	A-141183	112014
	A-141184	112015

Événement :

Deux résidents de la réserve indienne de Manouane décèdent lorsque le véhicule tout-terrain sur lequel ils circulent heurte un camion lourd circulant en sens inverse, à l'intersection du chemin de la Manouane et du chemin Paquin, laquelle est une fourche en Y. Il s'agit d'un chemin forestier en sable et gravier.

Recommandations :

Que le ministère des Ressources naturelles améliore la signalisation sur le chemin de la Manouane, à l'intersection du chemin Paquin et tout autre endroit similaire.

Que le ministère des Transports mène une campagne de prévention auprès des populations autochtones des Réserves du Québec, portant sur l'usage sécuritaire des VTT.

Organismes visés :

- Ministère des Transports
- Ministère des Ressources naturelles

1.5 PIÉTONS

Avis / Dossier :      A-141013      111543

Événement :

Une femme de 67 ans est mortellement heurtée par un véhicule automobile, alors qu'elle attendait l'autobus sur le trottoir de la rue Sauvé à Montréal.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- recueille des données sur le phénomène de la somnolence au volant et sur les moyens de le contrer ;
- intègre les problèmes d'hypovigilance à ses programmes de sensibilisation du public à la sécurité routière.

Organisme visé :

Société de l'assurance automobile du Québec

Avis / Dossier :      A-146602      115003

Événement :

Un piéton de 37 ans est mortellement heurté par un véhicule automobile en traversant l'autoroute 40, à la hauteur de la sortie 274 à Donnacona.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec et la Sûreté du Québec :

- travaillent en collaboration afin que la population soit bien informée des dangers et de l'interdiction de se promener à pieds le long d'une autoroute ou d'y faire de l'auto-stop ;
- mettent en application les mesures prévues dans le Code de la sécurité routière.

Organismes visés :

Société de l'assurance automobile du Québec  
Sûreté du Québec

Avis / Dossier :      A-138329      109007

Événement :

Un jeune homme de 24 ans est mortellement blessé sur la route 148 à Mirabel, lorsqu'il quitte le véhicule dans lequel il prenait place, à la suite d'une altercation avec sa copine concernant la consommation d'alcool.

Recommandation :



Que la Régie de la santé et des service sociaux des Laurentides ainsi que les Services pré-hospitaliers Laurentides-Lanaudière voient à s'assurer de la meilleure utilisation possible des ressources pré-hospitalières.

**Organismes visés :**

Régie régionale de la Santé et des Services sociaux des Laurentides  
Services pré-hospitaliers Laurentides-Lanaudière

**Avis / Dossier :**      A-142013      112456

**Événement :**

Un homme de 46 ans est mortellement heurté par un véhicule automobile en traversant la rue Collard à Alma. Il s'était engagé sur la rue en passant entre deux autos.

**Recommandations :**

Que la limite de vitesse à l'endroit de l'accident soit réduite de 50 km/h à 30 km/h ;

Que de nouvelles traverses pour les piétons faites sur la chaussée soient peintes en jaune et que des panneaux de signalisation soient installés et ce, autant pour les rues Collard, St-Joseph et Sacré-Cœur.

**Organismes visés :**

Ministère des Transports  
Ville d'Alma

**Avis / Dossier :**      A-141171      111632

**Événement :**

Une jeune femme de 19 ans, circulant à patins à roues alignées, fait une chute à l'intersection des rues Valois et Lafontaine à Montréal et est heurtée par une fourgonnette. Elle succombera cinq jours plus tard des blessures subies lors de cet accident.

**Recommandations :**

Que le Ministère des Transports adopte les mesures réglementaires qu'il jugera appropriée pour rendre la pratique de cette activité sécuritaire.

**Organisme visé :**

Ministère des Transports

**Avis / Dossier :**      A-137087      110427

**Événement :**

Une dame âgée de 78 ans, demeurant à l'Oasis des aînés de St-Eusèbe, une résidence privée pour personnes âgées, est heurtée par un véhicule automobile au moment où elle allait se promener le long la route et traversait la rue Principale à St-Eusèbe sans s'être assurée que la voie était libre.

**Recommandations :**

Que le Ministère de la Santé et des Services sociaux et le Conseil de la Santé et du Bien-être étudient et mettent en œuvre les changements législatifs qui permettraient au ministère d'étendre ses compétences afin d'adopter des règlements ou de fixer des normes capables d'assurer la sécurité des personnes en foyer privé.

**Organismes visés :**

Ministère de la Santé et des Services sociaux

2. AUTRES DÉCÈS ACCIDENTELS

2.1 ASPHYXIES

Avis / Dossier :     A-137072     109406

Événement :

Un homme de 87 ans, admis au Centre hospitalier du Grand-Portage de Rivière-du-Loup pour un état grippal avec embarras bronchique, dyspnée et perte d'autonomie secondaire, décède deux jours plus tard d'une asphyxie positionnelle. Il a été retrouvé sans vie dans son lit, avec le gilet de contention serrant la gorge, le visage contre le matelas et les jambes suspendues dans le vide par-dessus les ridelles.

Recommandations :

Que la Direction des soins infirmiers du centre hospitalier régional du Grand Portage prenne les mesures nécessaires pour améliorer la tenue des dossiers et que la formation continue d'être donnée à tout le personnel soignant afin de s'assurer que nul n'ignore les règles d'application de la contention et surtout qu'elles soient appliquées intégralement en tout temps.

Que le Comité d'éthique du centre hospitalier régional du Grand Portage se penche sur ce dossier afin de susciter un débat sur l'utilisation de la contention et des alternatives possibles.

Organisme visé :

Centre hospitalier régional du Grand-Portage

Avis / Dossier :     A-136273     109953

Événement :

Un homme de 83 ans, hospitalisé à l'hôpital Laval pour insuffisance rénale sévère, décède par asphyxie par compression, alors qu'on le retrouve suspendu hors de son lit, retenu par une contention abdominale.

Recommandations :

Que l'hôpital Laval effectue des démarches de façon nette et précise quant au suivi du protocole de contentions dans leur milieu hospitalier et qu'il soit respecté.

Organisme visé :

Hôpital Laval

Avis / Dossier :     A-139401     111139

Événement :

Un homme de 46 ans décède d'embolies gazeuses suite à une plongée sous-maine sur l'épave de l'Empress of Ireland,et au cours de laquelle, pour une raison inconnue, il a fait une remontée trop rapide.

**Recommandation :**

Que la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Bas-St-Laurent reconnaisse la mission médicale de la chambre hyperbare de l'Institut maritime du Québec à Rimouski, permettant que des soins médicaux d'urgence puissent y être offerts, avec la collaboration du centre hospitalier régional de Rimouski.

**Organisme visé :**

Régie régionale de la santé et des services sociaux du Bas-St-Laurent

**Avis / Dossier :**        A-129288        109928

**Événement :**

Un homme de 72 ans, hospitalisé aux soins prolongés du centre hospitalier régional du Suroît à Salaberry-de-Valleyfield suite à une perte d'autonomie, décède d'une asphyxie positionnelle alors qu'il est retrouvé suspendu sur le côté du lit, retenu par sa ceinture de contention sous les aisselles. La ridelle supérieure du lit était descendue.

**Recommandations :**

Que le centre hospitalier régional du Suroît :

- révise le manuel des politiques et précédés administratifs qui a pour titre « Procédure de mise en place de contention ou de mesures de protection, ou de positionnement, afin de bien mettre en évidence les dangers entourant l'utilisation exceptionnelle des mesures de contention de lit ;
- favorise, lorsqu'ils sont indiqués, les moyens de contention les moins à risque d'asphyxie ;
- rendre obligatoire un renouvellement périodique à court terme (durée), de la prescription médicale afin d'éviter qu'elle soit appliquée à long terme « au besoin » ;
- rappelle au personnel concerné la technique d'installation sécuritaire, lors de cession de formation continue, en insistant sur l'importance d'appliquer une bonne tension pour éviter que le patient glisse accidentellement sur le côté du lit. Que l'on s'assure que le mécanisme de la ridelle est bien enclenché ;
- place près du poste des infirmières les patients qui demandent une surveillance accrue ;
- évite d'utiliser un lit dont le mécanisme permettant la descente fr la ridelle soit accessible au patient, lorsque celui-ci est sous contention abdominale, en attendant qu'une solution sécuritaire soit apportée.

**Organismes visés :**

Centre hospitalier régional du Suroît

**Avis / Dossier :**      A-141856      111578

**Événement :**

Une enfant de 3 ans, porteur du syndrome de Prader Willi, décède d'une asphyxie par broncho-aspiration en mangeant une guimauve.

**Recommandation :**

Que les responsables du service du secteur pré-hospitalier étudient le dossier et, s'il y a lieu, apportent des correctifs afin d'améliorer le temps d'intervention dans de tels cas.

**Organisme visé :**

Ministère de la santé et des services sociaux

---

2.2 CHUTES

Avis / Dossiers :	A- 93409	77594
	A- 93425	77274
	A-108643	91381
	A-124036	102936
	A-140412	112138

Événement :

Enquête publique portant sur le décès de cinq personnes et impliquant des plates-formes élévatrices. Il s'agit de quatre personnes âgées à la suite d'une chute dans le puits d'une plate-forme élévatrice installée dans leur résidence d'accueil de retraite privée et un jeune garçon de 3 ans qui jouait avec la plate-forme élévatrice extérieure de la résidence familiale.

Recommandations :

Que le Ministre des affaires municipales et de la Métropole :

- accorde à la SHQ un budget spécial afin de permettre à cet organisme de mettre à niveau son parc de plates-formes élévatrices ;
- examine la possibilité de subventionner les plates-formes élévatrices de façon à ce que la subvention soit adéquate pour assurer la bonne qualité des appareils subventionnés ;
- simplifie les règles de la SHQ lors des réparations des appareils déjà subventionnés pour réduire tous les délais lorsqu'un changement d'appareil s'avère nécessaire ;
- fasse en sorte que les résidences privées pour personnes âgées soient exceptionnellement intégrées dans le programme de mise à niveau du parc actuel de plates-formes élévatrices.

Que la Société d'habitation du Québec :

- fasse l'inventaire complet de toutes les plates-formes élévatrices sur le territoire du Québec et mette à niveau ces plates-formes ; (1)
- procède à la simplification des normes afin d'avoir la souplesse nécessaire dans l'analyse d'un dossier pour procéder de la façon la plus efficace possible pour les bénéficiaires subventionnés.

Que la Régie du bâtiment :

- continue avec les organismes gouvernementaux le travail de collaboration entrepris en leur accordant l'expertise qu'elle possède pour permettre à ces organismes de mieux régler l'actuelle situation ;
- établisse une liste d'appareils conformes aux normes B-613 dans sa version 2000 ;
- définisse mieux les catégories de licences des entrepreneurs de la construction travaillant dans le domaine des plates-formes élévatrices ;
- réalise et applique un examen de connaissances pratiques des normes pour obtenir une licence d'entrepreneur spécialisé dans le domaine des plates-formes élévatrices ;

- fasse en sorte qu'il soit possible de mettre en vigueur dans les meilleurs délais la partie du nouveau Code du bâtiment, s'appliquant aux appareils élévateurs en s'assurant que les normes d'aujourd'hui seront appliquées partout au Québec et sans exceptions ;

- corrige le dépliant «Les appareils de levage pour personnes handicapées. Se déplacer en toute sécurité dans la maison», afin de préciser la notion de compétence des détenteurs de licence.

Que la Commission de la construction du Québec et Emploi Québec coordonnent les cartes de compétence des travailleurs de l'industrie des plates-formes élévatrices afin qu'elles soient conformes à la réalité et aux nouvelles catégories créées par la Régie du bâtiment.

Que le Secrétariat aux aînés :

- fasse l'inventaire complet des résidences d'accueil privées se trouvant sur le territoire du Québec ;
- mette en place, avec ses partenaires, un contrôle quant à la sécurité des pensionnaires de ces résidences ;
- prenne les mesures nécessaires afin de s'assurer que les appareils qui seront mis à la disposition des usagers des résidences d'accueil privées soient sécuritaires et conformes aux normes ;
- développe, en collaboration avec l'industrie et les organismes gouvernementaux, une norme pour appareils élévateurs qui soit sécuritaire et fonctionnelle pour les personnes âgées ;

Aux organismes qui subventionnent des plates-formes élévatrices :

- s'assurent que les normes actuelles seront respectées dans la fabrication et l'installation de plates-formes élévatrices ;
- ne subventionnent que des plates-formes « approuvées » par la Régie du bâtiment ;
- exige une inspection complète de l'appareil par une personne qualifiée après son installation initiale ;
- s'assure que les plates-formes installées seront entretenues régulièrement.

**Organismes visés :**

Ministre des affaires municipales et de la Métropole  
Société d'habitation du Québec  
Régie du bâtiment du Québec  
Commission de la construction du Québec  
Emploi-Québec  
Secrétariat des aînés

---

**Avis / Dossier :**      A-139870      111066

**Événement :**

Un homme de 30 ans décède d'un traumatisme crânio-cérébral, un mois après avoir été victime d'une altercation avec un autre individu à la sortie d'un bar à Montréal. Ce dernier a poussé la victime au niveau du thorax, provoquant une chute au cours de laquelle l'homme est tombé pour se heurter la tête sur la trottoir.

**Recommandation :**

Que le CHUM – Pavillon St-Luc révise ce dossier et apporte les correctifs nécessaires.

**Organisme visé :**

CHUM – Pavillon St-Luc

**Avis / Dossier :**      A-147752      115734

**Événement :**

Un jeune homme de 24 ans, participant à un party chez des amis, décède suite à une chute du balcon où il était allé prendre l'air seul. Le gabarit de l'homme, l'état d'ébriété et un garde-corps non conforme ont contribué à expliquer cet accident.

**Recommandations :**

Que le Code national du bâtiment du Canada, le Code du bâtiment du Québec et le règlement 1900 de construction de la Ville de Montréal soient harmonisés par les personnes responsables, en adoptant les normes les plus sécuritaires pour la hauteur des garde-corps de balcon.

**Organisme visé :**

Régie du bâtiment

**Avis / Dossier :**      A-133641      114517

**Événement :**

Un homme de 50 ans, décède des suites d'un traumatisme crânien, causé par une perte de conscience à son domicile.

**Recommandation :**

Que la Direction des services professionnels du CHUM fasse un protocole d'utilisation de l'héparine à la salle d'urgence afin d'utiliser ce médicament de façon judicieuse et appropriée.

**Organisme visé :**

Centre hospitalier universitaire de Montréal (Hôpital St-Luc)



2.3 INCENDIES

Avis / Dossiers :    A-135363    114369  
                              A-135364    114370

Événement :

Deux dames âgées respectivement de 81 et 84 ans décèdent d'une asphyxie au monoxyde de carbone dans l'incendie du couvent des Ursulines de Roberval, où elles étaient logées en hébergement.

Recommandation :

Que le ministère de la Sécurité publique avise tous les centres d'hébergement, foyers et pavillons pour personnes âgées, à l'effet d'interdire l'usage des chandelles odorantes et que chaque établissement soit doté d'une affiche adéquate bien visible, autant pour les pensionnaires que pour les visiteurs.

Organisme visé :

Ministère de la Sécurité publique

2.4 INTOXICATIONS

Avis / Dossier :           A-126678           105345

Événement :

Un détenu du centre de détention de Sherbrooke décède d'une intoxication à la méthadone, associée à la prise de benzodiazépine. Il est probable que dans la soirée précédant son décès, l'homme ait ingéré une dose de méthadone en plus du comprimé de Restoril qui lui avait été prescrit. Il s'en est suivi une insuffisance respiratoire qui, en un processus lent, a causé sa mort.

Recommandations :

Que le ministère de la sécurité publique :

- voie à instaurer une politique québécoise en matière de distribution de méthadone en centre de détention, de concert avec le Collège des médecins et l'Ordre des pharmaciens, en s'inspirant des lignes directrices qu'ils ont élaborées ;
- s'assure que cette politique inclut la signature d'un contrat de traitement, auquel pourrait être partie le centre de détention, et où seraient décrites notamment les règles à observer et les exigences de contrôle.

Que le centre de détention de Sherbrooke :

- s'assure d'une prise en charge adéquate par un personnel qualifié des personnes incarcérées admises à un programme de méthadone ;
- s'assure que le dénombrement des personnes incarcérées serve efficacement au contrôle de celles-ci et permette le dépistage de situations problématiques ainsi que de toute anomalie ;
- s'entende avec le CLSC Gaston-Lessard afin que soit donnée au personnel infirmier la responsabilité de la distribution de méthadone aux détenus admis à un programme de TEM ;
- s'assure que soient conservées sous clés à l'infirmerie les bouteilles de méthadone jusqu'à leur remise aux détenus à qui elles sont destinées et ne jamais remettre à un détenu la méthadone prescrite à un autre détenu ;
- s'assure d'une prise de méthadone à heure fixe selon les normes proposées par les lignes directrices, c'est-à-dire que la méthadone soit remise à la personne incarcérée, qu'elle soit buë devant la personne qui lui apporte sa dose, que la personne incarcérée parle après l'ingestion du liquide et que la bouteille lui soit reprise ;
- s'assure que le suivi nécessaire au plan de traitement (notamment des tests d'urine) puisse se faire et que les agents correctionnels reçoivent une formation minimum afin d'être capable de reconnaître des symptômes d'intoxication (et de sevrage) aux opiacés ;
- modifie le dépliant rédigé en novembre 2000 s'adressant aux personnes incarcérées recevant de la méthadone afin que celles-ci soit instruites des symptômes d'intoxication qu'elles pourraient ressentir ;
- s'assure que des contrats soient signés par les détenus admis à un TEM.

Organismes visés:

Ministère de la sécurité publique  
Centre de détention de Sherbrooke

Avis / Dossiers :		A-134706	111208
	A-142732	113438	

**Événement :**

Enquête publique portant sur deux décès par intoxication, dont l'une à la méthadone et l'autre à l'héroïne. Les deux victimes étaient respectivement, à ce moment, dans un centre privé offrant des services avec hébergement aux personnes toxicomanes.

**Recommandations :**

Concernant la méthadone :

Que le Collège des médecins du Québec, l'Ordre des pharmaciens du Québec et le ministère de la Santé et des Services sociaux procèdent à une révision complète des *Lignes directrices*, en portant une attention particulière aux critères concernant l'attribution des privilèges et aux indications qui devraient se retrouver sur chaque étiquette (danger, dose journalière).

Que le Ministère de la santé et des services sociaux voie à la réalisation d'un cadre général concernant la méthadone, en collaboration avec ses partenaires, notamment la Fédération québécoise des centres de réadaptation pour personnes alcooliques et autres toxicomanes (FQCRPAT), l'Association des intervenants en toxicomanie du Québec (AITQ), le Comité permanent de lutte à la toxicomanie (CPLT), la Fédération des organismes communautaires bénévoles d'aide et de soutien aux toxicomanes du Québec (FOBAST), le Collège des médecins du Québec, l'Ordre des pharmaciens du Québec et le Centre de recherche et d'aide pour narcomanes (CRAN).

Que le CPLT inclue un chapitre sur la méthadone lors de la réédition du volume *Drogues Savoir plus Risquer moins*.

Que le Centre Dollard-Cormier, lequel bénéficie d'une équipe de formation, offre au personnel des centres privés ou communautaires de l'île de Montréal, des cours de formation continue en toxicomanie.

Concernant l'orientation et l'évaluation d'une personne toxicomane lorsque judiciairisée :

Que le ministère de la sécurité publique, de concert avec le ministère de la Santé et des services sociaux et le ministère de la Justice, élabore un bottin où pourrait figurer la liste de toutes les ressources (publiques, privées ou communautaires) évaluées et susceptibles de fournir les services requis pour les fins de l'administration de la justice. Ce bottin devra être mis à jour annuellement.

Que la Régie régionale de la Santé et des Services sociaux de Montréal-Centre, le Centre Dollard-Cormier, ainsi que les ministères de la Justice voient à l'élaboration d'un projet pilote sur l'île de Montréal, lequel consisterait à permettre à un intervenant du Centre Dollard-Cormier de se déplacer au palais de justice de son territoire, afin d'évaluer les personnes toxicomanes.

Concernant le *Cadre normatif* (normes de qualité développées au Québec) :

Que la FQCRPAT, l'AITQ, le CPLT la FOBAST, ainsi que le ministère de la Santé et des Services sociaux procèdent au recensement de toutes les ressources en toxicomanie et procèdent à l'élaboration d'un bottin destiné à leur usage respectif ainsi qu'à celui des établissements (CLSC, centres hospitaliers). Ce bottin devra être mis à jour annuellement.

Que le Ministère de la Santé et des Services sociaux précise certaines normes contenues au *Cadre normatif*, notamment en ce qui a trait à la distribution des médicaments et en ajoute de nouvelles dont celle relative à la nécessité de soumettre tout nouveau pensionnaire à un examen médical et celle concernant les mesures de sécurité et de réanimation.

Que le Ministère de la Santé et des Services sociaux revoie le critère d'admissibilité afin de permettre à tous les centres de pouvoir entreprendre une démarche de certification et non seulement ceux qui ont deux ans d'existence.

Que le Ministère de la Santé et des Services sociaux, avec les régies régionales dont celle de Montréal-Centre, les associations et fédérations (FOBAST, AITQ, FQCRPAT), élabore des mesures incitatives pour que les centres privés s'inscrivent dans la démarche de qualification en vue d'une certification.

Que la RRSST de Montréal-Centre, dans le cadre de son plan d'amélioration des services de santé et des services sociaux concernant le contrôle de qualité, porte à la connaissance du MSSS, tout centre qui ne rencontre plus les normes de certification.

Que le CPLT rédige un avis concernant l'utilisation des termes de désintoxication et de réhabilitation pour qualifier l'intervention auprès des personnes présentant des problèmes de toxicomanie par les centres privés ou communautaires.

Concernant l'héroïne alors que la victime était en centre privé :

Que le CPLT rédige un avis concernant la nécessité ou non d'assujettir toute activité de sevrage ou de désintoxication à une supervision médicale.

**Organismes visés:**

Comité permanent de lutte à la toxicomanie  
Toutes les régies régionales du Québec  
Centre Dollard-Cormier  
Ministère de la Santé et des Services sociaux  
Ministère de la Sécurité publique  
Ministère de la Justice

**2.5 NOYADES**

**Avis / Dossier :**      A-139403      111532

**Événement :**

Un moniteur de voile du camp de vacances Ulysse de l'Institut maritime du Québec à Rimouski décède par noyade dans le bassin de plongée de l'Institut.

**Recommandations :**

Que l'Institut maritime du Québec s'assure que le plancher amovible sur l'ouverture du cylindre du bassin de plongée soit mis en place pour le fermer, lorsque des activités autres que la plongée ont lieu au bassin.

**Organismes visés :**

Institut maritime du Québec

---

2.6 AUTRES ACCIDENTS

**Avis / Dossier :** A-142755 113455

**Événement :**

Un homme de 46 ans, hospitalisé à l'unité de psychiatrie du centre hospitalier régional de Lanaudière, décède d'une anoxie cérébrale.

**Recommandation :**

Que la Direction générale du centre hospitalier régional de Lanaudière revole ce cas et apporte les mesures administratives nécessaires pour que le personnel de l'établissement procède de façon responsable aux tâches qui lui sont assignées.

**Organisme visé :**

Centre hospitalier régional de Lanaudière

**Avis / Dossier :** A-134230 111053

**Événement :**

Une adolescente de 16 ans, en vacances au camp de jeunesse Carman Trails Hostel de Chelsea, décède d'une électrocution par la foudre alors qu'elle se trouve à proximité d'un poteau du filet de volley-ball au moment où un éclair le touchait.

**Recommandations :**

Que le Gouvernement du Québec s'associe à la Société Hydro-Québec par l'entremise du ministère de la Santé et des Services sociaux, du Secrétariat au Loisir et au Sport et du Service de la sécurité civile pour élaborer une stratégie de diffusion concertée d'information uniforme concernant la foudre, ses dangers et les moyens de protection.

**Ce qui devrait inclure :**

- une publicité radiophonique, télévisuelle, par Internet et dans les journaux pendant les mois de juin, juillet et août ;
- une publicité sous forme de capsules lors des bulletins météo ;
- Pour les clubs de golf : affiches d'information placées aux endroits stratégiques des chalets, énoncé des méthodes de protection inclus dans les cartes de pointage et identification de quelques abris sécuritaires contre la foudre avec matière isolante appropriée à différents endroits du parcours.
- Pour les campings, parcs forestiers et centres de plein air : affiches d'information placées aux endroits stratégiques à l'accueil, remise d'un guide des méthodes de protection contre la foudre et identification des abris sécuritaires contre la foudre avec matière isolante appropriée à différents endroits sur le terrain de camping.
- Pour les camps et les colonies de vacances : formation obligatoire de base de tous les moniteurs et monitrices concernant l'identification des situations à risque et les moyens

de protection contre la foudre, ainsi que la présence obligatoire d'une personne responsable avec des connaissances plus poussées en prévention qui peut agir comme personne ressource aux moniteurs moins expérimentés.

- Pour les plaisanciers: affiches d'information placées aux endroits stratégiques dans les marinas, centres de location et centres de ravitaillement, ainsi que la remise d'un guide de méthodes de protection contre la foudre lors de l'obtention du permis de possession de l'embarcation ou lors de l'achat chez un distributeur.

**Organismes visés :**

Société Hydro-Québec  
Ministère de la Santé et des Services sociaux  
Secrétariat au Loisir et au Sport  
Ministère de la Sécurité publique, sécurité civile

**Avis / Dossier :**      A-129143      104051

**Événement :**

Un adolescent de 14 ans décède d'un hématome aigu sous-dural deux jours après une séance de judo au cours de laquelle il a reçu un coup de genou au niveau de la tête.

**Recommandations :**

Que l'hôpital Ste-Justine revoie son algorithme pour les patients ayant des traumatismes crâniens. Le coroner laisse aux experts la décision de savoir si l'algorithme doit être modifié.

Qu'il y ait une meilleure information et éducation quant à l'importance des traumatismes crâniens dans les sports ;

Qu'une stratégie soit déployée au Québec pour que les associations médicales fassent un consensus quant à l'investigation et au traitement des traumatismes crâniens survenant dans les sports .

**Organismes visés :**

Secrétariat au loisir et au sport  
Hôpital Ste-Justine  
Ministère de la santé et des services sociaux

**Avis / Dossier :**      A-143770      114659

**Événement :**

Un enfant de 3 ans décède des suites d'une hémorragie lente douze heures après avoir subi une amygdalectomie et une adénoïdectomie, à la Cité de la santé de Laval.

**Recommandations :**

Que la Cité de la Santé de Laval :

- modifie le texte de la brochure portant sur les amygdalectomies et les adénoïdectomies rédigé en 1996 afin d'inclure à la section Signes de complication à surveiller une mise en garde spécifique sur un vomissement rouge clair;
- indique qu'un tel vomissement nécessite une consultation immédiate, en distinguant celui-ci clairement d'un vomissement de glaires noirâtres qui indique que le patient a avalé une petite quantité de sang lors de la chirurgie ou postérieurement à celle-ci; il faut que le patient

- comprene que un vomissement de sang rouge clair signifie qu'il y a possiblement un saignement actif, et il faut qu'on lui indique comment vérifier que celui-ci a cessé;
- modifie la brochure sur l'amygdalectomie et l'adénoïdectomie, afin d'inclure une description de la manœuvre permettant aux parents d'un jeune enfant (la clientèle souvent impliquée dans ce type de chirurgie) de vérifier s'il y a saignement dans le fond de sa gorge ainsi qu'une description de la façon de coucher l'enfant (en décubitus ventral la tête tournée sur le côté);
- demande au personnel infirmier, chargé de la clinique de pré-admission, d'insister auprès de patients et de leurs parents sur les dangers d'hémorragie et de s'informer, en posant des questions ciblées, sur les symptômes de troubles de l'hémostase que le patient ou des membre de sa famille pourraient avoir manifestés;
- demande aux infirmières d'enseigner aux parents, lors du rendez-vous de pré-admission ainsi qu'au départ du patient de vérifier s'il y a saignement actif au fond de la gorge de l'enfant;
- de revoir, avec les infirmières de la clinique de chirurgie d'un jour, la façon de gérer les difficultés rencontrées avec leurs patients ou les familles de ceux-ci, de revoir avec elles également les motifs pour qu'un médecin soit appelé à se rendre au chevet d'un patient et enfin de leur rappeler de vérifier, elles-mêmes, s'il y a un saignement en arrière-gorge et si le patient peut se lever, avant de lui donner son congé ;
- demande au personnel infirmier de noter avec soin au dossier des patients leurs signes vitaux ainsi que leur état général de même que tout événement pouvant se produire à son chevet;
- s'assure qu'une infirmière soit disponible 24 heures sur 24 pour répondre à un patient qui vient d'être opéré en clinique de chirurgie d'un jour.

Que Info-Santé et le CLSC du Marigot:

- continuent leur travail de mise à jour des répertoires de fiches et protocoles, en collaboration avec le Forum scientifique et professionnel sur le nursing téléphonique, afin de donner à leurs infirmières les outils les mieux adaptés aux difficultés inhérentes à ce genre de pratique;
- travaillent à l'amélioration des fiches et protocoles disponibles en ce qui a trait aux amygdalectomies et aux adénoïdectomies en regard l'enseignement apporté par ce dossier;
- veillent à assurer une formation continue de leurs infirmières tant au point de vue des méthodes de communications avec un patient au téléphone qu'en matière de diagnostics cliniques;
- travaillent à mettre en forme des questionnaires permettant aux infirmières de faire un examen systématique et structuré de l'état du patient avant de poser un diagnostic clinique et de lui donner des conseils.

#### Organismes visés:

Cité de la Santé de Laval  
Info Santé  
CLSC du Marigot

Avis / Dossier : A-136670 106943

#### Événement :

Une jeune fille de 10 ans décède à l'hôpital Ste-Justine de Montréal d'un hématome sous-dural frontal et à la base du cerveau, accompagné d'un oédème cérébral massif. Ce décès est survenu le lendemain d'une chirurgie nasale au cours de laquelle on procédait à une ethmoïdectomie antérieur et postérieur gauche. En fin d'intervention, il y a eu saignement massif soudain via la cavité nasale en excisant du tissu polyploïde.



**Recommandations :**

Que le Comité d'évaluation de l'acte médical de l'Hôpital Ste-Justine révise ce dossier.

**Organisme visé :**

Hôpital Ste-Justine

**3. ACCIDENTS DE TRAVAIL**

**3.1 ACCIDENTS AVEC MACHINE**

**Avis / Dossier :**      A-139858      110770

**Événement :**

Un homme de 56 ans, propriétaire d'une foreuse à diamant installée sur une remorque à deux essieux, est mortellement frappé par la clé à tuyau munie d'une rallonge d'un mètre, lorsque la foreuse se met subitement en marche.

**Recommandation :**

Que la CSST apporte une attention particulière aux foreuses à diamant de la région de l'Abitibi-Témiscamingue en consultant les propriétaires et les opérateurs des travaux et en éliminant les éléments dangereux ou les obligeant à installer des dispositifs de sécurité, le cas échéant.

**Organisme visé :**

Commission de la santé et sécurité du travail

**Avis / Dossier :**      A-132671      111965

**Événement :**

Un opérateur d'un compacteur à rouleaux, employé de la compagnie Les Carrières Bob-Son inc. de Baie-Comeau, fait une embardée alors qu'il était en bordure de l'accotement et se fait écraser par le compacteur, celui-ci n'étant pas muni d'un cadre de protection.

**Recommandations :**

Que la Commission de la santé et de la sécurité du travail :

- fasse en sorte que les compacteurs à rouleaux soient munis d'un arceau de protection contre le retournement approuvé par les fabricants et d'une ceinture de sécurité que les opérateurs doivent obligatoirement utiliser.
- fasse en sorte qu'une bande de sécurité de 300 mm soit laissée du bord de l'accotement lors de la réfection de route pour éviter que les compacteurs ne fassent une embardée s'il y a affaïssement du sol.

**Organisme visé :**

Commission de la santé et sécurité du travail

### 3.2 AGENTS NATURELS

**Avis / Dossier :** A-136450 111290

**Événement :**

Un travailleur de la Scierie Tech Inc. du Lac Drolet en Estrie décède d'un «coup de chaleur», le lendemain où ce dernier présentait des symptômes des crampes de chaleur, de fatigue, d'épuisement, d'obnubilation, alors qu'il se déshydratait et qu'il perdait ses électrolytes.

**Recommandations :**

Que la CSST et les CLSC :

- fournissent le plus d'informations possibles aux employés, employeurs et secouristes en industrie, de la contrainte thermique et des coups de chaleurs ainsi que sur la façon de les prévenir et les reconnaître ;
- incluent un thermomètre dans la trousse des secouristes en leur donnant une formation sur leur usage ;
- s'assurent que l'employeur, dans un contexte de contraintes thermiques, avise son personnel sur l'importance de boire de l'eau fréquemment, en donnant des périodes de repos plus fréquentes en milieu frais, en évitant, si possible, les périodes debout et immobiles prolongées, en respectant un rythme normal de travail et en prévoyant une période d'acclimatation sécuritaire aux nouveaux employés ;

- voient à ce que l'employeur fournisse de l'eau fraîche à proximité des employés, isole, si possible, les sources de chaleurs, et installe de la ventilation et la climatisation adéquates lorsque nécessaires .

Que le ministère de la Santé et des Services Sociaux et le Collège des médecins du Québec voient à sensibiliser leurs membres qui travaillent en première ligne, sur la possibilité du «coup de chaleur» en période de grande canicule et chez les travailleurs oeuvrant en contrainte thermique.

Que le ministère de la Santé et des Services Sociaux et les régies régionales :

- incluent le thermomètre comme outil nécessaire aux techniciens ambulanciers ;
- voient à ce que l'utilisation du thermomètre soit incluse dans le protocole d'intervention préhospitalière du «coup de chaleur» ;
- sensibilisent les techniciens ambulanciers sur la possibilité d'un «coups de chaleur» dans certains contextes, afin qu'ils prennent les mesures nécessaires pour faire baisser la température le plus rapidement possible durant le transport.

**Organismes visés :**

Commission de la santé et sécurité du travail  
CLSC  
Ministère de la Santé et des Services Sociaux  
Régies régionales

### 3.3 ACCIDENTS DE VÉHICULES MOTEURS

**Avis / Dossier :** A-135156 105986

**Événement :**

Le conducteur d'un camion-citerne, faisant du transport d'essence et d'huile pour la compagnie R.M.T., est mortellement blessé suite à une perte de contrôle, capotage et incendie qui s'ensuit, occasionné par le déversement du contenu. Cet accident est survenu sur la voie de service de l'autoroute 40, direction ouest, au niveau de l'échangeur Anjou à Ville d'Anjou.

**Recommandations :**

Que le ministère des Transports :

- continue à supporter la recherche et le développement en matière de stabilité des camions-citernes ;
- encourage la recherche et le développement en ce qui concerne les détecteurs signalant au chauffeur de camion citerne, le danger imminent de renversement ;
- développe la localisation des accidents par GPS, afin de pouvoir les répertorier et en faciliter la cueillette et l'analyse ;
- cible les endroits où se produisent le plus de déversements, afin de repenser l'infrastructure, soit y installer des détecteurs automatisés avertissant le chauffeur de réduire sa vitesse ;
- persiste et intensifie l'inspection minutieuse et l'entretien rigoureux du réseau routier du Québec.

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- encourage ses contrôleurs à vérifier si les camions-citernes qui arpentent le Québec sont conformes à la norme ACNOR ;
- exhorte ses contrôleurs à faire respecter les limites de vitesse par les chauffeurs de camions-citernes ;
- développe la facette « analyse des accidents » de façon à pouvoir les localiser (par GPS par exemple) et les répertorier afin de pouvoir agir sur les causes.

Que les différents corps policiers du Québec fassent respecter les limites de vitesse, particulièrement aux camions-citernes, lesquels représentent que 2,6% de la flotte au Québec mais sont responsables de 9% des victimes de la route, toute gravité confondue.

**Organismes visés :**

Ministère des Transports  
Société de l'assurance automobile du Québec  
Corps policiers du Québec

3.4 CHOCS ACCIDENTELS

Avis / Dossier :      A-124580      108836

Événement :

Un travailleur forestier oeuvrant pour l'entreprise Gaétan Cousineau entrepreneur forestier inc., est mortellement blessé lorsqu'une branche, en raison de la pourriture, cède et lui tombe sur la tête. Cet accident est survenu au chantier forestier du Lac Danford. L'entreprise donneuse d'ouvrage était Papiers Fraser inc..

Recommandations :

Que la Commission de la Santé et la Sécurité du Travail :

- s'assure que les mesures présentées par l'employeur pour corriger la situation soient appliquées dans les plus brefs délais et maintenues à l'avenir;
- fasse des inspections répétées faisant référence en particulier au volet de la santé et la sécurité du travail ;
- s'assure que la compagnie Papiers Fraser inc. vérifie elle-même à l'avenir et de façon régulière si les règles en santé et en sécurité sont respectées par des inspections faites à l'improviste.

Organisme visé :

Commission de la Santé et la Sécurité du Travail

Avis / Dossier :      A-139302      110200

Événement :

Un travailleur de la compagnie Les produits d'Acier Roger inc. décède d'un traumatisme crânio-encéphalique sévère 24 jours après avoir été heurté à la tête par une pièce de dispositif d'élinguage suite au bris d'un brin de chaîne utilisée sous un pont roulant de 20 tonnes, sur lequel reposait une structure de séchoir à bois.

Recommandations :

Que la Commission de la santé et de la sécurité du travail :

- réfléchisse quant aux bénéfices de la priorisation du secteur «fabrication de machines» et des obligations qui en découlent ;
- porte aussi en réflexion la nécessité d'obliger la formation sur l'utilisation sécuritaire des élingues et des ponts roulants des travailleurs qui ont a utiliser de tels outils.

Organismes visés :

Commission de la Santé et la Sécurité du Travail

**Avis / Dossier :** A-139751 111243

**Événement :**

Un travailleur du centre maraîcher Eugène Guinois jr inc. de Sainte-Clotilde-de-Châteauguay est mortellement blessé lorsqu'il est heurté à la tête par la jante d'une roue de tracteur routier lors du gonflage du pneu qu'il vient d'installer.

**Recommandations :**

Que la Commission de la santé et la sécurité du travail adopte la même législation qui est en vigueur aux Etats-Unis et qui est condensé dans le document qui s'intitule «*Regulations (Standards-29CFR) Servicing multipiece and single piece rim whells – 1910.177*».

**Organisme visé :**

Commission de la santé et la sécurité du travail

---

3.5 CHUTES

Avis / Dossier :      A-145659      114235

Événement :

Un travailleur autonome chute d'une plateforme d'un échafaudage mobile, à une hauteur d'environ 4,8 mètres, alors qu'il effectuait la réparation du rideau diviseur du gymnase de l'école secondaire Caveier-de-LaSalle, à LaSalle.

Recommandation :

Que la Commission de la santé et la sécurité du travail entreprenne une campagne d'information auprès des employeurs et des travailleurs, sur les normes de sécurité obligatoires pour l'utilisation des échafaudages mobiles.

Organisme visé :

Commission de la santé et la sécurité du travail

3.6 AUTRES

Avis / Dossier :      A-131453      107613

Événement :

Un travailleur de la compagnie Tembec inc. de Témiscaming perd la vie lorsqu'il tombe dans un cuvier rempli d'eau chaude après être passé au travers d'une feuille de contreplaqué colmatant l'ouverture pratiquée dans le couvercle. Cette compagnie œuvre dans la fabrication de la pâte à cellulose à partir de copeaux de bois traités selon un procédé fort complexe.

Recommandation :

Que la Commission de la santé et de la sécurité du travail poursuive le suivi de la situation sur l'ensemble du complexe de la compagnie Tembec inc. quant aux travaux d'entretien et de réparation qui y sont effectués, et quant aux procédures, aux programmes et à la supervision visant la prévention des accidents de travail.

Organisme visé :

Commission de la santé et de la sécurité du travail



## 4. SUICIDES

**Avis / Dossier :** A-139901 109961

### Événement :

Un homme de 57 ans, aux prises avec un trouble de la personnalité exacerbé, se suicide par pendaison dans la cage d'escalier de l'immeuble à prix modique qu'il habitait.

Au cours des mois précédant son décès, l'homme s'était rendu à plusieurs reprises au service des urgences de l'Hôtel-Dieu de Québec et les hospitalisations y étaient devenues régulières. Il se désorganisait progressivement. Les comportements de la victime étaient à l'origine d'interventions du service de police de la Ville de Québec, du Centre de prévention du suicide, du Centre de crise de Québec et du Verger.

### Recommandations :

Que le Ministre de la Santé et des services sociaux :

- voie à ce que le nouvel échéancier du plan d'action concernant la transformation des services en santé mentale soit respecté ;
- voie à la réalisation de l'intégration des services dans le réseau et fasse de la continuité des services sa principale priorité en santé mentale tant pour le suivi dans la communauté que pour la situation de crise ;
- voie à ce que la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Québec produise pour la fin de mars 2002 son plan d'organisation enrichi pour la transformation des services en santé mentale et, notamment, qu'elle ait procédé à la désignation de l'entité qui devra faire la coordination et assurer le rôle de leadership ;
- accroisse les campagnes de publicité concernant les problèmes de santé mentale destinées au grand public afin de permettre un changement de mentalité et une meilleure intégration de cette problématique ; santé mentale et physique doivent être traitées de la même manière ;
- fasse annuellement un bilan des actions prises en santé mentale ;
- intègre dans son discours la problématique concernant la transformation des services en santé mentale, au même titre que les problèmes de santé physique ;
- voie à la diffusion de protocoles pour les situations de crise et le suicide, lesquels pourraient servir de modèles pour les intervenants des autres régions ;
- fasse la promotion de certaines activités de formation sur le suicide qui consisteraient en celles déjà mises sur pied par l'Association québécoise de suicidologie et celles du Dr André Gagnon destinées aux médecins.

Que la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Québec :

- voie à inviter et intégrer à ses activités de concertation tous les intervenants du milieu en santé mentale, incluant ceux qui oeuvrent pour la prévention du suicide. À titre d'exemple, il y aurait lieu d'inviter et d'intégrer le Centre de prévention du suicide ;
- permette qu'un consensus provienne du milieu en ce qui a trait à la présentation d'un plan d'action pour un réseau de services intégrés, notamment, concernant la désignation d'une entité imputable, le tout dans l'échéance prévue. À défaut, voie elle-même à la désignation d'une telle entité ;
- facilite la ratification de nouveaux protocoles ou actualise les anciens, notamment ceux impliquant le Centre de prévention du suicide et le Service de police de la Ville de Québec concernant la démarche à suivre pour certaines situations;

- voie à mettre régulièrement à jour le bottin de toutes les ressources en santé mentale et à la diffusion de ce dernier ;
- facilite la mise sur pied de cliniques spécialisées avec une approche systémique pour les personnes atteintes de troubles de la personnalité et en situation de crise et favorise la continuité des services avec la clinique Le Faubourg Saint-Jean ;
- identifie pour fin de désignation les centres de crise, tel que le prévoit *la Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui* et capables de donner un service 24/7, incluant l'intervention en matière de suicide ;
- rende disponible certaines activités de formation concernant le suicide consistant en celles déjà mises sur pied par l'Association de suicidologie et celles du Dr André Gagnon destinées aux médecins ;
- voie à la ratification d'un protocole d'intervention (ententes de services) en matière de suicide inspiré de ceux qui seront diffusés par le Ministère de la santé et des services sociaux ; (1)
- favorise certains projets visant les personnes les plus à risque de se suicider, dont les adultes aux prises avec des problèmes de santé mentale.

Que les hôpitaux de la région de Québec, dont l'Hôtel-Dieu (CHUQ), l'Enfant-Jésus (CHA) et leurs chefs de département de psychiatrie étudient la possibilité de créer à l'intérieur de leur département de psychiatrie une clinique spécialisée pour les personnes atteintes de troubles de la personnalité et en situation de crise.

Que les hôpitaux de la région de Québec dont l'Hôtel-Dieu (CHUQ), l'Enfant-Jésus (CHA), de munir leurs urgences générales d'un poste de liaison.

Que les hôpitaux de la région de Québec, dont l'Hôtel-Dieu (CHUQ) et l'Enfant-Jésus (CHA) et leurs chefs de département de psychiatrie ainsi que les CLSC de la région, dont le CLSC-CHSLD Basse-Ville-Limoilou-Vanier :

- voient à améliorer la collecte d'information concernant les usagers et à la circulation de cette dernière entre eux et avec les autres intervenants ;
- entrevoient la possibilité de tenir des rencontres multidisciplinaires entre eux, également composées d'intervenants de première ligne, notamment les médecins de famille et les représentants des organismes communautaires, lorsque le patient revient à répétition au service des urgences. ;
- envisagent dans leur équipe multidisciplinaire un poste de psychologue, ce dernier étant absent présentement ;
- s'assurent que toutes les ressources connaissent les organismes communautaires.

Que les CLSC de la région ayant une équipe en santé mentale, dont le CLSC-CHSLD Basse-Ville-Limoilou-Vanier, puissent compter sur les services d'un psychiatre à plein temps.

Que les organismes communautaires de la région de Québec, dont le Centre de prévention du suicide, le Centre PECH, le Centre de crise, Laubenvière, le Service de police de la Ville de Québec, les hôpitaux de la région de Québec, dont l'Hôtel-Dieu (CHUQ) et l'Enfant-Jésus (CHA) et leurs chefs de département de psychiatrie ainsi que les CLSC de la région, dont le CLSC-CHSLD Basse-Ville-Limoilou-Vanier :

- permettent à l'ensemble de leur personnel de suivre les activités de formation dispensées en matière de suicide, consistant en celles déjà mises sur pied par l'Association québécoise de suicidologie ou celles du Dr André Gagnon ;
- travaillent à l'élaboration d'un protocole d'intervention (ententes de services) en matière de prévention du suicide.

#### **Organismes visés :**

Ministère de la santé et des services sociaux  
Régie régionale de la santé et des services sociaux de Québec

CHUQ – Pavillon Hôtel-Dieu  
CHA – Pavillon Enfant-Jésus  
Tous les autres hôpitaux de la région de Québec  
CLSC-CHSLD Basse-Ville-Limoilou-Varier  
Tous les autres CLSC-CHSLD de la région de Québec

**Avis / Dossier :** A-139416 112282

**Événement :**

Un homme de 54 ans se suicide par arme à feu dans sa résidence de Rimouski. L'épouse de la victime avait un problème de jeu compulsif de loteries-vidéo depuis deux ans, occasionnant des problèmes financiers. Le jour du décès, l'homme avait remis à son épouse une somme d'argent à déposer à la caisse populaire. Cette dernière a plutôt utilisé une bonne partie de cette somme dans l'achat de cigarettes et sur le jeu de loterie-vidéo.

**Recommandations :**

Que la Ministre déléguée à la santé et aux services sociaux :

- accentue la promotion du programme « Jeux, aide et référence » auprès de la population ;
- informe la population que les services « Jeux, aide et référence » s'adressent aussi aux familles et aux conjoints victimes d'un proche présentant un trouble de jeu compulsif.

**Organisme visé :**

Ministère de la Santé et des services sociaux

**Avis / Dossier :** A-145660 114236

**Événement :**

Un homme de 66 ans, hospitalisé au service de médecine de l'hôpital Royal Victoria depuis trois jours, se suicide en se jetant de la fenêtre de sa chambre. Il avait récemment tenu des propos au contenu dépressif et suicidaire.

**Recommandations :**

Que l'hôpital Royal Victoria :

- révise les consignes de recherche de ses patients ;
- oblige son service de sécurité à faire appel aux services de police sans délai.

**Organisme visé :**

Hôpital Royal Victoria

**Avis / Dossier :** A-136200 112369

**Événement :**

Un amérindien de 23 ans, se suicide par pendaison au domicile familial, dans la municipalité de Uashat (Sept-Iles). Il paraît souvent de son désir de mettre fin à ses jours.

**Recommandations :**

Que l'hôpital Royal Victoria :

- révise les consignes de recherche de ses patients ;
- oblige son service de sécurité à faire appel aux services de police sans délai.

**Organisme visé :**

Hôpital Royal Victoria

**Avis / Dossier :**        A-132698        114980

**Événement :**

Un homme de 64 ans, hospitalisé à l'Institut Roland-Saucier de Chicoutimi, se suicide par pendaison dans un boisé de Sacré-Cœur, le jour même où il a reçu son congé alors que le psychiatre notait qu'il n'apparaissait pas dangereux pour lui-même et pour les autres.

**Recommandations :**

Que le CMDP du centre hospitalier de la Sagamie et le directeur des services professionnels révisent le dossier médical et s'assurent que les règles de l'art ont été suivies par l'équipe de professionnels qui ont prodigué des soins, donné des services et établi un plan de traitement en rapport avec les problèmes de santé dont souffrait la victime, pendant son hospitalisation de 72 heures a l'Institut Roland-Saucier.

**Organisme visé :**

Centre hospitalier de la Sagamie

**Avis / Dossier :**        A-143842        115859

**Événement :**

Une jeune fille de 16 ans, se suicide par pendaison au site Dominique-Savio du Centre jeunesse de Montréal, où elle demeurait.

**Recommandations :**

Que le Centre jeunesse de Montréal :

- revoie le processus de transmission d'informations concernant un jeune entre les différents intervenants œuvrant auprès de celui-ci. Il faut que soient revus également les mécanismes de communication entre le Centre jeunesse de Montréal et les ressources pédopsychiatriques;
- mette au courant les différentes personnes d'un service œuvrant auprès d'un jeune ou intervenant à l'occasion auprès de lui, de l'évaluation et du plan d'intervention de celui-ci, des démarches pouvant être en cours (v.g. demandes d'évaluation médicale ou psychiatrique) et de son histoire de services;
- fasse en sorte que le séjour d'un jeune dans une unité d'arrêt d'agir doive se terminer par la rédaction d'un bref rapport écrit relatant l'évolution du jeune et les recommandations pertinentes dans toute situation pouvant appeler une nouvelle orientation de service;
- rende automatiquement disponible tout rapport de consultation médicale au service de santé du centre où séjourne le jeune afin que, si nécessaire, le médecin et l'infirmière soient bien au fait du résultat des consultations effectuées;
- implante au cours de la prochaine année dans les différents sites, « le protocole d'intervention en situation de problématique suicidaire dans les centres jeunesse » rédigé par l'Association des centres jeunesse du Québec, l'Association des hôpitaux du Québec, le Collège des médecins du Québec et l'Association des CLSC et des CHSLD du Québec.

Que la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre :

- identifie très clairement les ressources psychiatriques auxquelles pourront recourir les intervenants du Centre jeunesse de Montréal oeuvrant auprès des jeunes en très grande détresse;
- mette tout en œuvre pour faire en sorte que des services pédopsychiatriques soient disponibles et offerts en continuité aux jeunes hébergés au CJM car ils présentent une grande détresse psychologique;
- affecte une équipe pédopsychiatrique d'un centre hospitalier de Montréal aux jeunes et au personnel du Centre jeunesse de Montréal;
- voie à établir un centre de référence des cas de pédopsychiatrie avec l'Assemblée des chefs de pédopsychiatrie et le Centre jeunesse de Montréal;
- facilite le recrutement de médecins-omnipraticiens pouvant œuvrer en centres jeunesse;
- voie à faire reconnaître les activités médicales en centre jeunesse comme des activités médicales particulières.

Que les Directeurs de tous les centres jeunesse du Québec et l'Association des psychiatres-pédopsychiatres du Québec :

- reconsultent le rapport intitulé : Le suicide chez les usagers des centres jeunesse : Il est urgent d'agir » et continuent à travailler aux éléments de solution qui étaient proposées, en particulier que les recommandations 17, 18, 19 et 20 soient mises en place.

Que les Directeurs de santé publique du Québec et les Directeurs des régies régionales de la santé et des services sociaux du Québec:

- étudient dans leurs régions respectives les moyens à prendre pour chapeauter ces comités de révision dans l'esprit des recommandations 17, 18, 19 et 20 du rapport et en y incluant **tous** les professionnels concernés ;
- conservent plus longtemps tous les dossiers des Centres jeunesse de jeunes suicidés et que dans ces cas les dossiers ne soient pas soumis à la règle habituelle de destruction des dossiers.

Que l'Association des centres jeunesse du Québec:

- utilise d'autres matériaux dans les salles de douche des unités qui accueillent des jeunes en arrêt d'agir, de façon à rendre cet environnement plus sécuritaire;
- revoie l'ensemble de la procédure entourant la prise des douches dans ce type d'unité, de façon à ce qu'il y ait un contact verbal, établi aux 30 secondes, avec tout jeune jugé suicidaire et qu'en l'absence d'une réponse de celui-ci, une intervention soit menée immédiatement même si celui-ci et nu(e). dans la douche.

Que les Directeurs de santé publique du Québec et les Directeurs des régies régionales de la santé et des services sociaux du Québec:

- étudient dans leurs régions respectives les moyens à prendre pour chapeauter ces comités de révision dans l'esprit des recommandations 17, 18, 19 et 20 du rapport et en y incluant tous les professionnels concernés ;
- conservent plus longtemps tous les dossiers des Centres jeunesse de jeunes suicidés et que dans ces cas les dossiers ne soient pas soumis à la règle habituelle de destruction des dossiers.

**Organismes visés:**

Centre jeunesse de Montréal  
Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre  
Direction de la santé publique du Québec  
Régies de la santé et des service sociaux du Québec  
Association des psychiatres du Québec  
Centres jeunesse du Québec

**Avis / Dossier :**      A-147076      116102

**Événement :**

Un homme de 53 ans se suicide par pendaison dans sa résidence de Laval, deux jour après avoir été libéré de la Cité de la Santé de Laval où il avait été hospitalisé 24 heures, suite à une tentative de suicide par intoxication médicamenteuse.

**Recommandations :**

Que la Cité de la Santé de Laval :

- soumette ce décès pour étude et analyse au Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de son établissement ;
- incite ses psychiatres de garde à contacter le médecin du patient avant de donner le congé à un patient.

**Organismes visés :**

Cité de la Santé de Laval

**Avis / Dossier :**      A-135848      115548

**Événement :**

Une femme de 47 ans, hospitalisée au service de psychiatrie de l'hôpital Général du Lakeshore à Pointe-Claire, se suicide par intoxication médicamenteuse lors d'une sortie temporaire de 24 heures.

**Recommandation :**

Que le Comité de l'acte médical de l'hôpital du Lakeshore revole ce dossier.

**Organisme visé :**

Hôpital du Lakeshore

**Avis / Dossier :**      A-140167      110547

**Événement :**

Un homme de 77 ans se suicide par pendaison à son domicile. Traité pour dépressions majeures depuis de nombreuses années, l'homme avait consulté une semaine auparavant à la clinique médicale de Ste-Adèle. Le médecin le réfère en psychiatrie au Centre hospitalier Laurentien pour dépression majeure avec idées suicidaires.

**Recommandations :**

Que le comité de l'acte médical évalue ce dossier afin d'assurer une meilleure protection de la vie humaine et de prévenir dans le futur d'autres décès dans de telles conditions.

**Organisme visé:**

Centre hospitalier Laurentien

**Avis / Dossier :**        A-139464        116124

**Événement :**

Un homme de 45 ans, circulant sur la route 132 à Grosse-Roche, se suicide en dirigeant son véhicule automobile sur un camion-remorque circulant en sens inverse.

**Recommandations:**

Que le centre hospitalier de Sainte-Anne-des-Monts :

- révise le dossier médical de la victime en relation avec ce décès ;
- établisse un guide de conduite suite à l'évaluation d'un patient ayant présenté un geste suicidaire qui est vu par un médecin du centre hospitalier, à l'urgence ou sur une unité de soins.

**Organisme visé :**

Centre hospitalier Sainte-Anne-des-Monts

**Avis / Dossier :**        A-123674        111654

**Événement :**

Un homme de 47 ans, suivi régulièrement par un médecin de famille depuis un an pour une maladie bipolaire mixte greffée sur une structure de personnalité limite, se suicide par intoxication mixte narcotique et cocaïne.

**Recommandations :**

Que le Ministère de la Santé et des Services sociaux réfléchisse à un plan de communication quant à la Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles mêmes ou pour autrui, afin d'aider les proches d'un individu leur faisant part d'idées suicidaires.

**Organisme visé :**

Ministère de la Santé et des services sociaux

**Avis / Dossier :**        A-137119        112179

**Événement :**

Un homme de 31 ans, se suicide par pendaison dans une cellule du poste de police de la Sûreté du Québec de Mont-Laurier.

**Recommandations:**

Que le Ministère de la sécurité publique fasse une enquête approfondie sur la pertinence de poursuivre l'activité du bloc cellulaire du poste de la sûreté du Québec de Mont-Laurier en regard de possibles transferts de tous les détenus au centre de détention de St-Jérôme. Si le Ministère concluait qu'un bloc cellulaire au poste de la sûreté du Québec de Mont-Laurier est une nécessité, je recommande que des aménagements physiques des lieux soient faits de façon urgente soit :

- Éliminer les barreaux horizontaux dans les cellules ;
- Ajouter un plexiglas à la porte des cellules ;
- Installer des caméras de surveillance ;
- Installer un système d'éclairage adéquat ;
- Établir des directives claires au personnel concernant la garde des détenus ;

- Engager des agents de sécurité ayant une formation particulière incluant une formation en réanimation cardio-respiratoire ;
- Élargir le corridor d'accès aux cellules afin d'assurer la sécurité des gardiens de sécurité ;
- Transférer tout détenu qui doit être gardé en détention lorsque le bloc cellulaire est rempli au point de vue ses capacités d'accueil ;
- Comparer et adopter dans la mesure du possible les directives déjà en vigueur dans les unités de détention des postes de la Communauté urbaine de Montréal tant à ce qui touche la garde des détenus, l'aménagement des lieux, des services offerts aux détenus particulièrement en ce qui a trait aux fournitures et à la nourriture.

**Organisme visé :**

Ministère de la sécurité publique

**Avis / Dossier :**     A-132694     114862

**Événement :**

Un homme de 49 ans se suicide par arme à feu dans sa résidence de Rivière Portneuf.

**Recommandation :**

Que le centre hospitalier régional Baie-Comeau et le Centre de santé des Nord-Côtiens sensibilisent leurs professionnels et intègrent dans leur milieu respectif, un guide de conduite en cas de risque de suicide ou violence avec les armes à feu.

**Organismes visés :**

Centre hospitalier régional Baie-Comeau  
Centre de santé des Nord-Côtiens

**Avis / Dossier :**     A-138750     116139

**Événement :**

Un homme de 76 ans, vivant seul, se suicide par arme à feu dans sa résidence de La Sarre.

**Recommandation :**

Que le CLSC des Aurores Boréales revoie ce dossier afin d'évaluer l'impact de sa décision de ne plus accorder de soins à domicile et sans assurer de suivi psychologique.

**Organisme visé :**

CLSC des Aurores Boréales

**Avis / Dossier :**     A-142720     113012

**Événement :**

Un homme de 34 ans, souffrant de troubles schizo-affectifs, se suicide en se jetant du pont Jacques-Cartier. L'homme était en congé temporaire de deux heures du service de psychiatrie de l'hôpital Notre-Dame à Montréal.

**Recommandations :**

Que la Régie régionale de la Santé et des Services sociaux de Montréal-Centre s'assure de ce que les hôpitaux et la Corporation d'Urgences-santé de Montréal métropolitain offrent un accueil



approprié et un suivi coordonné aux personnes qui ont fait une tentative de suicide au pont Jacques-Cartier..

Que la Direction de la santé publique de Montréal-Centre, de concert avec Suicide-Action Montréal et le Bureau du coroner sensibilise mieux les médias au phénomène de contagion et favorise une couverture médiatique responsable pour réduire les risques de suicide.

Que le Président du groupe de travail mette en place un mécanisme de suivi des recommandations et réunisse ledit comité au moins une fois par année pour faire le point.

**Organismes visés :**

RRSSS de Montréal-Centre  
Direction de la santé publique de Montréal-Centre  
Président du groupe de travail

**Avis / Dossier :** A-135953 106323

**Événement :**

Une femme de 24 ans, policière à la sûreté municipale de Mirabel, se suicide chez elle avec son arme de service. On appelle immédiatement le 9-1-1.

**Recommandations :**

Que le contenu des cours donnés aux étudiants en techniques policières fasse mention de ce que représente une mort évidente et de ce qu'implique l'absence de mort évidente.

**Organisme visé :**

Ministère de l'Éducation et de l'Emploi

**Avis / Dossier :** A-143768 114534

**Événement :**

Un homme de 54 ans, ayant des antécédents suicidaires, met fin à ses jours par pendaison à son domicile à LaSalle.

**Recommandations :**

Que le président du Comité de l'évaluation de l'acte médical de l'hôpital Douglas revoie ce dossier et discute avec les intervenants de l'importance de garder en observation ou de demander une deuxième consultation à un collègue.

**Organisme visé :**

Hôpital Douglas

**Avis / Dossier :** A-143178 114316

**Événement :**

Un homme de 39 ans se suicide par pendaison à sa résidence, 3 heures après avoir reçu son congé du contre hospitalier régional Centre-Mauricie, où il avait été amené la veille en détresse psychologique dans un contexte de rupture amoureuse.

**Recommandation :**

Que ce dossier soit étudié par le Comité de l'acte médical du centre hospitalier Centre de la Mauricie et que les conclusions de cette étude soient transmises au coroner en chef.

**Organisme visé :**

Centre hospitalier Centre de la Mauricie

**Avis / Dossier :**     A-143884     114201

**Événement :**

Un homme de 46 ans, hospitalisé à l'Institut Albert Prévost (Pavillon psychiatrique affilié à l'hôpital du Sacré-Cœur de Montréal), décède par noyade dans son bain.

**Recommandation :**

Que le Comité d'étude des décès de l'hôpital du Sacré-Cœur de Montréal examine les circonstances de ce décès et établisse une politique concernant les procédures lors de bain chez les patients en observation ou hospitalisés à l'Institut Albert Prévost.

**Organisme visé :**

Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal

**Avis / Dossier :**     A-139219     109369

**Événement :**

Un jeune Inuit de 16 ans décède 11 jours après avoir été retrouvé pendu dans sa chambre de la résidence familiale de Purvittuq.

**Recommandations :**

Que le Ministère de la santé et des services sociaux :

- examine la situation qui prévaut dans les agglomérations éloignées de la province et suggère, propose ou apporte les correctifs susceptibles de réduire les délais de réponse de l'ambulance ;
- étudie la possibilité de donner une formation équivalente à celle de technicien ambulancier aux chauffeurs d'ambulance de ces agglomérations éloignées.

**Organisme visé :**

Ministère de la santé et des services sociaux

**Avis / Dossier :**     A-142770     113695

**Événement :**

Un homme de 38 ans, vivant une séparation récente, se suicide par pendaison dans sa résidence de Lachine.

**Recommandations :**

Que la Direction des services professionnels de l'hôpital Douglas porte une attention particulière à informer leurs cliniciens de prendre le temps de parler aux membres de la famille lorsque ceux-ci accompagnent le patient, afin d'avoir une information collatérale.

Que la Direction des services professionnels de l'hôpital Douglas, la Direction du Nursing et la Direction des services psychiatriques évaluent la pertinence d'un suivi infirmier pendant la période d'attente, c'est-à-dire entre l'accueil et l'évaluation par le psychiatre.

**Organismes visés :**

Direction des services professionnels de l'hôpital Douglas  
Direction des services psychiatriques de l'hôpital Douglas  
Direction du Nursing de l'hôpital Douglas

**Avis / Dossier :** A-137523 108782

**Événement :**

Un amérindien de 33 ans se suicide par pendaison dans sa cellule du poste de police de Manawan, où il avait été incarcéré quelques heures plus tôt.

**Recommandation :**

Que la Direction des affaires policières, de la prévention et des services de sécurité du ministère de la sécurité publique inclue implicitement au *Guide de pratiques policières* que la personne détenue ne conserve uniquement que son pantalon (sans ceinture), sa chemise, ses bas, ses sous-vêtements et ses souliers (sans lacets).

**Organisme visé :**

Ministère de la sécurité publique

**Avis / Dossier :** A-139426 113243

**Événement :**

Un jeune homme de 16 ans d'Amqui se suicide par pendaison. Quelques jours avant ce drame et le matin même du décès, la victime avait été interrogée par des enquêteurs de la Sûreté du Québec dans le cadre de vols mineurs survenus quelques mois auparavant.

**Recommandations :**

Que la Régie régionale du Bas-St-Laurent, le Centre Jeunesse du Bas-St-Laurent et la Sûreté du Québec du Bas-St-Laurent collaborent pour le maintien du programme «Intervenir tôt» auprès des jeunes contrevenants pour le Bas-St-Laurent et le bonifient par une entente avec les CLSC, afin qu'une travailleuse sociale ou un autre intervenant habilité puisse intervenir localement dès l'arrestation, l'interrogatoire ou la mise en accusation d'un jeune contrevenant. Cette intervention de la travailleuse sociale devrait se faire au poste où le jeune contrevenant a été amené. Par la suite, les professionnels du Centre Jeunesse pourraient prendre la relève. (4)

Que le ministère de la Santé et des services sociaux et le ministère de la Sécurité publique évaluent la possibilité d'étendre aux autres régions du Québec le programme «Intervenir tôt», mis en place au Bas-St-Laurent.

**Organismes visés :**

Régie régionale de la santé et des services sociaux  
Sûreté du Québec du Bas-St-Laurent  
Centre Jeunesse du bas-St-Laurent  
Ministère de la Santé et des services sociaux  
Ministère de la Sécurité publique

**Avis / Dossier :** A-142783 114062

**Événement :**

Une femme de 64 ans, ayant des antécédents psychiatriques avec tentative de suicide, met fin à ses jours par pendaison dans sa résidence de Notre-Dame-des-Prairies.

**Recommandation :**

Que la Direction des services professionnels du centre hospitalier régional de Lanaudière s'assure que ce dossier soit revu par le comité d'évaluation des dossiers et que des modifications soient apportées à la procédure d'intervention, si jugé nécessaire.

**Organisme visé :**

Centre hospitalier régional de Lanaudière

**Avis / Dossier :**      A-138988      110048

**Événement :**

Une femme de 37 ans, hospitalisée dans l'aile psychiatrique de l'hôpital Royal Victoria pour une psychose post-partum, décède d'un choc hypovolémique secondaire à l'hémorragie externe et interne abondante attribuable à la section de l'artère carotide droite, qu'elle s'est infligée avec un morceau de vitre.

**Recommandations :**

Que la Direction des services professionnels du CLSC – Parc Extension diffuse ce rapport d'investigation à tous les intervenants ayant eu affaire à la victime dans sa période post-partum, pour les sensibiliser à l'intensité psychotique de la dépression post-partum que vivait la victime et aux nombreux appels à l'aide qu'elle a lancés.

Que la Direction des services professionnels de l'hôpital Royal Victoria révise l'état des chambres de l'unité psychiatrique du Pavillon Allen Memorial, afin qu'une situation semblable ne se reproduise plus. La victime a pu avoir accès à un couteau, une vitre et s'embarquer en emboîtant les deux poignées des portes de sa chambre.

**Organismes visés :**

CLSC Parc Extension  
Hôpital Royal Victoria

**Avis / Dossier :**      A-138997      110197

**Événement :**

Un homme de 43 ans est amené à l'hôpital Général de Montréal suite à une tentative de suicide par laceration des poignets. Hospitalisé aux soins intensifs chirurgicaux avant d'être transféré à l'étage de psychiatrie, on a dû l'isoler à cause de la présence d'un staphylocoque auréus multiple. Le patient sera retrouvé par le personnel, en choc hémorragique secondaire à une perforation de la paroi myocardique du ventricule gauche, causée par un objet piquant et contondant compatible avec un stylo « Bic » qu'il aurait utilisé contre lui-même.

**Recommandation :**

Que la Direction des services professionnels de l'hôpital Général de Montréal revoie le dossier et élabore une méthode différente de surveillance visuelle des patients.

**Organisme visé :**

Hôpital Général de Montréal

**Avis / Dossier :**      A-142101      112133

**Événement :**

Un homme de 67 ans se suicide par pendaison dans le hangar de la résidence de son fils à Grande-Rivière, où il demeurerait depuis quelques semaines.

**Recommandations :**

Que le ministère de la Santé et des services sociaux s'assure par voie de règlement et/ou directive ou par tout autre mode jugé efficace, que chaque centre hospitalier et chaque centre local de services sociaux (CLSC) ayant un point d'urgence à défaut de centre hospitalier à proximité,

- instaure un mécanisme de communication au médecin traitant de la visite d'un patient à l'urgence pour consultation suite à une tentative de suicide claire ou présumée, même si le patient n'y a pas été hospitalisé ;
  - instaure un mécanisme automatique de référence en psychiatrie d'un patient ayant consulté à l'urgence pour une tentative de suicide claire ou présumée;
  - instaure un mécanisme de révision mensuelle des consultations à l'urgence, afin de s'assurer que les recommandations précédentes ont été respectées.
- Que la Direction des services professionnels du centre hospitalier de Chandler
- instaure un mécanisme de communication au médecin traitant de la visite d'un patient à l'urgence pour consultation suite à une tentative de suicide claire ou présumée, même si le patient n'y a pas été hospitalisé ;
  - instaure un mécanisme automatique de référence en psychiatrie d'un patient ayant consulté à l'urgence pour une tentative de suicide claire ou présumée;
  - instaure un mécanisme de révision mensuelle des consultations à l'urgence, afin de s'assurer que les recommandations précédentes ont été respectées.

**Organismes visés :**

Ministère de la Santé et des services sociaux  
Centre hospitalier de Chandler

**Avis / Dossier :**      A-135187      106613

**Événement :**

Un homme de 39 ans décède d'un syndrome de détresse respiratoire de l'adulte consécutif à des brûlures de 40% de la surface corporelle qu'il s'était infligées 9 jours auparavant lors d'une explosion. Il avait a ce moment ouvert tous les conduits de gaz du poêle au propane avant de s'allumer volontairement une cigarette.

**Recommandation :**

Que le Ministère de la santé et des services sociaux publie sa *Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui*.

**Organisme visé :**

Ministère de la santé et des services sociaux

5. HOMICIDES

Avis / Dossier :        A-139928        112225

Événement :

Un bébé de 10 semaines décède d'une encéphalopathie anoxique létale, secondaire à un arrêt cardio-respiratoire attribuable à un syndrome de l'enfant secoué, avec dommages cérébro-méningés et hémorragies rétinienues, puis broncho-pneumonie terminale. Des accusations furent portées contre le père et une sentence a été rendue.

Recommandations :

Que le Service social et la Direction des services professionnels du Centre hospitalier de Trois-Rivières :

- renvoient la conduite adoptée lors de l'hospitalisation de l'enfant en mars 2001 et les mesures prises pour assurer son suivi à sa sortie d'hôpital afin que sa protection se continue ;
- s'assurent qu'à l'avenir, lorsqu'un enfant est soupçonné d'être victime de sévices corporels, des mesures de contrôle plus serrées soient planifiées afin d'identifier rapidement une situation potentiellement à risque et pouvoir intervenir efficacement en temps utile ;
- s'assurent d'une bonne collaboration entre ces deux types d'intervenants lorsqu'ils doivent voir à la sécurité de l'enfant, tant à l'intérieur des murs de l'hôpital que lorsque le congé est autorisé et l'enfant doit être vu en externe ;
- s'assurent que dans de tels cas les intervenants respectent bien leur obligation légale d'aviser le Directeur de la Protection de la Jeunesse.

Organisme visé :

Centre hospitalier régional de Trois-Rivières

6. DÉCÈS DE NATURE INDÉTERMINÉE

Avis / Dossier :        A-143708        114434

Événement :

Un jeune homme dépressif de 22 ans chute d'une certaine hauteur d'un pylône d'Hydro-Québec à Pointe-aux-Trembles. Aucune lettre d'intention n'a été retrouvée. On ne peut déterminer si cette mort violente est de nature suicidaire ou accidentelle.

Recommandation :

Qu'Hydro-Québec voie à la réparation de la clôture Frost qui fait le périmètre de la tour située à l'Est de la rampe de mise à l'eau, au coin de la 36<sup>ème</sup> Avenue et de la rue Notre-Dame à Pointe-aux-Trembles.

Organisme visé :

Hydro-Québec

7. DÉCÈS NATURELS

**Avis / Dossier :**        A-143353        112548

**Événement :**

Un homme de 60 ans, résidant en famille d'accueil et souffrant de déficience intellectuelle avec troubles de comportements, décède d'un choc avec collapsus secondaire à une ischémie intestinale attribuable à un fécalome avec mégacôlon.

**Recommandations :**

Que le Centre de réadaptation Des Fillandières de Joliette s'assure que les bénéficiaires souffrant de déficience intellectuelle reçoivent les soins d'hygiène appropriés dans les familles d'accueil choisies.

Que la Curatelle publique s'assure que les familles d'accueil qui hébergent leurs protégés dispensent des soins selon les règles de l'art.

**Organismes visés :**

Centre de réadaptation Des Fillandières  
Curatelle publique

**Avis / Dossier :**        A-132691        114611

**Événement :**

Une femme de 54 ans, diabétique, décède d'un infarctus du myocarde au centre hospitalier de Port-Carrier.

**Recommandation :**

Que la Direction des Services professionnels du centre hospitalier de Sept-Iles fasse évaluer ce dossier par les instances concernées de l'établissement afin de valider que les règles de l'art ont été suivies.

**Organisme visé :**

Centre hospitalier régional de Sept-Iles  
Curatelle publique

**Avis / Dossier :**        A-144413        116895

**Événement :**

Un homme de 59 ans, souffrant de schizophrénie paranoïde, décède d'une pneumonie à Klebsiella à l'hôpital Le Gardeur de Repentigny.

**Recommandation:**

Que la Direction des services professionnels de l'hôpital Douglas prenne connaissance de ce dossier et réfléchisse quant à la possibilité d'instaurer un ratio bénéficiaires/préposé dans les ressources intermédiaires qu'elle chapeaute.

**Organisme visé:**

Hôpital Douglas



**Avis / Dossier :**      A-143368      113079

**Événement :**

Un homme de 40 ans, résidant en famille d'accueil depuis 1989 et souffrant de déficience intellectuelle légère et d'épilepsie, décède d'arythmie à la suite d'une crise d'épilepsie.

**Recommandations :**

Que la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre prenne connaissance de ce cas afin de s'assurer que les familles d'accueil qui reçoivent leurs bénéficiaires sont aptes à subvenir aux besoins de ceux-ci et, en particulier, aptes à surveiller la prise de médication.

Que la Direction des services professionnels de l'hôpital Louis-H. Lafontaine s'assure que les familles d'accueil recevant des bénéficiaires avec déficience mentale ou problème de santé mentale sont aptes à les soutenir.

Que le Centre de réadaptation Gabrielle Major s'assure que les familles d'accueil qui reçoivent leurs bénéficiaires sont aptes à leur fournir les soins nécessaires.

**Organismes visés :**

Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre  
Centre de réadaptation Dollard-Cormier  
Centre de réadaptation Gabrielle-Major

**Avis / Dossier :**      A-143360      112785

**Événement :**

Un homme de 64 ans, résidant en famille d'accueil pour personnes handicapés intellectuels, décède d'une insuffisance myocardique aiguë, à l'Hôtel-Dieu de St-Jérôme.

**Recommandations :**

Que le département de psychiatrie du CHUM - Pavillon Notre-Dame prenne connaissance de ce cas et s'assure d'acheminer les résumés de dossier avec le bénéficiaire.

Que le Centre Lisette Dupras prenne connaissance de ce cas et s'assure d'acheminer les résumés de dossier avec le bénéficiaire.

**Organismes visés :**

Centre hospitalier universitaire de Montréal - Pavillon Notre-Dame  
Centre Lisette Dupras

**Avis / Dossier :**      A-136230      109636

**Événement :**

Un homme de 37 ans décède d'une arythmie cardiaque maligne alors qu'il était au volant de son véhicule automobile à Chambly.

**Recommandations :**

Que le centre d'appel du service d'ambulance prenne les mesures pour déplacer systématiquement une unité de la région de Saint-Jean-sur-Richelieu vers le territoire de Chambly, à un endroit prédéterminé, lorsque les ambulances qui couvrent le territoire de Chambly et des environs ne sont pas disponibles, afin de réduire les délais d'intervention.

Que le service d'incendie des municipalités qui n'ont pas de centre hospitalier sur leur territoire soit muni d'un défibrillateur cardiaque semi-automatique et ait le personnel qualifié pour l'utiliser rapidement en situation d'urgence, lorsque les ambulanciers ne peuvent être sur les lieux dans un délai de quatre à huit minutes.

**Organismes visés :**

FRSSS de la Montérégie

**Avis / Dossier :**      A-137467      108310

**Événement :**

Un homme de 80 ans décède d'une ischémie myocardique, le lendemain de son transport par ambulance à l'hôpital Général du Lakeshore de Pointe-Claire.

**Recommandation :**

Que le Ministère de la Santé et des Service sociaux voie à ce que l'objectif ministériel de mai 1992 soit atteint.

**Organisme visé :**

Ministère de la Santé et des Services sociaux

**Avis / Dossier :**      A-140807      112784

**Événement :**

Une jeune femme de 24 ans décède d'emboïes pulmonaires au centre hospitalier Saint-Eustache.

**Recommandations :**

Que le dossier soit revu par le Comité de l'évaluation de l'acte médical du Centre hospitalier Saint-Eustache, le Collège des médecins du Québec et par l'Association des médecins d'Urgence du Québec.

Que les Services pré-hospitaliers Laurentides-Lanaudière et la Régie régionale de la Santé et des Services sociaux des Laurentides voient à l'amélioration du temps d'intervention de leurs techniciens ambulanciers.

**Organismes visés :**

Centre hospitalier Saint-Eustache  
Services pré-hospitaliers Laurentides-Lanaudière  
Régie régionale de la Santé et des Services sociaux des Laurentides

**Avis / Dossier :**      A-142839      114629

**Événement :**

Un homme de 58 ans décède d'une maladie coronarienne artériosclérotique sténosante sévère (90%) tritonculaire et d'une ischémie aiguë greffée sur maladie ischémique chronique.

**Recommandation :**

Que le Comité d'évaluation de l'acte médical de l'hôpital général Juf de Montréal et le Collège des médecins du Québec revoient le dossier de ce patient.

**Organisme visé :**

Hôpital général Juit  
Collège des médecins du Québec

**Avis / Dossier :** A-122813 110573

**Événement :**

Un homme de 62 ans décède d'un infarctus du myocarde le lendemain de son admission au centre hospitalier de l'Hôtel-Dieu de Montmagny pour une cellulite de la jambe droite.

**Recommandation :**

Que le Comité des médecins, dentistes et pharmaciens du centre hospitalier de l'Hôtel-Dieu de Montmagny effectue l'étude de ce dossier.

**Organisme visé :**

Hôtel-Dieu de Montmagny

**Avis / Dossier :** A-139939 110541

**Événement :**

Un bébé de 11 mois décède d'une méningococcémie fulminante deux heures après avoir été amené à l'urgence du CHUQ – Pavillon CHUL à Ste-Foy.

**Recommandations :**

Que la Direction des soins infirmiers du CHUQ – Pavillon St-François d'Assise s'assure que le personnel infirmier, en l'occurrence le personnel oeuvrant à l'urgence, soit soucieux de la qualité des notes inscrites au dossier médical des patients. Ces notes devraient être les plus complètes possibles et permettre à quiconque les consulte de bien suivre l'évolution du patient.

Que la Direction des services professionnels du CHUQ – Pavillon St-François d'Assise et l'Association des médecins d'urgence du Québec considèrent la possibilité, à l'image des hôpitaux pédiatriques de Montréal, d'implanter un formulaire pédiatrique de triage et de soins médicaux pour tous les enfants qui sont amenés en consultation à l'urgence. Ceci faciliterait le travail d'équipe entre médecin et personnel infirmier et permettrait une évaluation plus complète de l'enfant.

Que le Département de Santé Publique :

- s'assure, advenant d'autres recrudescences des infections à méningocoque, que la population soit bien informée des divers modes de présentation de cette maladie, afin de bien surveiller l'apparition de signes suggestifs et de consulter le plus rapidement possible;
- rafraichisse la mémoire des médecins, à l'aide des connaissances médicales les plus à la fine pointe et véhiculées par des spécialistes dans le domaine, sur les diverses présentations cliniques que peut prendre une telle maladie; les informer de la conduite diagnostique et thérapeutique recommandée par les spécialistes lors de telles périodes.

**Organismes visés :**

CHUQ – Pavillon St-François d'Assise  
Département de Santé Publique

**Avis / Dossier :** A-136960 108456

**Événement :**

Un homme de 86 ans décède d'un infarctus du myocarde à son arrivée à l'urgence du centre hospitalier des Vallées de l'Outaouais, Pavillon Gatineau, après y avoir été transporté d'urgence dans une auto-patrouille du service de police Gatineau-Métro.

**Recommandations :**

Que la Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Outaouais :

- établisse, lors de la prochaine entente contractuelle avec les compagnies ambulancières, des baisses claires et précises quant aux performances attendues (temps réponse, durée et fréquence des périodes de saturation des services ambulanciers, etc.);
- établisse, lors de la prochaine entente contractuelle avec les compagnies ambulancières, des moyens permettant de mesurer, de comptabiliser et de vérifier si les temps réponses moyens mesurés rencontrent les objectifs visés;
- continue à améliorer l'efficacité des réseaux de services préhospitaliers en utilisant les services de premiers répondants formés dans les secteurs appropriés;
- vérifie les temps réponses moyens dans les diverses municipalités de son territoire pour mieux connaître la situation et identifier les zones problématiques;
- rencontre la CTAO dans le but de mettre en place un plan clair sur les exigences à rencontrer lors des appels urgents, en période d'utilisation à 100% des ressources ambulancières;
- veille, advenant la mise en place de norme provinciale quant aux temps réponses, à modifier la flotte ambulancière en conséquence et/ou ajoute des intervenants supplémentaires si indiqué (premiers répondants).

Que le Ministère de la santé et des services sociaux :

- adopte les objectifs fixés par la rapport Dicaire quant aux temps réponses (8 minutes en centre urbain) et émette une directive opérationnelle à cet effet;
- modifie le mode de calcul et d'attribution des budgets pour les services ambulanciers et élimine les disparités régionales pour permettre d'atteindre les objectifs escomptés;
- rende les régies régionales imputables en les obligeant à produire annuellement un rapport sur les interventions préhospitalières, plus particulièrement le temps réponse moyen des services d'urgence de leurs territoires et des moyens envisagés pour améliorer la situation si les normes ne sont pas respectées.

**Organismes visés :**

Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Outaouais :  
Ministère de la santé et des services sociaux :

**Avis / Dossier :**            A-138975            109725

**Événement :**

Un homme de 37 ans décède de multiples foyers pneumoniques bilatéraux, d'étiologie mixte, de type opportuniste, chez un sujet dont le tableau clinico-sérologique est compatible avec un syndrome d'immuno-déficience acquise.

**Recommandation :**

Que le Comité d'évaluation de l'acte médical revoie ce dossier afin de s'assurer que l'évaluation médicale de la dernière visite à l'urgence a été faite selon les règles de l'art.

**Organisme visé :**

Centre hospitalier universitaire de Montréal – Pavillon Notre-Dame

## MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

50. LES EFFECTIFS DU BUREAU DU CORONER, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI AINSI QUE LA MASSE SALARIALE POUR CHACUNE DE CES CATÉGORIES POUR LA PÉRIODE 2001-2002 ET 2002-2003.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03**

<b>QUESTION 50: Les effectifs du Bureau du coroner par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2001-2002 et 2002-2003</b>				
<b>Catégories d'emploi</b>	<b>2001-2002 Effectifs autorisés</b>	<b>2001-2002 Masse salariale</b>	<b>2002-2003 Effectifs autorisés</b>	<b>2002-2003 Masse salariale</b>
Coroners	10	1 585 325	14	1 653 677
Cadres supérieurs	2	188 326	3	256 125
Professionnels	9	658 425	10	755 109
Techniciens et employés de bureau	20	749 922	17	757 059
Ouvriers	7	368 624	7	346 110
	48	3 550 621	52	3 768 080





# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

51. LA LISTE DES CORONERS-INVESTIGATEURS ET DES CORONERS-ENQUÊTEURS,  
LEUR RÉMUNÉRATION RESPECTIVE POUR LA PÉRIODE 2002-2003  
AINSI QUE LES AUGMENTATIONS PRÉVUES.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03**

**QUESTION 51 : La liste des coroners-investigateurs et des coroners-enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2002-2003 ainsi que les augmentations prévues.**

	Rémunération	Augmentations prévues
<b>Coroners-investigateurs :</b>		
Turmel, Serge	133 603	
Bellemare, Danielle	120 162	
David, Anne-Marie	109 118	
Couillard, Bernard	113 221	
Dionne, Paul	113 221	
Michaud, Roger	113 221	
Morin, Pierre	116 788	
Nolet, Louise	113 221	
Paquin, Claude	113 221	
Duchesne, Line	113 221	
<b>Total</b>	<b>1 158 997 \$</b>	<b>Aucune</b>
<b>Coroners-enquêteurs</b>		
Kronstrom, Andrée	89 019	
Rudel Tessier, Catherine	109 118	
Malouin, Luc	109 118	
Boulianne, Marc-André	102 323	
<b>Total</b>	<b>409 578 \$</b>	<b>Aucune</b>



## MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

52. L'ÉTAT DES RAPPORTS D'INVESTIGATION (TERMINÉS OU NON) SUR LES DÉCÈS SIGNALÉS EN 2002 AINSI QUE LE DÉLAI MOYEN ENTRE LE SIGNALEMENT DU DÉCÈS ET LE DÉPÔT DU RAPPORT.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner-03.03**

**QUESTION 52 : L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés en 2002 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.**

**État des rapports :**

Au total 4372 décès ont été signalés aux coroners en 2002. En date du 7 avril 2003, 2749 rapports (63%) sont terminés et déposés au Bureau du coroner et 1623 rapports (37%) sont à venir.

**Délai moyen :**

Comme une proportion importante des rapports est à venir pour 2002, le calcul des délais pour cette année ne serait pas représentatif de la réalité. Nous présentons donc la moyenne des délais pour 2001.

Le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport est de 6,9 mois, basé sur les rapports déposés en date du 7 avril 2003. À ce stade-ci, seulement 11% des rapports sont à venir pour 2001.





# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

53. LA LISTE DES ENQUÊTES PENDANTES AU 31 MARS 2003  
(INCLUANT LA DATE D'ORDONNANCE, LA NATURE DE L'ÉVÉNEMENT,  
LE NOM DU CORONER ENQUÊTEUR EN CHARGE DU DOSSIER, LA DATE DU DÉCÈS, L'ENDROIT)  
AINSI QUE L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE L'ENQUÊTE.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03**

**QUESTION 53 : Liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2003 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.**

Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur et Procureur	Date du décès	Endroit	État d'avancement de l'enquête
2002-12-12	Tremblay, Sébastien	Décès suite à une poursuite policière sur la route 132	Me Andrée Kronström	2002-11-09	Matane	Date d'audiences à déterminer
2002-11-21	Emond, Jean	Décès au centre d'hébergement Champlain	Me Andrée Kronström	2002-02-22	Montréal	Date d'audiences à déterminer
2002-11-28	Leduc, Denise	Personne trouvée morte à l'extérieur de l'hôpital du Haut-Richelieu	Me Luc Malouin	2002-01-10	St-Jean-sur-Richelieu	Date d'audiences à déterminer
2002-11-28	Gaudet, Christopher	Décès par électrocution	Me Andrée Kronström Me Cathie Halpenny	2002-08-16	Joliette	Date d'audiences à déterminer
2002-12-16	Gervais, Annie Jean-Berthony, Charles	Accident sur Boul. Pie IX	Me Luc Malouin	2002-06-12 2001-10-23	Montréal	Date d'audiences à déterminer
2002-12-23	Harting, Hassan	Noyade à la base de plein air	Me Louise Nolet Me Cathie Halpenny	2002-07-25	St-Polycarpe	Date d'audiences à déterminer
2003-01-13	Pall, Alexandre Pall, Vixy	Décès dans un incendie à St-Boniface de Shawinigan	Me Cyrille Delage Me François Daviault	2002-12-29	St-Boniface-de-Shawinigan	Date d'audiences à déterminer
2001-03-01	Snow, Francis	Asphyxie par lien mécanique au cou	Me Luc Malouin Me Cathie Halpenny	2001-02-09	Ste-Anne-des-Plaines	Date d'audiences à déterminer
2003-03-10	Couture, Yannick	Chute en planche à neige	Me Louise Nolet	2003-02-15	North-Hatley	Date d'audiences à déterminer

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03**

**QUESTION 53 : Liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2003 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.**

Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur et Procureur	Date du décès	Endroit	État d'avancement de l'enquête
2002-09-18	Cournoyer, Serge	Noyade en plongée sous marine – Empress of Ireland	Me Andrée Kronström Me Guy Bernard	2002-08-04	Ste-Luce-sur-Mer	Date d'audiences à déterminer
2002-09-23	Labrecque, Sarah	Personne heurtée par une automobile conduite par un conducteur âgé	Me Andrée Kronström Me Guy Bernard	2002-02-04	St-Joseph de Beauce	Audiences prévues en mai 2003
2002-10-09	Demers, Claire	Décès au CHSLD Jacques Viger- système anti-fugue	Me Catherine Rudel-Tessier Me Guy Bernard	2002-03-12	Montréal	Audiences terminées, rédaction du rapport en cours
2002-10-09	Murphy, Irène	Décès d'une personne âgée en chaise roulante habitant un foyer d'hébergement	Me Catherine Rudel-Tessier Me Guy Bernard	2002-03-13	Montréal	Date d'audiences à déterminer
2002-10-25	Therrien, Serge	Prisonnier en milieu hospitalier décédé aux soins palliatifs	Me Luc Malouin Me Éric Lépine	2002-12-30	Ste-Thérèse	Date d'audiences à déterminer
2002-11-05	Bolduc, Gisèle	Chute d'une personne âgée habitant un foyer d'hébergement et souffrant de la maladie d'alzheimer	Me Catherine Rudel-Tessier Me Guy Bernard	2002-04-14	Scott	Date d'audiences à déterminer
2002-11-11	Lefebvre, Lucia	Personne âgée morte brulée habitant un foyer d'hébergement	Me Catherine Rudel-Tessier Me Guy Bernard	2002-05-16	LaSalle	Date d'audiences à déterminer

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03**

<b>QUESTION 53 : Liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2003 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.</b>						
<b>Date de l'ordonnance</b>	<b>Enquête</b>	<b>Nature de l'événement</b>	<b>Coroner enquêteur et Procureur</b>	<b>Date du décès</b>	<b>Endroit</b>	<b>État d'avancement de l'enquête</b>
2002-05-29	Desmarais, Francine	Endocardite	Me Catherine Rudel-Tessier Me Cathie Halpenny	2002-03-23	Laval	Audiences terminées, rédaction du rapport en cours
2002-06-03	Adam, Alexandre	Escalade lors de formation	Me Catherine Rudel-Tessier Me Cathie Halpenny Me Guy Bernard	2001-06-09	Granby	Audiences prévues en avril 2003
2002-06-26	Lalo, Terry	Happé par auto de police	Me Catherine Rudel-Tessier Me Éric Lépine	2002-04-16	Sept-Iles	Date d'audiences à déterminer
2002-06-29	Yu, Stéphanie Yu, Tiffany Wrong, Doris Fallum, Marielle	Noyade lors du naufrage du Lady Duck	Me Catherine Rudel-Tessier Me Cathie Halpenny	2002-06-23	Rivière des Outaouais	Date d'audiences à déterminer
2002-08-14	Veillette, Jacques Poirier, Lucie	Chute en escalade	Me Catherine Rudel-Tessier Me Cathie Halpenny Me Guy Bernard	2002-08-04	Cap-Trinité au Saquenay	Date d'audiences à déterminer
2002-08-28	Bernier, Raphaël	Noyade en canot sur la rivière Nouvelle	Me Andrée Kronström Me Catherine Ricard	2002-07-24	Nouvelle	Audiences prévues en mai 2003

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03**

**QUESTION 53 : Liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2003 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.**

Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur et Procureur	Date du décès	Endroit	État d'avancement de l'enquête
2000-03-03	Dubé, Jonathan	Personne étouffé dans une chaise de contention au CH Antoine Labelle	Me Michel Ferland Me Nathalie Gagnon	2000-01-23	L'Annonciation	Audiences terminées, rédaction du rapport en cours
2000-03-24	Sargent, Yvan	Personne trouvée morte dans la neige près de sa résidence	Me Michel Ferland Me Bruno Leclerc	2000-01-12	St-Calixte	Audiences terminées, rédaction du rapport en cours
2000-07-10	Vinson, Gilbert	Décès suite à l'effondrement d'un viaduc	Me Gilles Perron Me. C. Gagnon	2000-06-18	Laval	Audiences terminées, rédaction du rapport en cours
2001-07-20	Grant, Hervé	Collision avec un fardier	Me Luc Malouin Me Christian Hacquin	2001-06-14	Baie-Comeau	Audiences terminées, rédaction du rapport en cours
2001-07-20	Simard, Marie-Paule	Collision avec un fardier	Me Luc Malouin Me Christian Hacquin	2001-06-14	Baie-Comeau	Audiences terminées, rédaction du rapport en cours
2001-12-06	Rail-Vaillancourt, Aexandre	Intoxication par l'alcool	Me Andrée Kronström Me Guy Bernard	2001-02-23	Québec	Audiences terminées, rapport déposé le 4 avril 2003
2002-02-28	Brunard, Marie-Louise	Contention dans un centre d'hébergement	Me Luc Malouin Me Nathalie Gagnon	2001-06-26	Québec	Audiences terminées, rédaction du rapport en cours
2002-05-29	Pelletier, Gabriel	Noyade dans une piscine publique	Me Catherine Rudel-Tessier Me Éric Lépine	2001-10-20	Laval	Audiences terminées, rédaction du rapport en cours
2002-05-29	St-Amant, Éliane	Suicide	Me Andrée Kronström Me Nathalie Gagnon	2000-11-08	Val-d'Or	Audiences terminées, rédaction du rapport en cours

# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

54. LES EFFECTIFS DE BUREAU DU COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE,  
PAR CATÉGORIE D'EMPLOI AINSI QUE LA MASSE SALARIALE POUR CHACUNE  
DE CES CATÉGORIES POUR LA PÉRIODE 2001-2002 ET 2002-2003.





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : 03.04 – Commissaire à la déontologie policière**

**QUESTION 54 : Les effectifs du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2001-2002 et 2002-2003.**

Catégories d'emploi	Effectifs	Masse salariale	Effectifs	Masse salariale
	2001-2002		2002-2003	
Dirigeant et membre	2	210 571	2	216 551
Cadres supérieurs	2	156 411	2	163 632
Professionnels	23	1 498 238	23	1 602 799
Techniciens	2	88 523	2	82 622
Personnel de bureau	13	433 396	13	420 086
Total	42	2 387 139	42	2 485 690



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

55. LA LISTE DES DIRIGEANTS DE LA COMMISSION, LEUR RÉMUNÉRATION RESPECTIVE POUR LA PÉRIODE 2002-2003 AINSI QUE LES AUGMENTATIONS PRÉVUES.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : 03.04 – Commissaire à la déontologie policière**

**QUESTION 55: La liste des dirigeants du Commissaire à la déontologie policière, leur rémunération respective pour la période 2002-2003 ainsi que les augmentations prévues.**

Le Commissaire à la déontologie policière :	Me Paul Monty	Traitement au 31 mars 2003 : 117 806
Le commissaire adjoint :	Me Réjean Gauthier	Traitement au 31 mars 2003 : 98 745



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

56. LES FRAIS REMBOURSABLES POUR LA PÉRIODE 2002-2003  
RÉPARTIS PAR CONCILIATIONS ET ENQUÊTES.





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : 03.04 – Commissaire à la déontologie policière**

**QUESTION 56 : Les frais remboursables pour la période 2002-2003 répartis par conciliations et enquêtes.**

Frais remboursables 2002-2003	
Conciliations	189 669
Enquêtes	621 516
<b>Total</b>	<b>811 185</b>



## MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

57. LA RÉPARTITION DES PLAINTES ADRESSÉES AU COMMISSAIRE PAR CORPS POLICIER ET CONSTABLE SPÉCIAL POUR LA PÉRIODE 2002-2003 (INCLUANT LE NOMBRE DE PLAINTES, LE TOTAL DES POLICIERS EN CAUSE).



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE – 03.04**

**QUESTION 57 : La répartition des plaintes adressées au Commissaire par corps policier et constable spécial pour la période 2002-2003 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause).**

	<u>Nombre de plaintes</u>	<u>Nombre de policiers</u>
Nombre de plaintes reçues entre le 1 <sup>er</sup> avril 2002 et le 31 mars 2003	1 304	2 077
1. <b>Répartition par corps policier:</b>		
- Sûreté du Québec:	332	469
- Service de police de la Ville de Montréal:	416	666
- Corps de police municipaux:	556	908
- Constables spéciaux:	23	33
- Autres:	1	1
<b>TOTAL:</b>	<b>1 328</b>	
• Une plainte peut impliquer des policiers de plus d'un corps de police		



## MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

58. LA RÉPARTITION DES DOSSIERS SELON LA DÉCISION PRISE À LA RÉCEPTION DES PLAINTES PAR LE COMMISSAIRE POUR LA PÉRIODE 2002-2003 (CONCILIATION/ENQUÊTE/REFUS/DÉSISTEMENT) OU SI LE DOSSIER EST EN SUSPENS, LES MOTIFS POUR LESQUELS AUCUNE DÉCISION N'A ÉTÉ PRISE (À L'ÉTUDE, EN ATTENTE DE RENSEIGNEMENTS OU AUTRES).





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE – 03-04**

**QUESTION 58 : La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le Commissaire pour la période 2002-2003 (conciliation/enquête/refus/désistement) ou si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise (à l'étude, en attente de renseignements ou autres).**

**Traitement apporté et décisions à la réception:**

- Désistements:	28
- Plaintes refusées:	692
- Enquêtes:	158
- Conciliations:	417
- En attente de renseignements additionnels:	87
- À l'étude:	45

692 plaintes furent refusées et ce, pour les raisons suivantes:

- Un élément essentiel à sa recevabilité fait défaut:
  - elle ne vise pas un policier ou un constable spécial (ex. un préposé au stationnement);
  - cette personne n'était pas lors de l'incident à l'origine de la plainte dans l'exercice de ses fonctions (la plainte porte sur des actes qui n'ont pas relation avec l'exercice de la fonction de policier et qui ont été perpétrés hors des heures de service);
  - pas un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers du Québec;
- La plainte est prescrite (le délai de prescription est d'un an);
- La plainte est manifestement frivole, vexatoire ou portée de mauvaise foi (ex. plaintes répétitives alors que le Commissaire a déjà disposé de telles plaintes de la part du plaignant);
- Le Commissaire n'a pu obtenir dans le délai prescrit (40 jours pour procéder à l'examen préliminaire) la collaboration du plaignant pour recueillir les éléments d'information nécessaires au traitement de sa plainte;
- Les vérifications effectuées auprès du plaignant, d'autres personnes impliquées ou à partir des documents disponibles (ex. rapports opérationnels) permettent de conclure qu'il n'y a pas eu dérogation déontologique en l'espèce;
- Le plaignant n'a pas fourni de motif valable pour s'opposer à la conciliation.



## MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

59. NOMBRE DE DOSSIERS PORTÉS EN APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC POUR LA PÉRIODE 2002-2003,  
PAR CORPS DE POLICE AINSI QUE LA PROVENANCE DES APPELS INSCRITS  
POUR LA PÉRIODE 2002-2003 (COMMISSAIRE OU POLICIERS).



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE – 03-04**

**QUESTION 59 : Nombre de dossiers portés en appel devant la Cour du Québec pour la période 2002-2003, par corps de police ainsi que la provenance des appels inscrits pour la période 2002-2003 (Commissaire ou policiers).**

<u>Corps policiers</u>	<u>Nombre de dossiers</u>
– Sûreté du Québec	10
– Service de police de la Ville de Montréal	13
– Corps policiers municipaux	11
– Constables spéciaux	--
TOTAL :	34

<u>Origine des citation portées en appel</u>	<u>Nombre de dossiers</u>
– Par le Commissaire à la déontologie policière	5
– Par les policiers	28
– Par le Commissaire à la déontologie policière et par les policiers	1
TOTAL :	34



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

60. LA RÉPARTITION DES DOSSIERS EN CONCILIATIONS OBLIGATOIRES  
(SANS OPPOSITION, MALGRÉ OPPOSITION, APRÈS DEMANDE DE RÉVISION ACCUEILLIE,  
SUITE À UN REJET INITIAL DE LA PLAINTÉ) POUR LA PÉRIODE 2002-2003.





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE – 03-04**

**QUESTION 60 : La répartition des dossiers en conciliations obligatoires (sans opposition, malgré opposition, après demande de révision accueillie, suite à un rejet initial de la plainte) pour la période 2002-2003.**

Traitement des dossiers en conciliation obligatoire

Nombre de dossiers

– Conciliation sans opposition	396
– Malgré opposition à la conciliation	21
– Après demande de révision suite à un refus	20

<b>TOTAL :</b>	<b>437</b>
----------------	------------



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

61. LES EFFECTIFS DU COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI  
AINSI QUE LA MASSE SALARIALE POUR CHACUNE DE CES CATÉGORIES  
POUR LA PÉRIODE 2001-2002 ET 2002-2003.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05**

**QUESTION 61 : Les effectifs du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2001-2002 et 2002-2003.**

Catégories d'emploi	Effectifs		Masse salariale	
	2001-2002	2002-2003	2001-2002	2002-2003
Présidente et membres	8	8	626 901	648 900
Professionnels	3	3	209 642	260 800
Techniciens	2	2	80 211	83 200
Employés de bureau	9	9	257 246	272 000
<b>TOTAL</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>1 174 000</b>	<b>1 264 900</b>



## MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

62. LA LISTE DES DIRIGEANTS DU COMITÉ, LEUR RÉMUNÉRATION RESPECTIVE  
POUR LA PÉRIODE 2002-2003 AINSI QUE LES AUGMENTATIONS PRÉVUES.





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05**

**QUESTION 62 : La liste des dirigeants du Comité, leur rémunération respective pour la période 2002-2003 ainsi que les augmentations prévues.**

Les dirigeants du Comité sont les suivants :

	Rémunération	Augmentation prévue
M <sup>e</sup> Suzanne Levesque, présidente	117 806 \$	2 356 \$
M <sup>e</sup> Gilles Mignault, vice-président	106 978 \$	2 140 \$



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

63. LE NOMBRE DE DOSSIERS REÇUS POUR LA PÉRIODE 2002-2003, PAR CATÉGORIES (CITATIONS/RÉVISIONS) ET PAR ORIGINES (SQ, SPVM, CORPS MUNICIPAUX) DURANT LA PÉRIODE 2002-2003.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05**

**QUESTION 63 : Le nombre de dossiers reçus pour la période 2002-2003, par catégorie (citations / révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux et polices amérindiennes) durant la période 2002-2003..**

**Dossiers reçus en 2002-2003 au 31 mars 2003**

<b>Origine</b>	<b>Citations</b>	<b>Révisions</b>
Sûreté du Québec	18	6
Corps municipaux	26	9
SPVM	25	10
Polices amérindiennes	1	1
<b>TOTAL</b>	<b>70</b>	<b>26</b>



## MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

64. LE NOMBRE DE DOSSIERS EN SUSPENS AU 31 MARS 2003, PAR CATÉGORIE ET PAR ORIGINE.





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05**

**QUESTION 64 : Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2003, par catégorie et par origine.**

Les 10 dossiers en suspens font l'objet de recours devant les tribunaux supérieurs.

Origine	Citations	Révisions
Sûreté du Québec	9	-
Corps municipaux	1	-
SPVM	-	-
Polices amérindiennes	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>10</b>	<b>-</b>



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

65. LE DÉLAI MOYEN POUR LE TRAITEMENT D'UN DOSSIER.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05**

**QUESTION 65 : Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.**

Le délai moyen global d'un dossier de citation pour l'année 2002-2003 est de 16,1 mois en date du 31 mars 2003 alors qu'il était de 20,3 mois en date du 31 mars 2001.

Il s'agit du délai entre le dépôt au greffe de la citation et la signification de la décision finale, peu importe l'année du dépôt du dossier au greffe.



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

66. LES EFFECTIFS DE LA CQLC, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI AINSI QUE LA MASSE SALARIALE POUR CHACUNE DE CES CATÉGORIES POUR LA PÉRIODE 2001-2002 ET 2002-2003 ET PRÉVISION POUR 2003-2004.





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02**

<b>QUESTION 66 : Les effectifs de la CQLC par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2001-2002 et 2002-2003, et prévision pour 2003-2004</b>						
<b>Catégorie d'emploi</b>	<b>2001-2002</b>		<b>2002-2003</b>		<b>2003-2004</b>	
	<b>Nombre</b>	<b>Masse salariale</b>	<b>Nombre</b>	<b>Masse salariale</b>	<b>Nombre</b>	<b>Masse salariale</b>
Dirigeants, membres d'organismes et cadres supérieurs	10	979,9	11	1 040,2	11	1 200,0
Professionnels	10	538,0	9	550,0	9	483,7
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	13	416,4	13	426,0	13	338,6
<b>TOTAL</b>	<b>33</b>	<b>1 979,3</b>	<b>33</b>	<b>2 016,2</b>	<b>33</b>	<b>2 022,3</b>



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

67. LA LISTE DES DIRIGEANTS DE LA COMMISSION POUR LA PÉRIODE 2002-2003,  
(LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES AVEC OU SANS AUDIENCES,  
PROGRAMME DE SEMI-LIBERTÉ ET PROGRAMME D'APPEL EN MATIÈRE D'ABSENCE TEMPORAIRE).



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02**

**QUESTION 67 : La liste des dirigeants de la Commission pour la période 2002-2003 <sup>(1)</sup> (libérations conditionnelles avec ou sans audiences <sup>(2)</sup>, programme de semi-liberté <sup>(3)</sup> et programme d'appel en matière d'absence temporaire <sup>(4)</sup>)**

<sup>(1)</sup> La liste des dirigeants de la Commission pour la période 2002-2003 :

Isabelle Demers, présidente  
David Sultan, vice-président

<sup>(2)</sup> Libérations conditionnelles avec ou sans audiences – La répartition des décisions prises par la Commission pour la période 2002-2003

Au cours de l'exercice 2002-2003, soit du 1<sup>er</sup> avril 2002 au 31 mars 2003, la Commission a pris en audience :

➤ Décisions en matière de libération conditionnelle :	4 407
➤ Décisions en matière d'appel en absence temporaire:	116

<b>Sous-total (total des décisions prises en audience) :</b>	<b>4 523</b>
--	--------------

En ce qui concerne les décisions prises hors audience, la répartition s'effectue comme suit :

➤ Autorisation de déplacements hors Québec et hors Canada :	35
➤ Recevabilité des demandes de révision et de nouvel examen en libération conditionnelle :	492
➤ Recevabilité des demandes d'appel en absence temporaire :	152
➤ Cas particuliers (rapport d'événement, ajournement de décision)	210

<b>Sous-total (total des décisions prises hors audience)</b>	<b>889</b>
--	------------

<b>GRAND TOTAL DES DÉCISIONS PRISES À LA COMMISSION</b>	<b>5 412</b>
---	--------------

(3) Programme de semi-liberté

Bien qu'un tel programme puisse exister, les données relatives à celui-ci sont intégrées aux données concernant les libérations conditionnelles.

(4) Programme d'appel en matière d'absence temporaire – La répartition des décisions sur les appels en matière d'absence temporaire pour la période 2002-2003

La Commission a statué en appel de 116 décisions rendues par les Services correctionnels, qui se répartissent ainsi :

➤ Refus en absence temporaire :	108
➤ Révocations en absence temporaire :	4
➤ Reports :	4

# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

68. LA RÉPARTITION TERRITORIALE, PAR ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION, DES RENONCIATIONS  
ET DES DÉCISIONS DE LA COMMISSION POUR LA PÉRIODE 2002-2003.





**Ministère de la Sécurité Publique**  
**Étude des crédits 2003-2004**  
**Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle**

**TITRE ET PROGRAMME :** Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02

**QUESTION 68 :** La répartition territoriale, par établissement de détention, des renoncations et des décisions de la Commission pour l'exercice 2002-2003

Pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2002 au 31 mars 2003, la répartition du nombre de renoncations et du nombre de décision en matière de libération conditionnelle est la suivante :

<b>Direction territoriale</b>	<b>Établissement</b>	<b>Renoncations</b>	<b>Décisions</b>
Est du Québec	Baie-Comeau	20	43
	Chicoutimi	13	73
	CQLC-Québec	0	151
	Détention Québec(F)	6	57
	Détention Québec(H)	89	705
	New-Carlisle	35	52
	Rimouski	44	105
	Roberval	17	67
	Sept-Iles	2	28
	Trois-Rivières	35	277
	<b>Sous-Total</b>	<b>261</b>	<b>1 558</b>
Ile de Montréal	CQLC-Montréal	0	289
	Détention Montréal	136	1 045
	Maison Tanguay	32	71
	Rivière - des - Prairies	22	160
	<b>Sous-Total</b>	<b>190</b>	<b>1 565</b>
Ouest du Québec	Amos	15	76
	Hull	46	215
	Saint-Jérôme	43	576
	Sherbrooke	59	227
	Sorel	7	105
	Valleyfield	3	85
	<b>Sous-Total</b>	<b>173</b>	<b>1 284</b>
<b>TOTAL</b>		<b>624</b>	<b>4 407</b>



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

69. LA RÉPARTITION DES DÉCISIONS SUR LES APPELS EN MATIÈRE D'ABSENCE  
TEMPORAIRE POUR LA PÉRIODE 2002-2003.



**Ministère de la Sécurité Publique**  
**Étude des crédits 2003-2004**  
**Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle**

**TITRE ET PROGRAMME :** Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02

**QUESTION 69 : La répartition des décisions sur les appels en matière d'absence temporaire pour la période 2002-2003**

La Commission a statué en appel de 116 décisions rendues par les Services correctionnels, qui se répartissent ainsi :

- 108 refus en absence temporaire
- 4 révocations en absence temporaire
- 4 reports



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

70. LES EFFECTIFS DE L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI  
AINSI QUE LA MASSE SALARIALE POUR CHACUNE DE CES CATÉGORIES  
POUR LA PÉRIODE 2002-2003.





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec**

**QUESTION 70 : Les effectifs de l'École nationale de police du Québec, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2002-2003.**

Catégories d'emploi	Nombre d'effectifs		Masse salariale 2002-2003
	Postes ETC*	Personnes	En dollars
Cadres et assimilés	22	22	1 802 575
Professionnels	36	38	2 138 635
Fonctionnaires	82	103	3 345 883
Ouvriers	17	21	576 811
Policiers en prêt de service	20	20	1 711 326
Chargés de cours	15	152	915 739
Personnes-ressources	5	27	376 988
	197	383	10 867 957
* L'abréviation ETC signifie « équivalent temps complet ».			



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

71. LA LISTE DES DIRIGEANTS DE L'ÉCOLE, LEUR RÉMUNÉRATION RESPECTIVE  
POUR LA PÉRIODE 2002-2003 AINSI QUE LES AUGMENTATIONS PRÉVUES.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec**

**QUESTION 71 : La liste des dirigeants de l'École, leur rémunération respective pour la période 2002-2003 ainsi que les augmentations prévues**

		<u>Rémunération<sup>1</sup></u>	<u>Prochaine augmentation prévue en 2003- 2004<sup>2</sup></u>
Louise Gagnon-Gaudreau	Directrice générale	133 603 \$	Augmentation non connue à ce jour
Paul Girard	Directeur général adjoint	93 066 \$	Augmentation non connue à ce jour
		<hr/> 226 669 \$	

1. Salaire des dirigeants au 1<sup>er</sup> avril 2003.

2. Exercice financier de l'École nationale de police du Québec du 1<sup>er</sup> juillet 2003 au 30 juin 2004.



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

72. LES EFFECTIFS DE LA RÉGIE DE LA RACJ, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI,  
AINSI QUE LA MASSE SALARIALE POUR CHACUNE DE CES CATÉGORIES  
POUR LA PÉRIODE 2001-2002 ET 2002-2003.





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01**

QUESTION 72 : Effectifs de la RACJ, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2001-2002 et 2002-2003					
	2001-2002		2002-2003		
	Nombre	Masse salariale (\$)	Nombre	Masse salariale (\$)	
Dirigeants et membres d'organismes	14	1 319 100	17	1 769 971	<div>(1) En 2001-2002, les cadres juridiques étaient calculés avec les cadres</div> <div>(2) En 2002-2003, les cadres intermédiaires sont calculés avec les cadres</div> <div>(3) En 2001-2002, les avocats et les notaires étaient calculés avec les professionnels</div>
Cadres <sup>(1)</sup>	6	509 300	8	637 303	
Cadres intermédiaires <sup>(2)</sup>	2	112 200			
Cadres juridiques			2	173 828	
Avocats, notaires <sup>(3)</sup>			21	1 476 500	
Professionnels	26	1 744 100	24	1 538 133	
Techniciens	54	2 191 800	54	2 182 884	
Personnel de bureau	69	2 229 400	81	2 602 248	
Sous-total	171	8 105 900	207	10 380 867	
Effectifs additionnels qui ont été octroyés pour diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard (CT 196950 du 21 août 2001) <sup>(4)</sup>	36	1 261 000			
Effectifs occasionnels additionnels qui ont été octroyés par le gouvernement pour combattre l'économie au noir dans le domaine des alcools – Projet ACCES (CT 196948 du 21 août 2001)	42	1 735 521	42	1 781 365	<div>(4) En 2002-2003, les effectifs de 36 personnes sont calculés avec les effectifs autorisés de la Régie</div>
En 2002-2003, 77 contractuels sont à l'emploi de la Régie afin de s'acquitter de sa mission en matière de contrôle de courses de chevaux et de combats de boxe (juges, arbitres, vétérinaires, médecins)	77	1 140 758	77	1 273 234	
Total	326	12 243 179	326	13 435 466	



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

73. LA LISTE DES DIRIGEANTS DE LA RACJ, LEUR RÉMUNÉRATION RESPECTIVE  
POUR LA PÉRIODE 2002-2003 AINSI QUE LES AUGMENTATIONS PRÉVUES.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01**

**QUESTION 73 : Liste des dirigeants de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2002-2003 ainsi que les augmentations prévues**

<u>TITRE</u>	<u>NOM</u>	<u>RÉMUNÉRATION</u>	<u>AUGMENTATION PRÉVUE</u>
Président	M. Charles Côté	137 363 \$	non disponible
Vice-présidente à la fonction juridictionnelle	(du 1 <sup>er</sup> avril au 20 mai 02) M <sup>e</sup> Carole Mc Murray	117 806 \$	non disponible
	(du 21 mai 02 au 31 mars 03) M <sup>e</sup> Alain Lavigne	113 058 \$	non disponible
Vice-présidente aux opérations	M <sup>me</sup> Dell Dunn-Sénéchal	109 750 \$	non disponible
		=====	
		477 977 \$	



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

74. L'ÉTAT DU COMPTE EN FIDÉICOMMIS AU 31 MARS 2003,  
RÉPARTI PAR CATÉGORIE, (BINGOS, TIRAGES, CONCOURS PUBLICITAIRES).





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01**

**QUESTION 74 : État du compte en fidéicommiss**

La gestion de ce compte en fidéicommiss a été transférée au ministère des Finances, à la Direction générale de la gestion de l'encaisse et de la dette publique.



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

75. LE NOMBRE D'ENQUÊTES ET D'INSPECTIONS EFFECTUÉES PAR LA RACJ  
ET LES CORPS DE POLICE MANDATÉS, POUR CHAQUE SECTEUR  
D'ACTIVITÉS POUR LA PÉRIODE 2002-2003.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01**

**QUESTION 75 : Nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité pour la période 2002-2003.**

Par la Régie :

Bingos	81
Tirages	12
Concours publicitaire	12
Appareils d'amusement	9
Alcools	50
Appareils de loterie vidéo	543
Casino	2
Courses	49
Moûts	10
Autres (fabricant)	6
Transmis à un corps policiers	147
Révocation de plein droit	<u>123</u>
Total	1 044

Par les corps de police mandatés au 28 février : Alcool – ACCES :

SPVM	1 729
Sûretés Municipales	3 817
SQ	<u>4 367</u>
Total	9 913



# **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

- 76. LE NOMBRE DE PERMIS D'ALCOOL ACCORDÉS, SUSPENDUS OU RÉVOQUÉS  
POUR LA PÉRIODE 2002-2003, INCLUANT LES PRINCIPALES RAISONS  
DE SUSPENSIONS OU DE RÉVOCATIONS.**





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01**

**QUESTION 76: Nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués pour la période 2002 – 2003, incluant les principales raisons de suspensions ou de révocations.**

Nombre de permis d'alcool accordés	- nouveaux	811	
	- modifications	2 949	
Nombre de permis d'alcool suspendus		475	
Nombre de permis d'alcool révoqués	- volontairement	682	➤ à la demande des détenteurs
	- avec saisie des boissons alcooliques	1 349	➤ pour non paiement des droits ou suite à une décision des régisseurs
	- autres	207	➤ idem mais sans saisie des boissons alcooliques



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

77. LE NOMBRE DE LICENCES ET DE VIGNETTES DÉLIVRÉES POUR LES APPAREILS  
D'AMUSEMENT AU 31 MARS 2003.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01**

**QUESTION 77 : Nombre de licences et de vignettes délivrées pour les appareils d'amusement**

Licences émises

- commerçants	5
- exploitants	<u>1 197</u>
Total des licences	1 202
	=====

Vignettes d'immatriculation

- Appareils de catégorie B	5 882	B – Machines à boules, jeux vidéos
- Appareils de catégorie C	12 774	C – Tables de billard, allées de quilles
- Appareils de catégorie D	<u>602</u>	D – Jeux pour les enfants (dans les centres d'achats)
Total des vignettes	19 258	
	=====	



## MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

78. LE NOMBRE DE LICENCES D'APPAREILS DE LOTERIE VIDÉO ACCORDÉES, SUSPENDUES OU RÉVOQUÉES POUR LA PÉRIODE 2002-2003, INCLUANT LES PRINCIPALES RAISONS DE SUSPENSION OU DE RÉVOCATION.





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01**

**QUESTION 78 : Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées pour la période 2002 – 2003, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.**

La Régie attribue des licences d'exploitant de site permettant d'obtenir auprès de la Société des loteries vidéo du Québec (SLVQ) un nombre d'appareils de loterie vidéo variant de 0 à 5 appareils par licence. Toutefois, depuis le 15 mars 2002, le gouvernement du Québec a approuvé la décision de la Régie de suspendre la délivrance de licences d'exploitant de site de loterie vidéo. Ainsi, le nombre de licences accordées au cours du présent exercice financier constitue dans la majorité des cas, des renouvellements.

➤ Nombre de licences d'exploitant de site accordées ou renouvelées	268
➤ Nombre de licences d'exploitant de site suspendues	1
➤ Nombre de licences d'exploitant de site révoquées	5



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

79. LE NOMBRE D'ACTIVITÉS ACCORDÉES, AVEC OU SANS CONDITIONS, ET REFUSÉES  
RELATIVEMENT À LA DÉLIVRANCE DE LICENCES D'APPAREILS  
DE LOTERIE VIDÉO POUR LA PÉRIODE 2002-2003.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01**

**QUESTION 79: Nombre d'activités accordées, avec ou sans conditions, et refusées relativement à la délivrance de licences d'appareils de loterie vidéo pour la période 2002 – 2003**

La Régie ne détermine pas le nombre d'appareils accordés ou refusés.

Sans objet, référence voir question 78.



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

80. LE NOMBRE D'ÉVÉNEMENTS DE BINGO ET DE LICENCES,  
SELON LA CATÉGORIE, POUR LA PÉRIODE 2002-2003.





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01**

**QUESTION 80 : Nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie pour la période 2002 – 2003**

Nombre d'événements de bingo

<u>Catégorie de licence</u>	<u>Nombre d'événements</u>
Bingo en salle	16 775
Bingo média	3 041
Bingo billets surprise	<u>25 932</u>
Total des évènements	45 748 =====

Nombre de licences de bingo

<u>Catégorie de licence</u>	<u>Nombre de licences</u>
Bingo en salle	581
Bingo média	85
Bingo billets surprise	685
Bingo annuel	1 015
Total des licences	2 366 =====



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

81. LE NOMBRE D'ACTIVITÉS DE CONTRÔLE DES MACHINES À SOUS ET DES TABLES DE JEU,  
POUR CHACUN DES CASINOS D'ÉTAT POUR LA PÉRIODE 2002-2003.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01**

**QUESTION 81 : Le nombre d'activités de contrôle des machines à sous et des tables de jeu, pour chacun des casinos d'État pour la période 2002-2003**

Ces activités sont effectuées par le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale du ministère de la Sécurité publique.

Casino de Charlevoix	361
Casino de Hull	2 283
Casino de Montréal	<u>2 832</u>
 Total machines à sous et tables de jeu	 5 476
	=====



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

82. LE NOMBRE DE LICENCES DE COURSE, DE PISTES DE COURSE, DE SALLES DE PARIS  
ET DE DEMANDES DE RÉCIPROCITÉ ACCORDÉES POUR LA PÉRIODE 2002-2003





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01**

**QUESTION 82 : Nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris et de demandes de réciprocité accordées pour la période 2002 – 2003**

Nombre de licences de courses: (accordées aux individus et/ou raisons sociales)	6 388
--	-------

Nombre de licences de pistes de courses:	19
--	----

Nombre de licences de salles de paris:	18
--	----

Nombre de demandes selon l'entente de réciprocité:	1 111
--	-------



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

83. LE NOMBRE D'ACTIVITÉS DE CONTRÔLE RELATIVES AUX COURSES  
POUR LA PÉRIODE 2002-2003.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01**

**QUESTION 83 : Nombre d'activités de contrôle relatives aux courses pour la période 2002- 2003**

Activités de contrôle relatives aux courses par la direction des enquêtes et de l'inspection

Nombre d'enquêtes exécutées	49
Nombre d'inspections effectuées sur les pistes de courses	302
Nombre de tests (urine) effectués sur les humains	143



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

84. LE NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES PAR LE PERSONNEL DÉSIGNÉ ET PAR LES RÉGISSEURS,  
POUR CHAQUE SECTEUR D'ACTIVITÉS POUR LA PÉRIODE 2002-2003  
AINSI QUE LE RÉSULTAT DE LA DÉCISION.





MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 84: Nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activités pour la période 2002 – 2003 ainsi que le résultat de la décision.

Permis d'alcools		Licences de Loterie-vidéo <sup>1</sup>		Licences de Tirages		Licences de Bingos <sup>2</sup>		Vignettes d'appareils d'amusement		Concours publicitaires	
Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre
Accordée	9 992	Accordée	268	Accordée	1 444	Accordée	2 480	Accordée	1 202	Accordée	77
Refusée	318	Refusée	27	Refusée	52	Refusée	0	Refusée	0	Refusée	0
Conditionnelle	6										
Désistement	326										
Nul effet	60										
Extension de délai	1										
Révocation d'autorisation d'exploitation temporaire	169										
Révocation avec saisie	1 349										
Révocation autres	207										
Suspension	475										
Jours de suspension	4 937										

<sup>1</sup> Moratoire sur la délivrance de licences d'exploitant de site d'appareils de loterie vidéo pour la période du 15 mars 2003 au 14 mars 2004  
<sup>2</sup> Moratoire concernant la cessation de la délivrance de licences de bingo en date du 27 septembre 1997 et reconduit au 10 décembre 2003.  
SRFP/92 (2003-04)



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

85. LE NOMBRE D'AFFAIRES ENTENDUES, RÉPARTIES PAR TERRITOIRE  
ET PAR CATÉGORIE D'ACTIVITÉS (ALCOOLS, JEUX, COURSES)  
POUR LA PÉRIODE 2002-2003.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01**

**QUESTION 85 : Nombre d'affaires entendues, réparties par territoire et par catégorie d'activités (alcools, jeux, courses) pour la période 2002-2003**

	Alcools	Jeux	Courses	Total	Pourcentage	
Abitibi/Témiscamingue	22	0	0	22	2 %	
Bas St-Laurent	12	1	0	13	1 %	
Chicoutimi	14	2	0	16	1 %	
Gaspésie	4	6	0	10	1 %	
Mauricie/Bois-Francs	0	0	0	0	0 %	
Montréal	701	142	46	889	67 %	
Outaouais	0	0	0	0	0 %	
Québec	287	57	26	370	28 %	
Total	1 040	208	72	1 320	100 %	



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

86. LE NOMBRE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC  
PAR SECTEUR D'ACTIVITÉS POUR LA PÉRIODE 2002-2003.





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01**

**QUESTION 86 : Nombre de recours devant le Tribunal administratif du Québec par secteur d'activités**

Alcool – ACCES	10
Alcool – détaillants	11
Bingos	6
Courses	2
Appareils de loterie-vidéo	4
Casino	0
Fabricant	1
Tirage	<u>1</u>
Total des recours	35
	=====



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

87. LE NOMBRE DE PLAINTES ÉCRITES REÇUES ET TRAITÉES PAR LE SERVICE DE PLAINTES PAR CATÉGORIE (ALCOOLS, CASINOS, BINGOS, ETC.) POUR LA PÉRIODE 2002-2003.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01**

**QUESTION 87 : Nombre de plaintes écrites, reçues et traitées par le service de plaintes, par catégorie**

Le bureau des plaintes de la Régie a reçu 5 plaintes pour l'exercice 2002-2003.



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

88. COPIE À JOUR DE LA LISTE DE CLASSEMENT DE TOUS LES DOCUMENTS DISPONIBLES  
DANS VOTRE MINISTÈRE OU ORGANISME TEL QUE PRESCRIT PAR LA  
LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET  
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (CHAPITRE A-2.1).





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : Ministère de la Sécurité publique**

**QUESTION 88 : COPIE À JOUR DE LA LISTE DE CLASSEMENT DE TOUS LES DOCUMENTS DISPONIBLES DANS VOTRE MINISTÈRE OU ORGANISME TEL QUE PRESCRIT PAR LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (CHAPITRE A-2.1)**

Conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, la liste de classement du ministère et des organismes relevant du ministère est disponible pour consultation sur place.



**QUESTIONS ADRESSÉES AU MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES  
MAIS QUI CONCERNENT PLUTÔT  
LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**



**Ministère de la Sécurité publique  
Étude des crédits 2003-2004  
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle**

**QUESTIONS ADRESSÉES AU MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES MAIS QUI CONCERNENT PLUTÔT LE MSP**

<b>QUESTION N°</b>	<b>LIBELLÉ DE LA QUESTION</b>	<b>PAGE</b>
73.	La liste des municipalités ou des villes de moins de 5000 habitants qui ont choisi de conserver ou créer un corps de police municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec.	487
74	List des municipalités desservies par la Sûreté du Québec, copie des contrats et montant facturé à chacune d'elles pour 2000-2001, 2001-2002 et 2002-2003.	491
75.	Liste des municipalités de plus de 5 000 habitants qui n'ont pas de corps de police.	495
76.	Liste des municipalités qui ont un corps de police mais dont les services rendus ne sont pas conformes à ceux prescrits par le Règlement sur les services policiers de base.	499



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

73. LISTE DES MUNICIPALITÉS OU DES VILLES DE MOINS DE 5000 HABITANTS QUI ONT CHOISI  
DE CONSERVER OU CRÉER UN CORPS POLICIER MUNICIPAL OU QUI ONT SIGNÉ  
DE NOUVELLES ENTENTES INTERMUNICIPALES RELATIVES  
AUX CORPS POLICIERS OU QUI ONT OPTÉ POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC.





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES POLICIÈRES, DE LA PRÉVENTION ET DES SERVICES DE SÉCURITÉ**

**QUESTION 73 : Liste des municipalités ou des villes de moins de 5000 habitants qui ont choisi de conserver ou créer un corps de police municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec.**

a) municipalités de moins de 5000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps de police municipal.

Le Ministère n'a reçu aucune demande de la part des municipalités de moins de 5 000 habitants à l'effet de conserver ou de créer leur propre corps de police puisqu'aucune ne répond à ce critère. En effet, depuis le 21 juin 2001, la *Loi sur la police* prévoit qu'à l'exception des municipalités situées dans les communautés métropolitaines (CM) de Montréal et de Québec ainsi que dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) de Chicoutimi, Hull, Sherbrooke et Trois-Rivières, seules les municipalités de plus de 50 000 habitants ont l'obligation d'être desservies par un corps de police municipal. Quant aux municipalités de moins de 50 000 habitants, qui sont actuellement desservies par un corps de police municipal, elles peuvent le maintenir dans la mesure où celui-ci est apte à fournir le niveau de services requis par la loi. Les autres municipalités sont desservies par la Sûreté du Québec dans le cadre d'ententes de services conclues avec leur MRC respective.

Ainsi, les municipalités de moins de 50 000 habitants qui ont décidé de conserver leur corps de police sont les suivantes :

Bromont (5 026 hab.), Granby (45 908 hab.), municipalités de la Régie de Joliette (55 336 hab.), municipalités de la Régie Memphrémagog (28 193 hab.), Mont-Tremblant (8 417 hab.), Rivière-du-Loup (18 050 hab.), Sainte-Adèle (10 140 hab.), Sainte-Marie (11 567 hab.), Saint-Georges (28 629 hab.), Thetford-Mines (26 861 hab.).

b) municipalités de moins de 5000 habitants qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers.

En ce qui a trait aux municipalités qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers, le Ministère n'est pas en mesure de fournir une telle liste puisque les ententes contiennent, pour la plupart, des clauses de renouvellement automatique et qu'il est de la responsabilité des municipalités de dénoncer les ententes existantes dans les délais prescrits (9 mois avant l'échéance) si elles veulent en revoir les conditions. Ainsi, le cas échéant, elles doivent soumettre à l'approbation du ministre les nouvelles ententes modifiées.

Au cours de l'année 2002-2003, seule la Municipalité de Saint-Sulpice (3 441 hab.) a conclu une entente de services avec la Ville de L'Assomption concernant la desserte policière de son territoire.

c) municipalités de moins de 5000 habitants qui ont opté pour la Sûreté du Québec.

Depuis l'entrée en vigueur de la *Loi concernant l'organisation des services policiers*, le 21 juin 2001, les municipalités de moins de 50 000 habitants situées à l'extérieur des communautés métropolitaines (CM) ou de régions métropolitaines de recensement (RMR) et qui étaient desservies par un corps de police municipal, pouvaient en demander l'abolition afin d'être desservies par la Sûreté du Québec dans le cadre d'ententes de services conclues avec leur MRC respective.

Ainsi, les municipalités de moins de 50 000 habitants qui ont demandé l'abolition sont les suivantes :

Ville	Nombre d'habitants	Ville	Nombre d'habitants
Alma	30 589	Montmagny	11 825
Baie-comeau	24 344	Morin-Heights	2 817
Coaticook	9 104	Pincourt	10 117
Cowansville	12 313	Régie de Montcalm	
Drummondville	47 343	Régie des Seigneuries	
Farnham	7 968	Rimouski	42 105
Fermont	2 993	Saint-Adolphe-d'Howard	2 800
Hudson	4 965	Saint-Césaire	5 130
La Malbaie	9 371	Saint-Donat	3 670
La Tuque	11 590	Saint-Félicien	10 874
Lac-Brome	5 477	Saint-Sauveur-des-Monts	8 233
Lachute	11 572	Sorel-Tracy	34 896
Lac-Mégantic	5 999	Val-d'Or	32 125
L'Île-Perrot	9 723	Vaudreuil-Dorion	20 871
Marieville	7 608	Victoriaville	39 799
Matane	15 207		
Mont-Joli	6 731		

# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

74. LISTE DES MUNICIPALITÉS DESSERVIES PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC,  
COPIE DES CONTRATS ET MONTANT FACTURÉ À CHACUNE D'ELLES  
POUR 2000-2001, 2001-2002 ET 2002-2003.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES POLICIÈRES, DE LA PRÉVENTION ET DES SERVICES DE SÉCURITÉ**

**QUESTION 74 : Liste des municipalités desservies par la Sûreté du Québec, copie des contrats et montant facturé à chacune d'elles pour 2000-2001, 2001-2002, 2002-2003.**

Conformément aux dispositions de la *Loi sur la police*, les municipalités desservies par la Sûreté du Québec le sont dans le cadre d'ententes de services conclues avec leur MRC respective. Toutefois, le montant facturé à chacune de ces municipalités est établi sur la base de l'exercice financier (année civile) pour lequel la contribution est payable.

La liste des municipalités desservies et les montants facturés pour 2000-2001, 2001-2002, 2002-2003 sont joints en annexe.



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

75. LISTE DES MUNICIPALITÉS DE PLUS DE 5000 HABITANTS QUI N'ONT PAS DE CORPS DE POLICE.





**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES POLICIÈRES, DE LA PRÉVENTION ET DES SERVICES DE SÉCURITÉ**

**QUESTION 75 : Liste des municipalités de plus de 5 000 habitants qui n'ont pas de corps de police.**

Aucune municipalité ne répond à ce critère puisque depuis 1997, toutes les municipalités sont assujetties à la compétence, soit d'un corps de police municipal ou soit de la Sûreté du Québec.

Par ailleurs, depuis le 21 juin 2001, la *Loi concernant l'organisation des services policiers* est venue établir un partage plus précis des responsabilités et une répartition des services mieux adaptés aux besoins de la population de même qu'un accroissement de la capacité des corps de police à lutter contre la criminalité. Ainsi, à l'exception des municipalités situées dans les communautés métropolitaines (CM) de Montréal et de Québec ainsi que dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) de Chicoutimi, Hull, Sherbrooke et Trois-Rivières, seules les municipalités de plus de 50 000 habitants auront l'obligation d'être desservies par un corps de police municipal. Quant aux municipalités de moins de 50 000 habitants, qui sont actuellement desservies par un corps de police municipal, elles pourront le maintenir dans la mesure où celui-ci sera apte à fournir le niveau de services requis au 1er juin 2002. Les autres municipalités sont desservies par la Sûreté du Québec dans le cadre d'ententes de services conclues avec leur MRC respective.



# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

76. LISTE DES MUNICIPALITÉS QUI ONT UN CORPS DE POLICE MAIS DONT LES SERVICES RENDUS NE SONT PAS CONFORMES À CEUX PRESCRITS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES SERVICES POLICIERS DE BASE.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES POLICIÈRES, DE LA PRÉVENTION ET DES SERVICES DE SÉCURITÉ**

**QUESTION 76 : Liste des municipalités qui ont un corps de police mais dont les services rendus ne sont pas conformes à ceux prescrits par le Règlement sur les services policiers de base.**

Aucune municipalité ne répond à ce critère puisque depuis, le 21 juin 2001, la *Loi concernant l'organisation des services policiers* est venue établir des niveaux de services policiers en fonction du nombre d'habitants que comporte le territoire à desservir. Ces niveaux de services viennent préciser les responsabilités de chacun des corps de police en matière de gendarmerie, d'enquêtes, de services de soutien et mesures d'urgences. De plus, ils viennent préciser le rôle supplétif et complémentaire de la Sûreté du Québec, de même que sa mission à caractère national.

Par ses dispositions, la loi stipule, sauf exception, que toute municipalité faisant partie d'une communauté métropolitaine (CM) ou d'une région métropolitaine de recensement (RMR) est desservie par un corps de police municipal et, pour toute autre municipalité, que le seuil de population en fonction duquel elle est dans l'obligation d'établir son propre corps de police soit de 50 000 habitants. Toutefois, une municipalité de moins de 50 000 habitants, qui est actuellement desservie par un corps de police municipal, peut continuer de bénéficier des services d'un tel corps, dans la mesure où celle-ci démontre, dans un plan d'organisation soumis à l'approbation du ministre de la Sécurité publique, qu'elle fournit les services du niveau prescrit. À ce jour, 23 plans ont été approuvés sur le 34 soumis.

D'une façon générale, les municipalités situées dans les communautés métropolitaines de Montréal (CMM) et de Québec (CMQ) ainsi que dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) de Chicoutimi, Hull, Sherbrooke et Trois-Rivières devront, sauf exception, être desservies par des corps de police municipaux capables de fournir le 2<sup>e</sup> niveau de services ou plus, selon la population à desservir. Dans le cas des municipalités situées à l'extérieur de ces régions, seules celles de 50 000 habitants et plus auront désormais l'obligation d'être desservies par un corps de police municipal. Elles pourront le demeurer en autant qu'il soit apte à livrer le niveau de services requis. De plus, leur compétence pourra s'étendre aux autres municipalités de leur agglomération de recensement. Cette réforme établit un partage plus précis des responsabilités, favorise une répartition des services mieux adaptés aux besoins de la population de même qu'un accroissement de la capacité des corps de police à lutter contre la criminalité.

